

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

EVOLUTION AGRICOLE
ET
CONDITION DES CULTIVATEURS
DE L'AVEYRON
PENDANT LE XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Gabriel BOSCARY

CAPITAINE AU 7^e RÉGIMENT D'INFANTERIE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

EVOLUTION AGRICOLE
ET
CONDITION DES CULTIVATEURS
DE L'AVEYRON
PENDANT LE XIX^e SIÈCLE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Gabriel BOSCARY

CAPITAINE AU 7^e RÉGIMENT D'INFANTERIE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1909

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémoud, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Procédure civile.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

Barthélemy, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel

Giffard, agrégé, chargé du cours d'Histoire générale du Droit.

Morin, agrégé, chargé du cours de Droit Civil approfondi.

Bridrey, agrégé, chargé du cours de Droit romain.

Nogaro, agrégé, chargé du cours d'Économie politique.

Glaize, professeur honoraire.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Rist, *président*.

Valéry,

Nogaro,

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION ET SOMMAIRE

La situation agricole et la condition des cultivateurs ont subi des transformations profondes, dans le département de l'Aveyron, durant le cours du XIX^e siècle. Au lendemain de la Révolution, nous trouvons dans cette région des étendues immenses de landes, couvertes d'ajoncs et de bruyères, où paissent quelques brebis maigres et chétives. Aujourd'hui, toutes les terres cultivables sont bouleversées, amendées et se couvrent de magnifiques récoltes. En 1800, le paysan se nourrissait de pain de seigle et de châtaignes, habitait dans de misérables maisons, pêle-mêle avec ses animaux. En 1908, jeunes gens et jeunes filles s'habillent avec des vêtements confectionnés à la ville et les ménagères se font une gloire de posséder une maison propre et bien tenue.

Toutes ces transformations se sont accomplies lentement, durant le cours du dernier siècle. Nous avons voulu, dans cette étude, les rechercher et les étudier et voir aussi s'il ne restait pas encore des progrès à accomplir.

Notre travail est divisé en deux livres : l'un est

consacré à l'étude du sol aveyronnais, l'autre s'occupe de la condition du cultivateur.

Une description du département, placée en tête de l'ouvrage, permet de se faire une idée des conditions de la production.

SOMMAIRE

LIVRE PREMIER

Le sol de l'Aveyron

Chapitre I. — Répartition des cultures. Animaux de ferme. Outillage agricole.

Chapitre II. — Division et exploitation des terres.

Chapitre III. — Valeur de la terre. Valeur des produits et rapport de la propriété. Impôts.

Chapitre IV. — La propriété collective. Biens communaux.

Chapitre V. — Routes, chemins de fer, communications postales.

LIVRE II

Le cultivateur

Chapitre I. — Mouvement effectif de la population. Emigration.

Chapitre II. — Amélioration du sort des travailleurs.

Chapitre III. — Mendicité et assistance publique.

Chapitre IV. — Sociétés agricoles. Mouvement syndical et mutualiste.

EVOLUTION AGRICOLE
ET
CONDITION DES CULTIVATEURS
DE L'AVEYRON
PENDANT LE XIX^e SIÈCLE

DESCRIPTION DU DÉPARTEMENT
DE L'AVEYRON

L'Aveyron est formé de l'ancien pays de Rouergue. Sa superficie est de 874.333 hectares et sa population de 377.299 habitants.

Il est entouré par les montagnes du Cantal, de la Lozère et des Cévennes. Le sol est inégal et profondément ravagé par les eaux. Les rivières coulent dans des vallées profondes, à bords escarpés, le plus souvent très étroites.

L'altitude varie entre 144 mètres et 1.451 mètres. Et une telle différence d'altitude amène des variations considérables de climat entre les diverses régions de l'Aveyron. Sur les monts d'Aubrac et du Levezou, la neige séjourne de longs mois et le froid est très rigoureux. Dans les vallées du

Lot et du Tarn, le climat rappelle celui du Languedoc.

Les principales rivières sont :

Le Lot, qui prend sa source au mont Lozère et arrose Saint-Geniez, Espalion, Entraygues, et Capdenac. Il reçoit à Entraygues la Truyère.

L'Aveyron, qui, venu des environs de Séverac, passe à Rodez, Villefranche et Najac. Le principal affluent est le Viaur.

Le Tarn, qui traverse des gorges célèbres, et arrose Peyreleau, Millau et Saint-Rome-de-Tarn. Il reçoit la Dourbie, le Cernon et le Dourdou.

Les terrains sont très variés et donnent des productions différentes. On peut cependant distinguer quatre régions naturelles : la Montagne, le Ségala, le Causse et la Vallée.

La Montagne comprend tous les terrains dont l'altitude dépasse 700 mètres. On peut en distinguer trois groupes. D'abord, la région de l'Aubrac, au nord du département, sur la rive droite du Lot. C'est une terre basaltique, très riche et qui se prêterait à toutes les cultures, si un climat trop rude n'arrêtait la végétation. Le pays est couvert de pâturages, où séjournent, du 24 mai au 13 octobre, de nombreux troupeaux de vaches venus du Causse et des vallées. On y fait le fromage appelé fromage de Laguiole.

Entre la rive gauche de l'Aveyron et la rive droite du Tarn, au centre du département, s'étendent les monts du Lévezou, faisant suite au Ségala. Le terrain est constitué par du gneiss, du

granit ou du schiste. Toute cette région est froide, sans arbres, désolée. On n'y rencontre que quelques hameaux entourés de petits champs de seigle, d'avoine ou de pommes de terre. On y fait pacager des moutons.

Enfin, les montagnes de Lacaune (Tarn) envoient des ramifications dans le sud du département. C'est une région d'élevage, où l'on fait du fromage pour Roquefort.

Le *Ségala* est composé d'une série de plateaux variant entre 400 et 700 mètres, et situés entre l'Aveyron et le Tarn, dans les cantons de Cassagnes, Sauveterre, la Salvetat, Naucelle, Réquista, Rieupeyroux, Montbazens. Le terrain est composé de granit, de schiste et de gneiss ; la terre est noire et aride. Le pays ne produisait autrefois que des bruyères, des fougères et des genêts ; la population y était misérable. Depuis quelques années, la chaux et les engrais chimiques ont transformé cette région, qui est devenue une des plus fertiles de l'Aveyron. On y voit aujourd'hui de beaux champs de blé et de pommes de terre, et de jolies maisons neuves indiquent l'aisance du petit cultivateur.

Les *Causses* occupent près de la moitié du département. Ce sont d'immenses plateaux calcaires, sans eau et sans arbres. De tout temps, le blé a été la principale ressource de ce pays, mais des pierres nombreuses rendent le labourage très pénible, et on doit employer des bœufs très forts. Des troupeaux de brebis broutent l'herbe courte, mais par-

fumée, et donnent le lait qui sert à la fabrication du Roquefort.

Les *vallées*, composées de terres d'alluvion, sont fertiles, et offrent l'aspect le plus riant. On y cultive les légumes, le maïs, le chanvre, les fraises. Les coteaux, exposés au midi, sont chargés de vignes, de pêchers, d'amandiers. Ceux qui regardent le nord portent de belles châtaigneraies.

L'Aveyron est un département très riche au point de vue minéralogique ; il y a 68 concessions de mines. On a extrait, en 1906, 1.040.821 tonnes de houille. Le bassin le plus important est celui de Decazeville. La compagnie Commentry-Fourchambault a dans cette ville une usine qui a produit, en 1906, 66.000 tonnes de fonte, fers et aciers.

Il y a une fabrique de zinc à Viviez et une verrerie de Penchot. On trouve encore dans l'Aveyron, des carrières de pierres de chaux, d'ardoises, de phosphates, de gypse.

Des fabriques d'étoffes de laine, draps du pays, molletons existent à Saint-Geniez, Saint-Affrique, Camarès, Salles-la-Source, le Monastère-sous-Rodez.

Saint-Affrique et Millau ont des tanneries et des ganteries.

Parmi les nombreuses sources d'eaux minérales, les plus connues sont celles de Sylvanès, d'Andabre, de Prugnes et de Cransac.

Département de l'AVEYRON



LIVRE PREMIER

LE SOL DE L'AVEYRON

Objet du premier livre. — Rechercher l'aspect de ce sol de l'Aveyron, au début du XIX^e siècle, voir les cultures qui le couvrent, la manière dont on l'exploite, les productions qu'on en tire, les voies de communication qui le parcourent, et suivre les transformations successives pendant tout le cours du siècle, voilà l'objet du livre premier.

Dans un premier chapitre, nous examinerons les variations subies par les diverses cultures ; les unes se sont considérablement étendues ; les autres ont disparu ou tendent à disparaître. Le nombre et l'espèce des animaux de ferme et des instruments agricoles étant liés à l'état des cultures, nous joindrons cette étude à celle des cultures.

Le second chapitre sera consacré aux questions du morcellement et de l'exploitation de la propriété.

La valeur de la terre, son rapport, ses charges feront l'objet du chapitre suivant.

Nous avons cru devoir traiter, dans un chapitre spécial, la question de la propriété collective, les

biens communaux ayant eu une étendue considérable dans l'Aveyron.

Enfin, comme le développement économique du sol est lié au développement des voies de communication, nous avons étudié, dans le dernier chapitre, la construction des routes, chemins et voies ferrées dans l'Aveyron. Quelques pages sont consacrées aux communications postales.

CHAPITRE PREMIER

RÉPARTITION DES CULTURES — ANIMAUX DE FERME — OUTILLAGE AGRICOLE

Avant la Révolution. — Bien que nous ayons limité notre étude à la période qui s'étend de 1800 à nos jours, nous croyons utile de donner ici un aperçu rapide de la situation agricole du Rouergue, avant la Révolution. Pour la connaître, il faut consulter les réponses des curés du diocèse de Rodez au questionnaire de Monseigneur de Cicé, en 1771, et le journal des voyages de Richeprey, commis des finances, en 1781 (1).

Les dernières années du règne de Louis XV, celles qui suivirent la guerre de Sept ans, de 1763 à 1774, furent pour la France, et pour le Rouergue en particulier, des années de disette et de calamité. Pendant plusieurs hivers, le froid détruisit une partie des récoltes, et pour vivre et acheter le blé nécessaire, les paysans furent obligés de vendre

(1) Lempereur. — Etat du diocèse de Rodez en 1771. Archives du département de l'Aveyron.

les quelques bêtes qu'ils possédaient. La situation ne s'améliorant pas, bientôt des villages entiers durent prendre la besace et aller mendier.

Pour augmenter la surface du sol à ensemençer, un édit du roi du 13 août 1766, daté de Compiègne, dispensa de la dîme toutes les terres nouvellement défrichées. Aussitôt, les paysans essayèrent de transformer en champs les landes et les bois situés sur les versants les plus abrupts. Mais des pluies torrentielles arrivèrent, emportèrent la terre et, au lieu de champs et de pacages, on n'eut plus que le rocher.

A la question posée par Monseigneur de Cicé : Y a-t-il des terres en friche ? beaucoup de curés se plaignent de ce déboisement qui a privé la paroisse d'une double source de revenus : le bois et le pâturage.

Les réponses au paragraphe 8 du questionnaire, qui est le paragraphe économique, nous font connaître les diverses cultures et les animaux de ferme. Presque tous les curés déclarent qu'il y a dans leur paroisse des pâturages. Mais ceux du Ségala ajoutent qu'ils sont mauvais, ne produisant que des genévriers, des genêts et des bruyères ; ceux des vallons les trouvent marécageux ; seuls, ceux du Causse et de la Montagne, paraissent satisfaits.

Le nombre exact de têtes de bétail n'est pas donné ; on fait connaître seulement le chiffre approximatif des bœufs de labour. Dans les districts du Ségala et des vallées, les desservants signalent

des brebis, des chèvres, des cochons et quelques maigres vaches. Les labours sont faits par de petits bœufs (un curé les estime à 60 francs la paire) ou par des vaches. A la Salvetat, il y a 40 paires de bœufs pour 1.100 habitants ; à Cassagnes, 19 paires pour 700 habitants ; à Estaing, 50 paires pour 1.500 habitants.

Sur le Causse et la Montagne, le nombre des bêtes est plus considérable. A Bozouls, nous trouvons 130 paires de bœufs pour 1.400 habitants. A Laguiole se tenaient déjà de grands marchés de bestiaux : « Les animaux allans et venans du marché, dit le curé, consomment plus du tiers des pâturages ». Les foires étaient fréquentées par des Auvergnats et des habitants du Gévaudan, qui venaient acheter des bêtes provenant des causses de Rodez ou du Quercy, pour charger les montagnes. Les Provençaux et les Languedociens faisaient le commerce des bœufs et des moutons gras. Tous ces marchands buvaient beaucoup, car Laguiole possédait, à la fin du XVIII^e siècle, trente cabarets.

Le sainfoin ou esparcette, comme on l'appelait, avait été introduit en 1755, dans l'arrondissement de Millau, par Jean Despradels. En 1771, il était encore très peu cultivé ; les curés de Buzeins, du Bousquet, de Caplongue demandent qu'on en fasse des essais dans leur paroisse.

La pomme de terre venait aussi de faire son apparition dans le Rouergue, entre 1763 et 1770.

« Elle était alors cultivée, dit M. Lempereur (1), dans deux régions de la province : l'une située entre le Viaur et le Tarn, qu'on peut limiter à l'est par une ligne qui irait de la Capelle-Bergounhous à Brousse, en passant par Salles-Curan ; l'autre, plus au nord, comprenant une partie de la montagne, du côté du versant du Lot, la vallée et les abords de cette rivière, depuis Bessuéjols jusqu'à Entraygues et même Saint-Parthem. Nous avons aussi constaté l'existence de la pomme de terre à Marcillac et à Ségonzac. La culture de la pomme de terre a pris naissance dans les pays les plus pauvres.

Il en coûtait de céder à la pomme de terre le sol qui, depuis un temps immémorial, était réservé aux céréales ; on reprochait à l'humble tubercule d'exiger trop de fumier aux dépens du blé, d'épuiser les terres, et déjà nombre de personnes trouvaient qu'on s'adonnait trop à cette culture. On admettait bien la pomme de terre, mais comme un remède exceptionnel ; on pouvait, par exemple, en planter au printemps « si, en hiver, les semences de blé avaient mal prises ».

Donc, très peu de pommes de terre dans nos campagnes. La quantité de grains était-elle au moins suffisante pour permettre à tous les paysans de se nourrir ?

Le seigle, l'orge et l'avoine étaient cultivés dans

(1) Lempereur. — Introduction de la pomme de terre en Rouergue. •

tout le Rouergue. Le blé sarrazin ou blé noir se trouvait aussi à peu près partout. Le froment n'existait que dans le Causse ou certaines vallées. On en recueillait très peu.

Dans beaucoup de districts, la quantité de grains récoltée eût été suffisante pour la nourriture des habitants, si elle eût été consommée en entier dans la paroisse. Mais plus du tiers de la récolte était prélevé à titre d'impôt : champart, censive ou dîme ; et une autre grande partie était vendue, sur les marchés éloignés, par les étrangers qui possédaient la plupart des grands domaines. Les curés se plaignent beaucoup de cet état de choses à Monseigneur de Cicé, et déclarent que leurs paroissiens, dès la Noël ou Pâques, ne trouvent plus de grains pour se nourrir.

Ceux qui ont de l'argent vont en acheter aux grands marchés de Gaillac, d'Alby, de la terre de Peyre, de Figeac. Mais ces privilégiés, possédant quelques écus, sont rares ; il n'y a guère que les vigneronns qui ont vendu un peu de vin, les montagnards qui ont été exercer leur métier de scieur de long en Espagne, les villageois qui ont fait des charrois sur les routes du Languedoc ou de l'Albigéois. Les autres sont pauvres, ne peuvent acheter du grain et se nourrissent de châtaignes, d'ers, de pois cassés, de lentilles, de noix.

« Le sort de nos paysans est de souffrir la faim, de vivre de châtaignes et de bouillie sans pain », dit le curé de Montagnac. Un autre desservant écrit : « Il leur reste à mendier, manger peu et

mourir de faim. » A la Besse, les villageois vendent leurs biens et vont mendier, pendant que les vieillards, les femmes et les enfants souffrent la faim.

Au moment où s'ouvre la Révolution, la situation agricole s'était améliorée. Sous le règne de Louis XVI, l'administration provinciale de la Haute-Guienne avait fait de louables efforts pour répandre la culture de la pomme de terre et assurer dans la province une circulation plus facile des grains.

Période de 1800 à 1860. — Monteil, dans son livre : *Description du département de l'Aveyron*, nous a laissé un tableau complet des diverses cultures du département et le dénombrement des animaux de ferme, dans les premières années du XIX^e siècle. Un chapitre entier de l'ouvrage est consacré à cette énumération. En tête de ce chapitre, se trouve cette réflexion si vraie sur la multiplicité des climats et des terrains dans l'Aveyron : « Est-il dans la France un pays plus âpre et plus sauvage ? où les genres de culture soient si variés et si opposés ; où le ciel ne puisse exaucer les vœux des uns sans causer la ruine des autres ; où la différence des sols et des expositions soit telle, que, pour rendre partout la récolte uniformément abondante, il faudrait à chaque champ ses vents, ses pluies et son soleil. »

Les surfaces du sol en valeur sont encore bien minimes. Sur 940.000 hectares, on compte 265.817

hectares cultivés en grains, 17.086 en vignes, 50.000 en prés, 27.623 en pâturages. Il reste 104.324 hectares en pâtis et landes, 94.000 en bois et 313.000 en terres stériles qui ne sont jamais cultivées et dont le rapport est presque nul.

Dans les terres à blé, le froment occupe le $\frac{1}{5}$; le seigle les $\frac{2}{5}$; l'avoine, l'orge, le méteil, le maïs et le sarrazin les deux derniers cinquièmes.

Il faut observer qu'une partie des semailles se fait sur des brûlés, c'est-à-dire sur des terres fumées en incendiant les fougères et les genêts ; comme cette opération ne peut se faire qu'à de longs intervalles, certaines terres ne rapportent que tous les cinq, tous les dix et même tous les quinze ou vingt ans. Nous serons donc plutôt au-dessus du chiffre exact en évaluant au $\frac{1}{4}$ des terres à blé, la surface semée, chaque année, soit 65.000 hectares.

En 1766, le froid avait détruit, dans l'Aveyron, une partie des châtaigniers et pendant les dernières années du XVIII^e siècle, le fruit de cet arbre avait manqué aux pauvres gens. En 1802, le mal a été réparé et des arbres magnifiques couvrent toutes les terres à seigle. Monteil fait un éloge dithyrambique du châtaignier. « Cet arbre est très utile à l'habitant de l'Aveyron : son fruit le nourrit une partie de l'année ; son bois sert à faire les échelas des vignes, les cercles des futailles et les courbes des bateaux ; ses bogues lui donnent du fumier pour les terres ; ses feuilles, après l'avoir couvert de leur ombre, lui servent ensuite à faire

son lit' ; enfin, ce bel arbre est en même temps la parure et la ressource de la contrée. »

La culture de la pomme de terre s'était développée pendant la Révolution dans des proportions considérables. En 1794, la Convention avait pris un décret ordonnant de propager la pomme de terre dans tous les districts. En 1796, Bosc écrit qu'on en récoltait, dans le département, une quantité si abondante, qu'on pouvait en exporter 30.000 quintaux au-delà de la consommation des habitants.

Le préfet de l'Aveyron, en 1800, s'exprime ainsi dans son rapport au ministre : « la culture des pommes de terre s'y fait en grand. Il n'est plus permis à la stupide routine d'arrêter ici l'expansion de cette intéressante culture. Il est constaté qu'elle dispense déjà, en partie, les habitants des montagnes, de l'importation des grains qui se tiraient des départements voisins. Elle commence aussi à servir à l'engrais des bestiaux. »

La vigne est cultivée depuis un temps immémorial en Rouergue. Nos plus anciens documents en font mention. Dans l'histoire de Rodez, il est question, à chaque page, des bourgeois qui allaient à leur domaine de vignes, dans le vallon de Marcillac. Suivant un ouvrage imprimé en 1700 (1), la production moyenne de vin dans l'Aveyron était de 22.000 pipes, de 450 à 460 litres chaque pipe, ce qui donnait environ 100.000 hectolitres. En l'an X,

(1) Cité par H. Affre.

Monteil évalue le rendement de nos vignes à près de 300.000 hectolitres, et il ajoute que les vignes augmentent tous les jours d'étendue, mais que leur exploitation devient de plus en plus difficile.

Les prairies artificielles, donnant d'excellents résultats, se répandirent très rapidement dans les arrondissements de Millau et de Saint-Affrique. En l'an IX, le conseil général vota une somme de 200 francs, pour aider à les faire connaître. Et la même année, le préfet, dans un rapport au ministre, disait : « La culture des prairies artificielles enrichit maintenant l'arrondissement de Millau. Cette culture y est à un tel point d'expansion que les bestiaux s'y sont beaucoup multipliés et que les habitants y sont dans une grande aisance, tandis que précédemment ils étaient pauvres. Ces mêmes cantons vendent actuellement au reste du département et aux départements environnants des grains ; ils font même l'envoi à Lyon de quelques chargements de voitures pour les grainetiers de cette ville. J'ai vu près de Roquefort des montagnes précédemment arides qui ne produisaient que de la bruyère, de la lavande ou du serpolet, couvertes maintenant de sainfoin. Cette heureuse innovation date de 3 à 4 ans. »

Les prairies naturelles n'existaient guère que dans le nord du département et dans les vallées.

Le maïs et le millet étaient cultivés dans la partie ouest de l'arrondissement de Villefranche, sur les confins du Tarn-et-Garonne. Dans cette région, on cueillait aussi des truffes et des champignons qu'on envoyait à Paris.

Le chanvre occupait de grandes étendues, surtout dans le Ségala, où tous les paysans fabriquaient de la toile.

Les fruits de certaines vallées étaient renommés. Monteil cite les pommes reinettes de Saint-Beauzély, qu'on expédiait en Amérique ou aux Indes et les fraises de Saint-Jean-du-Bruel. Il donne de la vallée du Tarn cette jolie description : « A une lieue au-dessous de Compeyre, le vallon où coule le Tarn forme une petite plaine entourée de coteaux plantés de pêchers et d'amandiers qui, dans le temps de leur floraison, remplissent l'air des odeurs les plus douces. C'est dans ce bassin de parfum qu'est situé Millau. »

Connaissant les cultures, voyons quel était approximativement le nombre des animaux de ferme, dans ces premières années du XIX^e siècle.

Les statistiques de l'an VII et de l'an VIII donnent les chiffres suivants (1) :

Bœufs	30.682
Vaches	28.755
Veaux et génisses	18.696
Chevaux	1.292
Juments	5.329
Mulets	5.139
Anes	3.350
Chèvres et boucs	21.870
Cochons	45.972
Bêtes à laine	580.760

(1) Voir à la fin du chapitre les chiffres actuels.

Ces chiffres manquent certainement d'exactitude, ils permettent cependant de voir l'importance relative de chacune des espèces. On remarquera le chiffre élevé, pour l'époque, des mulets qui étaient employés aux transports et des ânes qui servaient, dans les pays de vignes, à porter le fumier et la vendange. Du reste, on voit encore dans les vallons, pendant l'hiver, maître Alibéron, chargé de deux paniers pleins de fumier, grimper par de vrais sentiers de chèvres, le long des cotéaux où s'étagent les vignes.

Les vaches, si nous en croyons Monteil, étaient fort mal soignées : « Dans les terres à froment, elles y sont maigres à faire peur. Il y a telle vacherie, où dix à douze de ces malheureux animaux ne donnent pas deux pintes de lait par jour. Ce sont de tristes machines à fumier, dont le produit est presque de nulle valeur. Joignez à cette mauvaise spéculation, celle de conserver un grand nombre de misérables élèves qui achèvent d'exténuer leurs mères étiques. Si les propriétaires entendaient mieux leurs intérêts, ils diminueraient le nombre de leurs vaches, les nourriraient mieux, et surtout en amélioreraient l'espèce en la croisant. » Les conseils de l'historien sont encore d'actualité, et plus d'un propriétaire du Causse pourrait en faire son profit. On veut avoir de nombreux animaux et on manque de fourrages pour les nourrir.

La statistique accuse près de 22.000 chèvres ; au XVI^e siècle, on en comptait 50.000. Et cependant, cet animal a toujours été honni. Au XVIII^e siècle,

l'intendant de la généralité de Montauban l'avait proscrit. Un vieux dicton prétend que toute chèvre emportée, chaque jour, une charretée de bois sur ses cornes. Dans tous les baux à ferme, les propriétaires stipulent que cet animal sera exclu du domaine. Et malgré toutes ces malédictions, la chèvre se maintient dans notre pays. Elle se maintient parce qu'elle est la vache du pauvre, qui peut la nourrir, sans rien posséder, en la faisant paître le long des routes ou sur les pentes escarpées ; elle se maintient parce qu'elle donne un lait excellent et abondant, avec lequel on fait de délicieux fromages.

Le cochon est très répandu dans l'Aveyron, dès cette époque. On en élève beaucoup dans le Ségala et il se tient à Rignac, chaque année, une foire où les étrangers viennent les acheter.

Pays de pâtis et de landes, le Rouergue a eu, de tout temps, de nombreux troupeaux de moutons. Les anciens manuscrits parlent constamment de droits de péage établis sur tel ou tel point, au passage des troupeaux. Le chiffre de 600.000, donné par la statistique de l'an VIII, n'est peut-être pas exagéré. Déjà, près de 150.000 brebis donnaient leur lait pour le fromage de Roquefort et dans le Ségala et le Causse comtal, chaque paysan avait un petit troupeau de moutons.

Pour compléter la description de la situation agricole de l'Aveyron, au début du XIX^e siècle, il faudrait parler des divers instruments d'agriculture. Mais quelques lignes suffiront pour l'énumé-

ration de ces outils si primitifs. Pour les labours, on se servait d'une araire semblable à celle décrite par Virgile, dans les *Bucoliques*. La herse et le rouleau avaient fait leur apparition, dans l'Aveyron, en 1783, mais n'étaient connus que de quelques rares privilégiés. La bêche, la houe simple, la houe à deux branches, le taille-pré étaient d'un usage courant. On se servait pour les transports du char et du tombereau, mais très rarement les roues étaient entourées du cercle de fer.

Les divers gouvernements qui se sont succédé en France, jusqu'au second Empire, ont usé de la protection pour développer l'agriculture. Napoléon, par le décret de Berlin, avait fermé les portes de la France aux produits anglais. Sous la Restauration, un tarif général très élevé frappe à l'importation toutes les provenances de l'étranger. Le blé est sous le régime de l'échelle mobile : le droit d'entrée et de sortie s'abaisse suivant que le prix est au-dessus ou au-dessous d'un taux normal et ce taux varie suivant les régions.

Mais l'agriculture n'est pas seule à jouir de la protection, l'industrie est aussi défendue et commence à se développer. Les métiers mécaniques naissent, et notre pays, privé des ressources des manufactures anglaises, essaye de se suffire à lui-même. L'agriculture, qui assiste aux progrès de l'industrie, fait des efforts pour sortir de l'ornière et devenir, elle aussi, un art. C'est, dans l'Aveyron, l'époque de la théorie, l'époque des publications agricoles où s'illustrèrent les Girou, les Ro-

dat, les de Cabrières (1). On veut assimiler l'agriculture à une manufacture : « L'exploitation rurale doit être conçue comme une manufacture, mais cette manufacture est plus intimement liée que les autres à la nature ; elle est asservie à la marche lente des saisons, continuellement exposée aux vicissitudes météoriques et aux rigueurs du climat. L'industriel rassemble les matières premières, les prépare, les dispose et cherche à mettre en jeu, par une suite de procédés fondés sur l'expérience, les lois naturelles qui régissent les affinités chimiques. L'agriculture rassemble aussi les matières premières, savoir : les semences, les engrais, les excitants ; il les dispose et, par un ensemble d'opérations combinées, il fait naître les circonstances les plus propres à provoquer l'action des lois qui procèdent au développement de la production organique. Le fabricant d'alun, de javelle s'adresse à la chimie ; l'agriculteur à la physiologie. De part et d'autre, la nature agit, mais dans les voies nouvelles que l'art a su lui tracer. » (2)

Cette assimilation, cette union de l'agriculture et de l'industrie pousse les cultivateurs à développer la matière première nécessaire à l'industrie. Le coton n'arrive plus en France, on le remplace par la laine, on augmente le nombre des moutons, on cherche à rendre leur toison plus abondante et

(1) Voir les *Feuilles villageoises* et le *Proagateur aveyronnais*.

(2) *Feuille villageoise*.

plus fine. La Société d'agriculture fait venir 28 brebis et 2 béliers de race espagnole. Le général de Solignac ramène, de Ségovie, un troupeau de mérinos de mille têtes. Le comice agricole de Sévérac achète des béliers en Flandre et en Espagne. Mais tous ces essais de croisement réussirent peu ; la plupart des bêtes ne purent s'acclimater.

Sous la poussée industrielle, la chèvre revient en faveur. En 1821, par l'intermédiaire des maires et des curés, le gouvernement fait publier l'avis suivant : « Les propriétaires de chèvres sont prévenus que le duvet de ces animaux leur sera payé à raison de sept à huit francs le kilo, suivant la qualité. Se servir du peigne à démêloir et puis d'un peigne plus serré. Mue vers la fin avril. But : procurer à l'indigence une ressource nouvelle dans le produit d'un animal qui a été appelé la vache du pauvre. Adresser les paquets à M. Rodat, à Olemps, correspondant du conseil d'agriculture. Le gouvernement se propose de placer dans diverses localités des boucs de la race thibétaine. »

Il faut enfin mentionner le grand essai de culture du mûrier et d'élevage de ver à soie. Déjà, dans le milieu du XVIII^e siècle, on avait fait dans le Rouergue, des plantations de mûrier. En 1751, l'intendant Lescalopier avait établi deux pépinières de 30.000 pieds à Villefranchè et à Vabres, et les rives du Tarn, du Lot et de l'Aveyron avaient été plantées avec ce nouvel arbre. Mais, au moment de la Révolution, presque toutes ces plantations avaient disparu et le curé de Compeyre, en 1771,

nous en donne la raison : cet arbre ne peut résister aux gelées du mois de mai.

Cependant, sous la Restauration, Amans Carrier se fit de nouveau, dans l'Aveyron, le propagateur de l'éducation des vers à soie. Ses efforts aboutirent à un résultat, puisque le nombre des mûriers passa de 9.350, en 1819, à 35.600, en 1834, et il restait en pépinière 67.000 pourrettes. En 1833, on avait récolté 10.000 kilos de cocons ; la filature établie à Millau avait donné 205 kilos de soie.

Cette soie était expédiée, à dos de mulet, à Lyon et, au retour, le convoyeur rapportait de belles robes.

Voici comment A. Carrier (1) calcule le rapport de ses vers à soie :

29 kilogr. 1/5 de soie blanche à 63 fr. le	
kilogramme	1.839 60
2 kilogr. 1/12 de soie inférieure à 18 fr.	
le kilogramme	44 95
	1.884 55
Valeur des diverses matières provenant	
des déchets de la filature et mises en	
œuvre chez moi.....	115 »
Total.....	1.999 55
A déduire... { 1 ^o Pour frais d'éducation.	171 75
{ 1 ^o Pour filature.....	263 85
	435 60
Produit net.....	1.563 95

(1) Correspondance. Archives de la préfecture.

» Les arbres occupent depuis huit ans un terrain d'un demi-hectare. En vendant la feuille du mûrier à 4 francs le quintal, le demi-hectare aurait rapporté 640 francs. »

Les calculs de A. Carrier étaient optimistes. Il établissait le rapport lors d'une année favorable, mais négligeait les mécomptes qui survenaient dans les mauvaises années. Les cultivateurs de l'Aveyron ont peu à peu renoncé à l'élevage du ver à soie.

En 1868, dans le rapport de la Société d'agriculture à la Commission d'enquête sur l'état de l'agriculture, nous trouvons : « La sériciculture a peu d'importance dans la contrée. Il a été une époque où l'on a pu croire qu'elle en prendrait. De grandes espérances avaient été conçues dans ce sens ; il en est résulté de nombreuses plantations de mûriers, mais elles ont été, pour la plupart, arrachées ou abandonnées comme exploitation. Seule la vallée du Tarn, plus rapprochée des lieux de grande production de soie, est restée plus fidèle à la culture du mûrier. » Pour en finir avec cette culture, disons qu'on a recueilli, en 1907, dans l'Aveyron, 1.169 quintaux métriques de feuilles de mûrier.

La culture du chanvre ne cessa d'augmenter de 1800 à 1848, les toiles du pays s'écoulant facilement à une moyenne de 2 francs le mètre. Presque chaque famille possédait une *chénevière*, coin de terre destiné au chanvre. En 1840, une statistique

évalue à près de 2.000 hectares la superficie des terres plantées en chanvre.

Mais il ne faudrait pas donner une importance trop grande à toutes ces matières destinées à l'industrie, elles ne sont qu'une infime partie des produits agricoles du département ; les principales sources de richesse de nos laborieuses populations sont les grains, le bétail et la pomme de terre.

Les grains restent à des prix très élevés pendant les guerres du premier Empire. Mais, la paix rétablie, ces prix s'abaissent peu à peu et, malgré l'échelle mobile, mettent le plus souvent les cultivateurs en perte. Le producteur français ne peut lutter contre l'importation des blés anglais, importation encouragée, de l'autre côté du détroit, par des primes.

Aussi, à partir de 1820, tous les agronomes conseillent-ils aux cultivateurs de délaisser la culture des céréales pour s'adonner à l'élevage du bétail ou à la culture de la pomme de terre.

Les *Feuilles Villageoises* de 1821 consacrent un long article à montrer le faible rapport des terres à blé : « Dans le Causse, l'assolement est de trois ans ; et les récoltes roulent dans l'ordre suivant : 1° froment ; 2° blé de mars ; 3° jachère. Au moyen de cette culture, on obtient, dans l'espace de trois ans, deux récoltes dont le produit moyen roule entre 3 et 4 pour un, la semence déduite. Les frais d'exploitation sont immenses par rapport à un produit aussi mesquin, ainsi que le capital en bestiaux, outils aratoires et bâtiments nécessaires

pour mettre les terres en état d'être cultivées. Dans le Ségala, l'assolement, de temps immémorial, consiste à diviser les meilleures terres en trois soles et à y semer du seigle une fois tous les trois ans. Pour obtenir cette récolte, on donne 3, 4 ou 5 labours suivant que la terre est plus ou moins compacte, plus ou moins gazonnée. Les terres moins bonnes demeurent en friche pendant 3, 4 ou 5 ans, après quoi, on en tire une récolte en seigle, laquelle est suivie immédiatement d'une récolte en avoine.

« Les landes immenses que l'on voit dans le Ségala et qui se couvrent naturellement de bruyères, d'ajoncs épineux, de fougères, etc., sont écobuées de loin en loin ; on en tire une récolte de seigle et ensuite une ou deux récoltes consécutives d'avoine. Quand on songe que les terres qu'on nomme les bonnes terres du Ségala ne produisent guère que 4 pour 1, la semence déduite et qu'elles se reposent deux ans pour donner une pareille récolte ; de façon qu'un arpent sur lequel on sème 2 hectolitres de seigle n'en donne que 8, qui divisés par 3 établissent le revenu brut de l'arpent à 2 hectolitres et $\frac{2}{3}$ pour chaque année ; quand on vient ensuite à déduire de ce produit les frais de culture, les contributions directes et indirectes, le coût des réparations indispensables, enfin cette partie des frais du culte qui est demeurée à la charge des citoyens ; l'existence du peuple qui déchire le sein de cette terre ingrate devient un problème qui ne peut être résolu que par le fait. »

A. Rodat, en 1840, estime que le blé étant tombé à 15 et 16 francs l'hectolitre, le cultivateur aveyronnais est en perte de 40 à 50 francs par hectare, lorsque cette contenance ne donne que douze hectolitres. Il faut donc réduire la surface cultivée en blé et créer de nouvelles prairies qui permettront d'augmenter les animaux et d'obtenir le fumier nécessaire pour augmenter le rendement des champs.

Ce conseil de diminuer l'étendue des terres destinées aux céréales, a-t-il été suivi par les cultivateurs dans la période qui nous occupe. La statistique de 1852 donne les chiffres suivants :

En froment	63.000 hectares
En méteil	1.000 hectares
En seigle	65.000 hectares
En orge	8.000 hectares
En maïs	4.000 hectares
En sarrasin	3.000 hectares
En avoine	31.000 hectares

Au total

175.000 hectares

La statistique de l'an VIII accusait un chiffre plus élevé. On peut donc dire que si des terres nouvellement défrichées ont été mises en blé, certaines bonnes terres à blé ont été converties en prairies naturelles ou artificielles. Il faut remarquer, dans la statistique, que le froment s'est substitué au seigle dans un grand nombre de terres.

La pomme de terre a vu augmenter peu à peu

sa vogue pendant la première moitié du XIX^e siècle. Sous l'Empire, elle se substitue complètement aux topinambours. En 1817, on l'emploie à faire du pain. En 1816, on en cultivait 35 variétés, en 1817, 50 et en 1818, 120. « Sa réputation augmentait tous les jours et menaçait même de tourner à l'engouement, s'il est permis d'employer ce mot à l'égard des attentions reconnaissantes de l'époque pour une plante si utile. De simples pépiniéristes en possédaient pour les besoins de leurs clients, plus de 40 variétés. Il ne se passe guère de semaines pendant les années 1816, 1817, 1818, sans que les journaux n'insèrent d'article dans leurs colonnes, long rapport ou simple entrefilet, relatif à la pomme de terre. Le choix des espèces, le meilleur mode de culture, les divers moyens de conserver le tubercule frais, converti en vermicelle, ou réduit en farine, ses diverses utilisations forment une matière que l'on étudie sans cesse et que l'on renouvelle toujours. On découvre chaque jour à la pomme de terre des qualités nouvelles : c'est de l'eau-de-vie qu'on distille des tubercules, c'est de la potasse qu'on retire abondamment de ses fanes, c'est un jaune vif qu'on extrait des sommités de ses tiges prêtes à fleurir et qui peut servir à teindre les étoffes. » (1)

A. Rodat, qui, en 1820, trouvait que l'on étendait trop la culture de la pomme de terre, déclare, en

(1) Introduction de la pomme de terre en Rouergue.
M. Lempereur.

1840, que la pomme de terre doit avoir sur le système agraire une influence analogue à celle qu'exerça la poudre à canon sur le système militaire des nations. Il reconnaît que, sur une même étendue de terrain, une récolte de pommes de terre donne cinq fois autant de substance alimentaire que la meilleure récolte en grains. « Dans le Ségala, la culture de la pomme de terre a produit une véritable révolution et une aisance auparavant inconnue. Le Causse, depuis quelques années, s'est mis aussi à la cultiver, mais sur une échelle plus bornée. »

Voici, pour la surface cultivée, les chiffres donnés par M. Lempereur :

Années	Hectares cultivés	Hectolitres récoltés
1802	8.914	350.771
1815	8.700	206.796
1816	8.900	356.796
1817	19.957	595.710
1818	4.000	400.000
1822	5.000	600.000
1829	8.800	792.000
1834	11.800	3.245.000
1840	15.800	1.382.000
1845	17.000	2.553 000

Statistique de 1852 :

Pommes de terre, racines, légumes : 30.069 hectares.

Après 1840, on avait fait quelques essais, dans les vallées, de culture de betteraves.

L'étendue des prés naturels est évaluée dans la

statistique de 1852, au onzième de l'étendue totale du département, et au quart des terres cultivées. Nous arrivons ainsi au chiffre approximatif de 80.000 hectares.

Les prairies artificielles se sont aussi accrues dans des proportions considérables. Déjà, en 1821, les *Feuilles Villageoises* constatent cette augmentation : « Les prairies artificielles qui n'étaient, il y a 30 ans, qu'un objet de curiosité ou d'expérience pour un petit nombre de propriétaires instruits, sont devenues usuelles depuis quelques années, surtout dans l'arrondissement de Saint-Affrique. La culture du sainfoin établie en grand, sur ce causse maigre et aride, y a produit une révolution importante, laquelle a influé sur l'ensemble des opérations agricoles. Le trèfle, qui n'était guère cultivé qu'aux environs de Nant et de Saint-Jean-du-Bruel, s'est répandu peu à peu dans le Ségala, où il n'est pas rare de voir aujourd'hui quelques petites tréflières. La culture de la fenasse a fait aussi quelques progrès. La luzerne est cultivée dans nos vallons. »

En 1852, on peut dire que dans toute propriété, grande ou petite, en état moyen d'entretien, les prairies artificielles occupent le dixième au moins des terres cultivées. C'est la luzerne qui est le plus en vogue. Au trèfle, on a adjoint la lupuline ou minette. Le sainfoin reste cantonné dans l'arrondissement de Saint-Affrique.

La vigne est toujours, dans les vallées, l'objet de tous les soins. C'est la culture préférée, la cul-

ture qui apporte à la maison de l'argent liquide. « La culture des vignes est en général plus parfaite et plus soignée que celle des autres productions du département. Dans les vallons de Marcillac, et généralement dans les vignobles de l'arrondissement de Rodez et d'Espalion, on engraisse les vignes avec le crottin des moutons. Cet engrais actif est acheté dans les causses. Ailleurs, on emploie des fagots de broussailles ou les pousses gourmandes que l'on retranche des châtaigniers ; cet engrais est plus favorable à la qualité, et le premier à la quantité. De tous les produits de notre territoire, celui de la vigne est le plus casuel. Sa culture est la plus pénible. Les frais de premier établissements sont très considérables, sur des coteaux escarpés, hérissés de rochers. L'existence même des vignes est précaire. Les orages éclatent de préférence dans ces vallées profondes et resserrées ; la grêle exerce plus souvent ses ravages sur les vignes que sur les guérets. Ajoutez à ce fléau et à toutes les autres dépenses, des droits exorbitants tout à fait hors de proportion avec la qualité et le prix de nos vins ; eh bien, cela n'empêche pas que l'on donne à la vigne plus de soins et de dépenses qu'à la culture des grains ; cela n'empêche pas que l'on fasse de nouvelles plantations. »

C'est surtout après 1850, que la culture de la vigne paraît avoir augmenté ; de 1850 à 1860, on estimait les plantations faites à 5 ou 6 0/0 des anciennes. On comptait à cette époque 19.000 à 20.000 hectares plantés en vigne, ce qui donnerait

une augmentation du $\frac{1}{4}$ ou du $\frac{1}{5}$, depuis 1800.

Nos forêts n'ont pas joui, après la Révolution, de la protection à laquelle elles ont droit. L'œuvre de dévastation commencée au XVIII^e siècle s'est continuée. En 1800, Monteil écrit : « On se plaignait déjà, avant 1879, de la disparition des bois ; depuis cette époque, la plupart ont été rasés. Le peu qui reste cédera bientôt à la hache des pillards, à la dent meurtrière des bestiaux et à l'avidité des nouveaux acquéreurs. »

Vingt ans plus tard, *les Feuilles villageoises* font entendre les mêmes plaintes : « On ne peut pas s'occuper du boisement des montagnes sans penser avec un véritable chagrin aux défrichements inconsidérés qui ont anéanti tout ensemble, et les bois qui ornaient plusieurs de nos coteaux, et la couche de terre végétale dont ces coteaux étaient revêtus. C'est à mon avis un genre de barbarie bien plus funeste que celui de ces sauvages, qui du moins ne coupent que l'arbre et ne détruisent pas le sol qui l'a nourri. Il m'est impossible de calculer le montant des pertes que le département a éprouvées de cette manière ; mais je suis bien sûr que si l'on pouvait faire cette évaluation, cela irait à des sommes énormes. Je jette souvent les yeux sur un vaste coteau qui ne présente plus aujourd'hui que des flancs décharnés, sur lesquels toute végétation est impossible. Eh bien : l'ancien cadastre atteste qu'il portait autrefois une terre qu'on avait cru devoir classer parmi les bonnes

de la commune. Le nouveau cadastre l'a rangée parmi les terres vaines, auxquelles on peut attribuer le revenu fictif imposé par la loi aux terres qui n'en ont pas.

» Croirait-on que le défrichement des coteaux a détérioré les prairies situées dans les vallons inférieurs ? Rien de plus certain néanmoins. Le dommage s'étend même plus loin qu'il ne paraît au premier coup d'œil. Voici un fait que je puis attester. Autrefois les eaux de l'Aveyron déposaient sur les prés un limon fertilisant, et cette rivière ne débordait jamais pendant l'hiver sans que la récolte en foin n'en fût considérablement augmentée. Aujourd'hui c'est tout au contraire. La raison de ce changement n'est pas difficile à deviner.

» Autrefois les eaux pluviales, en descendant des montagnes, s'enrichissaient de l'humus accumulé dans les bois par le détrit des feuilles, des mousses, de divers arbustes ; maintenant elles ne charrient dans le lit de la rivière que des paillettes de mica et un sable ferrugineux qui frappe de mort le gazon des prairies. C'est ainsi que tout est lié dans la nature, et que l'homme qui la bouleverse témérairement, au lieu d'entrer dans ses vues pour la diriger avec prudence, occasionne des maux incalculables.

» Après avoir longtemps observé les effets ruineux qu'entraîne la frénésie des défrichements, je me suis demandé s'il devait être permis de détruire ainsi une partie du territoire français, et si la sa-

gesse du législateur ne devait pas réprimer l'avidité imprudente des propriétaires qui tend à dessécher une des sources de la richesse publique.

» Il me paraît que ce serait une loi également juste et utile, que celle qui fixerait un degré d'inclinaison, passé lequel il ne serait plus permis de labourer les terres, si ce n'est après les avoir consolidées par des murs de soutènement.

» Au reste, le mal sous ce rapport n'est pas tout à fait sans remède, et il y a des coteaux qui pourraient être encore repeuplés par des semis d'arbres fruitiers. Mais, ce qui ôte aux propriétaires le courage de former de pareilles entreprises, c'est l'impossibilité, dans plus d'un lieu, de garantir les jeunes plants de la dent des bestiaux. Les propriétés sont tellement morcelées, tellement enclavées l'une dans l'autre; la police rurale est si faible qu'il faudrait des clôtures pour défendre les semis. Or, dans des coteaux escarpés, les clôtures sont difficiles et coûteuses à établir.

» D'ailleurs elles ne sont pas respectées. Le maraudage est l'obstacle le plus puissant qui s'oppose au boisement. Les gardes champêtres mal payés, ou font mal leur devoir, ou sont trop rares pour que leur surveillance produise son effet. »

Ces pages sur le déboisement, écrites en 1821, sont encore vraies pour l'Aveyron, aussi avons-nous cité le passage en entier.

La loi sur le régime des forêts si impatiemment attendue fut votée en 1827 : c'est notre code forestier. Elle était bien incomplète, puisqu'elle ne

s'occupait que des bois de l'Etat et des communes pour les soumettre à certaines règles d'exploitation et laissait toute liberté aux propriétaires de continuer le déboisement.

Une autre mesure fut prise par le gouvernement de la Restauration pour encourager le reboisement. L'administration établit dans chacune des sous-préfectures des pépinières où les cultivateurs purent se procurer à très bas prix, certaines essences d'arbres. En 1819, la pépinière de Millau livrait des amandiers, des ormeaux, des mûriers, des poiriers, des pommiers ; du 13 octobre 1826 au 23 mars 1827, elle céda aux agriculteurs 1628 arbres pour le prix de 1036 francs. Des pins laricio furent adressés à cette pépinière pour faire des essais de plantation, sur le Larzac. En 1828, le ministre de l'intérieur accorda une subvention de 400 francs à la pépinière d'Espalion.

Mais toutes ces sages mesures de reboisement cessèrent avec le gouvernement de Juillet. Le besoin d'argent poussa même l'administration à aliéner une partie du patrimoine national.

En janvier 1832, on mit en vente :

Le bois de Laillat, d'une contenance de 21 hectares, sur la mise à prix de 1525 francs ;

Le bois Viel-Couderc, de 16 hectares, pour 1825 francs ;

Le bois de Bonnecombe, de 115 hectares, pour 50.557 francs ;

Le bois de Loutal, de 45 hectares, pour 8.575 francs ;

Le bois de la Salvage, de 187 hectares, pour 58.000 francs.

En juin 1832, nouvelles adjudications :

Du bois de Tric, d'origine domaniale, d'une contenance de 242 hectares ;

Du bois de Lafon, d'origine ecclésiastique, d'une contenance de 49 hectares ;

Du bois de Serres, d'origine domaniale, d'une contenance de 58 hectares ;

Du bois de Puech-Long, d'origine ecclésiastique, d'une contenance de 5 hectares ;

Du bois de Puech-Court, de même origine, d'une contenance de 1 hectare ;

Du bois de Galinières, de même origine, d'une contenance de 256 hectares ;

Du bois de Bonneval, de même origine, d'une contenance de 178 hectares ;

Ces deux derniers avaient appartenu à l'abbaye de Bonneval et étaient composés de chênes magnifiques. Les moines les louaient, chaque année, à des marchands du Lot et du Languedoc, qui y amenaient de grands troupeaux de porcs pour ramasser le gland.

Malgré ces nombreuses ventes et les défrichements des particuliers, la surface plantée en arbres est encore considérable en 1852, la statistique accuse :

Bois et forêts : 64.000 hectares ;

Châtaigneraies : 60.694 hectares.

• Les châtaigneraies restent la grande ressource du Ségala ; on transforme le bois en planches et

en charbon ; on engraisse, avec le fruit, des pores, que des trafiquants revendent dans les départements méridionaux.

Les défrichements et l'augmentation des prés et des prairies artificielles obligent les cultivateurs à accroître le nombre de leurs animaux et aussi à rechercher l'amélioration des diverses races bovine, ovine, porcine et chevaline. Nous avons vu les nombreux essais qui avaient été faits pour introduire les mérinos de Flandre et d'Espagne dans notre pays. Des croisements de la race d'Aubrac avec la race de Schwitz sont également tentés. Sous le premier Empire, on rétablit à Rodez le dépôt d'étalons que la Constituante avait supprimé. Vers 1840, on acclimata dans le pays la race anglo-chinoise de pores.

Pour stimuler le zèle des cultivateurs, on multiplie les concours et de nombreuses primes sont distribuées par le gouvernement, le conseil général, la société d'agriculture, les comices.

Le 16 novembre 1819, le ministre de l'Intérieur consulte le préfet sur les meilleures mesures à prendre pour accélérer l'amélioration des diverses races. Si des particuliers désirent se procurer des bêtes étrangères de choix, il offre de se charger des frais de recherche, de commission et de conduite jusqu'au chef-lieu du département ; un propriétaire de Campagnac accepta l'offre et fit venir un baudet qu'il paya 600 francs.

On avait établi des bergeries royales à Perpignan et à Nantes, et une école pratique de bergers

à Rambouillet, où chaque département envoyait, pendant un certain temps, un jeune garçon.

Tous ces encouragements ne paraissent pas avoir porté beaucoup de fruits.

En 1820, les *Feuilles Villageoises*, parlant des bêtes à laine du Ségala, dit qu'elles sont de qualité médiocre et d'aspect chétif.

Dans un article sur l'agriculture, paru dans l'*Annuaire de l'Aveyron* de 1834, l'auteur déclare que, relativement aux moyens de nourrissement, le nombre d'animaux est excessif. Les bêtes sont loin d'atteindre tout le développement dont le climat et la nature des herbages les rendraient susceptibles, si une avidité mal entendue ne rapetissait trop les rations en les multipliant.

Le matériel agricole s'enrichit de quelques instruments nouveaux : la charrue Dombasle, la herse à dent de fer, la houe à cheval, la charrue à butter, le rayonneur à cinq pieds, le semoir, l'étaupinoir, la charrue à rigoler les prés, l'extirpateur à cinq pieds.

On continue à battre le blé avec le fléau, avec la latte ou avec les chevaux. Quelques-uns font usage du rouleau en pierre. Vers 1860, quelques machines à battre font leur apparition. Cette même année, le préfet demande au ministre que le gouvernement donne au département une moissonneuse.

En 1858, un M. Celle, de Roquefort, écrivait au préfet pour lui suggérer de faire acheter par les communes des instruments perfectionnés avec l'imposition des chiens et des permis de chasse. Le

préfet répondit qu'il trouvait l'idée excellente, mais que les communes avaient besoin de toutes leurs ressources.

On utilise chaque jour davantage la chaux et le plâtre comme amendements. Le plâtre sert, dans la région de Saint-Affrique, au développement des prairies artificielles. La chaux est employée dans quelques grands domaines. Elle se vend, sur place, de 6 à 7 francs le mètre cube. Mais les fours à chaux sont loin des terres où il faudrait l'employer. M. Isoard, préfet de l'Aveyron, avait sollicité du gouvernement la création de routes agricoles, spécialement destinées à développer le chaulage, en établissant des rapports plus directs et plus faciles entre les lieux qui produisent la chaux et ceux dont elle peut hâter la mise en culture.

Période de 1860 à 1907. — Pour suivre le développement des cultures et l'augmentation des animaux et de l'outillage agricole pendant cette période, nous allons utiliser les statistiques agricoles dressées à intervalles réguliers.

Pendant longtemps, ces statistiques ont été établies de dix en dix ans ; depuis quelques années, elles sont devenues annuelles. Elles font connaître, par département, les surfaces occupées par les diverses cultures, le nombre d'animaux de ferme, les industries de transformation des produits agricoles, etc. Elles peuvent servir à établir des comparaisons, mais on ne peut tenir pour rigoureusement exacts les chiffres qu'elles donnent. Les renseignements, en effet, ont été fournis par les mai-

res, et ceux-ci ne mettent jamais un grand empressement à répondre aux questions qui leur sont posées.

L'enquête la plus sérieuse fut celle de 1866. Une commission composée de notabilités agricoles et présidée par M. Caze, se transporta dans les divers arrondissements de l'Aveyron et entendit tous les agriculteurs qui se présentèrent devant elle. En même temps, elle consultait les diverses organisations agricoles sur toutes les questions intéressant l'agriculture. Le travail fut fait avec beaucoup de soin, mais peu de réformes pratiques suivirent l'enquête.

En 1873, les renseignements furent recueillis par des commissions cantonales. De nombreuses lettres de rappel du ministre au préfet et du préfet aux maires indiquent que le travail se fit très lentement.

Pour la statistique de 1882, le préfet écrit au ministre, à la date du 26 mars 1885 : « Ce travail a été effectué dans mon département avec une indifférence regrettable et, à l'heure actuelle, il n'est pas encore terminé. » Le sous-préfet de Saint-Affrique déclare qu'il n'y a pas lieu d'accorder de récompenses aux membres de la commission. Un maire de l'arrondissement d'Espalion répond au préfet que le secrétaire de la mairie est assez occupé sans la statistique qu'on demande et, qu'au surplus, il n'est pas obligé de la faire. Il faut payer le temps qu'il pourrait y employer.

Ces quelques citations montrent les difficultés

que l'on rencoire pour se procurer des renseignements agricoles exacts : il faut se contenter d'observations générales.

Essayons de tirer quelques conclusions des statistiques de 1873 et de 1907, au point de vue de l'étendue des différentes cultures. Les chiffres indiquent des hectares.

I. — Statistique de 1873

ARRONDISSEMENTS	Prés	Prairies artificiel.	Bois	Vignes	Pommes de terre	Froment	Seigle	Terres incultes
Villefranche.....	15.448	6.175	10.988	7.434	12.127	35.250	9.821	2.902
Espalion.....	20.265	776	15.471	3.154	3.743	2.326	15.728	15.647
Millau.....	10.219	8.303	15.350	3.242	4.127	16.620	5.333	50.368
Saint-Affrique.....	8 970	12.972	17.380	4.741	3.728	14.576	5.560	14.963
Rodez.....	26.371	6.174	15.003	4.632	8.537	16.278	17.439	32 304
TOTAL.....	81.273	34.400	74.192	23.203	32.262	85.050	54.181	116.184

II. — Statistique de 1907

Prés	Prairies artificielles	Bois	Vignes	Pommes de terre	Froment	Seigle	Terres incultes
90.000	46.483	85.886	13.518	38.564	84.442	28.350	88.860

Nous avons pris pour point de départ de l'étude de la période 1860-1907, la statistique de 1873. Nous ne croyons pas, en effet, qu'il y ait eu de grands changements, dans la répartition des cultures, de 1860 à 1873. La suppression de tout droit protecteur en 1861 avait déjoué les prévisions des agriculteurs qui, pendant quelques années, se de-

mandèrent vers quelle branche agricole devaient porter leurs efforts. Il faut noter cependant la continuation du développement des prairies artificielles : la statistique de 1852 n'accusait que 19.000 hectares de prairies artificielles ; celle de 1873 indique plus de 34.000 hectares. C'est l'extension prise par l'industrie du Roquefort qui est cause de cette augmentation des prairies artificielles. Millau et Saint-Affrique sont inscrits pour plus de 21.000 hectares dans la statistique de 1873.

A signaler aussi les nombreuses plantations de vignes sous le second Empire ; la superficie couverte, en 1873, sera un maximum qui ne sera plus dépassé dans l'Aveyron.

Dans le Ségala, on a bien exécuté quelques travaux à la fin du second Empire, mais ils sont peu importants : un four à chaux a été construit à Flavim en 1866 ; dans quelques grands domaines, on a fait des drainages ; mais tout ce pays est encore couvert de genêts et de bruyères.

Revenons maintenant aux chiffres des deux statistiques de 1873 et de 1907.

Une remarque d'abord :

Le total des terres cultivées, en 1873, serait de 385.520 hectares, et celui des terres cultivées en 1907, de 387.243. D'après ces chiffres, l'augmentation de la surface des terres cultivées, d'une période à l'autre, serait très minime. Et cependant, la statistique de 1907 accuse une diminution des terres incultes de près de 30.000 hectares. La contradiction apparente s'explique par le fait que tou-

tes les cultures ne sont pas citées à la page 48 ; il manque, par exemple, les surfaces occupées par l'avoine, le maïs, les légumes, etc., et qui ont augmenté.

Bois et forêts. — Les bois occupent, d'après la statistique de 1873, 74.192 hectares et, d'après celle de 1907, 85.886 hectares. On pourrait croire, d'après ces chiffres, qu'on a beaucoup reboisé dans l'Aveyron, pendant ces dernières années. Malheureusement, il n'en est rien. L'erreur provient de ce que les châtaigneraies sont comprises dans la statistique de 1907 sous la rubrique « bois », et ne le sont pas dans celle de 1873. Or, il y avait à cette époque-là, dans l'Aveyron, 48.829 hectares de châtaigneraies, ainsi réparties :

Villefranche.	9.797	hectares
Espalion.	10.347	—
Millau.	3.687	—
Saint-Affrique.	4.760	—
Rodez.	20.238	—

Si, aux 74.192 hectares de bois, on ajoute 48.829 hectares de châtaigneraies, on obtient près de 125.000 hectares de bois en 1873, chiffre bien supérieur à celui de 1907. Près de 40.000 hectares de bois ou châtaigneraies auraient donc été défrichés, dans l'Aveyron, en 30 ans. Ce chiffre ne paraît pas exagéré si l'on songe que, dans le Ségala, la plupart des châtaigneraies ont été détruites et remplacées par des champs de blé ou de pommes de terre et que sur les coteaux, les usines d'acide tannique de la Mothe, Ste-Eulalie d'Olt, St-Félix, Penchot, en-

lèvent chacune, par an, près de 10.000 tonnes de bois de châtaignier. Il disparaît ainsi chaque année, dans le département, de 15 à 20.000 arbres.

La disparition des châtaigneraies dans le Ségal n'est pas à déplorer, parce que presque partout elles étaient situées en terrain plan. Mais il est à craindre que le déboisement des coteaux n'entraîne des glissements de terre. Il est, de plus, difficile d'obtenir de belles récoltes sur ces pentes escarpées et généralement situées au nord. Les agriculteurs agiraient sagement en se contentant de couper l'arbre et en greffant les rejetons au bout de quelques années. On obtiendrait ainsi de belles châtaignes pour l'exploitation, au lieu des fruits sauvages que l'on abandonne actuellement aux porcs. Mais pour permettre aux rejetons de pousser, il faut interdire la châtaigneraie aux troupeaux.

Si les cultivateurs aveyronnais détruisent le châtaignier, ils plantent, depuis quelques années, des arbres qui leur fournissent de la feuille pour les troupeaux ou des fruits pour eux : frênes, peupliers, pommiers, pruniers. Les hauts prix atteints par les bois sont un encouragement à planter. On a même remis quelques noyers dans des causses, où l'ombre de cet arbre ne peut nuire à la récolte. Il est à souhaiter qu'on encourage toutes ces plantations par des primes et des dons de jeunes plants. Mais l'administration des eaux et forêts devra réduire les formalités exigées de ceux qui sollicitent d'elle des dons.

Prairies naturelles et prairies artificielles. — De 1873 à 1907, la superficie des prés naturels aurait augmenté de près de 8.000 hectares et celle des prairies artificielles de plus de 10.000 hectares. Huit mille hectares peut représenter un chiffre à peu près exact ; on a bien créé des prés partout où l'on a pu, mais l'eau limite forcément l'étendue de ce genre de culture. Le chiffre de 10.000 hectares d'augmentation pour les prairies artificielles, nous paraît un peu faible. Depuis 20 ans, on a transformé, dans le Ségala, avec les engrais chimiques, d'immenses pâtures en fourrages artificiels. Sur le plateau de l'Aubrac, on sème aussi, depuis quelques années, des graines de trèfle.

Froment et seigle. — Le chiffre des hectares cultivés en froment n'a pas varié dans la période 1873-1907 ; celui des hectares cultivés en seigle s'est abaissé de 54.000 à 28.000. Au premier abord, il paraît surprenant que le froment n'occupe pas, en 1907, une étendue plus grande qu'en 1873, le Ségala, depuis l'emploi de la chaux et des engrais chimiques, ayant remplacé le seigle par le froment. Mais il faut observer que, dans les vallées et sur le Causse, on a diminué l'étendue des terres destinées au blé. Etant donné le haut prix de la main-d'œuvre et le bas prix du grain, on a substitué, partout où la chose était possible, la culture des fourrages à celle des grains. Aujourd'hui, on ne cultive le froment pour la vente que dans les terres du Causse, où toute autre culture est impossible ; partout ailleurs, on ne sème du froment

que pour avoir la provision nécessaire au ménage.

Le seigle et l'avoine sont les seules récoltes en grains sur toutes les montagnes de l'Aubrac et du Levezou, où les rigueurs des saisons ne permettent pas de cultiver le froment.

Pommes de terre. — Les documents officiels indiquent, en 1873, 32.262 hectares cultivés en pommes de terre ; en 1876, 40.000 hectares ; en 1884, 34.000, et en 1907, 38.564. Nous trouvons ce dernier chiffre bien faible. Depuis 1890, la culture de la pomme de terre a pris une très grande extension dans le Ségala. On utilise les tubercules les plus petits à l'engraissement de nombreux porcs, et les plus beaux sont expédiés. Pendant trois à quatre mois, les gares de la nouvelle ligne Rodez-Carmaux dirigent, presque chaque jour, sur Bordeaux ou le Midi, des wagons de pommes de terre. Il est donc étonnant que la dernière statistique n'accuse pas une augmentation plus grande de la superficie des champs en pommes de terre. Il est vrai que la sécheresse persistante des premières années du XX^e siècle a fait renoncer à la culture de la pomme de terre dans certaines terres du Causse. Les cultivateurs de ces régions préfèrent acheter les pommes de terre nécessaires au ménage, plutôt que de s'exposer à des mécomptes.

Vignes. — La diminution des vignes est considérable : 23.000 hectares en 1873, 13.500 en 1907. C'est le phylloxéra qui a produit ce résultat. Ce terrible fléau a fait son apparition dans le vignoble de Saint-Georges-de-Luzençon, en 1879 ; deux

ans après, on le signalait à Clairvaux, dans le vignoble de Marcillac et dans la vallée du Lot. Le Conseil général, la Société centrale d'agriculture, les Comices viticoles, ont essayé d'arrêter la marche de l'insecte, au moyen de divers traitements, jusque vers 1890. A cette époque, les viticulteurs se sont décidés à planter des cépages nouveaux. Mais les vignes américaines exigent plus de terre et plus de soins que les anciennes vignes françaises ; il n'a pas été possible de replanter dans des endroits trop escarpés. On voit sur les coteaux des vallées du Tarn, du Lot, de l'Aveyron, de nombreux rectangles entourés de murs écroulés et couverts de ronces, où mûrirent de beaux raisins, avant le phylloxéra. Les prix si peu rémunérateurs du vin n'encouragent pas les propriétaires à faire des sacrifices nouveaux.

Produits divers. — Sans entrer dans de longs développements, nous donnons ici les superficies occupées par quelques autres plantes, en 1907 :

Avoine.	41.983	hectares
Orge.	3.518	—
Sarrazin.	1.679	—
Maïs.	4.198	—
Légumes.	2.600	—
Betteraves.	2.968	—
Choux.	234	—
Chanvre.	121	—
Lin.	77	—
Colza.	72	—

L'avoine occupe une grande place ; elle est cultivée dans toutes les régions du département. Le sarrazin n'entre presque plus dans la composition du pain et disparaît peu à peu. Le maïs se cultive toujours dans les vallées et dans l'arrondissement de Villefranche, où on engraisse beaucoup d'oies. Le chanvre, qui était une source de profits pour de nombreux cultivateurs, n'est plus cultivé depuis que nous arrivent les toiles du nord. Le colza n'a plus d'utilité ; son huile ne peut lutter avec le pétrole.

Terres incultes. — 116.000 hectares de terres incultes en 1873 et seulement 89.000 en 1907. C'est donc près de 30.000 hectares qui auraient été gagnés par la culture, dans l'Aveyron, en 35 ans. Ce beau résultat est dû à l'activité et à la persévérance des cultivateurs aveyronnais, qui s'acharnent à remuer ce sol pénible, malgré les crises agricoles et malgré les charges sans cesse croissantes de l'agriculture. Elle est bien à eux, cette terre arrosée de leurs sueurs et engraisée des économies de plusieurs générations ; on est mal venu de parler de rente injustement acquise, dans ce pays d'Aveyron. Depuis 1890, des cantons entiers ont été amendés, drainés, transformés ; la production a décuplé dans tout le pays qui s'étend au sud de Rodez, dans la direction d'Alby. Il y a vingt ans, les ajoncs et les genêts couvraient toute la région de Cassagnes, Réquista, Naucelle, la Salvetat ; aujourd'hui, on trouve partout de beaux champs de blé et de pommes de terre et des prairies artifi-

cielles. Le Causse, plus aride et plus pierreux, n'a pu subir pareille transformation, mais les cultivateurs ont su profiter tout de même des leçons données par la chimie agricole.

Animaux. — Si des cultures nous passons aux animaux, nous constatons aussi que, dans cette branche de l'agriculture, l'Aveyron est en progrès. Les animaux de la race bovine exposés au concours de Laguiole et de Rodez, les ovins présentés au concours de la Cavalerie, dans ces dernières années, présentent des formes et une structure plus parfaites. Les pores du Ségala sont recherchés par les marchands étrangers. Cependant, il faut reconnaître que la généralité des cultivateurs aveyronnais n'accorde pas assez de soins aux animaux ; pendant l'hiver, on leur donne des rations trop minimes ; en toute saison, on ne les tient pas assez propres. Aussi les animaux de la race bovine ne rendent-ils pas tout ce qu'ils pourraient rendre.

Au point de vue nombre, voici les chiffres des différentes statistiques :

<i>Espèce chevaline :</i>		
1873	1893	1907
—	—	—
12.000	11.473	14.500

Les trois chiffres diffèrent assez peu. L'augmentation de 1907 s'explique parfaitement ; beaucoup de petits cultivateurs possèdent aujourd'hui une voiture, dont ils se servent pour transporter leurs produits agricoles : lait, veau, cochon, etc. De plus,

les machines agricoles exigent, dans les grandes fermes, plusieurs bêtes de trait. La proportion des juments poulinières serait des deux tiers.

Espèce asine :

1893	1907
<u>3.265</u>	<u>2.155</u>

Espèce mulassière :

1893	1907
<u>2.661</u>	<u>2.424</u>

L'espèce asine diminue peu à peu ; on ouvre des chemins carrossables dans les pays les plus accidentés, et l'âne chargé des deux paniers ne rend plus de services.

Le mulet est plus en faveur. Les jeunes animaux de six mois sont enlevés à des prix très élevés par les marchands espagnols.

Espèce bovine :

	1873	1893	1907
Bœufs.	31.624	30.573	33.488
Vaches	57.717	62.924	83.015
Taureaux.	9.156	9.059	7.753
Elèves d'un an et au-dessus	20.462	27.483	26.436
Veaux.	<u>12.565</u>	<u>30.897</u>	<u>26.724</u>
TOTAL.	131.524	160.936	177.416

La superficie des terres labourées n'a pas augmenté dans l'Aveyron dans de très grandes proportions ; il y a tendance à faire des prés ou

des fourrages artificiels. Le nombre des bœufs de labour ne peut donc beaucoup augmenter. Dans les terres légères, on emploie, du reste, des attelages de vaches pour labourer.

Le nombre de ces derniers animaux serait beaucoup plus élevé en 1907 qu'en 1873. Dans certains grands domaines du Causse, on a bien fait disparaître la vacherie pour la remplacer par un troupeau de brebis, mais, dans le Ségala, par contre, les vaches ont remplacé les moutons. Telle famille de paysans qui, il y a vingt ans, élevait difficilement cinq à six moutons, possède aujourd'hui dans l'étable plusieurs belles vaches.

Espèce ovine :

	1873	1893	1907
Béliers	9.731	8.855	9.787
Brebis.	446.055	459.123	444.992
Moutons.	123.790	55 513	43 112
Agneaux et agnelles de moins d'un an.	157.987	152 567	88 470
TOTAL	737.563	676.058	586.361

Nous avons vu que la statistique de l'an VII attribuait au département de l'Aveyron environ 600.000 bêtes de l'espèce ovine. Dans le rapport qui fut dressé, au moment de l'exposition de 1868, les industriels de Roquefort déclaraient que les propriétaires fournisseurs de lait de brebis possédaient environ 350.000 bêtes ovines, dont 200.000 brebis laitières. Il est vrai qu'un certain nombre

de ces propriétaires avaient leur exploitation dans les départements limitrophes, mais c'était le petit nombre. En 1870, M. Heuzé, dans son ouvrage : *La France Agricole*, classait notre département le sixième quant à la population ovine, qu'il évaluait à 755.747 têtes. C'est à peu près le chiffre de la statistique de 1873, et il doit être exact. A cette époque, en effet, outre le grand troupeau de brebis laitières des arrondissements de Millau et de Saint-Affrique, on trouvait chez tous les petits cultivateurs du Ségala et des vallons quelques moutons. Ils achetaient ces animaux à l'âge de six mois, les élevaient en les menant paître le long des routes ou sur leurs maigres pâturages, et les revendaient à demi-gras. Des milliers de petites gens faisaient ce commerce.

Lorsque, après 1890, les landes se transformèrent en gras pâturages, les moutons disparurent et firent place aux vaches. Seul, le chiffre des brebis s'est maintenu, grâce à l'extension prise dans tout le département par la fabrication du fromage de Roquefort. En 1907, le nombre des agneaux a très sensiblement baissé par suite de l'habitude prise de livrer au couteau ces jeunes animaux, 20 à 25 jours après la naissance ; en sacrifiant le produit, on obtient une grande quantité de lait.

M. Marre, en 1906, évaluait à 521.330 les brebis fournissant le lait pour le Roquefort ; l'Aveyron possède les trois quarts de ce troupeau, soit environ 390.000 brebis.

Espèce porcine :

1873	1907
96.782	180.978

Le cultivateur aveyronnais se nourrit pendant toute l'année de porc salé, et il faut que la famille soit bien pauvre pour qu'elle n'égorge pas, chaque année, un porc gras. Nous devons donc trouver un chiffre élevé de ces animaux. Ce chiffre a été continuellement en augmentant, à mesure que la prospérité se répandait dans nos campagnes. De plus, d'immenses champs ont été consacrés à la culture de la pomme de terre dans le Ségala, et l'élevage du cochon est devenu une grosse source de revenus. Beaucoup de petits cultivateurs engraisent quatre et cinq pores, qu'ils vendent jusqu'à deux cents francs pièce.

Espèce caprine :

1873	1907
35.000	12.000

Il serait à souhaiter pour l'avenir de nos bois que la chèvre disparut. Et cependant, elle rend tant de services à nombre de pauvres gens qu'on ne peut la proscrire définitivement. On voit cependant que le nombre de ces animaux diminue d'année en année. C'est l'arrondissement d'Espalion qui en possède le plus.

Machines agricoles. — En 1867, la moissonneuse et la faucheuse sont encore inconnues dans l'Avey-

ron, et voici ce que dit un propriétaire au sujet des machines à battre le blé : « Il est des pays comme l'Aveyron, où les distances très grandes d'une propriété à l'autre, les pentes du sol, interdiront peut-être pour toujours la vulgarisation des batteuses à vapeur. »

Les vigneronns utilisent le pressoir massif à vis et sommier de bois.

En 1873, il y a dans l'arrondissement de Rodez douze machines à battre et trois faucheuses ; dans celui de Villefranche, dix-sept machines à battre et une faucheuse ; dans celui d'Espalion, neuf machines à battre ; dans celui de Millau, une machine à battre et une faucheuse ; dans celui de Saint-Affrique, vingt machines à battre et une faucheuse.

Aujourd'hui, la machine à vapeur est à peu près seule employée pour battre le blé ; pendant de longs mois, des industriels parcourent les fermes et les villages, battant les grains des divers propriétaires.

Les charrues perfectionnées sont aussi d'un usage courant ; les araires disparaissent.

Depuis une dizaine d'années, presque toutes les grandes fermes du Causse ont une ou deux moissonneuses-lieuses. Les petits propriétaires ne peuvent acheter une machine aussi chère et nous ne connaissons pas d'association de cultivateurs formée pour en acheter une.

Les faucheuses, qui coûtent moins cher, se ré-

pandent de plus en plus ; des fermes de quinze et 20 hectares en possèdent.

Les autres machines agricoles sont plutôt objet de luxe ; cependant, depuis trois ou quatre ans, quelques propriétaires ont acheté des semoirs, des scarificateurs, etc.

Dans les pays de vignes, on n'utilise que les pressoirs à vis métallique.

On a vu, par ce rapide exposé, quelles profondes transformations se sont produites dans l'Aveyron, durant le cours d'un siècle. Cependant, de nombreuses améliorations sont encore à réaliser, et nos cultivateurs ne doivent pas hésiter à s'engager dans la voie des méthodes de culture nouvelle. La vieille routine doit disparaître, si on veut que l'agriculture laisse quelques bénéfices.

CHAPITRE II

DIVISION ET EXPLOITATION DES TERRES

AVANT LA RÉVOLUTION.

Si l'on excepte les montagnes de l'Aubrac et les grands domaines du Causse, la terre est cultivée à parcelles par le paysan. Mais ce dernier n'est pas le propriétaire, il n'est qu'un fermier, fermier à très long bail, à bail perpétuel peut-on dire. Le vrai propriétaire, c'est le seigneur haut justicier ou le seigneur directier. Et c'est à ce maître que le cultivateur doit payer des redevances multiples : le cens ou rente foncière, redevance fixe ou annuelle, payée en argent ou en nature ; le champart, redevance annuelle proportionnelle à la récolte (le quart, le demi-quart, le cinquième ou le demi-cinquième) ; le lod, droit de mutation au moment d'une vente ; l'acapte, droit de mutation au moment du décès du seigneur ou du tenancier. A toutes ces redevances viennent s'ajouter les corvées, l'impôt perçu lorsque le paysan va au four ou au moulin, lorsqu'il traverse la rivière ou porte son grain au marché, le droit de guet, le droit de bouade

pour qui possède des bœufs. Et ce n'est pas tout, car le seigneur n'est pas le seul à prélever une part sur les bénéfices et les récoltes, le roi exige qu'on lui paye la taille et le vingtième et le curé de la paroisse demande la dîme (une gerbe sur onze, un agneau sur dix, etc.). Que reste-t-il au paysan après ces prélèvements ? Peu de chose. Dans un rapport adressé au roi par les administrateurs de la Haute-Guienne, en 1870 (1), nous lisons : « Dans la plupart des terres soumises au droit de champart, sur douze gerbes, le seigneur en retire trois, le décimateur une, les impositions en absorbent deux ; il faut distraire de celles qui restent : deux pour la semence et trois pour les frais de culture ; il en reste donc une pour le propriétaire, dont les travaux ne peuvent augmenter le revenu qu'en augmentant celui du seigneur et du décimateur dans une proportion décourageante. »

Aussi, au lieu de défricher ou d'améliorer leurs terres, les cultivateurs préféraient-ils abandonner les quelques arpents qu'ils possédaient et aller grossir l'armée des mendiants.

Très peu de seigneurs habitaient les campagnes. Dans les réponses au questionnaire de 1771, nous trouvons comme directiers, un M. de Firmy, conseiller au Parlement de Toulouse, un duc de Biron, maréchal de France, un M. Bonhomme, conseiller à la Cour des Aides de Montauban. Tout le

(1) Affre H. — Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du Rouergue.

Carladez payait des redevances au prince de Monaco. Le roi, les monastères de Conques, d'Aubrac, de Bonnecombe, de Bonneval, l'évêque, le chapitre de Rodez, les divers hôpitaux et couvents, touchaient des revenus aux quatre coins de la province. Dans la paroisse de Saint-Julien de Rodelle, qui avait 355 habitants, étaient directiers : M. le président de Séguret de Rodez, M. de la Goudalie, M. de Villecomtal, M. le commandeur de Malte, M. Richard d'Espalion, M. le prieur de Saint-Pierre, M. de Brussac, les chartreux de Rodez, les religieuses de Bonneval, la fraternité de Coubissou, la fraternité de Muret, la fraternité de Rodelle, le seigneur des Molinières, le chapelain de Saint-Blaise.

Tous ces étrangers à la paroisse ne pouvaient percevoir eux-mêmes leurs redevances et les affermaient. Mais les fermiers étaient aussi le plus souvent des étrangers et les curés se plaignent que tout le grain récolté dans la paroisse soit vendu au loin.

En 1781, l'évêque de Rodez afferme à Jacques Mercier et à Guillaume Aldebert, négociants à Mil-lau, les dîmes en grains, le carnelage, le commun de paix de la paroisse de Salles, le champart de la paroisse de Curan et du village de Crouzets, tout ce qui se lève dans les paroisses de Faux, de Canet et de Salars, moyennant le prix annuel de 14.600 livres.

Pauvre en grains, le paysan possédait aussi très peu d'animaux. Et dans les mauvaises années, il était obligé de se débarrasser de ses quelques va-

ches et moutons pour acheter de quoi subsister. L'année suivante, pour pouvoir obtenir le droit de pacage sur les communaux ou utiliser les pâtures qu'il possédait, il était obligé d'avoir recours au bail à cheptel. Il allait frapper à la porte d'un voisin plus riche que lui ou d'un usurier et obtenait qu'on lui *baillat à caval* quelques animaux. Généralement on partageait les profits et aussi les pertes.

Telle était l'exploitation de la propriété dans les vallées, dans le Ségala, dans la plus grande partie du Rouergue. Sur les monts d'Aubrac et sur les Causses, la propriété était moins morcelée, les grands domaines étaient nombreux.

A la Montagne, pays d'immenses pacages, où le revenu par hectare est minime, où ne peuvent être cultivés que difficilement les céréales et les légumes, où la neige séjourne pendant de longs mois, rien n'attire et ne retient le colon, et la propriété doit être entre les mains d'un petit nombre. Avant la Révolution, la célèbre domerie d'Aubrac possédait la plus grande partie de ces pâturages et les louait, pendant la saison estivale, à des propriétaires des plaines.

Le Causse, terre à blé du département, est couvert de cailloux, et en maints endroits le roc vient affleurer à la surface. Il exige des labours très pénibles et par conséquent des attelages de bœufs puissants. La sécheresse est fréquente dans cette région, le banc perméable situé au-dessous de la couche végétale laissant passer toutes les eaux, et les prairies sont rares. Enfin, le rapport est très

minime, un hectolitre de blé ensemencé donne au maximum une récolte quintuple. Dans ces conditions, les grandes exploitations sont seules possibles dans ces contrées dénudées. Elles paraissent y avoir existé de tout temps. Henri Affre fait observer que dans presque toutes les grandes fermes du Causse, on trouve des vestiges de construction romaine. Avant la Révolution, ces grands domaines, ces Places comme on disait, appartenaient à des propriétaires résidant très rarement sur les lieux. Le dom d'Aubrac possédait les Bourrines ; les religieux de Bonneval : Galinières et la Vaysière ; les religieuses d'Espalion et le collège de Rodez avaient une propriété dans la paroisse de Sainte-Eulalie du Causse ; l'hôpital de Rodez jouissait de Cantarrane ; M. Cassan, auditeur à la Chambre des Comptes de Montpellier, avait Floyrac dans son patrimoine. Tous ces propriétaires, étant loin, affermaient leur domaine. N'exploitaient eux-mêmes que les anciens fermiers, les colons qui, avec leurs économies, avaient acheté une de ces grandes propriétés.

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

1° *Division de la propriété.* — La Révolution arrive et fait disparaître toutes les redevances féodales et ecclésiastiques : plus de censive, plus de champart, plus de lod, plus d'acapte, plus de dîme. La petite propriété fut certainement libérée de plus d'un quart d'impôt, ce qui lui permit de pren-

dre un essor nouveau. Les petits cultivateurs, propriétaires de fait de terres qu'ils détenaient depuis de longues années, virent leurs titres de propriété confirmés.

La vente des biens nationaux, le partage, dans certaines communes, des biens communaux, accrurent le nombre des petits propriétaires.

Cependant, la plupart des grands domaines confisqués aux communautés religieuses : Bonneval, Bonnecombe, Aubrac, aux évêques et aux prieurs, aux émigrés furent vendus en bloc. Ils furent achetés par les anciens fermiers, par des notaires, des médecins, des marchands, qui étaient les seuls à posséder de l'argent à cette époque.

Monteil nous donne un tableau de la répartition des cultivateurs, vers l'an III ou l'an IV. Le voici :

Agriculteurs, propriétaires, y compris les enfants mâles en état de travailler la terre	39.682
Valets de charrue	15.239
Journaliers employés aux travaux des champs	22.508
Bergers	16.505

Les femmes, les vieillards et les enfants ne figurent pas dans ces chiffres.

Si nous nous en rapportions à cette statistique les salariés agricoles : valets de charrue, journaliers et bergers, auraient été plus nombreux, au début du XIX^e siècle, que les propriétaires. Mais Monteil lui-même, dans une note placée au bas de la page, remet les choses au point, en faisant ob-

server que le plus grand nombre des journaliers possèdent une chaumière et quelques lopins de terre. La moitié, au moins, des cultivateurs était donc propriétaire.

Dans les vallées du Lot, du Tarn, de l'Aveyron, du Dourdou, les terres étaient divisées en une infinité de parcelles. « Tout le monde y est propriétaire, parce que les héritages sont très divisés, et que leur rapport peu considérable ne permet pas aux possesseurs de les affermer pour aller commencer à la ville une longue descendance d'inutiles consommateurs. »

Dans le Ségala, sur le Levezou, chaque famille possède une chaumière entourée de quelques champs. Plusieurs générations vivent sur ce petit coin de terre ; on se procure quelques ressources en vendant les toiles que l'on fabrique pendant les soirées d'hiver.

Les valets de charrue, les bergers ne possédant rien, se rencontrent sur la montagne et dans les grands domaines du Causse. Dans cette région, on trouve des fermes occupant un personnel de 30 ou 40 personnes. Tous ces ouvriers agricoles sont des cadets de famille ayant vendu leurs droits à leurs aînés ou des enfants abandonnés travaillant les uns et les autres pour gagner de quoi acheter la maison qui abritera leur vieillesse.

De 1800 à 1848, le morcellement des terres s'est poursuivi d'une façon continue, sous l'influence de causes diverses. Le code civil a imposé au père de famille l'obligation de diviser ses champs entre

ses enfants et on se soumet aux obligations de la loi, l'œuvre de la Révolution n'étant encore l'objet d'aucune critique dans nos campagnes. Les cadets exigent, du reste, le partage, ne pouvant trouver d'autre situation, s'ils s'éloignent du domicile paternel, que celle de domestique ; l'industrie n'a pas encore besoin de bras, les villes ne se développent pas, les chemins de fer naissent à peine. A la campagne, le cadet pourra augmenter la valeur du morceau de terre qu'on lui remet, il pourra défricher ces immenses landes, que les impôts trop élevés de l'ancien régime avaient obligé de laisser incultes. Et puis le filage et le tissage du chanvre aident à vivre le paysan, dont le domaine est trop petit.

Mais la petite propriété ne se morcelle pas seule, la grande se divise aussi. La terre est en faveur, l'agriculture est l'objet des encouragements du pouvoir et tous les gens aisés veulent être propriétaires.

Girou de Buzareingues se plaint de ce morcellement indéfini des terres, qu'il regarde comme un danger pour l'avenir de notre pays. Il a écrit pour le combattre deux brochures : *l'Essai sur la division indéfinie des propriétés*, en 1822, et *Mémoire sur l'utilité de l'indivision de l'exploitation dans quelques fermes*, en 1847. Voici, d'après lui, quelques inconvénients du morcellement des propriétés :

« Dans le département, depuis 20 ou 30 ans, les bœufs comme les chevaux ont été en dégénéran-

d'une manière sensible, non pas tant sous le rapport des formes que sous le rapport de la taille et de la force. Il y a plus, le nombre de ces animaux précieux est considérablement diminué. Le mal s'accroît tous les jours et on peut juger qu'il sera porté à l'extrême dans l'espace de quelques générations. Un village où l'on entretenait, en 1789, 18 paires de bœufs, n'en possède aujourd'hui que deux. Tel est l'effet nécessaire de la division des héritages, telle a été l'influence de la nouvelle législation relative aux successions. En effet, ces grands animaux ne peuvent être élevés convenablement que dans les grandes fermes. Le point capital pour prévenir l'abâtardissement des races est d'empêcher que les élèves, tant mâles que femelles ne se livrent à l'acte de la génération avant l'âge convenable. Et pour cela, il faut les séparer et les faire garder à part, ce qui n'est praticable que dans les fermes où le nombre des taureaux et des génisses est assez considérable pour payer le salaire d'un berger.

« De plus, l'éducation des bestiaux et même la possibilité d'en élever tient à un assortiment plus ou moins heureux. A des prairies considérables, il faut joindre une certaine étendue de blé et, si possible, une montagne assez vaste pour nourrir, pendant la belle saison, les animaux qui ont consommé la paille et le foin du domaine pendant l'hiver. Cette combinaison augmente dans une proportion considérable les revenus des différentes parties de l'exploitation considérées séparément. Si l'on divise

un pareil héritage, le rapport change, la machine ne va plus dans le même sens, les bœufs, les vaches, les chevaux se rapetissent à mesure que l'on rétrécit le domaine, jusqu'à ce qu'enfin, de subdivision en subdivision, on arrive à un point où il n'y a plus de place pour eux. C'est ce que l'on voit tous les jours. Un héritage, par exemple, comporte le labourage d'une paire de bœufs ; qu'il soit partagé en cinq ou six lots, ou seulement en quatre, le charrue et les bœufs disparaissent. Les nouveaux héritiers, armés du hoyau ou de la bêche, s'empressent de brûler ou d'enterrer les pâturages qui étaient, selon l'expression de Sully, les mamelles nourricières de leurs ancêtres. La division des terres portée à l'extrême met la triste bourrique, la dhèvre vorace à la place de la bonne vache, de la belle jument poulinière et la bêche à la place de la charrue. »

Ces inconvénients du morcellement des terres sont certainement exagérés. Il est possible, en effet, que disparaissent en partie ces grands bœufs que l'on rencontre dans les fermes importantes. Mais nul petit propriétaire ne songera aujourd'hui à remplacer des prés par des champs ; s'il n'a pas de blé, il en achètera avec les bénéfices que lui laisseront les animaux. Et les quelques vaches ou les quelques moutons élevés dans une petite propriété seront aussi développés, aussi beaux que les animaux d'une grande ferme. La grande et la petite propriété sont également utiles dans un pays. Dans un grand domaine, on peut plus facilement

faire l'essai des machines et des cultures nouvelles, c'est un centre d'éducation agricole. La petite propriété donne l'aisance à de nombreux cultivateurs et les attache au sol ; elle augmente aussi la production. Du reste, dans l'Aveyron, la nature a elle-même délimité les régions convenant à la grande ou à la petite culture.

Pour pallier les inconvénients du morcellement, Girou de Buzareingues n'allait pas jusqu'à demander le retour au droit d'aînesse. Il proposait de diminuer les droits d'enregistrement perçus lors de la transmission des grandes fermes ou dans l'échange de champs limitrophes. Le gouvernement devrait aussi créer un enseignement industriel qui ouvrirait à une partie de la famille d'autres carrières que l'agriculture et des banques rurales qui prêteraient à 5 0/0 sur consignation de récoltes. On a réalisé de nos jours deux de ces réformes : l'abaissement des droits d'enregistrement dans l'échange de champs rapprochés et la création de banques rurales. Mais au lieu de créer un enseignement industriel dans nos campagnes, on cherche à développer l'enseignement agricole ; on avait trop d'agriculteurs sous le gouvernement de Juillet, nous en avons malheureusement trop peu aujourd'hui.

Il faut signaler encore la proposition de Girou de Buzareingues de déclarer indivisible l'exploitation des fermes de 30 à 100 hectares d'étendue. C'était la société par actions avec un gérant unique.

La statistique de 1852 nous permet de nous rendre compte de l'augmentation des petits propriétaires pendant la première moitié du XIX^e siècle. Elle donne les chiffres suivants :

Propriétaires	116.120
Fermiers et métayers propriétaires	4.608
Journaliers propriétaires	5.680
Propriétaires	126.408
Métayers et fermiers non-propriétaires	7.050
Journaliers, vignerons	23.030
Domestiques attachés à l'exploitation	35.723
Bûcherons	538
Non-propriétaires	66.341

La statistique de l'an III indiquait que la moitié des cultivateurs de l'Aveyron étaient propriétaires ; en 1852, il y en a près des deux tiers qui possèdent un petit bien.

Avec le second Empire, commence l'abandon des campagnes ; les jeunes gens délaissent les villages pour les villes, l'agriculture pour l'industrie. Aussi, la terre est-elle moins recherchée et le morcellement ne se produit plus qu'autour des centres ou dans les vallées très prospères.

La statistique de 1862 nous fait connaître, par canton, le nombre de propriétaires et de journaliers ou domestiques. La proportion varie beaucoup suivant les régions.

Canton de Sainte-Geneviève			
Propriétaires	4.000	Journaliers	100
Canton de Saint-Amans			
Propriétaires	1.197	Journaliers	130
Canton de Saint-Chély			
Propriétaires	410	Journaliers	500
Canton de Saint-Geniez			
Propriétaires	1.775	Journaliers	10
Canton d'Espalion			
Propriétaires	824	Journaliers	700
Canton d'Estaing			
Propriétaires	3.400	Journaliers	300
Canton de Naucelle			
Propriétaires	4.000	Journaliers	450
Canton de Montbazens			
Propriétaires	2.350	Journaliers	500
Canton d'Aubin			
Propriétaires	3.500	Journaliers	2.000
Canton de Rodez			
Propriétaires	3.150	Journaliers	800
Canton de Saint-Rome de Tarn			
Propriétaires	1.500	Journaliers	100

En 1868, la Société centrale d'agriculture est consultée sur l'état de la propriété territoriale dans l'Aveyron. Elle répond que la propriété territoriale est très divisée dans le département. Elle considère comme constituant une grande propriété un bloc de quatre-vingts à cent hectares, une propriété moyenne une étendue de terrain de trente à quarante hectares, et une petite propriété tout domaine au-dessous de 20 hectares. Avec cette classification, elle estime que, dans l'ensemble, la gran-

de propriété occupe un sixième des terres ; la moyenne, deux et la petite, trois.

« La propriété, ajoute-t-elle, se morcelle autour des centres de la population, mais non dans l'intérieur des terres, où il semblerait même qu'il y aurait plutôt tendance à l'agglomération. C'est du moins ce qu'indique le mouvement des cotes foncières, lequel présente ce résultat singulier, mais dont il y a cependant d'autres exemples en France, que les petites cotes se sont augmentées sans doute, mais dans une proportion moindre que les grandes cotes, tandis que les intermédiaires ont diminué.

Plus des deux tiers des ouvriers agricoles sont propriétaires, travaillent alternativement pour eux et pour les autres, et ont, par conséquent, des intérêts communs avec la grande et la moyenne propriété. »

En 1873, l'administration a publié le classement suivant des propriétés :

ARRONDISSEMENTS	Au-dessous de 5 hect.	de 5 à 10	de 10 à 20	de 20 à 50	de 50 à 100	au-dessus de 100
Villefranche	12.106	3.061	1.989	710	99	9
Espalion	8.445	2.526	1.953	1.074	266	61
Millau	14.074	1.894	1.387	834	703	369
Saint-Affrique	6.900	2.100	1.196	891	458	190
Rodez	11.568	4.252	2.897	1.540	576	174
TOTAL	53.093	13.833	9.422	5.049	2.102	823

Remarquons de suite le petit nombre de grandes propriétés, à peine huit cents domaines dépassent le chiffre de cent hectares. Et ces domaines, à quelques exceptions près, sont tous situés sur la Montagne ou dans le Causse, dans des régions où l'hectare rapporte de 20 à 60 francs. Si on avait poussé les recherches au-delà de 100 hectares on aurait trouvé qu'il n'y a pas, dans l'Aveyron, 40 propriétés ayant plus de deux cents hectares. Dans ces conditions, on peut dire que la grande propriété, telle qu'on la comprend dans le Nord, n'existe pas dans notre département. On ne peut appeler grand propriétaire un cultivateur qui retire 5.000 à 6.000 francs de ses terres.

L'arrondissement de Villefranche étant celui qui est le mieux cultivé, est aussi celui où la terre est le plus morcelée.

Il n'a pas été publié, depuis 1873, de statistique classant les propriétés selon leur contenance. En 1894, l'administration des contributions directes a donné un tableau des parcelles classées d'après leur revenu. Le voici :

STATISTIQUE DE 1894

Cotes de 5 francs et au-dessous	104.024
Cotes de 5 fr. 01 à 10 francs	26.656
Cotes de 10 fr. 01 à 20 francs	21.731
Cotes de 20 fr. 01 à 30 francs	9.375
Cotes de 30 à 50 francs	8.482

Cotes de 50 fr. 01 à 100 francs	6.429
Cotes de 100 fr. 01 à 500 francs	3.848
Cotes de 500 à 1.000	149
Cotes de 1.000 et au-dessus	29

On voit que les cotes au-dessous de 20 francs sont au nombre de 150.000 et on peut admettre qu'une propriété payant moins de 20 francs d'impôts est certainement une petite propriété. Les cotes comprises entre 20 francs et 100 francs s'élèvent à peine à 25.000 et il n'y a pas 4.000 propriétés payant plus de 100 francs.

De la statistique de 1894, on ne peut déduire le nombre exact de propriétaires, plusieurs cotes concernant le même individu.

Nous ne croyons pas que de grands changements aient été apportés à l'état de la propriété territoriale dans l'Aveyron, depuis 1894.

Les grandes pâtures de l'Aubrac, appelées montagnes, n'ayant ni champs, ni maison, ne peuvent être morcelées ; dans l'espace de dix ans, on en partage peut-être une ou deux des plus grandes, en deux ou trois portions.

Les domaines du Causse, de rapport trop faible et en général loin de tout village, se vendent aussi en un seul bloc.

Le morcellement de la propriété n'a pu se poursuivre que dans le Ségala ou dans les vallées.

Dans le Ségala, les ventes à parcelles ont été fréquentes dans ces dernières années. Beaucoup de cultivateurs vendent leur propriété de 20 à 40 hec-

tares, en un certain nombre de lots et à de très hauts prix, pour aller acheter une nouvelle propriété, à vil prix, dans le Lot-et-Garonne. Mais les lots vendus sont achetés par des voisins pour agrandir leur patrimoine et le nombre des propriétaires n'augmente pas.

Dans les vallées, les domaines de 50 à 100 hectares tendent certainement à disparaître. Tous les émigrants ayant gagné quelque argent, tous les fonctionnaires et employés jouissant de leur retraite cherchent à acquérir dans ces régions où la température est plus douce, une maison et un jardin. Aussi, le prix des terrains est-il très élevé et les propriétaires vendent-ils à parcelles pour réaliser un bénéfice et aller acheter ailleurs un domaine.

Voici, par exemple, l'état de la propriété dans deux communes de la vallée du Lot : Espalion et Saint-Côme :

Commune d'Espalion

Propriétés au-dessus de 90 hectares :	néant
Propriétés de 90 à 25 hectares	23
Propriétés au-dessous de 25 hectares ..	1780

Il y a environ 150 ouvriers agricoles sans bien.

Commune de Saint-Côme

Propriétés au-dessus de 90 hectares :	néant.
Propriétés de 90 à 25 hectares	8
Propriétés au-dessous de 25 hectares ..	450

Il n'y a pas 50 ouvriers agricoles ne possédant aucun bien.

Dans les communes situées sur la montagne, la proportion des grandes propriétés est plus élevée :

Commune de Condom

Propriétés au-dessus de 90 hectares : néant	
Propriétés de 90 à 25 hectares	32
Propriétés au-dessous de 25 hectares..	170

Commune de Prades-d'Aubrac

Propriétés au-dessus de 90 hectares ..	4
Propriétés de 90 à 25 hectares	28
Propriétés au-dessous de 25 hectares..	579

Commune de Saint-Chély-d'Aubrac

Propriétés au-dessus de 100 hectares..	135
Propriétés de 25 à 90 hectares	80
Propriétés au-dessous de 25 hectares	
de 150 à 160	

Pour conclure et en nous résumant : la propriété est très morcelée dans les vallées, dans le Ségala, sur le plateau à l'ouest de Villefranche ; on ne rencontre de propriété de cent hectares et plus que sur les monts d'Aubrac et le Causse, où la nature du terrain impose l'exploitation en grand.

2° *Modes d'exploitation.* — Les hommes d'affaires et marchands qui, au moment de la Révolution, avaient acheté les grands domaines des communautés religieuses étaient incapables de les exploiter ; aussi se virent-ils dans la nécessité d'avoir recours à des fermiers.

En l'an VIII, Monteil constate que la plupart de ces grandes propriétés du Causse sont affermées. « Non seulement les bestiaux et ustensiles, mais encore les meubles y sont portés en inventaire. Les antiquaires pourraient y trouver des armoires, des bancs sculptés, des fauteuils de bois, des guéridons et des chenêts du temps de nos guerres de la Ligue : la plupart de ces meubles ont usé plusieurs maisons. »

Après les guerres de l'Empire, chacun aspire après le repos et tous ceux qui possèdent une propriété sont bien heureux d'aller vivre sur leurs terres. Les quelques gazettes qui paraissent célèbrent à l'envi le bonheur des champs et les pouvoirs publics font tous leurs efforts pour développer l'agriculture. Aussi, le fermage diminue-t-il dans l'Aveyron et nous trouvons les esprits les plus cultivés à la tête d'une exploitation agricole. C'est un titre de gloire pour les jeunes gens riches d'être versés dans l'art agricole, de savoir distinguer les meilleures vaches laitières, les plus belles juments. Cet engouement pour la terre dura jusqu'à la révolution de 1848, ou plutôt jusqu'aux années brillantes du second Empire, époque où il devint de bon ton d'habiter les villes.

En 1839, Rodat, dans le *Cultivateur aveyronnais*, exprimait ainsi les idées de l'époque sur les différents modes d'exploitation de la terre :

« L'exploitation par régie, par valets à gages sous la surveillance et la direction du maître, est celle que commande ici la nature des choses ; aus-

si est-elle la plus usitée. Elle le serait encore davantage si l'on trouvait, dans le pays, des régisseurs instruits et capables ; car il est bien des cas où le propriétaire a besoin de ces intermédiaires. Le système des fermages, tel qu'il est pratiqué, cause des dégradations ou du moins interdit toute espèce d'amélioration. Le système de l'exploitation à mi-fruits, si-usité dans la Haute-Garonne, système vicieux en lui-même, est ici tout à fait misérable, tout à fait ruineux. La moindre réflexion suffit pour faire sentir que les intérêts du maître et ceux du colon partiaire, sont souvent en opposition, que leurs vues ne peuvent pas être les mêmes. L'un a intérêt à améliorer, l'autre à épuiser ; l'un à spéculer dans l'avenir, l'autre à vivre au jour le jour ; l'un à soigner, à vivifier la poule aux œufs d'or, l'autre à l'éventrer. »

La statistique de 1852 donne les chiffres suivants, pour les différentes catégories d'exploitants :

Propriétaires.	116.120
Fermiers.	4.800
Fermiers-propriétaires.	2.696
Fermiers avec état.	602
Métayers colons.	3.140
Métayers propriétaires.	1.912
Métayers avec état.	630

Ces chiffres nous montrent la proportion existant entre propriétaires, fermiers et métayers, mais il ne faudrait pas les comparer aux chiffres

donnés par les statistiques suivantes. Le calcul a été fait différemment à chaque période : on a compté ou non les femmes et les enfants majeurs ; on a tenu compte ou non des fermiers des petites parcelles.

Voici les indications recueillies, en 1861, dans quelques cantons :

Canton de Naucelle (Ségala) : cultivateurs, 3.943 ; fermiers, néant ; métayers, 21.

Canton de Saint-Chély-d'Aubrac (Montagne) : cultivateurs, 410 ; fermiers, 22 ; maîtres-valets, 15.

Canton de Vezins (Levezou) : cultivateurs, 723 ; maîtres-valets, 15.

Canton de Belmont (ar. de St-Affrique) : cultivateurs, 490 ; fermiers, 56.

Canton de Montbazens (Ségala, ar. de Villefranche) : cultivateurs, 1824 ; fermiers, 9 ; métayers, 42.

Canton d'Aubin (ar. de Villefranche) : cultivateurs, 2.500 ; fermiers, 4 ; métayers, 150.

En 1866, la Société centrale d'agriculture de l'Aveyron est invitée à faire connaître la manière dont sont exploitées les terres dans le département. Voici sa réponse :

« Le sol est cultivé, ou par les familles qui le possèdent, ou par des fermiers, et exceptionnellement par des métayers, sauf dans l'arrondissement de Villefranche, où le métayage est plus usité que le fermage.

« Peu de grands propriétaires, malheureusement, exploitent par eux-mêmes. Le plus souvent ils ont

des fermiers. Il en est cependant qui se font un honneur de cette noble occupation. La Société d'agriculture en compte un grand nombre dans son sein, et ce sont les plus zélés. On regrette d'avoir à ajouter qu'à la suite de l'état de souffrance où est l'agriculture et des difficultés croissantes qui y sont attachées, le nombre des grands propriétaires exploitant eux-mêmes diminue. Le plus grand nombre des propriétaires moyens cultivent eux-mêmes, et à peu près tous les petits propriétaires.

« D'après le recensement de 1861, le nombre des grands, moyens et petits propriétaires faisant valoir leurs terres est de 226.632 dans le département ; 3.493 ont un régisseur ou maître-valet. Il y a près de 15.000 fermiers et 3.253 colons et métayers. »

La statistique de 1873 indique des chiffres inférieurs à ceux que cite la Société d'agriculture, probablement parce qu'on n'a pas tenu compte des femmes et des enfants, mais la proportion entre propriétaires-exploitants et fermiers est la même. Il y aurait augmentation du nombre des métayers :

ARRONDISSEMENTS	Exploitation directe	Fermage	Métayage
Villefranche. . . .	16.401	221	1.352
Espalion.	13 626	615	84
Millau.	17.285	1.984	32
Saint-Affrique . . .	9 292	2.390	53
Rodez.	19.902	514	385
TOTAL	76.506	5.724	1.906

Après 1873, nous ne trouvons pas de document officiel qui nous renseigne sur les modes d'exploitation de la propriété dans l'Aveyron. Pour connaître la situation actuelle, il faut donc étudier les faits qui, pendant ces trente dernières années, ont pu faire prévaloir tel ou tel système d'exploitation.

Le fermage ou le métayage pour la petite propriété reste toujours l'exception. Le petit cultivateur, le paysan, aime sa terre et vit de sa terre; il cherchera toujours à tirer le plus grand rendement de son champ, et n'ira pas le confier à des mains mercenaires. Il faut qu'il soit incapable de travailler pour louer au voisin ce qu'il a de plus précieux ; le vieillard sans enfants, la veuve avec des orphelins trop jeunes, affermeront leur propriété.

L'appât du gain a poussé aussi quelques petits cultivateurs à délaisser le bien de leurs pères ; dans les vallées, des paysans à leur aise sont partis avec toute leur famille pour la ville, laissant à des étrangers le soin d'exploiter leurs terres. Au moment de la crise agricole, entre 1880 et 1895, beaucoup de parcelles de terre étaient affermées et un assez grand nombre le sont encore. Nous croyons donc que le fermage a augmenté pour la petite propriété. Pour la grande propriété, la chose n'est pas douteuse. Depuis 1875, la profession d'agriculteur est considérée par les jeunes gens de la classe aisée comme inférieure et peu lucrative. Le rêve de toutes les mères était de faire de leurs

filles des officiers, des ingénieurs, des avocats, des fonctionnaires ; on ne destinait à la terre que les jeunes gens qui refusaient de goûter les beautés d'Homère ou de Virgile. L'être civilisé était le citadin qui courait les bals ou les théâtres ; le rustre, celui qui se condamnait à mener une existence paisible à la campagne. Pendant trente ans, toutes les intelligences, toutes les forces vives de la nation, ont été se perdre dans les villes, se consumer dans une lutte âpre pour la vie. Les campagnes se sont anémiées, ont manqué de guides sûrs et éclairés. Un retour à la terre paraît se faire en ce moment ; il est encore bien peu sensible dans l'Aveyron.

Nos jeunes gens redoutent les aléas d'une exploitation agricole. La terre est surchargée d'impôts, les salaires ont considérablement augmenté, la main-d'œuvre est difficile à trouver ; viennent quelques mauvaises années, et le jeune agriculteur est désorienté, ruiné quelquefois. Le fermier, lui, exploite plus économiquement ; paysan, il peut, sans susciter trop de haines ou de colères, donner des salaires moins élevés, une nourriture moins abondante ; n'étant pas propriétaire, il se désintéresse de toute réparation, laisse s'écrouler les murs et dépérir les arbres. Il fera un bénéfice dans une propriété où se ruinerait son maître.

L'intérêt social exige cependant que la terre soit exploitée par le propriétaire ; le devoir des jeunes gens de la classe aisée est de reprendre la direction de leurs domaines.

Ce sont surtout les grandes propriétés du Causse et de la Montagne qui sont affermées.

Nous trouvons dans un livre de M. Marre, « *La Race d'Aubrac* », la liste des domaines nourrissant au moins vingt vaches ; cette liste comprend presque tous les grands domaines de l'arrondissement d'Espalion et de la partie nord de l'arrondissement de Rodez. Or, voici, par canton, le chiffre de ces propriétés où se trouve un fermier :

CANTONS	DOMAINES	EXPLOITES PAR UN FERMIER
Bozouls.	12	8
Campagnac.	4	3
Espalion.	9	5
Estaing.	2	2
Laguiole	25	11
Laissac	12	8
Marcillac	11	6
Mur-de-Barrez.	22	13
Rodez.	13	7
Saint-Amans	7	3
Saint-Chély	19	8
Sainte-Geneviève	17	11
Saint-Geniez	21	8
Sévérac.	3	1
Vezins	1	1
TOTAL.	178	95

Plus de la moitié de ces domaines sont donc affermés. Sur les monts d'Aubrac, l'exploitation, pendant l'été, des pacages appelés « montagnes », se fait presque uniquement par des fermiers.

Dans les arrondissements de Millau et de Saint-Affrique, où se trouvent les grandes propriétés fournissant à Roquefort le lait des brebis pour la fabrication des fromages, nous croyons que près des trois quarts de ces propriétés sont affermées.

Dans le Ségala, la proportion des fermiers est moins élevée ; la terre est, du reste, beaucoup plus morcelée.

Quelles sont les conditions des baux à ferme ? D'une façon générale, les conditions ordinaires. La durée est le plus souvent de neuf ans, avec faculté réciproque de résiliation tous les trois ans. Le propriétaire fournit en général le cheptel et le mobilier rural, le tout couché sur un inventaire, que le fermier est obligé, à sa sortie, de rendre en nature, sauf à payer la différence en moins ou à profiter de la plus-value. Le paiement du prix de la location des terres se fait en argent, en deux ou quatre termes. Il y a souvent des réserves : cochon, volailles, œufs, pommes de terre, mais ces réserves tendent à disparaître. Le propriétaire a la faculté de planter des arbres ; il cueille parfois les fruits des arbres fruitiers.

Fixer le prix de la location des terres est difficile. Il varie d'une région à l'autre, et même d'une propriété à l'autre. Dans l'enquête agricole de 1868, on avait admis que le prix de location des terres en corps de ferme, l'une aidant l'autre, était de 25 à 30 francs l'hectare. Ce prix s'était abaissé jusqu'en 1895 ; nous croyons qu'actuellement il est supérieur à 30 francs. Mais il est ab-

seulement impossible de baser un prix de location sur le nombre d'hectares ; la nature et le rapport des différentes terres sont trop variables dans l'Aveyron. On nous signale deux propriétés situées dans deux cantons contigus, dont l'une ayant 295 hectares s'affirme 1.500 francs, et l'autre, n'ayant que 192 hectares, 6.000 francs. Dans les vallées, des propriétés de 20 à 30 hectares trouvent preneur à 3.000 francs de location. Même le prix d'achat ne peut servir à déterminer le prix de location ; ce prix d'achat est rémunéré en certains endroits à 3 et 4 0/0 ; en d'autres, à 2 et 1 1/2 p. 100. Seul, le rapport de la propriété est une base sûre pour arrêter un prix de fermage, et dans notre pays, où les comptes sont si mal établis, peu de propriétaires pourraient donner le rapport moyen de leur domaine.

Le métayage est toujours pratiqué dans la partie ouest de l'arrondissement de Villefranche et, dans certaines communes de cette région, il est difficile de trouver un fermier. Les propriétés soumises à ce mode d'exploitation ont une étendue de 30 à 80 hectares. En général, le maître et le métayer fournissent chacun la moitié du cheptel et chacun prend une moitié du produit. Les impôts sont payés par moitié ; le métayer acquitte les autres dépenses, sauf quelques réparations aux instruments aratoires.

Le métayage est encore pratiqué dans les vallées pour de petites parcelles. On donne à mi-fruits des jardins, de petits champs où peut se faire la culture maraîchère.

CHAPITRE III

VALEUR DE LA TERRE — VALEUR DES PRODUITS ET RAPPORT DE LA PROPRIÉTÉ — IMPOTS

VALEUR DES TERRES

Les terres de l'Aveyron offrent une telle diversité au point de vue de leur fécondité, de leur situation, de leur exposition, qu'il est très difficile de fixer un prix approximatif de l'hectare, pour chaque nature de culture. Un hectare de pré situé dans une vallée, à proximité d'un village, a une valeur double et triple d'un hectare de pré situé sur un plateau.

En général, la valeur vénale de la terre est en rapport avec le produit. La règle souffre cependant de nombreuses exceptions et nous verrons que certaines propriétés rapportent 2 pour 100 et même 1 et demi, tandis que d'autres rémunèrent leur prix d'achat à trois et quatre pour cent.

Il semble qu'avant la Révolution, l'écart était moins grand entre le rapport et le prix des diverses terres ; le taux commun du prix des terres était de cent francs pour trois francs de produit net.

La Révolution, en jetant sur le marché les biens d'Eglise, qui étaient si nombreux dans l'Aveyron, amena une dépréciation énorme de la terre ; en 1795, on se procurait, pour 20 ou 25.000 francs d'assignats, des propriétés qui valent aujourd'hui plus de 100.000 francs.

Mais, laborieux et économe, le paysan, libéré des trop lourdes charges qu'il supportait sous l'ancien régime, eut tôt fait de ramasser un petit pécule et, l'argent revenant, la valeur des propriétés augmenta aussitôt.

En 1802, un auteur écrit : « Aujourd'hui, la valeur des fonds a subi de trop grandes variations, pour qu'il soit possible de déterminer le rapport de leur prix avec leur revenu. Le département de l'Aveyron est un de ceux où il circule le moins de numéraire, et cependant les biens y sont à un taux élevé ; non qu'ils soient d'un meilleur rapport, mais le défaut de commerce ne laisse point d'autre direction à l'argent. D'ailleurs l'Aveyron étant un pays de petite culture, les domaines n'y sont pas d'une forte valeur et la concurrence des acheteurs fait augmenter leur prix. »

Mais les guerres de l'Empire dépeuplent les campagnes, et de nouveau la terre diminue de valeur. En 1820, on vend le domaine de Gros pour la somme de 42.600 francs et une rente de 350 fr. ; en 1821, les Bourrines, l'ancienne propriété des moines d'Aubras, est cédée pour 494.000 fr. Ces deux domaines ont aujourd'hui une valeur plus que double.

De 1820 à 1848, la terre est très recherchée ; un régime de protection favorise l'agriculture ; la bourgeoisie se fait une gloire d'établir ses enfants à la campagne. Aussi, la hausse du prix de la terre est-elle continue jusqu'à la révolution de 1848.

Pendant cette période, l'hectare des terres à froment du Causse se vend en moyenne 800 francs ; sur les monts d'Aubrac, on évalue l'hectare de pacage de 2.000 à 2.500 francs, s'il y a une habitation sur la propriété, et à 1.500 francs, s'il n'y en a pas.

Sous le second Empire, les faveurs administratives se détournent de la terre pour se porter sur l'industrie, et l'émigration vers les grandes villes commence à se produire. La valeur vénale de la terre diminue et la dépréciation s'accroît, surtout après la suppression des barrières douanières, en 1861.

Dans la grande enquête agricole de 1866, on évalue à un tiers l'augmentation du prix de vente des terres qui s'était produite de 1820 à 1850, et on estime que la moitié de cette augmentation a disparu depuis 1850.

La Commission d'enquête donne les chiffres suivants, pour la valeur vénale d'un hectare de terre :

En nature de pré, de 3.000 à 4.500 francs ;

En nature de champ, de 1.000 à 1.500 francs ;

En nature de pâturages, dits devèzes, de 300 à 400 francs ;

En nature de châtaigneraie, de 600 à 1.000 fr. ;

En nature de bois, de 500 à 800 francs ;

En nature de vigne, de 3.500 à 8.000 francs.

Ces chiffres ne sont applicables qu'à des ventes de parcelles ou de domaines de médiocre étendue. Pour un grand corps de ferme, le prix d'un hectare ne dépassait pas, en général, 1.200 francs.

Pour la vente, on morcelait le plus possible les propriétés, les terres vendues à parcelles atteignant un tiers en sus du prix des ventes en bloc.

Pendant les dix ans qui suivirent la guerre, le prix des terres se maintint ; il y eut même plutôt une tendance à la hausse. Mais bientôt la concurrence étrangère amena une baisse dans les prix des produits agricoles, le phylloxéra détruisit les vignes dans les vallons, les jeunes gens émigrèrent dans les villes. La panique se répandit dans les campagnes, et de 1880 à 1890, les ventes volontaires et les expropriations se multiplièrent, et la terre fut à vil prix.

L'établissement des tarifs douaniers a heureusement enrayé ce mouvement de baisse, et depuis une dizaine d'années, la plus-value des terres ne cesse d'augmenter dans presque tout le département. Dans le Ségala, la valeur de certaines propriétés a triplé depuis 1900 ; on cite un petit domaine qui, acheté il y a sept ans 250 francs, a été revendu 7.000 francs ; un autre de 49 hectares a été vendu à parcelles 120.000 francs, après avoir été acquis, en 1894, pour moins de 50.000 francs. Les hauts prix atteints par le bétail, le lait de

brebis, les pommes de terre, expliquent ces prix de vente élevés.

Dans les vallées et près des villages, des jardins, des prairies, des terres d'alluvion atteignent les prix de 20 et 30.000 fr. l'hectare. Le prix moyen de l'hectare de terre est de 2.500 à 3.000 francs.

Les grands domaines du Causse trouvent plus difficilement acquéreur ; peu de personnes disposent dans notre pays de sommes dépassant 100.000 francs. Aussi, malgré la hausse du lait de brebis qui augmente le produit, la valeur vénale de ces domaines ne change-t-elle pas. Nous croyons que depuis 1820, elle n'a pas doublé. L'hectare ne vaut pas plus de 1.500 francs.

Dans la partie nord de l'arrondissement d'Espalion, sur la rive droite du Lot, la valeur des terres est en baisse. La montagne, pacage d'été de 50 à 100 vaches, a perdu depuis 1870, comme valeur vénale, surtout en ces dernières années : au moins le 35 p. 100. Deux montagnes, de près de 100 hectares, viennent de se vendre : l'une 42.000 francs, et l'autre 35.000 francs.

Cette crise tient, d'une part, à la rareté de la main-d'œuvre, et, par suite, à sa cherté ; d'autre part, à la nouvelle orientation agricole du Causse, qui échange ses vacheries contre des troupeaux de brebis, et n'envoie plus sur les montagnes le contingent de vaches nécessaires pour consommer les herbages. Il faut aussi remarquer que la production laitière, à nombre égal de vaches, a considérablement diminué ; autrefois, une vache don-

nait une moyenne de 65 à 70 kilos de fromage pendant la campagne laitière ; depuis quelques années, le maximum est de 40 à 45 kilos. Et la cause de cette diminution de lait se trouve dans la sécheresse de ces dernières années, qui a fait périr en partie le gazon des hautes altitudes. Pour toutes ces raisons, la valeur vénale de la montagne a diminué ; l'hectare vaut seulement de 400 à 450 francs, et une montagne de 100 hectares, qui s'affermait 3.000 francs, ne s'affirme plus que 1.500 francs.

Le domaine des montagnes, avec prés et champs, a aussi perdu de sa valeur : il vaut de 1.000 à 1.500 francs l'hectare.

Pour nous résumer : depuis 1800, la valeur vénale des terres s'est considérablement accrue dans le Ségala ; elle a triplé dans les vallées, peut-être doublé dans le Causse, mais diminué sur la Montagne.

VALEUR DES PRODUITS ET RAPPORT DE LA PROPRIÉTÉ

Nous examinerons successivement le rapport de la propriété dans chacune des quatre régions de l'Aveyron : Montagne, Causse, Ségala et Vallées.

Chacune des ces régions possède une branche de l'industrie agricole qui est, là, plus prospère qu'ailleurs ; ainsi, la Montagne est caractérisée par l'élevage de la race bovine ; le Causse par la

fabrication du roquefort. En étudiant la région, nous épuiserons la question de cette production, bien qu'on puisse la rencontrer aussi dans les trois autres régions.

Montagne. — Nous ne comprenons sous cette dénomination que le pays élevé des monts d'Aubrac et de Laguiole, compris dans les cantons de Saint-Chély d'Aubrac, de Laguiole, de Sainte-Geneviève, de Mur-de-Barrez. Les habitants de cette contrée ne cultivent guère comme céréales que le seigle, qu'ils échangent contre le vin de la vallée du Lot. Ils se livrent à l'élevage de la race bovine, dite d'Aubrac, et fabriquent le fromage de Laguiole.

Au commencement du XIX^e siècle, les paysans grossissaient leur petit pécule, en allant, pendant six mois, exercer la profession de scieur de long en Espagne. Ils rapportaient une somme variant de 40 à 50 écus.

Quelques-uns fabriquaient des bas à l'aiguille, qu'ils écoulaient dans la Lozère et l'Ardèche.

La plus grande partie se louait, pendant l'été, dans les montagnes.

La montagne est un pâturage, d'une étendue variant entre 50 et 100 hectares, n'ayant pour toute construction qu'une simple mesure, qui sert de logement aux domestiques (cantalès dans l'idiome du pays) et de cave pour le fromage.

Ces montagnes, au début du siècle, étaient utilisées : les unes, les plus maigres, couvertes de

bruyères, pour la dépaissance des bêtes à laine ; les autres, couvertes d'une pelouse fine, pour le pacage des vaches. Mais le crottin, laissé par les bêtes à laine, a, peu à peu, amélioré les terrains les plus infertiles, et aujourd'hui, la montagne destinée aux bêtes à laine est l'exception.

Les animaux amenés sur la montagne restent, pendant près de six mois, exposés à toutes les intempéries des saisons, ne pénétrant jamais dans une étable. Les bêtes à laine venaient des régions méridionales, les vaches appartiennent presque toutes aux grands domaines du Causse-Comtal. Vers 1830, on estimait à 16 ou 20.000 bêtes les animaux de la race bovine broutant l'herbe des montagnes, et à 35 ou 40.000 les ovins amenés du Midi. Aujourd'hui, les bêtes à laine ne doivent pas dépasser quelques milliers.

Si nous nous demandons maintenant quel est le rapport d'une de ces montagnes, il faudra distinguer plusieurs cas. L'exploitant, propriétaire ou fermier, peut, en effet, posséder, en toute propriété, les vaches, soit qu'il les nourrisse pendant l'hiver dans un autre domaine, situé dans une région différente, soit qu'il les ait achetées au mois de mai pour les revendre en octobre. Ou bien cet exploitant peut louer les animaux à d'autres propriétaires pour la saison d'été.

Si la montagne n'est que le complément d'un grand domaine, on ne peut calculer à part son revenu ; il faut la considérer seulement comme une des prairies du domaine. Le propriétaire peut en-

tretenir un troupeau plus nombreux, fait une plus grande quantité de fromage, épuise moins les prairies qu'il fauche.

Si l'exploitant forme son troupeau avec des bêtes qu'il achète, il s'expose à de cruels mécomptes ; il pourra acheter plus cher qu'il ne revendra. Au printemps, les cultivateurs, ayant de l'herbe dans leurs pacages, sont acquéreurs et les cours haussent ; à l'automne, le manque de fourrages ou la menace d'un long hiver peuvent amener une baisse très sensible des prix.

Enfin, l'exploitant peut louer les animaux. En 1802, Monteil estime au tiers les vaches ainsi louées. L'exploitant payait au propriétaire de l'animal, comme prix de location, 12 francs ou 50 livres de fromage.

A cette époque, le fromage de Laguiole était très estimé ; on le comparait pour la finesse de la pâte à celui de Hollande, tout en reconnaissant qu'il se conservait mal et supportait difficilement un long transport. On en expédiait, tous les ans, plus de 50.000 kilos dans les départements méridionaux.

Il valait de 70 à 100 francs les 100 kilos.

Une vache, pendant la saison d'été, donnait en moyenne 125 livres de fromage et 8 livres de beurre.

En 1834, Girou de Buzareingnes estimait ainsi le rapport d'une montagne de 100 vaches.

Frais d'exploitation :

Salaires des employés de la montagne..	400 fr.
Nourriture	162 fr.
Sel destiné aux vaches	60 fr.
Sel pour la salaison du fromage et du beurre	75 fr.
4 douzaines d'estomacs d'agneaux (pré- sure)	20 fr.
Huile	3 fr.
Entretien du buron	30 fr.
Intérêts à 5 p. 100 l'an du capital employé à la construction	60 fr.
Intérêts à 10 p. 100 du capital employé à l'achat des ustensiles	50 fr.
Dépenses imprévues	100 fr.
Total	960 fr.

Bénéfices. — Chaque vache laisse, à la fin de la saison, en moyenne, 62 kilos de fromage et 3 kilos 500 de beurre. Or, le fromage se vendait en 1834, 73 francs les 100 kilos et le beurre 1 fr. 25 le kilo. L'exploitant retirait donc de chaque vache 45 fr. 25 de fromage et 4 fr. 35 de beurre, soit 50 francs en chiffres ronds. Les 100 vaches laissaient une somme de 5.000 francs. En retranchant les frais d'exploitation, on arrivait à un revenu net de 4.000 francs. Mais ce revenu élevé n'existait que pour l'exploitant propriétaire de la vacherie et encore fallait-il diminuer les intérêts du capital employé à l'achat des vaches.

Si l'exploitant louait les vaches, il fallait don-

ner au propriétaire de chacune d'elles 24 francs ou 25 kilos de fromage et 8 kilos 500 de beurre, et on arrivait à un revenu variant de 1.500 à 2.000 francs. Girou de Buzareingues estimait que les montagnes d'Aubrac recevaient, à cette époque, 6.650 vaches. Si chacune laissait 15 francs au propriétaire de la montagne, on arrive à un revenu de près de 100.000 francs pour les montagnes de l'Aubrac.

Quel est le rapport actuel ? Si nous reprenons les chiffres des dépenses, nous devons d'abord tripler le chiffre des salaires et nous serons encore au-dessous de la vérité. Il y a une légère diminution pour le sel, dont le kilo ne coûte plus 0 fr. 40, mais cette diminution est largement compensée par l'augmentation du prix de la nourriture. On peut admettre que les dépenses s'élèvent au minimum à 1.800 francs.

Les bénéfices bruts n'ont augmenté que dans de minimes proportions. Le prix du fromage s'est élevé, il est vrai ; il varie aujourd'hui entre 100 et 160 francs. Mais les vaches donnent moins de lait et les propriétaires des montagnes ne trouvant pas à louer des bêtes, sont obligés d'offrir le maximum du prix de location, 25 et 30 francs. La montagne rapporte donc de moins en moins et nous avons vu que sa valeur vénale avait diminué très sensiblement.

Nous venons d'examiner ce que donne l'élevage du gros bétail à la montagne, pendant la saison d'été. Mais ces vaches passent les mois d'hiver

dans des étables et à ce moment, leur rapport consiste dans le croît. Car le fromage de Laguiole ne se fabrique guère qu'à la montagne. Les petits propriétaires du Ségala, des vallées, qui gardent leurs vaches toute l'année, n'utilisent le lait que pour la consommation familiale. Quelques-uns le mélangent au lait de brebis dans la proportion de 1/5 à 1/10. C'est donc le veau qui donne le revenu dans l'élevage des bêtes bovines. Ce veau peut être vendu à 6 mois pour la boucherie après avoir été engraisé. Ou bien il est élevé pendant un ou deux ans et vendu comme reproducteur. Les bœufs et les vaches d'un certain âge sont livrés à la boucherie, après avoir subi un demi-engraissement.

L'Aveyron a toujours exporté un certain nombre de bêtes. Au début du siècle, on consommait dans le département, environ 14.000 bœufs, 3.900 vaches et 12.500 veaux, et on expédiait près de 2.000 bœufs et 5.000 veaux. Tous ces animaux étaient dirigés vers les marchés du Midi ou vers Toulon pour servir aux salaisons de la marine. Il est difficile de connaître le prix des animaux sur pied, mais on vendait le kilo de bœuf 0 fr. 55, celui de vache 0 fr. 43 et celui de veau 0 fr. 80.

Dès qu'une voie ferrée relia l'Aveyron à Paris, beaucoup d'animaux furent dirigés sur cette ville. En 1865, il fut expédié de Rodez sur Paris, 121 bœufs et 30 veaux ; en 1866, plus de 300 bœufs. Une des préoccupations constantes de la Société d'agriculture a été d'obtenir l'abaissement des ta-

rifs de chemin de fer ; en 1866, on payait 36 francs pour l'expédition d'un bœuf de Rodez à Paris, ce prix de transport est aujourd'hui bien réduit.

On peut reprocher aux cultivateurs aveyronnais d'être trop trafiquants. Les foires sont nombreuses dans ce pays et les paysans échangent continuellement leurs animaux. Ils dépensent en frais de foire les quelques francs qu'ils peuvent gagner à troquer une bête contre une autre. Peu d'éleveurs engraisent leurs animaux ; les marchands du Midi et même de la région du Nord viennent, à chaque grande foire, enlever des animaux maigres et usés, pour la boucherie. Dans le Ségala seulement, les petits cultivateurs engraisent les veaux qui sont expédiés à 6 mois, sur le marché de la Villette. Chaque semaine, plusieurs wagons de ces jeunes bêtes partent des gares de Rodez, de Luc, de Naucelle.

Donner des prix, même approximatifs, est difficile. Pendant les années de sécheresse, on a vendu des élèves de un an 40 et 50 francs, une belle vache se donnait pour 200 francs. En 1908, les bœufs de 3 et 4 ans se sont vendus couramment 1.000 et 1.200 francs ; les belles vaches valaient entre 400 et 500 francs, les veaux dépassaient 1 franc le kilo, poids vif. Ces prix sont certainement rémunérateurs et laissent de beaux profits aux cultivateurs ; malheureusement, ils ne se maintiennent que pendant quelques années.

Causse. — Le Causse est le pays des céréales :

froment et avoine. Il nourrit aussi de nombreux troupeaux qui broutent l'herbe courte et rare de ces plateaux rocailleux.

Les bonnes terres reçoivent alternativement du froment, de l'avoine, des prairies artificielles ; les mauvaises servent au parcours des brebis.

Le Causse qui s'étend au nord de Rodez possédait, jusqu'à ces dernières années, de nombreux troupeaux de vaches ; quelques propriétaires leur ont substitué des troupeaux de brebis. Les causses des arrondissements de Saint-Affrique et de Millau n'ont jamais nourri que des bêtes à laine.

Chaque propriété possède une ou plusieurs juments poulinières que l'on utilise pour les transports ou pour mener les machines agricoles.

Disons quelques mots du rapport des céréales et de l'élevage des brebis et du cheval.

La question de l'approvisionnement en blé du département préoccupait encore les esprits au début du siècle. On avait calculé que l'Aveyron ne produisait pas suffisamment de céréales et qu'il fallait en importer du Lot et du Tarn.

Les recensements de grains donnaient :

Froment . . .	80.000	quint. mét.
Seigle. . . .	211.000	—
Orge	72.000	—
Avoine	71.000	—
Méteil	12.000	—
Maïs	4.200	—

Les prix étaient les suivants :

Froment . . .	22 francs les 100 kilos	
Seigle . . .	18 fr. 80	—
Orge . . .	14 fr. 50	—
Avoine . . .	11 francs	—

Ce sont des prix moyens, car jusqu'à l'établissement des chemins de fer, il y avait des différences de 3 à 4 francs d'un point du département à l'autre.

Pendant les années de l'Empire, les prix furent très élevés, atteignant parfois jusqu'à 30 francs pour le froment.

Sous la Restauration et le gouvernement de Juillet, l'échelle mobile fonctionne et les prix sont peu élevés, de 16 à 24 francs pour le froment. Les libre-échangistes s'en réjouissent ; nous lisons dans un article de journal de 1832 : « Nous apprenons qu'une grande quantité de grains est dirigée d'Albi sur Rodez. Nul doute que cette heureuse circonstance n'amène une baisse des prix. » Les agriculteurs, au contraire, se lamentent de cette situation. En 1821, nous trouvons dans la *Feuille Villageoise* : « Avec la culture du Causse, on obtient dans l'espace de 3 ans deux récoltes, dont le produit moyen roule entre 3 et 4 pour un, la semence déduite. Les frais d'exploitation sont immenses par rapport à un produit aussi mesquin et, au prix où est le blé, le Causse ne subsisterait pas s'il n'était entretenu par le produit de ses bestiaux. »

En 1834, un agronome calcule ainsi le rapport du froment.

Frais d'exploitation d'un hectare :

3 labours, 18 journées à 3,60	64,80
Pour jeter la semence, raies d'écoulement	8
Fumier, 22 voitures à 4 francs l'une.....	88
Semence, 2 hectolitres 1/2.....	37,50
Chaulage	0,50
Mobilier rural, usure des outils	5
Moisson	14
Transport des gerbes	2,25
Battage et vannage	6,60
Frais généraux	6,50
Rente de la terre	36
Total	269,15

Avoir :

12 hectolitres de froment à 15 francs	180
2.400 kilos de paille à 2 francs les 100 kilos	48
Total	228

L'agriculteur serait donc en perte de 41 fr. 15.

Sous le Second Empire, les cours du blé ont subi dans l'Aveyron de nombreuses variations. Le tableau suivant le montre :

Tableau

ANNÉES	FROMENT (100 k.)	SEIGLE (100 k.)
1856	42,60	35,10
1857	35,20	28,15
1858	23,00	17,70
1859	22,00	17,48
1860	23,60	18,80
1861	30,20	22,30
1862	29,80	21,30
1863	24 70	17,86
1864	22,00	17,00
1865	22,00	16,80

Les agriculteurs sont unanimes, après les traités de 1861, pour réclamer des droits protecteurs. La Société d'agriculture, en 1866, établit ainsi le détail des frais de culture pour un hectare semé en froment :

Pour les labours au nombre de deux	48
Pour le hersage	5
Pour le coût des semences	45
Pour le prix de l'ensemencement et le répandage du fumier	15
Pour la moisson	18
Pour la rentrée des grains	5
Pour le battage, nettoyage, etc.	14
	150 fr.

Il n'est pas tenu compte de l'impôt et du fumier.

Après la guerre, les cours se sont maintenus à

30 francs les 100 kilos, jusque vers 1880. Ils n'ont cessé de baisser ensuite et depuis quelques années, ils varient entre 21 et 23 francs. Le prix de la main-d'œuvre ayant augmenté dans des proportions considérables, on eût dû renoncer à cette culture dans l'Aveyron, si l'emploi des moissonneuses n'avait diminué le prix de revient. Mais même avec les machines, on n'a plus intérêt à cultiver le blé dans le Causse, le rendement de 5 p. 1 étant trop minime ; il y a avantage à créer des prairies partout où la chose est possible. Malheureusement, d'immenses étendues, couvertes de pierres et privées d'eau, ne peuvent être cultivées qu'en blé ; les prairies artificielles n'y réussissent que les années pluvieuses.

On voit que les bénéfices des propriétaires du Causse seraient bien aléatoires, s'ils ne se composaient que de l'argent retiré de la vente des céréales. Mais il existe une autre source de revenus dans ce pays aride et sans arbres, c'est la brebis. De tout temps, on a entretenu de nombreux troupeaux de bêtes à laine sur ces plateaux, où poussent, au milieu des pierres, des graminées excellentes. Les moutons et les agneaux de l'Aveyron étaient recherchés à cause de la délicatesse de leur chair, et au début du siècle on exportait plus de 150.000 bêtes à laine.

Sur le plateau du Larzac et dans les environs de Roquefort, on fabriquait, depuis un temps immémorial, des fromages de lait de brebis très renommés. En 1800, on exportait près de 250.000

kilos de ces fromages sur Paris, Bordeaux, Marseille, Toulon. On avait fait quelques essais pour en envoyer en Amérique, mais la traversée avait nui à leur conservation. Ces fromages se vendaient 100 francs les 100 kilos, et on les payait aux propriétaires de brebis, lorsqu'ils étaient frais, de 60 à 70 francs les 100 kilos.

De 1800 à 1830, la fabrication passa de 250.000 kilos à 800.000 kilos, mais resta cantonnée sur le plateau du Larzac. C'est lorsque les prairies artificielles se répandirent dans l'arrondissement de Saint-Affrique, qu'on songea à fabriquer du fromage dans la vallée de la Sorgue et dans le Camarès. On estimait, que dans ces pays pauvres, la fabrication du fromage devait amener la prospérité. Vers 1840, on évaluait, en effet, le rapport d'une brebis à 15 francs, soit 8 à 9 francs de fromage, 4 de laine et 2 d'agneau.

En 1850, la quantité de fromage produite s'élevait à 1.400.000 kilos ; en 1860, à 2.700.000 kilos.

Lors de l'exposition universelle de 1867, le fromage de Roquefort fut classé comme le meilleur des fromages et sa réputation s'étendit au monde entier. A cette époque, plus de 200.000 brebis donnaient leur lait pour ce fromage et étaient dispersées dans les arrondissements de Millau, de Saint-Affrique, de Lodève, dans le canton de la Canourgue en Lozère et dans celui de Trèves dans le Gard. On fabriquait 3.250.000 kilos de fromage.

Le fromage frais se faisait dans les fermes et était transporté en voiture ou plutôt à dos de mu-

let, aux caves de Roquefort. Plus de 60.000 cultivateurs prêtaient leur concours à la fabrication. On estimait ainsi les bénéfices réalisés par ces cultivateurs :

Fromage : 3.250.000 k. $\times$ 1 fr. 20 =	3.900.000 francs
Laine : 400.000 brebis $\times$ 5 francs =	2.000.000 —
Vieilles brebis : 80.000 $\times$ 15 francs =	1.200.000 —
Agneaux : 140.000 $\times$ 4 francs =	560.000 —
	7.660 000 —

Une brebis laissait un revenu de 28 francs, soit 20 francs de lait, 5 francs de laine et 3 francs d'agneau.

Dans une revue agricole, un auteur disait : « Partout où la fabrication du fromage de Roquefort se propage, les fermages augmentent et la valeur vénale du sol suit la même progression. Il est à souhaiter que des routes et des chemins de fer permettent sur tous les Causses le transport du fromage aux caves. »

Depuis 1870, la production du fromage de Roquefort n'a cessé d'augmenter ; en 1877, il est sorti des caves 4.000.000 de kilos de fromage ; en 1888, 5.000.000 ; en 1892, 6.000.000 ; en 1906, 7.000.000.

Une statistique de 1904 indique le nombre d'animaux qui concourent à la production du lait utilisé : 621.330 brebis laitières, 1.569 vaches et 700 chèvres. Ces animaux produisent annuellement 338.362 hectolitres de lait et appartiennent à plus de 10.000 agriculteurs. Comme l'hectolitre de lait

est payé de 25 à 30 francs, c'est près de douze millions que les cultivateurs touchent annuellement. Nous parlons pour ces dernières années du prix du lait et non de celui du fromage frais ; c'est que depuis une vingtaine d'années, on ne fait plus le fromage dans les fermes. Les propriétaires des caves ont établi, dans toutes les régions où se trouvent des brebis, des laiteries, où chaque cultivateur porte son lait et où se fait le fromage. De ces laiteries, le fromage est ensuite dirigé sur les caves de Roquefort, où il s'affine pendant plusieurs mois. Il y a aujourd'hui près de 350 laiteries répandues sur tout l'Aveyron (la partie nord de l'arrondissement d'Espalion et le plateau de l'ouest de Villefranche exceptés), sur plusieurs cantons du Gard, de l'Hérault, du Tarn, de la Corse. L'établissement de ces laiteries a permis au petit cultivateur, n'ayant que quelques brebis, de concourir aussi à la fabrication du roquefort.

Mais les cultivateurs ne sont pas les seuls à bénéficier de la vogue du roquefort ; on estime à plus de un million les salaires distribués aux employés des caves ou des laiteries.

Le roquefort affiné se vend, en gros, aux prix suivants :

Surchoix, ...	180 à 250 fr. les 100 kilos	
1 ^{re} Qualité . . .	160 à 180 fr.	—
2 ^e Qualité . . .	125 à 160 fr.	—
Rebuts, ...	100 à 120 fr.	—

L'industrie du roquefort fait vivre plus de 70.000 personnes, propriétaires, fermiers, domes-

tiques, etc. Elle a donné une vive impulsion à l'agriculture dans l'Aveyron, en poussant les cultivateurs à défricher et à amender leurs terres, à créer des prairies artificielles. Elle a apporté l'aisance dans de nombreuses familles et il est à souhaiter qu'une crise ne vienne pas arrêter le développement de cette source de richesses.

Le fromage n'est pas le seul bénéfice laissé par la brebis ; il faut encore tenir compte de la laine et de l'agneau. Pendant les premières années du XIX^e siècle, on faisait dans l'Aveyron un grand commerce de laines. Les meilleures étaient expédiées à Elbeuf ; les autres servaient à la confection des draps du pays dans les manufactures de St-Geniez, St-Affrique, Rodez. On vendait, dans les villes du Midi et aux foires de Beaucaire, des quantités d'étoffes provenant de l'Aveyron. La laine valait 1 fr. 80 le kilo, non lavée. Ce prix s'est maintenu pendant de nombreuses années, puis, dans la dernière partie du XIX^e siècle, il avait beaucoup baissé par suite de la concurrence des laines étrangères. Une hausse paraît se produire en ce moment. Les agneaux sont vendus dès qu'ils ont 20 ou 26 jours et pèsent de 6 à 8 kilos, on ne garde que ceux qui sont nécessaires pour le renouvellement du troupeau. Ils se vendent de 5 à 8 francs et sont expédiés dans le Languedoc et le Bordelais, pour être livrés à la boucherie.

Les vieilles brebis sont engraisées et vendues de 20 à 30 francs ; la plupart vont au marché de la Villette.

En résumé, on estime aujourd'hui qu'une brebis laisse le revenu suivant :

Agneau	5 à 8 fr.
Laine	2 à 4 fr.
Lait	13 à 30 fr.

Total.. 20 à 42 fr.

Mais il ne faut pas oublier que, si le petit cultivateur exploitant lui-même a peu de frais, le propriétaire d'un grand domaine en a, au contraire, beaucoup. Pour traire 200 brebis, il est obligé d'avoir un personnel de 7 à 8 personnes dont les gages sont très élevés. En outre, il doit avoir un domestique pour porter le lait à la laiterie. Ajoutez les frais de la levée des récoltes, les factures, l'amortissement des capitaux employés aux constructions et aux améliorations, les impôts, les pertes, qui sont nombreuses avec la race ovine, et il restera un revenu net bien minime.

Nous avons vu que dans presque toutes les propriétés du Causse, on trouvait une ou plusieurs juments poulinières. L'élevage des chevaux s'est toujours fait dans l'Aveyron, sur une petite échelle, il est vrai. Il y a un haras à Rodez et des dépôts d'étalons existent dans tous les centres importants, au moment de la monte. Mais, en général, les petits cultivateurs préfèrent faire saillir leur jument par un baudet, le jeune mulet se vendant plus cher que le poulain. Au commencement du siècle, les Espagnols achetaient dans l'A-

veyron plus de 1.000 mulets par an et les payaient, à six mois, de 100 à 150 francs, tandis qu'ils n'offraient d'un poulain du même âge que 25 à 30 francs. Aujourd'hui, ce sont des marchands de même nationalité, qui viennent enlever les jeunes bêtes aux foires de Rodez et de Gabriac, mais les prix sont plus élevés ; on paye un poulain de 100 à 250 francs, une jeune mule peut atteindre le prix de 350 francs.

On élève encore, dans le Causse, quelques porcs, mais c'est plutôt comme objet de consommation que de vente ; on ne cultive pas les fruits recherchés par ces animaux.

Ségala. — Le pays de prédilection du porc, c'est le Ségala, le pays des châtaignes et des pommes de terre. Au commencement du XIX^e siècle, alors que le Ségala, couvert de landes, ne renfermait qu'une population très clairsemée, le commerce des pores avait déjà une certaine importance. Les foires de Rignac étaient célèbres et de nombreux marchands du Languedoc ou de l'Albigéois venaient y acheter des cochons gras ou des porcelets. On vendait l'hectolitre de châtaignes 4 fr. 50, et celui de pommes de terre 3 francs. Le kilo de porc valait, à Rodez, en 1802, 1 fr. 05.

Pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, jusqu'à l'époque où le chaulage et les engrais chimiques ont permis l'extension des prairies artificielles, les cultivateurs du Ségala ont surtout élevé des porcs. On trouvait bien dans le pays

quelques bêtes à laine, mais c'étaient des animaux chétifs et rapportant peu. Les porcs laissaient, au contraire, un joli revenu ; on vendait en 1868 un porcelet de deux à trois mois de 25 à 30 francs, un porc d'un an de 80 à 100 francs, et un porc gras, les 100 kilos, de 90 à 120 francs. A la même époque, les châtaignes valaient 3 francs l'hectolitre, et les pommes de terre de 3 à 4 francs. Comme un hectare de pommes de terre rapportait de 100 à 120 hectolitres, le rendement en argent était de 300 à 400 francs, d'où il fallait déduire les frais de culture que l'on évaluait à 150 francs.

Aujourd'hui, le porc occupe encore une grande place dans les exploitations du Ségala, mais à côté de lui, on trouve la vache et la brebis. Généralement, ces petites propriétés, comprenant une étendue de terres de 15 à 30 hectares, nourrissent de 4 à 8 vaches et engraisent 2, 3 et 4 cochons. Dans les endroits où se trouve une laiterie, on a remplacé les vaches par des brebis laitières. Bien entendu, la propriété fournit le blé nécessaire à la consommation de la famille, et on vend plusieurs quintaux des plus belles pommes de terre. Dire le rapport des terres du Ségala est difficile, certaines régions ayant été amendées beaucoup plus que d'autres et donnant des bénéfices plus élevés. Ce qu'on peut affirmer, c'est que les cours atteints, en 1908, par les diverses productions, ont permis aux cultivateurs du Ségala de réaliser de beaux bénéfices. Les veaux ne sont pas descendus au-dessous de 1 franc le kilo ; les cochons ont atteint

les prix de 120 et 140 francs les 100 kilos, et les porcelets de 30 à 40 francs.

Nous avons dit que l'hectolitre de lait s'était vendu plus de 30 francs. Si l'on veut se rendre compte de l'importance de la culture de la pomme de terre, on n'a qu'à consulter la statistique de 1907. Cette année-là, l'Aveyron a produit plus de 5.000.000 de quintaux métriques, et le Ségala en a fourni la plus grosse part. Or, à 5 fr. 50 le quintal, on arrive à une valeur de 27 millions de francs. Beaucoup de ces pommes de terre ont servi à la consommation, mais de nombreux quintaux ont été exportés, ainsi qu'en font foi les statistiques de la Compagnie du Midi.

Le Ségala, aujourd'hui si prospère, a tiré, pendant plus de 50 ans, ses bénéfices les plus nets de l'industrie des toiles. Durant l'hiver, alors que la neige recouvrait les champs, les cultivateurs maniaient la navette. Ils fabriquaient des toiles de diverses qualités, dont les prix variaient de 2 francs à 4 francs le double mètre. Ces toiles, de couleur grise, étaient très recherchées par les habitants du Midi, qui en faisaient des jupons, des chemises, des sacs, de grands draps pour recueillir les olives. A Marseille, Aix, Toulon, elles étaient en concurrence avec les toiles rousses du Nord ; mais à Narbonne et à Perpignan, elles obtenaient la préférence. En 1802, on expédia 16.000 pièces de toile de 50 mètres de longueur. En 1815, à l'une des foires de Rodez, les cultivateurs vendirent pour 900.000 francs de toiles. Le compte-rendu de la

foire du 2 avril, en 1832, porte : « Les nombreux commerçants et propriétaires qui ont assisté à la foire tenue à Rodez, le 2 avril, ont remarqué l'activité et la facilité des transactions. Augmentation sensible sur les marchandises et principalement sur les laines en fil et les cuirs à poil. Toutes les toiles mises en vente ont été achetées à 8 ou 10 p. 100 au-dessus des cours de l'année précédente. On porte à 1.500.000 le produit total de ces ventes. » Après 1840, cette industrie des toiles commença à diminuer, et, finalement, disparut presque complètement vers 1880.

Vallée. — Les vallées fournissent aux habitants des plateaux et de la montagne le vin, les fruits, les légumes. On trouve aussi, dans ces riches terres d'alluvion, de beaux champs de blé, de pommes de terre et de maïs et des prairies donnant trois et quatre coupes de foin par an. Mais nous n'examinerons ici que le rapport des vignes, des arbres fruitiers et des cultures potagères.

Pendant tout le XIX^e siècle, les habitants de l'Aveyron se sont contentés du vin qui était fourni par les vignes des vallées du Lot, du Tarn, de l'Aveyron, de Marcillac. L'eau était la boisson habituelle des trois quarts de la population ; on ne buvait du vin que dans les villes et dans les pays de vignobles. C'est après 1880, lorsque le chemin de fer de Béziers à Rodez a permis aux viticulteurs du Midi de nous envoyer leur vin, que les cultivateurs de l'Aveyron sont devenus moins so-

bres. Jusqu'à cette date, les importations de vin étaient à peu près nulles et on n'exportait que quelques barriques du vin de la vallée du Lot, qui allaient dans la Lozère ou le Cantal. Vers 1802, on évaluait la récolte en vin de l'Aveyron à 306.430 hectolitres. On vendait l'hectolitre 14 francs. Ce prix infime et qui certainement ne rémunérât pas les capitaux employés à la plantation des vignes, sur les coteaux escarpés, se maintint pendant de longues années, jusque vers 1850. De 1850 à 1860, les cours furent élevés, l'hectolitre se vendit en moyenne 24 francs. Après 1860, la prix du vin subit une nouvelle baisse ; pendant dix ans, la moyenne ne dépassa pas 15 francs. Le rendement moyen étant de 35 hectolitres par hectare, le produit brut par hectare était de 525 francs. Or, les frais s'élevaient à 505 francs, soit :

1° Impôt	16 fr.
2° Fumier	100 fr.
3° Echalas, 800, à 30 francs le mille	24 fr.
4° Entretien des murs de clôture	20 fr.
5° Levée de la récolte, 1 fr. 15 par hectol.	40 fr.
6° Entretien et renouvellement de la vais- selle vinicole	100 fr.
7° Travaux de la vigne	180 fr.
8° Intérêts à 5 p. 100 des avances	25 fr.
	505 fr.

Le revenu net n'était donc que de 20 francs par hectare. Et cependant la culture de la vigne avait

pris de l'extension dans le département, depuis 1800. Il est vrai que le plus grand nombre des vignes étaient travaillées par leur propriétaire, et alors les frais diminuent considérablement. Après la guerre et jusqu'à la destruction des vignes par le phylloxéra, nous trouvons des prix élevés, 35 francs en 1872, 45 en 1877, 40 en 1880, 50 et même 60 en 1883, 1885..

Pendant la reconstitution des vignes, le vin du Midi envahit le département, on s'habitue à son goût et après 1890, le vin du pays ne retrouve plus la faveur dont il jouissait avant l'invasion du phylloxéra. De 1890 à 1900, on vend l'hectolitre 30 francs ; de 1900 à 1903, 22 francs ; de 1903 à 1908, 20 et 18 francs. Or, à ce dernier prix, le propriétaire d'une vigne qui la fait soigner par un vigneron, couvre à peine ses frais. Il donne, en effet, par hectare :

Vigneron (chargé des travaux de la vendange)	280 fr.
Fumier	100 fr.
Sulfate et soufre	50 fr.
Echalas	12 fr.
Manipulation du vin	60 fr.
Impôts	25 fr.
Vaisselle vinaire (entretien et remplacement)	100 fr.
	627 fr.

Donc, au moins 625 francs de dépenses à l'hec-

tare et seulement 700 francs de revenu brut, à 20 francs l'hectolitre. Il n'est donc pas possible au viticulteur aveyronnais de vendre son vin aux prix des vins du Midi. Si le consommateur trouve les vins de Marcillac, de Broquiès, de la vallée du Lot plus agréables à boire que les gros vins de l'Hérault, il doit en offrir un prix rémunérateur pour le propriétaire.

La quantité de vin récoltée dans l'Aveyron en 1907, a été, d'après les déclarations faites à la Régie, de 400.000 hectolitres. A 20 francs l'hectolitre, le vignoble aveyronnais rapporterait 8 millions.

De nombreux arbres fruitiers : pommiers, poiriers, cerisiers, noyers, se trouvent en bordure des héritages, sur presque tous les points du département, mais ils abondent surtout dans les vallées. On trouve, au milieu des vignes, des pêchers et des abricotiers. Dans les arrondissements de Millau et de Saint-Affrique, les plantations d'amandiers ont une véritable importance. Le commerce des fruits, sauf celui des amandes, n'a jamais été fait d'une manière rationnelle. On expédie sur le Midi quelques quintaux de pommes, et depuis quelques années, on ramasse les noix pour faire des expéditions en Amérique. Mais la plus grande quantité des fruits se perdent ou sont consommés sur place. Lorsque les pommes abondent, on fait jusqu'à 60.000 hectolitres de cidre.

Il est difficile d'indiquer un prix pour les fruits, ce prix variant suivant les régions et les années.

On paie les noix, depuis quelques années, de 10 à 16 francs les 100 kilos.

Les amandes, dans les bonnes années, laissent un produit d'au moins 200.000 francs.

Depuis une vingtaine d'années, on fait à Saint-Geniez la culture en grand de la fraise. On a établi ces fraisières dans des terrains escarpés, en général des vignes abandonnées, qui ne rapportaient rien. La production atteint aujourd'hui 100.000 kilos, qui sont vendus sur les marchés de Montpellier, Béziers, etc., à des prix variant de 0 fr. 30 à 0 fr. 70 le kilo. Ce nouveau produit agricole rapporte de 40 à 50.000 francs et l'hectare de terre donne un revenu de 1.500 à 2.000 francs.

Les haricots, les pois, les choux et tout le jardinage se développent très rapidement dans les vallées. Avec quelques travaux de canalisation, on augmenterait considérablement la culture maraîchère, qui ne rapporte pas aujourd'hui plus de 500.000 francs.

On ne peut évaluer le revenu total de la production agricole dans l'Aveyron. En 1834, on donnait pour ce revenu net, le chiffre de 12 à 15 millions. Il est certain que ce chiffre est aujourd'hui considérablement dépassé. Les principales sources de revenu sont, comme nous l'avons vu, le commerce du bétail, le fromage de Roquefort et de Laguiole, le blé et le vin. L'industrie agricole a été sans cesse en progressant, depuis le début du siècle, mais de nombreuses branches sont encore

susceptibles de donner un rapport plus considérable.

Impôts. — Durant tout le cours du XIX^e siècle, les cultivateurs de l'Aveyron n'ont cessé de demander l'allègement des charges énormes qui pèsent sur eux.

En 1818, un rapport du directeur des Contributions directes établissait que le revenu de l'Aveyron ne dépassait pas 12.000.000. Or, comme l'impôt foncier s'élevait à cette époque à 1.470.000 francs ; c'est près du 1/8 de son revenu que payait le cultivateur. On estimait que le département de l'Aveyron était le plus imposé après celui de la Seine.

En 1822, un dégrèvement diminue un peu les charges de la propriété.

On pouvait espérer que la confection d'un nouveau cadastre répartirait également l'impôt entre tous les citoyens français. Il n'en fut rien et l'Aveyron se trouva encore parmi les départements les plus imposés.

Un remarquable rapport de M. Moly, établi en 1847, fait bien ressortir les erreurs commises dans l'évaluation du revenu de la propriété dans l'Aveyron. « L'arpentage a été à peu près parfait ; tous les reproches adressés au cadastre ne portent que sur les éléments de la détermination du revenu imposable.

» Les instructions ministérielle ont fixé à 5 classes la plus grande division des produits des ter-

res de même culture. Ce nombre n'a pu embrasser les nombreuses variétés du sol de l'Aveyron.

» Les frais de culture n'ont été évalués dans ce département qu'à la moitié de la valeur des produits comme dans les contrées les plus favorisées de la nature ; tandis que dans le royaume en général, ils doivent se porter à près des trois quarts du produit.

» On a compté parmi nos revenus les bénéfices des fermiers comme si, dans l'Aveyron, ces bénéfices, alors même qu'ils existent, ce qui est plus rare qu'on ne pense, n'étaient pas le produit des travaux de cette classe active et laborieuse et non celui des terres. Dans l'Aveyron, le produit d'un arpent de terre est de un hectolitre $\frac{1}{5}$ de blé ; dans le Tarn-et-Garonne, il est de 7 hectolitres. Et cependant nos terres sont évaluées à un produit plus que double de celles du Tarn-et-Garonne. Le revenu imposable de l'arpent de vigne est de 64 francs dans l'Aveyron, de 27 francs dans le Tarn et de 31 francs dans l'Hérault. »

Ces critiques de M. Moly sont encore exactes, malgré les quelques dégrèvements effectués et l'injustice dont souffre notre département s'est accrue avec l'augmentation des impôts.

Nous ne donnons pas ici les divers chiffres des impôts pour l'Aveyron, durant le cours du XIX^e siècle. Chaque cultivateur peut juger par sa feuille d'imposition dans quelle proportion croissent les charges publiques. Les renseignements recueillis auprès de nombreuses personnes nous permet-

tent d'affirmer que, pour la moyenne et la grande propriété, les impôts ont dû subir une augmentation de $1/10$, depuis 1830.

Le rapport des terres ayant augmenté ou diminué, suivant les régions, depuis la confection du cadastre, de très nombreuses inégalités existent actuellement dans la répartition des impôts. Tel propriétaire paie le $1/6$, le $1/5$ et même le $1/4$ de son revenu, tel autre seulement le $1/12$ ou le $1/15$. Il est à souhaiter qu'une nouvelle évaluation de la propriété non bâtie fasse disparaître ces injustices.

CHAPITRE IV

LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE — BIENS COMMUNAUX

Avant la Révolution, les biens communaux étaient très nombreux dans l'Aveyron. C'étaient, en général, des terrains de peu de valeur, en nature de bois ou de friches, situés sur des pentes escarpées ou loin de tout village. Les seigneurs les avaient concédés aux communautés, moyennant une légère redevance. Les habitants du village le plus près les jouissaient le plus généralement en commun. Un berger rassemblait chaque matin les quelques bêtes que chacun possédait, les menait paître durant la journée et les reconduisait le soir sur la place publique, où chacun venait reprendre son bien. Pour le bois de chauffage, chaque feu avait droit à une certaine quantité. Quant au bois destiné aux constructions ou à la confection des instruments aratoires, il fallait parfois payer une légère somme pour obtenir l'autorisation d'en couper.

Les hommes de la Révolution, imbus d'idées individualistes, se montrèrent, dès le début, hosti-

les à la propriété commune. La loi du 28 septembre 1791, qui permettait de clore les héritages soumis au droit de vaine pâture, avait pour but de cantonner chaque propriétaire sur sa terre, de diminuer autant que possible la jouissance en commun.

Un peu plus tard, il fut décidé que les communes seraient invitées à procéder au partage de tous les biens communaux. Le décret du 10 juin 1793 décidait :

« Le partage des biens communaux sera fait par tête d'habitant domicilié, de tout âge et de tout sexe, absent ou présent.

» Sera réputé habitant, tout citoyen français domicilié dans la commune un an avant le jour de la promulgation du décret du 14 août 1792, ou qui ne l'aurait pas quitté un an avant cette époque pour aller s'établir dans une autre commune.

» Tout acte ou usage qui fixerait une manière de procéder au partage des biens communaux ou patrimoines différente de celle portée par le présent décret, sera regardé comme nul et de nul effet, et il sera procédé au partage dans les formes prescrites par le présent décret.

» Sont exceptés du partage les bois communaux, lesquels seront soumis aux règles qui ont été ou qui seront décrétées pour l'administration des forêts nationales. »

Comment fut exécuté ce décret de la Convention dans l'Aveyron ? Très mal. Les populations des campagnes étaient hostiles au partage. La

jouissance en commun permettait aux plus pauvres d'entretenir quelques moutons, quelques chèvres, et de se procurer du bois pour se chauffer. Le partage attribuait une part à chaque habitant, mais cette part était minime et celle du pauvre devait fatalement, au bout de peu de temps, aller grossir celle du riche.

Aussi les résistances furent-elles nombreuses. Lorsque, au bout de quelques mois, on demanda aux communes si elles avaient procédé au partage, la plupart s'abstinrent de répondre. Quelques-unes ne voulant pas avouer qu'elles avaient désobéi aux injonctions de la terrible assemblée, donnèrent des explications embarrassées.

L'administration du district du Comps-la-Graville écrit : « La commune ne possède que le bois de Broussaille, qui fournit du bois pour le chauffage des individus qui en manquent et pour cuire le pain. Du reste, il y a, au milieu, un grand rocher, qui tient un espace considérable, et qu'on ne peut partager. »

A Agen, on objecte que la commune est en procès au sujet des Palanges et qu'on attend la fin du procès pour procéder au partage.

Dans le district de Saint-Affrique, 41 municipalités seulement ont répondu. « Les autres, observe le Président de la Commission du district, n'ont point fourni de déclaration, quoiqu'elles aient été requises par des avis réitérés, et on ne peut pas conclure de là qu'elles n'aient pas de communaux, ni de revenus ; mais la profonde ignorance et l'impéritie des officiers municipaux, une mé-

fiance tenant de l'ancien régime et qu'il n'est point aisé de déraciner, les oblige au silence le plus obstiné. Les communaux déclarés sont la plupart dans des pentes rapides, qui furent défrichées dans le XVIII^e siècle. »

L'officier municipal de la Cavalerie déclare que la commune possède encore : 1^o la devèze de Rieupeyre, qui avait été inféodée à la communauté par l'ordre de Malte sous le cens d'une somme de 125 francs et de la quatrième partie des fruits ; ce terrain est affermé par la communauté pour trois cents francs environ ; 2^o le Ségala qui est commun aux municipalités de la Cavalerie et de Sainte-Eulalie, et où les habitants des deux communautés font paître leurs troupeaux ; on payait jadis le 7^e des fruits au commandeur ; 3^o une petite devèze, appelée la Fond Nouvelle, terrain vain et vague, où les religieuses du Monastère-sous-Rodez percevaient le quart des fruits ; 4^o un patus, terrain vain et vague, joui en commun par les habitants de la Cavalerie et de Millau.

La ville de Millau avait toujours possédé des communaux sur le Larzac. H. Affré rapporte qu'ils étaient très étendus et qu'on avait trouvé le procédé suivant pour en graver les limites dans l'esprit de tous les habitants. Chaque année, on amenait les enfants sur le plateau, on leur montrait les bornes du domaine communal et on leur administrait ensuite une fessée ; la cérémonie ne s'effaçait jamais plus de leur mémoire.

Sous le Directoire, une loi du 21 Prairial an IV

suspendit l'exécution des mesures prévues par la loi de 1793. On reconnut aux communes le droit de propriété sur les biens communaux et elles ne purent les aliéner qu'après avoir payé leurs dettes.

Aux biens communaux non partagés étaient venus s'ajouter les biens d'église qui n'avaient pas trouvé d'acquéreurs.

En 1827, les bois et forêts des communes furent soumis au régime forestier. L'affouage et le pacage furent réglés.

Une loi du 22 juillet 1837 chargea les conseils municipaux de régler le mode de jouissance des biens communaux. L'étranger acquérait la copropriété au bout d'un an de séjour dans la commune.

En 1844, l'administration fit une enquête pour savoir quelle était l'étendue des biens possédés par les communes, la valeur approximative et le mode de jouissance. Cette question des biens communaux préoccupait à cette époque l'opinion publique. Certains agronomes demandaient que tous ces biens fussent vendus, afin qu'on pût en tirer quelque profit. « L'indivision, disaient-ils, empêche de mettre en valeur des étendues considérables de terrain et la production générale est diminuée ; toutes les classes de la société souffrent de cet état de choses. »

Voici l'étendue et la valeur des biens communaux dans l'Aveyron, à cette époque :

COMMUNES	HECTARES	REVENU	REVENU	VALEUR
		MATRICIEL	RÉEL.	EN CAPITAL
		Fr.	Fr.	Fr.
Concourès.	265	298	991	33 056
Liouges.	191	256	457	15.244
La Loubière.	58	390	677	22.592
Montrozier.	604	888	1.686	56.219
Rodelle.	591	1.517	2.715	90.510
Arvieu.	254	337	678	22.640
Auriac.	206	353	436	14.556
Cassagnes.	68	156	282	9.830
Calmont.	70	190	277	9.231
Mouret.	83	542	637	21.250
Centres.	103	255	370	12.362
Nauccelle.	79	273	521	17.700
Quins.	70	126	451	15.054
Saint-Just.	80	97	205	6.842
La Selve.	329	876	1.677	55.910
Réquista.	96	137	234	7.820
Bournazel.	112	247	384	12.804
Agen.	799	2.173	3.477	115.908
Le Vibal.	224	429	849	28.332
Pont-de-Salars.	163	197	465	15.514
Colombières.	48	107	185	6.168
Huparlac.	110	565	858	28.610
Montézie.	77	120	46	9.382
Saint-Amans.	59	94	133	4.457
Saint-Symphorien.	224	218	571	19.060
Condom.	1.561	4.037	4.358	145.308
Saint-Chély.	245	2.440	2.875	95.866
Entraygues.	47	55	122	4.094
Saint-Hippolyte.	77	188	404	13.470
Castelnau.	252	1.049	2.427	80.900
Espalion.	191	276	741	24.696
Saint-Côme.	95	235	472	15.742
Coubisou.	349	1.013	1.026	34.226
Estaing.	66	140	141	4.728

COMMUNES	HECTARES	REVENU	REVENU	VALEUR
		MATRICIEL	RÉEL	EN CAPITAL
		Fr.	Fr.	Fr.
Le Nayrac	123	208	394	13.160
Aurelle	690	1.175	2.508	83.728
Pomayrols	444	515	871	28.636
Prades	377	1.078	1.481	49.374
Alpuech	285	724	1.343	44.782
Cantoin	1.178	3.157	5.119	170.650
Graissac	375	441	1.547	51.590
Lacalm	563	735	1.826	60.876
La Terrisse	191	515	731	24.384
Sainte-Geneviève	636	1.887	2.808	83.613
Cassugjous	157	443	706	23.558
Curières	813	2.647	4.384	146.148
Laguiole	1.940	7.220	10.155	258.530
Montpeyroux	602	1.135	1.789	59.642
Brommat	295	707	1.198	39.948
Lacroix	272	719	1.536	51.214
Mur-de-Barrez	53	328	640	21.358
Taussac	183	548	1.185	39.666
Thérondels	176	1.017	2.148	71.600
Castelnau-de-P.	327	81	187	6.258
Montjaux	174	249	306	10.170
Verrières	376	501	750	25.024
Viala-du-Tarn	102	102	41	8.370
Campagnac	126	157	248	8.277
Saint-Laurent	197	556	1.000	33.366
Bertholène	603	746	1.510	50.354
Gaillac	66	374	626	20.894
Laissac	169	382	1.090	35.000
Sévérac-l'Eglise	53	354	746	24.898
Vimenes	111	213	486	16.210
Comprehac	180	96	317	10.570
Creissels	107	58	155	5.198
Millau	1.641	2.970	7.300	243.348
Saint-Georges	63	99	227	7.572
La Cavalerie	1.559	1.830	2.982	99.402
La Couvertoirade	2.218	3.802	7.009	233.658
L'Hospitalet	213	168	310	10.354

COMMUNES	HECTARES	REVENU	REVENU	VALEUR
		MATRICIEL	RÉEL	EN CAPITAL
		Fr.	Fr.	Fr.
Nant.	513	579	1.007	33.572
St-Jean-du-Bruel. . .	76	266	523	17.456
Saucières.	517	1.508	1.927	64.262
Latérisse	246	128	336	11.212
Mostuéjols.	740	448	834	27.826
Rivière	233	284	518	17.296
St-André-de-Vezins .	381	399	554	18.486
Salles-Curan	486	483	969	33.376
Sévérac	539	1.832	4.111	137.044
Saint-Léons.	90	432	573	19.104
Vezins.	57	311	410	13.684
La Bastide-Pradines .	820	1.991	2.669	88.986
Roquefort.	115	255	358	11.964
Saint-Affrique	227	793	988	33.074
St-Rome-de-Cerdon .	445	1.755	2.410	80.352
Tournemire.	147	145	328	6.946
Vabres.	245	337	431	14.376
Montlaur	196	353	308	9.946
Murasson	195	450	714	23.802
Prohencoux	249	634	833	27.770
Rebourguil	55	89	110	3.890
St-Sever.	150	269	505	16.850
Brusque	1.422	1.730	3.900	130.022
Camarès.	227	456	963	32.130
Couffoulens.	738	802	3.581	120.368
Fayet	565	779	2.037	68.548
Gissac.	441	861	1.942	64.744
Montagnol.	486	660	1.555	51.850
Saint-Félix	1.009	2.115	5.232	154.598
Verzols-et-Lapeyre. .	1.373	1.567	4.394	136.482
Cornus	2.246	2.979	6.758	225.278
Lapanouse	1.708	3.910	7.742	247.172
Marnhargues	523	443	1.764	58.812
Montpaon	195	1.154	2.578	85.748
Sainte-Eulalie.	410	374	731	24.374
St-Jean et St-Paul. .	213	349	593	21.786
Mélagues.	3.920	5.106	10.141	348.066

En tenant compte de chiffres minimes pour certaines communes que nous avons négligés, on arrive aux totaux suivants :

ARRONDISSEMENTS	HECTARES	REVENU MATRICIEL	REVENU RÉEL	VALEUR EN CAPITAL
		Fr.	Fr.	Fr.
Ar. d'Espalion	13.430	37.152	55.423	1.841.993
Ar. de Millau	12.342	19.962	37.762	1.264.689
Ar. de St-Affrique . .	18.608	31.280	65.598	2 164.556
Ar. de Rodez	5.157	12,065	21.016	730.749
Ar. de Villefranche .	953	3.736	6.794	277.426
TOTAUX.	50.490	104.795	186.593	6.279.413

Il y avait donc, dans l'Aveyron, en 1844, cinquante mille hectares de biens communaux, évalués à plus de six millions.

Comment étaient exploités ces biens ? En prenant les réponses d'un certain nombre de municipalités, nous pourrions nous faire une idée du régime adopté :

La Couvertoirade. — Les biens ne peuvent être livrés qu'à une dépaissance commune ; le sol rocailleux et en pente n'est recouvert que d'une légère couche de terre, qui le rend impropre à toute espèce de culture.

Sauchières. — Les biens sont livrés à une dépaissance commune. Une partie est défrichée ; le reste fournit le bois de chauffage ; 40 hectares pourraient être utilement livrés à l'agriculture.

Millau. — Livrés à une dépaissance commune. Situé sur le plateau du Larzac et joui indivisément avec la commune de la Cavalerie, ce terrain, d'une nature calcaire, est si peu profond qu'il ne pourrait être utilement livré à l'agriculture.

Comprégnac. — Terrains livrés à une dépaissance commune, fournissant du menu bois pour le chauffage et du bois pour l'engrais des terres.

Sévérac-Novis. — Livrés à une dépaissance commune ; quelques portions sont défrichées par la classe indigente et peu aisée.

Saint-Laurent. — Cent hectares pourraient être livrés à l'agriculture.

Mostuéjouls. — Une partie de ces pâtures est affermée. Les trois cinquièmes sont livrés à la jouissance commune. Il n'existe pas de règlement. La vente avec placement de fonds en rente sur l'Etat ou le partage entre les habitants moyennant une redevance sont les deux solutions proposées.

Saint-Georges. — Ces biens devraient être vendus et les fonds placés en rentes sur l'Etat, ou employés à la construction d'établissements publics. Ils profiteraient ainsi à tous les habitants, tandis qu'il n'y a en général que ceux qui les avoisinent qui en profitent.

Castelnau (Espalion). — Bois : par coupes distribuées par égale part entre les habitants et chefs

de ménage. Pâtures : livrées au parcours. Terres cultivées : exploitées entre les habitants chefs de ménage. Le mode de jouissance doit être maintenu.

Cassuéjoul. — Jouissance commune. Les chefs de ménage jouissent de ces terrains par égale part.

Curières. — Terres livrées au parcours. Chaque habitant y mène paître le nombre de bêtes lui appartenant qu'il juge convenable.

Laguiole. — Il y a une redevance par tête d'habitant.

Des indications qui précèdent, on peut conclure que la jouissance en commun est la règle et la location, l'exception.

Dans l'arrondissement d'Espalion, on est généralement satisfait du système d'exploitation et on demande que l'administration ne change rien au système actuel. Les chefs-lieux de commune, les gros villages, se trouvent au centre des biens communaux, tout le monde peut en jouir.

Dans l'arrondissement de Millau, la situation n'est plus la même. Les chefs-lieux de commune se trouvent souvent dans les vallées et les biens communaux sur la montagne ; seuls les habitants des hameaux élevés peuvent jouir de ces pâtures. Les cultivateurs de la plaine demandent alors que les biens soient vendus et que l'argent soit placé en rentes sur l'Etat ; de cette façon, la communauté entière jouira d'une propriété communale. Mais

on ne fait pas attention que les habitants de la montagne sont presque tous de pauvres gens et que si on leur supprime les biens communaux, il faudra les inscrire au bureau de bienfaisance, les secourir.

Aucune loi ne fut votée, aucune décision ne fut prise, à la suite de l'enquête de 1844. Les communes continuèrent à administrer les biens communaux, suivant les vieux usages.

En 1858, on créa dans chaque département une commission des biens communaux, chargée de recueillir les avis de tous les intéressés et de décider enfin quelle destination définitive devait être donnée à cette masse de biens. Le président de la Commission de l'Aveyron, M. Briguiboul, fit un rapport remarquable, où se trouvent résumées toutes les opinions qui avaient alors cours sur la matière.

L'administration et les principales notabilités agricoles du département étaient hostiles à la conservation de ces biens et penchaient pour l'aliénation.

En faveur de cette solution, on invoquait l'intérêt de la terre, l'intérêt de la commune, l'intérêt des habitants.

Et d'abord l'intérêt de la terre. Ces biens communaux sont très mal cultivés. On épuise les terres à blé et les pâtures ; on défriche les bois, où bientôt toute terre végétale aura disparu. Le voyageur reconnaît facilement et distingue les biens communaux au milieu de toutes les autres

propriétés. Dans le langage du pays, il y a un mot dont l'énergie les caractérise bien ; ce sont des terres vacantes, des terres sans maître, livrées aux dévastations, aux maraudages, au pillage.

Les communes sont aussi intéressées à voir vendre les biens communaux. La loi de 1837 leur a reconnu le droit de propriété sur ce patrimoine, puisqu'elle les a autorisées à le louer. On ne peut plus soutenir qu'elles n'ont que la nue-propriété et que l'usufruit appartient aux habitants.

Cette thèse s'appuyait sur la coutume de Normandie, ainsi conçue : « Les communaux ont été concédés par forme d'usage seulement pour demeurer inséparablement attachés aux habitants des lieux, pour donner moyen aux habitants de nourrir des bestiaux et de fertiliser leurs terres par des engrais. Et si dans les pâtures communes qui appartiennent aux habitants, il se trouve quelques endroits inutiles et superflus, dont la communauté peut profiter, il faut les donner à ferme pour la réparation des édifices de la paroisse. » Mais cette coutume a été infirmée par la loi de 1837.

Les communes ont donc la propriété pleine et entière, et alors il est inadmissible que ces communes aient 40.000 hectares de terre et soient dans la pénurie la plus absolue. Il y a des communes de 500 habitants qui ont 150.000 francs de biens communaux et qui ne peuvent payer, sur les ressources de leur budget, un garde-champêtre, qui sont totalement dépourvues de chemins ruraux.

Enfin, l'intérêt des habitants demande aussi que

les biens communaux soient aliénés. Et d'abord, ces habitants ont-ils un droit, bien que la commune possède la propriété pleine et entière ? En consultant l'histoire, on trouve, avant 1789, une foule d'ordonnances, d'écrits, de coutumes, d'arrêts du Parlement, un grand nombre de monuments de doctrine et de jurisprudence, qui ont précisément pour objet de régler le droit des habitants à la jouissance des biens communaux.

En Normandie, on jouissait d'une étendue de terrain en proportion de l'étendue de ses terres propres. En Flandre, on partageait par ménage, par tête de chef de famille.

En 1793, le partage par tête semble prévaloir, mais un avis du Conseil d'Etat de 1807 indique de nouveau le partage par chef de famille. Ce droit de jouissance si ancien des habitants, comment le leur maintenir sans sacrifier les intérêts de la terre et de la commune ? Le moyen le plus rationnel, le plus légal et le plus conforme en même temps aux principes qui doivent diriger une sage administration, serait celui-ci : soumettre les biens communaux à un mode de jouissance qui élève autant que possible leurs revenus au revenu des terres voisines ; sur ces revenus nets, prélever en faveur de la commune une somme suffisante pour pourvoir d'une manière convenable, large même si cela est possible, à ses besoins et abandonner aux habitants l'autre partie du revenu. Si on distribue par exemple, la jouissance aux habitants sous forme de partage à l'état de bail à ferme, n'exiger

de chaque copartageant qu'une quotité, le tiers ou la moitié du prix de ferme que l'on pourrait exiger d'un étranger. Mais mieux vaudra encore pour les habitants, partager en payant une partie du prix réel : il vaut mieux être propriétaire que fermier.

La Commission, tout en préconisant la vente, émet cependant une opinion sur les différents modes de jouissance :

1° Mode alors en usage : il consiste en la dépaissance commune pour la plus grande partie des terres communales. Les bonnes terres sont jouies par le premier occupant, qui y cultive des céréales ou des légumineuses et, le plus généralement, sans payer de redevance. Ce mode de jouissance épuise les terres, ne permet aucune amélioration, est souverainement injuste.

2° Diviser les terrains communaux en deux portions : l'une déjà livrée à la culture, et l'autre réservée pour la dépaissance commune. La première serait affermée; sur la seconde il serait perçu une taxe par tête de bétail. Mais il faut observer que toute terre peut s'améliorer. Et puis, le système est contraire à l'égalité ; le riche aurait sur les communaux plus de têtes de bétail que le pauvre.

3° Partager à perpétuité, moyennant une redevance annuelle. C'est le bail à locaterie, la vente de la propriété avec rente annuelle et perpétuelle, mais rente rachetable et garantie par le privilège du vendeur.

Il faut d'abord observer que ce partage est défendu par la loi. Et puis, qu'arriverait-il ? Moins de dix ans après le partage, un certain nombre de copartageants auraient vendu leur lot. Dans un demi-siècle, les propriétaires seraient réduits d'un quart. On fait observer que c'est un avantage, que les fainéants s'en vont et qu'il n'en vient pas de nouveaux, puisqu'il n'y a rien à partager ; les communes qui, en 1793, ont partagé, sont plus riches que les autres. C'est peut-être vrai, mais c'est jeter dans les villes tous les malheureux de la campagne. Il y a solidarité dans une nation, et peut-être l'existence de biens communaux empêche-t-elle l'émigration qui est si funeste.

Les communes n'ont pas intérêt à faire un bail perpétuel et à un taux invariable, parce que la valeur des terres peut augmenter.

Enfin, la rente n'est pas très solidement garantie par le privilège du vendeur. Il faut renouveler l'inscription tous les dix ans et un administrateur négligent peut l'oublier.

4° Partage temporaire moyennant redevance. Il resterait à fixer la durée. Il faut faire un bail assez long pour que le fermier puisse procéder aux améliorations : défoncement, épierrement, drainage, construction. Cinquante ans paraît un minimum.

On peut prévoir une augmentation du prix de ferme tous les dix ans. Une clause devrait porter obligation de bien cultiver, une autre interdire les

chèvres. Il pourrait être distribué des primes à ceux qui cultiveraient le mieux.

L'enquête de 1858 ne donna pas plus de résultats que celle de 1844.

Depuis lors, cette question des biens communaux n'a plus été étudiée dans son ensemble, et il serait difficile de dire ce qui reste aux communes des cinquante mille hectares de 1844.

De nombreuses communes ont obtenu l'autorisation d'aliéner une partie de leur patrimoine et ont employé l'argent provenant de la vente en constructions de fontaines, d'écoles, en réparations d'églises et de presbytères.

En beaucoup d'endroits, on a perdu trace des anciens biens communaux ; les plus proches voisins de ces terres incultes les ont défrichées et incorporées à leur patrimoine propre.

Dans quelques communes, les habitants les plus pauvres y mènent paître leur petit troupeau.

Enfin, le partage se fait encore, à des époques fixes, entre les habitants de certains hameaux.

Tous les modes de jouissance sont employés pour ces biens communaux et il est impossible de donner une règle générale.

A Peux et Couffouleux, on a divisé, en 1881, les communaux en 18 parts, louées chacune moyennant une redevance de six francs et le paiement de l'impôt.

A Prades d'Aubrac, les communaux, d'une superficie de 727 hectares, sont estimés à près de 600.000 francs. Les deux tiers sont partagés pour

29 ans et sont exploités par chaque ayant-droit ; le restant est livré à la dépaissance commune.

A Saint-Chély d'Aubrac, il y a d'immenses pâturages valant au moins 500.000 francs, et qui sont très mal exploités.

On doit regretter que, dans l'Aveyron, ces immenses ressources que possédaient certaines communes, aient été gaspillées. Dans d'autres départements, en Savoie par exemple, certaines communes couvrent une partie de leurs dépenses avec le produit de leurs communaux. Aujourd'hui, où le budget de l'assistance publique augmente chaque année, on serait heureux de posséder, dans les communes, des ressources qui permettraient de ne pas augmenter l'impôt. Les localités qui n'ont pas encore aliéné leur patrimoine communal, doivent le défendre avec un soin jaloux et l'exploiter de manière à en tirer profit.

CHAPITRE V

ROUTES — CHEMINS DE FER — COMMUNICATIONS POSTALES

ROUTES ET CHEMINS

Le Rouergue, pays de montagnes, coupé par de profonds ravins et couvert de bois, était difficilement praticable à l'époque de l'occupation romaine. Les conquérants ne pouvaient laisser sans moyens de communication ce bastion, placé sur les routes qui conduisaient de la Narbonnaise et de l'Aquitaine vers le cœur de la Gaule, vers le pays des Arvernes. De grandes voies avaient donc été tracées à travers l'Aveyron et on trouve encore des tronçons de chemins très larges et pavés qui sont certainement d'origine romaine et portent dans le pays les noms de *via romiva*, *comi roumiou*, *comi de César*.

Mais pendant le Moyen-Age, le souci, la préoccupation de chaque ville et de chaque village fut de s'isoler, de s'enfermer dans ses murs, pour échapper aux déprédations des gens de guerre et

des pillards, et les voies romaines furent délaissées, abandonnées, se couvrirent d'herbe.

Lorsque les rois eurent entrepris l'œuvre de l'unification des provinces de race franche, un de leurs soucis constants fut de mettre en relations les diverses parties de la France, et des routes royales s'ouvrirent de tous côtés. On trouve mention dans les terriers et autres documents anciens, de chemins royaux partant de nos principales villes : Rodez, Millau, Saint-Affrique, Villefranche.

L'entretien de ces chemins était généralement confié aux seigneurs et aux communautés, qui obtenaient, pour se couvrir de leurs frais, le droit de lever des péages. Mais seigneurs et communautés s'approprièrent l'argent des voyageurs et n'exécutaient aucun travail sur les chemins.

En 1699, de Boulainvilliers, dans son *Etat de la France*, déclare que la situation des routes de Rouergue est tellement mauvaise qu'elles sont à peine praticables aux courriers et gens de cheval, et absolument interdites aux voitures et charrettes.

Aussi les carrosses étaient-ils rares dans le Rouergue. En 1662, le duc d'Arpajon en possédait un que l'on montait de Millau sur le Larzac à l'aide de trois paires de bœufs et de dix hommes vigoureux. Vers 1700, Mme de Malauze en amena un à Saint-Côme.

En 1726, on reconnut la nécessité d'ouvrir des routes pour le transport des sels dans le Rouergue et l'approvisionnement des chambres à sel de

Rodez, Villefranche et Millau. Elles devaient, en outre, ouvrir des communications avec l'Albigeois et servir dans les années de disette au transport des grains.

On établit donc un impôt de cinq sous sur chaque minot (51 litres) de sel débité en Rouergue, et le produit devait en être exclusivement affecté à ces routes. En 1738, cet impôt fut doublé. Mais l'argent fut perçu et les routes restèrent dans le même état.

L'intendant L'Escalopier fit alors utiliser les corvées pour la construction et la réparation des chemins. Ces corvées furent en usage jusqu'en 1770, sans avoir produit les résultats qu'on en attendait. Le Conseil général des deux communautés composant Rodez, réuni le 3 mai 1771, prit à leur sujet une délibération, où l'on remarque le passage suivant : « Attendu que l'expérience prouve que les corvées sont la voie la moins propre à hâter la perfection des routes et la plus onéreuse au public, il convient de les supprimer. »

L'administration provinciale de la Haute-Guienne décida alors de créer des ateliers de charité. Chaque atelier avait à sa tête un directeur, et les fonds provenaient de l'Etat et des communautés sur le territoire desquelles on travaillait. Durant les années 1780, 1781 et 1782, les sommes employées s'élevèrent à 255.193 livres 17 sous et 7 deniers, qui servirent à payer 407.328 journées aux pauvres de la Haute-Guienne.

L'arrêt du Conseil du 6 février 1776 avait classé huit routes dans le Rouergue :

Route de Paris à Toulouse ;

Route de Montauban à Montpellier, par Causade, Villefranche, le Pont de Salars, Millau et la Pesade ;

Route de Toulouse dans les Cévennes, par Alby, Vabre, Saint-Rome-de-Cernon et la Cavalerie ;

Route de l'Albigeois en Auvergne, par le Pont de Tanus, Rodez, Espalion et Laguiole ;

Route de l'Albigeois en Auvergne, par Villefranche et Figeac ;

Route de Montpellier à Paris, par Millau, Aguessac ;

Route du Gévaudan en Périgord, par Saint-Laurent, Saint-Geniez, Rodez, Villefranche et Figeac ;

Route de Rodez à Villefranche, par Rignac.

En consultant la carte dressée en l'an VIII par Monteil, pour servir à la description du département de l'Aveyron, nous constatons que six de ces routes ont été ouvertes ; seules, les routes du Pont de Tanus et de Rodez à Villefranche par Rignac, ne figurent pas sur la carte.

Mais Monteil lui-même va nous indiquer quel est l'état de viabilité des routes ouvertes :

« Le département de l'Aveyron est vraiment un cul-de-sac ; on ne peut y entrer en voiture que par le sud-est et le sud-ouest (en venant de Montauban et de Montpellier). Les étrangers qui viennent de ce pays par les autres côtés, sont tentés de le prendre pour les frontières d'un état enne-

mi, avec lequel le gouvernement ne veut avoir aucune communication.

» Les chemins ont toujours été si difficiles dans le Rouergue, qu'aux siècles passés, plusieurs monastères faisaient sonner tous les jours les cloches, pour avertir les voyageurs égarés. Et cependant, trente ans avant la Révolution, les habitants ne sollicitaient pas très vivement d'avoir des routes ; quelques-uns même en craignaient la direction sur leurs héritages et tâchaient de les détourner comme des torrents destructeurs. Ils sont passés aujourd'hui à l'autre extrême : chacun a demandé qu'une route traversât son canton et a prétendu que celle-là était la plus urgente et la plus utile. Les administrations, pour vouloir contenter un grand nombre de propriétaires, ont élevé un grand nombre d'ateliers, et l'on n'a eu que des parties de chemin qui, prises ensemble, donnent une longueur de 430 kilomètres, dont le tiers n'est qu'ébauché.

» La seule route du département qui soit terminée, est celle de Millau à Villefranche, encore est-elle dégradée en plusieurs endroits.

» Les habitants de l'Aveyron sentent tellement la nécessité de ces routes, dont plusieurs sont commencées depuis longtemps, qu'ils offrent, pour leur construction, des sommes considérables, ainsi qu'un grand nombre de journées d'hommes et d'animaux. Mais tous ces sacrifices deviendront inutiles sans de puissants secours du Trésor public.

» L'état des chemins vicinaux est le même que ce-

lui des grandes routes. Il y a plusieurs parties commencées, presque aucune n'est finie. Il est inutile de parler des moyens d'en améliorer la construction qui, ce me semble, tient à celle des grandes routes. Quand les tiges sont venues, les branches poussent vite.

» Les routes de l'Aveyron ne sont pas plantées ; point d'asile qui abrite le pauvre piéton contre l'orage ou contre l'ardeur du soleil. Elles n'offrent pas non plus ces pierres milliaires, qui délassent, pour ainsi dire, le voyageur, en lui répétant de distance en distance, le chemin qu'il a fait et celui qui lui reste à faire.

» Plusieurs fois, on a proposé d'employer, à l'exemple des Romains, nos soldats à la construction des routes. Ce projet, qui présente mille avantages, a toujours été rejeté, sous prétexte que de pareils travaux aviliraient les troupes ; comme si les grenadiers français seraient dégradés parce qu'ils manieraient les pierres, parce que leur paye serait doublée, parce qu'en facilitant le commerce, ils ouvriraient les canaux de la prospérité publique, parce qu'après avoir affermi l'Etat au dehors, ils contribueraient à le rendre florissant au-dedans. En est-il donc des guerriers comme de leurs armes ? Doivent-ils être inutiles en temps de paix ? »

Les routes et les chemins étaient donc peu nombreux et en mauvais état dans les premières années du XIX^e siècle, et les transactions étaient, de ce fait, très difficiles dans notre Rouergue. Et cependant, malgré toutes ces difficultés, on trouve

nos marchands et nos paysans en relations d'affaires avec l'Espagne, avec Montpellier, Toulouse, Marseille, Bordeaux, Lyon, Paris. Toutes les marchandises étaient expédiées à dos de mulet ; l'Aveyron comptait plus de cinq mille de ces animaux. Chaque famille ayant quelque aisance possédait un ou plusieurs chevaux ou mulets pour son usage particulier. Dans les villes et les bourgs, des gens faisaient leur industrie de la location d'animaux de selle ou de bât. Les voitures étaient très rares et Monteil rapporte que le bruit d'un simple cabriolet traversant une ville, faisait mettre tout le monde aux fenêtres. On rencontrait bien quelques chariots, mais ces chariots, d'aspect massif, rappelaient le char mérovingien.

Sous le premier Empire, on fit de nombreux projets pour améliorer les routes. Napoléon avait donné des ordres pour qu'on terminât les travaux entrepris avant la Révolution. Mais la guerre absorba continuellement l'argent destiné aux améliorations vicinales et empêcha de réaliser le programme qu'on s'était tracé. En 1816, sur les huit routes royales classées en 1776, trois seulement étaient ouvertes sur tout leur parcours. Les chemins vicinaux étaient envahis par les pierres et les ronces et les propriétaires riverains se les étaient appropriés en beaucoup de points.

Avec la Restauration, commence l'ère des grands travaux dans notre pays. La paix va permettre de remettre un peu d'ordre dans les finances publiques ; des budgets réguliers sont établis et, les

virements devenant impossibles, les sommes destinées aux routes et chemins ne sont plus détournées de leur emploi.

Dans l'Aveyron, on poursuit d'abord l'achèvement des routes royales pour permettre l'établissement des communications entre le département et les régions voisines. Puis, en 1822, on entreprend une œuvre nouvelle : la création d'un réseau de routes qui sillonnera le département et mettra en relations les divers cantons. Treize routes départementales sont classées à cette époque :

1° La route de Rodez à Villefranche, par Rieupeyroux ;

2° La route de Saint-Geniez à Sévérac ;

3° La route de Millau à Saint-Rome-de-Cernon ;

4° La route de Rodez aux rives du Lot, par Marcillac ;

5° La route de Villefranche à Maurs ;

6° La route d'Espalion à Saint-Geniez ;

7° La route de Saint-Affrique à Sauclières ;

8° La route de Rodez à Sévérac ;

9° La route de Millau à Mende ;

10° La route de Rignac à Montbazens ;

11° La route d'Aubin à Cransac ;

12° La route de Rodez au canal du Midi, par Tiergues ;

13° La route de Rodez à Mur-de-Barrez.

La dépense totale était évaluée à 2.348.900 fr.

Pour donner satisfaction à toutes les régions du département, on installa des chantiers sur les treize routes. Ce système était défectueux ; pendant

très longtemps on n'eut que des tronçons de route inutilisables, et se dégradant pendant qu'on exécutait un autre lot. En 1831, on avait dépensé 446.231 francs, et il n'y avait guère, à l'état de viabilité, qu'une centaine de kilomètres.

En même temps que l'Etat perçait des routes, les communes travaillaient à leurs chemins vicinaux. Mais ici, une grosse difficulté se présentait. Les communes assuraient la construction et l'entretien des chemins. Or, il arrivait souvent que telle commune refusait de construire ou d'entretenir un chemin d'intérêt général empruntant son territoire, uniquement parce que ledit chemin portait préjudice à son commerce local. Pour obvier à cet inconvénient, la loi de 1836 créa des chemins d'intérêt commun, dont le Conseil général fixait la direction et assurait l'entretien. Il y eut désormais des chemins de grande et de moyenne communication.

En 1841, on dépensa dans le département près de 200.000 francs pour la vicinalité. Deux routes nouvelles furent classées dans le réseau départemental. Mais on continua à travailler sur trop de points à la fois, les ressources furent trop dispersées et les résultats déplorables. Les agents-voyers indiquent dans leurs rapports que les routes ne sont qu'ébauchées et se dégradent continuellement. Les ingénieurs évaluent à près de six millions les sommes nécessaires pour terminer le réseau de routes départementales.

Cette même année, on construit dix chemins de

grande communication, mais il faudrait 1.500.000 francs pour les terminer et, encore, on ne comprend pas dans ce chiffre les travaux d'art qui seront faits par les communes moyennant la concession d'un péage.

Et ces communes doivent entretenir 1216 chemins.

En 1846, le Conseil général émet un vœu pour obtenir des subventions de l'Etat, en faisant observer que l'état actuel des chemins vicinaux dans l'Aveyron ne permet pas l'emploi des véhicules à quatre roues.

Sous le second Empire, on dépensa de grosses sommes pour la viabilité.

En 1866, sur les 791 kilomètres de développement des routes départementales, il n'y avait plus que 54 kilomètres de lacunes inaccessibles aux voitures. En 1848, il restait encore à construire plus de 400 kilomètres.

Les 21 chemins de grande communication sont presque terminés, à la fin de 1869.

Enfin, on a ouvert 62 chemins de moyenne communication et poursuivi leur construction sur près de 1.500 kilomètres.

Chaque année, on consacrait 120.000 francs, dont 51.000 d'imposition extraordinaire, à la construction des chemins de grande communication, et 300.000 francs en argent ou en prestations en nature, pour la construction des chemins de moyenne communication.

Les chemins vicinaux ordinaires avaient été un

peu négligés à cause du manque de ressources des communes, qui ne disposaient que des prestations. Sur 3.114 kilomètres classés, il n'y en avait que 452 à l'état d'entretien complet et 490 à l'état de simple terrassement.

On n'avait rien fait ou presque rien pour les chemins ruraux et d'exploitation. Le département et les communes ne leur consacraient pas un centime. Ils étaient donc abandonnés à la bonne volonté des propriétaires qu'ils intéressaient et dont l'intervention réparatrice ne compensait pas les dégradations qu'ils y causaient. Les plus soigneux y jetaient quelques fagots pour empierrement.

Après la guerre de 1870, le Conseil général de l'Aveyron, comprenant que la prospérité agricole du pays dépendait en partie du développement des moyens de communication, s'est imposé la tâche de terminer la construction des chemins classés et d'en ouvrir de nouveaux dans les régions les plus abruptes. Mais il s'est inspiré d'un principe nouveau. Trouvant que les ressources fournies par le budget ordinaire n'étaient pas suffisantes et que, d'ailleurs, il était juste de faire concourir plusieurs générations à des dépenses nécessitées par la construction des chemins, il a eu recours très souvent à l'emprunt. Voici les divers emprunts contractés depuis 1871, au titre des chemins.

ANNÉES	SOMME EMPRUNTÉE	RESTE A PAYER
		(au 31 décembre 1906)
1877	750.000	140.000
1880	3.146.900	1.087.396
1883	60.000	49.364
1884	140.000	54.000
1891	175.800	109.872
1893	170.300	108.380
1893	113.300	81.433
1895	263.800	278.590
1896	78.700	86.570
1898	83.500	103.455
1898	100.000	109.800
1898	76.200	96.393
1899	100.000	109.800
1900	84.400	111.407
1901	80.000	115.951
1902	45.000	68.642
1904	149.000	229.460
1904	30.000	46.200
1905	129.000	180.000
1906	104.800	150.000
Total.....	5 882.700	3.286 712

C'est donc près de six millions, en dehors des ressources ordinaires, qui ont été consacrés, en 35 ans, à la construction des chemins.

En 1908, le budget départemental prévoyait pour les dépenses de la vicinalité, plus de 800.000 francs. Dans cette somme figurait un nouvel emprunt de 92.000 francs. Quel résultat a-t-on obtenu

avec ces sommes énormes consacrées à la construction de chemins ?

En comparant les chiffres donnés par l'administration en 1873 à ceux qui ont été fournis en 1907, au Conseil général, nous constatons qu'on a construit dans le département, pendant ces 35 ans, près de 1.200 kilomètres de chemins d'intérêt commun et 1.500 de chemins vicinaux ordinaires. De plus, il y a en construction 800 kilomètres des premiers et 1.000 des seconds.

Voici, du reste, l'état des chemins au 31 décembre 1906 :

	INTÉRÊT COMMUN (Routes départementales comprises)	VICINAUX ORDINAIRES
A l'état d'entretien . . .	3.090.297 ^m	2 112.230 ^m
A l'état de viabilité . . .	103.795	465.513
Total.	3 200.002	2.577.743
En construction	82.250	1 087.794
En lacune.	41.670	1.765 607
Total.	3.324.092	5.431.144

Nous ne parlons pas des chemins ruraux, que les communes ont considérablement améliorés. Aujourd'hui, un char à bœufs peut les suivre presque tous.

Si nous faisons le bilan du XIX^e siècle, nous trouvons qu'on a amélioré ou terminé huit routes nationales, construit plus de 3.000 kilomètres de

routes départementales ou de chemins d'intérêt commun et ouvert à la circulation 2.500 kilomètres de chemins vicinaux. Avant la Révolution, on ne pouvait circuler qu'à cheval à travers notre pays ; aujourd'hui, on peut aller en voiture dans presque tous les hameaux. L'ouverture de ces nombreux chemins a facilité les communications et accru la production dans des proportions considérables. Il n'y a donc pas à regretter les sommes qui ont été consacrées à la voirie.

2° CHEMINS DE FER

Mais les routes ne sont plus aujourd'hui les seules voies servant aux échanges. Le transport des produits par voie de terre est devenu trop onéreux sur de grandes distances, et seules, de nombreuses voies ferrées permettent à un pays de lutter avec avantage sur les différents marchés. Et malheureusement notre pays a été doté très tard des quelques lignes de chemin de fer qu'il possède : les barrières de montagnes qui avaient empêché la création des routes, ont aussi retardé la construction des voies ferrées. L'administration a d'abord ouvert ces voies ferrées dans les pays de plaine, où le prix de revient du kilomètre était minime et les bénéfices assurés, et n'a entrepris que plus tard la construction des lignes dans les pays de ravins où les ouvrages d'art abondent.

Les voies ferrées qui s'imposaient d'abord dans

l'Aveyron étaient celles qui devaient assurer l'écoulement des produits agricoles. Or, les débouchés naturels de notre pays sont d'abord Paris, ensuite les départements méridionaux avec leurs grandes villes, Montpellier, Nîmes, Marseille et enfin la région de Toulouse.

Sous le Second Empire, l'Aveyron fut mis en relations par voie ferrée avec Toulouse et Paris. Une ligne d'intérêt général avait été décidée dès la construction des premiers chemins de fer, entre Toulouse et Paris. Cette ligne devait traverser la partie ouest du département et desservir Villefranche. On résolut de relier Rodez à cette grande voie. Les études terminées, les travaux furent rapidement exécutés, et en 1858, on ouvrit la ligne Paris-Toulouse, et, en même temps, celle de Capdenac à Saint-Christophe. Un embranchement sur cette dernière ligne, partant de Viviez, desservait Dècazeville qui avait déjà pris, à cette époque, une importance considérable.

En 1860, le tronçon de Saint-Christophe à Rodez fut terminé et livré à l'exploitation.

Mais les populations de la région méridionale du département, des arrondissements de Saint-Affrique et de Millau, réclamaient vivement la voie ferrée qui devait leur ouvrir les débouchés du Midi. Sous l'Empire, on avait fait de nombreux projets, discuté plusieurs tracés, mais exécuté peu de travaux. C'est seulement en 1874 que des relations purent s'établir entre Saint-Affrique, Mil-

lau et Béziers. Six ans après, en 1880, la voie ferrée du Midi fut poussée jusqu'à Rodez.

Les représentants de l'Aveyron, en réclamant la construction de la ligne Béziers-Rodez, n'avaient eu en vue que la satisfaction des intérêts économiques du département ; la Compagnie du Midi poursuivait un autre but. Pour elle, cette ligne n'était qu'une partie de la grande voie qui devait relier l'Espagne à Paris, par Narbonne, Béziers, Sévérac, Neussargues. Aussi, conjointement avec la ligne Rodez-Millau, exécutait-on la ligne à double voie Sévérac-Neussargues, qui fut ouverte en 1883.

A cette date, l'Aveyron possédait donc deux voies de débouchés sur Paris, une sur le Midi et une sur Toulouse : les grandes lignes nécessaires à son commerce étaient construites. Celles qui ont été entreprises depuis sont des lignes secondaires, lignes destinées, soit à mettre en valeur certaines régions du département, soit à abréger les distances entre des villes déjà reliées.

La Compagnie du Midi poursuit, depuis de longues années, la construction d'une voie ferrée qui reliera la région d'Albi au Rhône par Saint-Juéry, Saint-Affrique, Tournemire, le Vigan. Les sections d'Albi à Saint-Juéry et de Tournemire au Vigan sont terminées et livrées à l'exploitation. Mais les travaux sont menés avec beaucoup de lenteur sur les autres sections, et on ne prévoit pas encore le jour où la ligne entière sera ouverte au public.

En 1902, la mise en marche des trains sur la ligne Carmaux-Rodez a amené une véritable révo-

lution économique dans le Ségala. Le chemin de fer a permis le transport de la chaux et des engrais chimiques nécessaires à ces terres schisteuses, et la production de la région a été décuplée en quelques années. Le Ségala est aujourd'hui une des contrées les plus riches de l'Aveyron, et les gares de la ligne Carmaux-Rodez accusent, chaque année, une augmentation considérable du tonnage des marchandises.

Voici les chiffres de trois des gares les plus importantes, pour l'année 1907 :

	TONNAGE DES MARCHANDISES		
	Expédié	Reçu	Totaux
Luc-Primaube . .	3.866	8.469	12.335
Carcenac-Peyralés .	5.280	10.743	16.023
Naucelle.	3.418	9 030	12.448

Une autre ligne était aussi vivement désirée par les populations de l'Aveyron : c'était la ligne d'Espalion à Rodez.

Déclarée d'utilité publique en 1880, cette voie ferrée n'a été ouverte qu'en 1908, c'est-à-dire près de 30 ans après. Elle offre cependant un intérêt considérable au point de vue agricole, puisqu'elle permet l'exportation de tous les produits des monts d'Aubrac et de la vallée du Lot, et ces régions élèvent beaucoup de bétail et fabriquent de nombreux fromages. La ligne a l'inconvénient de se terminer en cul-de-sac à Espalion, mais il faut

espérer qu'elle ne tardera pas à être prolongée dans la direction du Cantal, vers Aurillac ou Saint-Flour. C'est, du reste, l'ancien tracé de la route nationale du Rouergue vers Paris, et les difficultés de construction ont seules fait renoncer à cet itinéraire.

En totalisant la longueur des différentes voies, on arrive à un chiffre de près de 400 kilomètres. Comme le département ne possède pas de ligne de tramway, on peut affirmer que le réseau de voies ferrées n'est pas suffisant pour assurer le développement économique complet de toutes les régions du département.

Pour achever l'énumération complète des voies de communication de l'Aveyron, il faudrait parler des voies d'eau. Mais une seule rivière est navigable dans l'Aveyron : c'est le Lot, à partir d'Entraygues, et la batellerie y est très peu importante.

3° COMMUNICATIONS POSTALES

Nous avons vu que jusqu'en l'an X, il était impossible au plus modeste cabriolet d'aller, sans accident, de Rodez à l'un des points extrêmes du département. C'est donc au moyen de porteurs à pied ou à cheval que s'échangeaient, jusqu'à cette époque, les correspondances entre Rodez et Clermont, point terminus du carrosse de Paris, entre Rodez et les villes des départements méridionaux, entre Rodez et les bourgs du Rouergue.

Presque aussitôt après l'établissement des postes royales par Louis XI, un service régulier a été organisé entre Paris et le Rouergue. Henri Affre cite une délibération de la communauté du Bourg, portant la date du 24 mai 1565, où il est question de réception de dépêches par le courrier ordinaire de Paris.

Le 29 juin 1665, un contrat fut passé entre les consuls du Bourg et Marguerite Parrate, pour l'entreprise des messageries entre Toulouse et Rodez :

« La nouvelle directrice des messageries s'engageait à tenir bureau ouvert dans les deux villes, ce qui n'avait pas existé jusqu'alors; à avoir 1 cheval mallier pour le transport des objets ; à fournir des montures convenables aux voyageurs, et un conducteur ou guide sur lequel on pût compter ; à faire le trajet une fois par semaine en partant des deux points à jour fixe, et à ne rien exiger en sus des prix portés au tarif. Les personnes qui usaient de la messagerie étaient taxées à dix livres. Moyennant ce, on leur fournissait un cheval, et on payait pour elles les deux dîners et les deux couchées de la route. Quant au repas du jour du départ, le voyageur le prenait à sa charge. En outre, et conformément au tarif, la livre de hardes ou de marchandises se payait un sou trois deniers, une lettre simple un sou six deniers, un paquet de papiers d'affaires trois sous, et le port de chaque écu en argent monnayé un sou trois deniers. La distri-

bution des lettres et des paquets devait avoir lieu le jour de l'arrivée. »

Outre les porteurs officiels payés par les communautés, on usait des occasions ou commodités. On en trouvait chaque semaine chez tel marchand ou aubergiste du Bourg ou de la Cité, quartiers commerçants de Rodez.

Les lettres arrivées de Paris par la voie de Bordeaux étaient distribuées à Rodez le onzième jour, et à Espalion le quinzième. On communiquait avec Toulouse par Alby ou Caussade ; le courrier par Caussade partait de Rodez le vendredi et arrivait à Toulouse le mercredi suivant. Les lettres destinées à Montpellier, Lyon, Marseille passaient par Toulouse.

Les correspondances échangées par porteurs à pied ou à cheval étaient nombreuses. Au lendemain de la Révolution, on trouvait dans les campagnes de nombreux journaux et des papiers publics, et les familles, à la veillée, au lieu de consulter, comme autrefois, les almanachs imprimés à Milan, commentaient les nouvelles de Paris, de La Haye, de Francfort.

Le 1^{er} vendémiaire an XI, circula, sur la route de Rodez à Espalion, la première patache conduite par Jean Dauchié. Le 14 janvier 1806, on inaugura le service en voiture de Paris à Rodez par Clermont et Saint-Flour. Il fallait cinq jours pour se rendre d'une ville à l'autre.

Nos pères avaient conservé le souvenir de ces immenses diligences, attelées de quatre ou six che-

vaux, gouvernées par un postillon autocrate, et où s'entassaient pêle-mêle les voyageurs de professions les plus différentes. L'arrivée de ces voitures était annoncée par le bruit de grelots ou le son de la trompe, et tous les oisifs des petites villes accouraient pour connaître les nouvelles de Paris ou voir le visage des nouveaux arrivants.

Après 1815, avec le développement du réseau routier, s'étendent peu à peu dans le département les moyens de communication. Le service postal s'organise, mais avec beaucoup de lenteur.

En 1836, il y a seulement douze bureaux de poste et six de distribution. Les courriers sont au nombre de six ; ils partent tous de Rodez et se dirigent sur Montpellier, Clermont, Villefranche, Alby, Aurillac et Saint-Geniez. Treize relais de poste aux chevaux sont nécessaires.

L'administration faisait recueillir et distribuer, en un point de chaque commune, les lettres. Les taxes variaient suivant la distance et restaient très élevées ; on payait 0 fr. 80 pour le port d'une lettre de Rodez à Paris.

En 1848, le taux devient uniforme : 0 fr. 20 par lettre du poids de sept grammes et demi, et l'affranchissement s'effectua au moyen de timbres mobiles apposés sur les lettres.

En 1860, l'Aveyron compte 27 bureaux de poste et 26 bureaux de distribution.

En 1872, il y a 43 bureaux de poste et 30 de distribution.

En 1886, il y a 78 bureaux de poste et 33 bureaux télégraphiques.

En 1900, il y a 110 bureaux de poste et 73 courriers en voiture.

Au 1^{er} janvier 1908, la situation dans le département était la suivante : 145 établissements postaux, 100 bureaux télégraphiques, 8 bureaux téléphoniques et 92 courriers.

Le produit de la taxe de correspondance s'est élevé à près de 900.000 francs pendant l'année 1907.

On a expédié près de 180.000 télégrammes et reçu à peu près le même nombre.

Il a été émis pour près de 15.000.000 de mandats et on en a payé pour une somme à peu près égale.

Les abonnés au téléphone sont peu nombreux : à peine une centaine.

Si l'on observe que le département de l'Aveyron est très grand, et que les communes sont au nombre de 305, on trouvera bien minime le chiffre de 145 bureaux de poste et de 100 bureaux télégraphiques. Plus de la moitié des communes sont desservies par des facteurs venus de communes voisines. Et dans un pays coupé par de nombreux ravins comme l'est l'Aveyron, le service devient extrêmement difficile pour les distributeurs. Aussi, en hiver, de nombreux hameaux sont-ils privés, pendant de longs jours, de toute correspondance. Il est à souhaiter que l'Administration augmente le nombre des bureaux de poste, de façon à ce que chaque commune possède le sien.

LIVRE II

LE CULTIVATEUR

OBJET DU LIVRE DEUXIÈME

Dans la première partie de cette étude, nous avons examiné les transformations diverses subies par notre sol aveyronnais, durant le cours d'un siècle. Nous avons vu comment ce sol avait été divisé et exploité, et quelles richesses un travail persévérant avait réussi à lui arracher.

Nous allons maintenant nous occuper plus spécialement de l'homme qui vit et peine sur cette terre de l'Aveyron : du cultivateur aveyronnais.

Dans un premier chapitre, nous suivrons le mouvement de la population, mouvement ascendant jusque vers 1880, et depuis continuellement descendant. Nous rechercherons les causes de cette diminution de population et serons amené à parler de l'émigration qui enlève à notre département tous les éléments jeunes.

La situation des propriétaires et des ouvriers agricoles fera l'objet du second chapitre. Il nous sera facile de montrer que cette situation a été

constamment en s'améliorant durant le cours du XIX^e siècle, que le cultivateur est mieux logé, mieux nourri, mieux habillé, que l'ouvrier agricole touche des salaires plus élevés.

Nous aurions souhaité arriver à la conclusion que la mendicité avait diminué dans notre département. Malheureusement, l'étude faite dans le chapitre suivant nous amène à constater un résultat tout différent. Et cependant, on verra les sommes énormes consacrées par l'Etat, le département et les communes à l'assistance publique.

Dans un dernier chapitre, nous passerons en revue les diverses sociétés qui, depuis 1800, se sont constituées pour défendre les intérêts agricoles, propager les meilleures méthodes de culture, encourager tous les progrès. Nous énumérerons aussi toutes les œuvres que le mouvement coopératif a fait naître. La mutualité n'est connue et comprise que depuis quelques années dans nos campagnes.

Et déjà, cependant, naissent de tous côtés syndicats agricoles, mutuelles-incendie, mutuelles-bétail, caisses de secours, caisses de retraites. On peut entrevoir le jour où existera, dans chaque commune, une réunion de tous les cultivateurs, et au chef-lieu une fédération de toutes ces unions, toutes ces sociétés se proposant pour but d'augmenter la production de notre sol et d'assurer le bien-être de nos cultivateurs.

CHAPITRE PREMIER

MOUVEMENT EFFECTIF DE LA POPULATION EMIGRATION

I. — NATALITÉ ET MORTALITÉ

La première évaluation sérieuse du chiffre de la population du Rouergue fut faite en 1700. Elle permit de constater que la province renfermait environ 229.000 habitants. L'élection de Villefranche comprenait 209 communautés et une population de 80.000 habitants ; celle de Millau : 160 communautés et 64.000 habitants ; celle de Rodez : 200 communautés et 85.000 habitants.

Si on prend les chiffres indiqués dans les réponses des curés au questionnaire de Monseigneur de Cicé, en 1771, on arrive au chiffre de 275.000 habitants pour le seul diocèse de Rodez. C'est un chiffre certainement exagéré.

A cette époque, Rodez aurait eu 6.000 habitants, Villefranche de 8 à 9.000, Millau 4.900, Espalion 1.700, Décazeville 900.

En l'an VII, le citoyen Gressier attribue au Rouergue 371.855 habitants. Mais ce chiffre, établi

pour servir à l'assiette de l'impôt, est certainement trop élevé. Nous préférons nous en tenir à celui donné par l'historien Monteil, dans sa description du département de l'Aveyron : 318.729. L'augmentation de la population, durant le XVIII^e siècle, aurait été de près de 100.000 habitants. Cette augmentation considérable a lieu de surprendre, si l'on remarque qu'elle s'est produite pendant une période où la misère fut grande dans nos campagnes. Il est vrai de dire que si le pain manqua souvent, la peste et autres maladies épidémiques se montrèrent rarement de 1700 à 1800.

Monteil donne la répartition suivante par arrondissement :

Arrondissement d'Espalion

Hommes mariés ou veufs	11.675
Garçons de tout âge	14.873
Femmes mariées ou veuves	12.150
Filles de tout âge	17.150
	55.848

Arrondissement de Millau

Hommes mariés ou veufs	10.571
Garçons de tout âge	13.953
Femmes mariées ou veuves	11.086
Filles de tout âge	15.604
	51.214

Arrondissement de Rodez

Hommes mariés ou veufs	16.348
Garçons de tout âge	19.398
Femmes mariées ou veuves	17.153
Filles de tout âge	24.471
	77.370

Arrondissement de Saint-Affrique

Hommes mariés ou veufs	11.131
Garçons de tout âge	12.370
Femmes mariées ou veuves	20.183
Filles de tout âge	13.039
	57.723

Arrondissement de Villefranche

Hommes mariés ou veufs	18.982
Garçons de tout âge	20.856
Femmes mariées ou veuves	20.183
Filles de tout âge	23.297
	83.318

Il y a lieu d'observer, si l'on veut faire des comparaisons avec les chiffres de la population actuelle, qu'il faut déduire des chiffres totaux et du chiffre de l'arrondissement de Villefranche la population du canton de Saint-Antonin, enlevé, en 1808, à l'Aveyron. Cette déduction faite, nous arriverions aux chiffres approximatifs de 220.000

habitants en 1700, et de 310.000 en 1800, pour le territoire actuel de l'Aveyron.

Les différents recensements effectués au cours du XIX^e siècle vont nous permettre de suivre le mouvement de la population. Nous déduirons de la comparaison des chiffres les conclusions qui s'imposent.

ANNÉES	POPULATION	AR. D'ESPALTON	NAISSANCES	DECÈS	MARIAGES
1806	331.932				
1834	356.059	64 864			
1835			10.988	8.704	2.338
1841	370.951	65.639	10.683	9.630	
1842	375.083	66.613	11.425	8.990	
1848	386.596	69.271	11.540	8.777	2 675
1852	394.183	67.698			
1867	400.070	64.264			
1872	400.060				
1882	413.826				
1886	415 075				
1891	400.467				
1896	389.464	57.595			
1901	382 074				
1906	377.299				
1907			8.400		
1908 (1 ^{er} sem.)			4.224	3.636	

On voit, d'après ces chiffres, que la population de l'Aveyron s'était accrue de plus de 50.000 habitants pendant la première moitié du XIX^e siècle. De 1852 à 1886, l'augmentation a continué, mais dans des proportions moindres. Enfin, à partir de

1886, on a enregistré à chaque recensement une diminution de population. En 1906, l'Aveyron a le même chiffre de population qu'en 1842.

Il est à remarquer que l'augmentation se ralentit d'une façon très sensible après 1882 ; pendant les vingt années du second Empire, la population de l'Aveyron ne s'accroîtra que d'environ cinq mille unités. La période de l'Empire est, en effet, la période de prospérité de l'industrie et la période des grands travaux : l'usine et la ville vont enlever à la terre les plus robustes de ses enfants. L'émigration commence à dépeupler les campagnes de notre Aveyron.

Nous avons cité les chiffres de la population de l'arrondissement d'Espalion, parce qu'ils marquent bien les progrès de l'émigration. Cet arrondissement, qui est presque exclusivement agricole, a vu diminuer sa population dès 1852. En 1872, il était moins peuplé qu'en 1840 ; aujourd'hui, le chiffre de sa population est inférieur à celui de 1800.

Quelques chiffres pris dans certaines communes de cet arrondissement nous montreront dans quelle effrayante proportion ont diminué les naissances et augmenté les décès :

Tableau

Commune d'Espalion (en 1906 : 3.725 habitants)

ANNÉES	NAISSANCES	DÉCÈS
1820	64	74
1830	135	74
1840	107	90
1850	131	97
1860	134	74
1870	122	123
1880	100	117
1890	69	87
1900	63	127
1906	65	81
1907	77	106

Commune de St-Côme (en 1906 : 1.633 habitants)

1820	47	33
1830	38	31
1840	28	62
1850	66	44
1860	55	37
1870	61	56
1880	63	68
1890	30	45
1900	34	57
1906	35	52
1907	30	41

Commune de Condom (en 1906 : 942 habitants)

ANNÉES	NAISSANCES	DÉCÈS
1820	25	15
1830	30	18
1840	25	33
1850	25	21
1860	22	20
1870	33	19
1880	28	28
1890	28	26
1900	24	18
1901	19	21
1907	11	29

Commune de Prades-d'Aubrac (1906 : 1.536 hab.)

1840	35	53
1850	40	32
1860	48	51
1870	63	56
1880	64	51
1890	54	44
1900	50	44
1901	44	25
1907	34	40

Commune de St-Chély-d'Aubrac (en 1906 : 1.600 h.)

1820	38	33
1830	94	40
1840	55	43
1850	59	32
1860	53	54
1870	57	38
1880	64	33
1890	55	37
1900	42	39
1907	26	46

L'examen de ces tableaux nous permet d'abord de constater que le chiffre actuel des naissances correspond, dans toutes les communes, au chiffre approximatif des naissances au commencement du siècle. Dans les communes d'Espalion et de Saint-Côme, qui sont situées dans la vallée, et où l'émigration a commencé vers 1850, le chiffre des décès l'emporte sur celui des naissances dès 1870. Dans les trois autres communes situées dans la montagne, et où les habitants n'ont émigré qu'en 1880 et 1890, nous ne trouvons un chiffre infime de naissances que dans les dernières années.

Cette faible natalité dans l'arrondissement d'Espalion ne peut nous surprendre. Toute la partie saine et robuste de la population a émigré ; il ne reste au pays que des enfants ou des personnes ayant dépassé l'âge de 40 ans. Dans ces conditions, on doit avoir un chiffre de natalité très faible et, au contraire, un chiffre de mortalité très élevé.

Devant de pareils résultats, doit-on désespérer de l'avenir de notre département et penser que sa population ira sans cesse en diminuant ? Nous ne le pensons pas. L'Aveyron vient de traverser deux années de prospérité, et la richesse agricole doit arrêter l'émigration. Les jeunes gens reviendront à la terre et feront souche de nombreux enfants, si nécessaires dans l'exploitation d'une propriété.

La statistique des naissances et des décès, pendant le premier semestre de 1908, fait, du reste, espérer que la période la plus aiguë de la crise

est passée. Elle donne pour chacun des arrondissements les chiffres suivants :

Premier Semestre de 1908

ARRONDISSEMENTS	MARIAGES	NAISSANCES	DÉCÈS
Espalion	214	533	555
Millau	249	678	593
Rodez	479	1.309	1.021
Saint-Affrique	226	542	458
Villefranche	458	1.162	1.009
TOTAUX.	1.626	4.224	3.636

Sauf pour l'arrondissement d'Espalion, où la situation ne pourra s'améliorer que très lentement, le chiffre des naissances est supérieur à celui des décès.

II. — EMIGRATION

L'émigration dont nous entendons parler ici, c'est l'abandon de nos campagnes par les Aveyronnais et leur établissement dans un autre département ou hors de France.

Habitant un pays froid, pauvre, difficile d'accès, l'Aveyronnais a toujours eu tendance à descendre vers les riches plaines du Midi. Avant la Révolution, l'émigration n'a lieu que vers les provinces méridionales. C'est vers Toulouse qu'affluent nobles et bourgeois du Rouergue, et de nombreux

membres du Parlement ou de nombreux marchands portent des noms de notre province. C'est vers le Bas Languedoc qu'affluent les jeunes gens, allant gagner le pécule qui leur permettra de s'établir ; c'est vers la Catalogne que vont, au moment de la mauvaise saison, les scieurs de long des monts d'Aubrac. Les quelques routes qui existent dans notre province s'ouvrent sur le Midi ; les communications avec le Nord sont difficiles, presque impossibles.

Sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet, on émigra peu dans notre pays. De grands efforts étaient faits à cette époque pour mettre en valeur le sol de notre Aveyron. Les quelques journaux qui paraissaient au chef-lieu étaient remplis de longs articles sur l'avenir de l'agriculture. L'Administration cherchait à créer un courant favorable à la terre ; elle multipliait les concours d'animaux, les comices agricoles. Tout était à l'agriculture ; le cultivateur faisait très peu de bénéfices, mais on avait l'espoir d'en faire un jour.

Avec Napoléon III, les encouragements vont surtout à l'industrie, et l'adoption du libre échange va décourager les agriculteurs. En même temps, les villes, à l'exemple de Paris, se transforment, s'embellissent, s'agrandissent et attirent ceux qui ne possèdent rien. Les premiers qui ont abandonné nos campagnes étaient des ouvriers, des maçons, des terrassiers et aussi des débitants de boissons. Dans une ville en transformation, ils ont réussi, et leur succès a décidé de nombreux compatriotes à

les rejoindre. En 1860, l'ouverture de la ligne de Rodez à Paris a facilité les relations de l'Aveyron avec la capitale. Enfin, en 1867, la réclame faite en faveur de l'Exposition a jeté sur Paris quantité d'Aveyronnais qui espéraient faire fortune en ouvrant un restaurant.

Cette première émigration sous l'Empire a enlevé à nos campagnes de nombreux bras, et dans l'enquête de 1866, les agriculteurs sont unanimes pour se plaindre de cette exode vers les villes. Aux causes de cet abandon des campagnes que nous avons données plus haut, ils ajoutent la trop longue durée du service militaire et le nombre toujours croissant des employés de chemins de fer.

La statistique qui suivit l'enquête fixait le chiffre de l'émigration au vingtième de la portion valide de la population.

Un tableau publié, en 1866, dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture*, indique les pertes subies par les cantons ruraux dans la période 1851-1861. Nous le reproduisons :

Tableau

Mouvement de la population

CANTONS	De 1841 à 1851		de 1851 à 1861	
	en plus	en moins	en plus	en moins
Rodez	»	1.761	4.605	»
Bozouls	»	343	328	»
Cassagnes	220	»	»	92
Conques	27	»	»	39
Marcillac	792	»	427	»
Naucelle	538	»	»	342
Réquista	»	201	»	20
Rignac	601	»	27	»
Pont de-Salars	232	»	»	83
La Salvetat	209	»	»	252
Sauveterre	388	»	»	171
Espalion	31	»	»	463
Entraygues	7	»	460	»
Estaing	»	171	»	71
Laguiole	35	»	»	399
Mur-de-Barrez	44	»	»	647
Saint-Amans	180	»	»	238
Saint-Chély	»	96	»	508
Sainte-Geneviève . . .	»	79	»	1.358
Saint-Geniez	195	»	»	258
Millau	335	»	3.229	»
Campagnac	151	»	»	325
Laissac	162	»	»	817
Nant	527	»	»	775
Peyreleau	351	»	»	546
Saint-Beauzély	»	86	»	386
Salles Curan	183	»	»	33
Sévérac	100	»	»	672
Vezins	105	»	»	203
Saint Affrique	364	»	1.706	»

CANTONS	De 1841 à 1851		De 1851 à 1861	
	en plus	en moins	en plus	en moins
Belmont.	46	»	370	»
Camarès	65	»	»	473
Cornus	49	»	»	481
St-Rome-de-Tarn . .	25	»	100	»
Saint Sernin.	459	»	»	2.167
Villefranche.	320	»	1.131	»
Asprières.	202	»	563	»
Aubin	2.609	»	10.396	»
Montbazens	154	»	»	150
Najac.	430	»	»	28
Rieupeyroux.	785	»	»	117
Villeneuve	554	»	»	323

On voit que, de 1841 à 1851, la population avait augmenté dans presque tous les cantons. De 1851 à 1861, à une ou deux exceptions près, elle a diminué dans tous les cantons ruraux et n'a augmenté que dans les chefs-lieux d'arrondissement et dans le canton d'Aubin où se trouvent les mines et le centre industriel de Decazeville.

On peut donc dire que, dans l'Aveyron, l'abandon des campagnes date du commencement du Second Empire. Et si, à ce moment, la population totale du département n'a pas diminué, c'est uniquement parce qu'il s'est trouvé dans le pays quelques centres industriels qui ont attiré des ouvriers.

Après la guerre, l'émigration s'arrête pendant quelques années. Paris, livré aux horreurs de la Commune, a laissé dans l'esprit des ruraux le sou-

venir d'une ville où l'on n'est plus en sûreté. Et puis, après les malheurs de 1870-71, on est heureux de se retrouver au milieu des siens, dans son village ; on ne songe plus au gain, on se recueille.

C'est la misère amenée par la crise agricole qui chasse de nouveau les jeunes gens de nos campagnes et les rejette vers les villes, vers Paris. Après 1880, la concurrence des pays neufs produit une baisse du prix des grains et des animaux ; en même temps, le phylloxéra fait son apparition dans nos vallons. Nos cultivateurs ne peuvent plus lutter, ne trouvent plus à gagner leur vie et émigrent.

Dans l'arrondissement d'Espalion, les riverains du Lot, qui avaient si péniblement étagé leurs vignes sur les coteaux, en voyant disparaître leur œuvre, se découragent et vont rejoindre leurs compatriotes à Paris. Les gens du Causse et plus tard ceux du Ségala et de la Montagne s'en vont à leur tour, quand leur coin de terre ne veut plus les nourrir.

Dans la partie méridionale du département, dans les arrondissements de Millau et de Saint-Affrique, un courant d'émigration se formait, à la même époque, dans une autre direction. Pendant que le phylloxéra exerçait encore ses ravages dans l'Aveyron, les départements méridionaux avaient reconstitué leurs vignobles et écoulaient leur vin à des prix très rémunérateurs. De sorte qu'à notre période de misère correspondait dans le Languedoc une période de prospérité. Aussi, les cultivateurs du sud de l'Aveyron, éprouvés par la destruc-

tion des vignes et la crise du Roquefort, émigraient-ils en masse dans le Bas-Languedoc.

Enfin, la réputation qu'avait alors l'Amérique, d'être le pays de l'or et des terres à bon marché, devait déterminer un troisième courant d'émigration vers la République Argentine. En 1884, la promesse de fortunes à gagner faite par des courtiers anglais, à la recherche d'émigrants pour peupler un pays neuf, détermina plusieurs de nos compatriotes à traverser l'Océan.

Que deviennent tous ces Aveyronnais loin de leur pays ? Des renseignements que nous avons pu recueillir, il semblerait que les émigrants de la République Argentine ont assez bien réussi. Arrivés là-bas pour mettre une province en valeur, les uns se sont fait concéder d'immenses étendues de terrain pour faire de l'élevage, les autres se sont établis dans diverses professions : boulangers, charrons, forgerons, etc. Le pays a prospéré et les premiers arrivants se trouvent dans de très belles situations. Il y a ainsi, dans un coin de l'Amérique du Sud, une petite colonie aveyronnaise, de près de deux mille individus, très prospère.

Les Aveyronnais établis dans les départements du Midi n'ont pas eu autant de chance. Après les années de prospérité sont arrivées, pour le Languedoc, les années de disette, et nos compatriotes ont eu à souffrir de cet état de choses. Cependant, la crise viticole ne les a atteints qu'indirectement. Ils ne sont pas, en effet, fixés comme cultivateurs dans le pays ; ils occupent plutôt des fonctions

salariées ou exercent des métiers manuels dans les villes. Or, les salaires, malgré la mévente des vins, sont encore élevés et les artisans trouvent facilement à gagner leur vie. Evaluer le chiffre des Aveyronnais établis dans toute la région du Midi est impossible. A Montpellier, on en compterait plus de 10.000. Dans presque toutes les villes existent des Sociétés de secours mutuels constituées entre Aveyronnais. Il est à remarquer que très peu de ces émigrants reviennent dans leur pays d'origine.

La situation des émigrants de Paris est la plus intéressante et la mieux connue. Il est difficile cependant de donner des chiffres exacts sur le nombre de nos compatriotes habitant la capitale. Dans les dénombremens, on les comprend toujours dans la catégorie des enfants du Plateau central, des Auvergnats, pour nous servir d'un terme un peu irrespectueux.

Quelques chiffres faisant connaître les départs annuels peuvent seuls nous donner une idée de l'intensité du mouvement d'émigration vers Paris.

Dans la commune d'Espalion (3.727 habitants), il part en moyenne, chaque année, 16 jeunes gens et 6 jeunes filles ; dans celle de Saint-Côme (1.633 habitants), 13 jeunes gens et de 8 à 10 jeunes filles ; dans celle de Condom, 6 jeunes gens et 6 jeunes filles. Dans la commune de Saint-Chély, il a été célébré, en 1908, dix mariages et sept des jeunes couples ont immédiatement pris le chemin de Paris.

Dans la commune d'Espalion, on compte au moins 500 personnes habitant Paris et ayant encore des relations dans le pays ; dans celle de Saint-Côme, plus de 300, et dans celle de Condom au moins 200.

Deux des membres du conseil municipal de Paris sont de l'Aveyron et plusieurs députés de la Seine ont aussi des origines aveyronnaises.

Quelles sont les professions qu'exercent à Paris nos compatriotes ? Quelques jeunes gens, anciens ordonnances pour la plupart, se placent comme valets de chambre ou cochers dans des maisons bourgeoises. Un certain nombre de jeunes filles s'engagent comme cuisinières ou femmes de chambre. Mais c'est parmi les cochers de fiacre, les laitiers, les restaurateurs ou les garçons de café qu'il faut chercher l'immense majorité de nos compatriotes. Le rêve de tout Aveyronnais qui s'achemine vers Paris, est de diriger, un jour, un de ces restaurants à bon marché, où l'on vend à la fois du vin, des liqueurs, du charbon. Ces restaurants, *ces fonds*, comme on les appelle entre Aveyronnais, se transmettent de compatriote à compatriote, moyennant un prix qui peut varier de 1.000 à 30.000 francs. Bien souvent, le plus souvent même, le nouvel arrivant ne possède pas les fonds nécessaires pour solder son acquisition ; on lui fait crédit, on a foi en son étoile et le vendeur est du reste couvert par son privilège. Quelquefois, l'argent est avancé par un marchand de vins en gros, un dis-

tillateur, chez qui le nouveau débitant devra prendre son vin ou ses liqueurs.

Dès qu'il est installé dans sa boutique, le cultivateur, improvisé restaurateur, fait venir de son village, soit son jeune frère, soit une sœur pour le seconder et le voilà à l'œuvre. Lui, qui pendant toute sa jeunesse rêva dans les champs derrière son troupeau, va maintenant, dans son étroite cave, préparer des coupages savants. Lui, qui ne respira jamais que l'odeur des foina ou des fleurs, va, pendant de longues années, emplir ses poumons d'un air vicié par les fumées du tabac ou l'acre odeur de l'absinthe. Les nuits, il les passera dans quelque arrière-boutique, mal aérée par une imposte.

La vie est dure à Paris pour nos compatriotes et l'argent gagné est durement acquis. Tous ces jeunes gens, partis pleins de vie et de santé, sont vite usés, fatigués et vieilliss et la tuberculose fait de nombreux ravages dans cette colonie aveyronnaise.

Et encore, ceux qui réussissent gardent toujours un peu de joie au cœur ; ils savent, qu'après quelques années de rude labeur, ils reviendront dans leur village, riches et considérés, eux qui sont partis humbles et pauvres.

Mais, les malheureux, et ils sont légion, qui, dès la première ou la deuxième année, sont broyés par la roue de l'adversité, les malheureux qui sont pourchassés de tous les côtés par les créanciers et que nul ne veut employer, ceux-là connaîtront toutes les détresses de ce Paris si trompeur. Les per-

sonnes charitables, qui s'occupent de nos compatriotes malheureux, vous diront l'immense misère qu'elles trouvent dans certaines mansardes. Cinq, six enfants, demi-nus et dévorés de fièvre, sont couchés sur un mauvais grabat, pendant que la mère, anémiée, attend le retour du père, parti à la recherche d'un morceau de pain. Pour tous ces infortunés, le retour au pays natal serait le salut ; mais, là-bas, on a vendu le coin de terre que l'on possédait et on a honte de revenir pour tendre la main. Et alors, l'hôpital enlèvera le père et la mère, et les enfants seront livrés aux dangers de la rue.

A cet avenir possible, nul des partants n'a songé, tous sont persuadés qu'ils se trouveront dans le petit lot des favorisés de la fortune. Car, si beaucoup de nos compatriotes échouent ou végètent, quelques-uns arrivent à une modeste aisance, un petit nombre à la richesse. On en cite qui se trouvent à la tête de grandes entreprises, de magasins importants, de vastes entrepôts. Généralement, ceux qui ont réussi reprennent bien vite le chemin de leur village et s'établissent dans de coquettes maisons. Si leur fortune est suffisante, ils achètent même un domaine et sont heureux de vivre en propriétaire.

Combien reviennent ainsi dans notre Rouergue ? Il est difficile de donner un chiffre exact, mais nous ne croyons pas que sur 100 émigrés, il en revienne plus de 7 à 8. Dans la commune d'Espalion, on compte une centaine de *Parisiens*, parmi

lesquels une vingtaine possèderaient une fortune évaluée de 50 à 100.000 francs et les autres, une modeste aisance. Dans la commune de Saint-Côme, on attribue à nos 30 compatriotes revenus, les fortunes suivantes : cinq auraient de 50 à 80.000 francs, huit de 25 à 30.000 francs, dix de 4.000 à 15.000 francs et les autres très peu de chose. A Condom, sur quatre familles revenues, l'une ne posséderait rien, deux autres auraient une fortune de 25.000 francs et la dernière aurait économisé 50.000 francs. Mais, tous ces chiffres ne sont qu'approximatifs, rien n'étant plus difficile à déterminer que la fortune des autres.

Quelles ont été ou quelles peuvent être à l'avenir les conséquences économiques de l'émigration?

Nous verrons, au chapitre des salaires, que l'émigration ayant enlevé de nombreux bras à nos campagnes, la main-d'œuvre agricole est devenue très chère dans l'Aveyron.

En traitant la question de la valeur de la propriété, nous avons dit que dans certaines vallées, plus spécialement favorisées au point de vue du climat et de la fertilité, la terre s'enlevait à des prix extraordinaires, grâce à la surenchère établie par les *Parisiens*.

L'influence exercée par les émigrés pour la transformation des mœurs et des coutumes de notre pays a été très grande. Nous devons déplorer qu'ils aient apporté dans nos campagnes ce libertinage qui sape la famille et cet esprit railleur qui détruit les choses les plus sacrées. Peut-être aussi,

devons-nous leur faire un grief d'avoir trop vite métamorphosé nos bergères en demoiselles. Si les robes de bure, les coiffes, les sabots ont été si vite abandonnés par nos petites villageoises, c'est parce qu'elles ont vu, pendant les vacances, *les Parisiennes* vêtues de robes venant de la Samaritaine, coiffées de chapeaux à plumes et chaussées de bottines jaunes. Dans nos rues de village et dans nos étables, peut-être ces dernières créations manquent-elles de pittoresque et de pratique.

Mais si nous avons à critiquer, nous avons aussi à louer. Si certains de nos villages se sont embellis, sont aujourd'hui éclairés par la lumière électrique, c'est aux efforts des *Parisiens* que nous le devons. En voyant la maison du nouvel arrivé, blanchie à la chaux et égayée par quelques arbres et quelques fleurs, le paysan a eu l'idée de transformer un peu le vieux foyer de ses pères. Si le bien-être a augmenté dans nos campagnes, si on trouve aujourd'hui, dans les plus humbles maisons, du café, du sucre, des pâtes alimentaires, c'est un peu à l'influence des émigrants qu'on le doit.

Le nombre de colis postaux qui s'échangent entre l'Aveyron (et plus particulièrement l'arrondissement d'Espalion) et Paris est, en effet, très considérable. De la ville, on envoie du linge et des effets, des sucreries. De l'Aveyron, partent, au moment de la Noël : des saucisses et des jambons ; au moment de la chasse, du gibier, et, à l'époque des vendanges, des raisins.

Chaque année, plusieurs trains, dits de plaisir, à tarifs très réduits, amènent et ramènent les *Parisiens* qui viennent, dans l'Aveyron, prendre quelques jours de repos. A l'aller, arrivent les petits enfants qu'on envoie au village pour être élevés par la grand'mère ; au retour, partent les nouveaux émigrants.

Plusieurs sociétés servent de lien entre l'Aveyron et sa colonie : les membres se recrutant à Paris et en province.

Dans les statuts de l'une d'elles, *Les Aveyronnais de Paris*, nous relevons les passages suivants :

« 1° Etablir entre les Aveyronnais, demeurant à Paris, des relations amicales ;

» 2° Venir en aide aux compatriotes dans l'infortune ;

» 3° Faciliter le placement des compatriotes et effectuer le rapatriement de ceux qui, à bout de ressources, voudraient aller chercher du travail au pays ;

» 4° Enrayer, ou tout au moins diriger le mouvement d'émigration qui, depuis quelques années, s'accroît au détriment des campagnes de l'Aveyron ;

» 5° Enfin seconder, dans la défense de ses droits, l'action de celui de ses membres qui fera appel à son appui.

» Dans chaque chef-lieu d'arrondissement de l'Aveyron et dans les centres les plus importants existent des agences de la Société. Un bureau de placement est établi à Paris.

» On pourra ainsi : 1° mettre en garde contre la déception de la vie de Paris les compatriotes désireux d'émigrer ; 2° renseigner l'Association sur la situation et la moralité des nouveaux arrivés qui sollicitent son intervention ; 3° tenir l'Association au courant des demandes de travailleurs, qui pourraient se produire dans leurs circonscriptions, de manière à permettre de rapatrier utilement les compatriotes désireux de rentrer dans l'Aveyron.

» Enfin, la Société alloue des secours à ceux que la maladie fait tomber dans le besoin. »

A côté de cette Société s'est formée *L'Union Aveyronnaise*, avec une orientation religieuse et charitable. Elle distribue tous les mois des secours à plusieurs centaines de familles. Sa section de Montmartre a donné, du 1^{er} novembre 1907 au 31 octobre 1908 : 12.000 kilos de pain, 3.000 kilos de charbon, 762 soupes, 350 litres de lait, 217 secours de loyer, 228 bons de viande. De jeunes médecins aveyronnais donnent des consultations gratuites aux indigents, des sœurs soignent les malades et les dames patronnesses vont dans les garnis, portant aux malheureux, avec les consolations morales, des couvertures, des vêtements, du linge, des layettes pour les nouveau-nés. La Société rapatrie, en outre, chaque année, un certain nombre de nos compatriotes qui n'ont pu trouver à Paris des moyens d'existence ou que l'état de leur santé force à aller respirer l'air natal.

Les *Aveyronnais de Paris* et *l'Union Aveyronnaise* constituent les deux groupements d'Avey-

ronnais les plus importants, mais il y a encore beaucoup d'autres sociétés de mutualité et d'assistance. Les enfants d'un même village ont tendance à former entre eux une association.

On voit que si la misère est grande dans notre colonie aveyronnaise, on se préoccupe de la soulager et que les riches n'abandonnent pas leurs compatriotes malheureux.

Certainement, l'œuvre la plus utile en ce moment serait de diminuer l'émigration. On rendrait à nos campagnes l'élément jeune et actif dont elles manquent et on sauverait de la misère beaucoup d'imprévoyants. Mais il paraît bien difficile d'empêcher l'ouvrier agricole de courir vers le point où le salaire est le plus élevé. Une jeune fille gagnera dans l'Aveyron 25, 30 francs par mois au maximum ; on lui fait espérer à Paris des salaires de 40, 50 et même 60 francs, et vous croyez pouvoir la dissuader de partir ? Un jeune homme, dans nos campagnes, se nourrira toute l'année de porc salé et de pommes de terre et arrivera péniblement à joindre les deux bouts, pendant que son voisin ramasse, à Paris, en dix ans, un petit pécule et vous voulez empêcher le premier d'imiter le second ? Peine perdue. Vous ne ferez jamais comprendre à tous ces gens que hante le rêve de Paris, que ceux qui réussissent là-bas sont l'exception, que si les salaires sont plus élevés, la vie est aussi plus chère, et qu'enfin la maladie et la misère s'abattent impitoyablement sur les faibles. A toutes

vos objections, ils répondront : quelques-uns font fortune et nous serons de ceux-là.

L'émigration ne diminuera, ne s'arrêtera que lorsque le cultivateur aura l'espoir de réaliser, dans son village, un bénéfice égal à celui qu'il pouvait espérer à la ville. Pour accroître le gain de la famille, on a proposé de rétablir dans les campagnes les industries familiales : la dentelle, la broderie, la couture, l'horticulture, l'aviculture. Des essais ont été faits dans la Lozère et paraissent avoir donné des résultats et nous avons vu ailleurs, que dans la première moitié du ^{XIX}^e siècle, nos paysans gagnaient de nombreux écus en filant et en tissant. Mais, avec la concurrence des machines, il paraît bien difficile d'obtenir des prix rémunérateurs pour les ouvrages faits à l'aiguille. Une élite d'ouvrières trouvera acquéreur pour son travail, mais il sera impossible d'écouler les dentelles ou les broderies de plusieurs milliers de femmes.

Développer l'horticulture, l'aviculture et toutes les branches secondaires de l'art agricole me paraît plus pratique. Il est certain que nous ne tirons pas de notre sol aveyronnais tout ce qu'il peut rendre. Nous avons des vallées très fertiles qui se transformeraient en jardins en les arrosant, et nous faisons venir une partie de nos légumes du Midi et de la Limagne. Nos coteaux donnent en abondance des pommes, des châtaignes, des noix, et nous les livrons à vil prix, parce que nous ne savons pas les choisir, les préparer, leur donner

une valeur commerciale. Nos pâturages sont excellents, et nous demandons à la Bretagne le beurre qui se sert sur la table des riches. Dans nos fermes, on néglige trop souvent la basse-cour, on oublie que les poules, les oies, les canards, les lapins sont une source de revenus. Nous manquons d'ordre et nous faisons de l'agriculture primitive. Il faut arriver à la culture intensive, à l'emploi de toutes les ressources soit de l'homme, soit de la terre. Et alors, l'argent abondera dans notre département et l'émigration s'arrêtera.

Les émigrés peuvent, du reste, nous être d'une grande utilité pour mettre notre sol en valeur. Nous leur demandons de nous rendre un double service : fournir des capitaux à nos industries agricoles et se faire les courtiers des produits aveyronnais dans les villes où ils sont établis.

Jusqu'ici, nos riches compatriotes plaçaient leur argent sur des immeubles urbains ou en valeurs à lots ; pourquoi, aujourd'hui, où le revenu des maisons, des valeurs mobilières a baissé, ne risqueraient-ils pas une partie de cet argent dans une entreprise d'irrigation, dans la construction d'une fabrique de conserves ou de beurre ? La valeur des produits agricoles augmente et le placement serait peut-être très fructueux.

Beaucoup d'Aveyronnais, à Paris ou dans le Midi, trouveraient aussi à réaliser des bénéfices en écoulant les produits de leurs compatriotes. Bien souvent, le cultivateur n'expédie pas ses denrées au loin parce qu'il ne connaît pas de commission-

naires : il serait heureux de correspondre avec un Aveyronnais.

Les sociétés constituées dans les différentes villes devraient ajouter à leurs statuts un article économique et seconder de tous leurs efforts les essais tentés pour faire connaître les produits de l'Aveyron.

Nous n'avons cité que les grands courants d'émigration, mais Paris, le Midi et l'Amérique du Sud ne sont pas les seuls pays où se rendent nos compatriotes. On en trouve à Toulouse, Bordeaux, Clermont-Ferrand, en Algérie. Les Aveyronnais ont émigré partout, et il y a bien peu de villes de France où on n'en rencontre.

Après avoir parlé de l'émigration du cultivateur, de l'ouvrier agricole, qui part pour aller gagner sa vie et se place dans le commerce ou en service, il faut dire un mot de l'émigration des fils de la bourgeoisie qui vont chercher une situation dans le fonctionnarisme, l'armée ou les carrières libérales.

La centralisation excessive, due aux nouveaux moyens de locomotion, a fait disparaître de nos villages de nombreuses fonctions occupées par les fils de la bourgeoisie. Tel village qui possédait, il y a seulement trente ans, un médecin, un pharmacien, plusieurs notaires, un percepteur, n'a plus aujourd'hui que des épiciers et des cabaretiers. Alors, le fils du propriétaire aisé, qui aurait pu vivre en ajoutant au revenu de la terre ses honoraires de médecin ou de notaire, est obligé d'émigrer. Il de-

vient fonctionnaire, entre dans l'armée et, à la mort de son père, la propriété est louée ou vendue.

Ainsi ont disparu beaucoup de familles de la bourgeoisie et leur disparition a été un mal pour le pays. Il est nécessaire, qu'au milieu d'un groupe de paysans, se trouvent quelques hommes, ayant un peu plus d'instruction et de fortune. Ces propriétaires aisés feront sur leurs terres les essais que demande le progrès, seront les initiateurs de toute méthode ou de toute culture nouvelle.

C'est dans les communes où se trouvent de gros propriétaires que sont le plus répandus les engrais chimiques, les machines agricoles, les semences sélectionnées.

Il est donc à souhaiter que les jeunes gens instruits reviennent prendre dans leur village la place qu'occupaient leurs pères. A cultiver leur propriété, ils récolteront peut-être moins d'argent et d'honneurs qu'à la ville, mais ils jouiront d'une pleine indépendance et goûteront le charme de la paix des champs. S'ils se montrent bons et serviables vis-à-vis de tous, ils se feront aimer et estimer, et exerceront alors, autour d'eux, cette influence qui doit être l'apanage de l'homme instruit. Et ainsi, ne pourront se développer dans notre Rouergue la haine et l'envie ; nous n'assisterons pas au spectacle de la lutte des classes ; grands et petits propriétaires seront unis pour tirer de notre sol le maximum de production.

CHAPITRE II

AMÉLIORATION DU SORT DES TRAVAILLEURS

Nous ne parlerons qu'incidemment des transformations du genre de vie du propriétaire aisé, du propriétaire ayant reçu une certaine instruction et qui dirige une exploitation agricole, sans cultiver la terre de ses mains.

Le travailleur, dont nous allons étudier le sort au cours du XIX^e siècle, est le petit propriétaire, le paysan qui laboure lui-même son champ, ou l'ouvrier agricole, le domestique qui se loue dans une ferme. Paysan et domestique mènent à peu près la même existence, et ce qui est dit de la nourriture, du logement, de l'habillement de l'un s'applique en général à l'autre.

On doit seulement traiter à part pour chacun d'eux, la question du bénéfice net réalisé en fin d'année. Pour le paysan, ce bénéfice est soumis à de multiples aléas ; pour le domestique, il est fixe, arrêté entre lui et son maître. Nous avons traité, dans le premier livre, la question du rapport de la propriété ; nous ne parlerons donc ici que des salaires.

Citons d'abord, à titre de curiosité, ce passage du dictionnaire de Henri Affre, qui nous fait connaître quels étaient les salaires et la nourriture des domestiques d'une ferme, au XVII^e siècle.

« Pour exploiter un domaine de deux paires de bœufs, il fallait 6 personnes dont les salaires étaient les suivants :

- 1° Boriayre, 38 livres ;
- 2° Boriayra, 38 livres ;
- 3° et 4° Deux bouviers, 20 livres chacun ;
- 5° Un pâtre, 14 livres ;
- 6° Une petite bergère, 14 livres.

La nourriture de ces six personnes demandait :
6 hectolitres 1/2 de mixture (soit 4 hectolitres d'orge et 2 hectolitres et demi de froment ou de seigle de dernière qualité) ;

- 15 litres de fèves du Causse pour chacune ;
- 15 litres de geisses pour chacune ;
- 15 litres de froment pour tous à chacune des quatre fêtes solennelles ;
- 2 mesures de sel pour chacune ;
- 6 livres de lard pour chacune de saint Jean jusqu'à saint Andrieu ;

Un pourceau d'environ 80 kilos pour 6 à 7 personnes, de saint Andrieu à la saint-Jean ; et environ 3 mesures de sel pour le saler ;

- 2 livres de graisse fondue pour chacune ;
- 450 litres de demi-vin ;

Chaque domestique avait droit à un drap de lit. »
Pain d'orge et de froment, viande de porc salé,

fèves et geisses, voilà la nourriture sur le Causse au XVII^e siècle. D'après l'*Etat du diocèse de Rodez en 1771*, cette nourriture était bien moins abondante au XVIII^e siècle. Beaucoup de curés se plaignent que leurs paroissiens manquent de pain et se nourrissent de châtaignes, de pommes de terre, de raves, de blé noir.

1^o PÉRIODE DE 1800 A 1848

Au sortir de la Révolution, nous allons trouver, dans la *Description du département de l'Aveyron*, de Monteil, un tableau très fidèle de la vie des cultivateurs de l'Aveyron. Prenant une des grandes fermes du Causse, d'une contenance d'environ 100 hectares, il en énumère tout le personnel et nous fait connaître les attributions et le salaire de chacun. Voici l'énumération des domestiques et leurs gages :

Un maître-valet : 90 francs, la nourriture de 15 brebis, 1 m. 20 de toile. Si l'on estime à 3 francs la nourriture d'une brebis et à 2 fr. 86 le mètre de toile, on arrive à un salaire en argent de 137 fr. 70.

Un bouvier : 72 francs, la nourriture de 7 brebis et 1 m. 20 de toile, soit en argent 95 fr. 70.

Un fournier : 60 francs, la nourriture de 7 brebis et 1 m. 20 de toile, soit en argent 83 fr. 70.

Un garçon de charrue : 60 francs, la nourriture

de 4 brebis et 1 m. 20 de toile, soit en argent 64 fr. 70.

Un premier berger : 15 francs, la nourriture de 18 brebis, 1 m. 20 de toile, soit en argent 71 fr. 70.

Un second berger : 10 francs, la nourriture de 6 brebis, 1 m. 20 de toile, soit en argent 30 fr. 70.

Un vacher : 12 francs, la nourriture de 2 brebis, 1 m. 20 de toile, soit en argent 20 fr. 50.

Une ménagère : 40 francs, la nourriture de 4 brebis, 1 m. 20 de toile, une coiffe (2 francs), un mouchoir (2 francs), un tablier de bure (3 francs), soit en argent 61 fr. 70.

Une servante : 27 francs, la nourriture de 2 brebis, 1 m. 20 de toile, une coiffe, un mouchoir, un tablier de bure, soit en argent 42 fr. 70.

Une porchère de 12 à 14 ans : 6 francs, la nourriture d'une brebis, 1 m. 20 de toile, une coiffe et un mouchoir, soit en argent 15 fr. 50.

Il est à remarquer que le salaire en argent est peu élevé ; on le complète avec le droit de mettre des animaux dans le troupeau ou avec de la toile. L'argent est rare au lendemain des assignats, et le maître se libère en cédant des produits en nature.

Pour la nourriture, il n'achète rien : tout provient de sa ferme. Le pain (environ 1 kilo 600 par personne) est fait d'orge, d'avoine et de criblures de froment ; si la ferme est dans le Ségala, le seigle remplace le froment et l'orge. La pitance, estimée à 0 fr. 25 par personne et par jour, se compose de soupe, de porc salé, de châtaignes, de légumes (pommes de terre, haricots, vesces, etc.) et

de laitage. La viande de boucherie et le vin ne paraissent que les jours de très grande fête (fête du saint, tonte, fin des semailles).

Le maître-valet jouissait d'une autorité incontestée. Il était chargé de déterminer les jours favorables aux semailles, de surveiller les bestiaux, d'élever les gerbiers, de faire les instruments agricoles. Le maître n'avait pas à acquitter de notes chez le charron ; son maître-valet construisait araires, chars, tombereaux, cabanes de berger, tout le charronnage rustique, sauf les roues et les jougs.

Les valets de charrue habitaient tous dans une chambre commune. Leurs lits étaient formés de planches soutenues à une grande élévation sur des poteaux : on y jetait quelques poignées de paille qu'on recouvrait d'une paire de draps grossiers et d'une mauvaise couverture. Chacun avait au pied de son lit un grand coffre de bois fort épais où il serrait ses effets et son argent. Le maître-valet couchait dans son atelier, les bouviers et vachers dans leurs étables, les bergers, pendant l'été, dans les cabanes.

La description du costume de ces valets de ferme nous fera connaître la manière dont on s'habille dans l'Aveyron. « L'habillement de ces bonnes gens est composé, aux jours de fête, d'un chapeau de laine dont la forme est entourée d'une chenille bariolée ou d'un cordon noir fixé par une petite boucle ; d'un habit-veste ; d'un gilet blanc croisé ; d'une culotte tombant jusqu'à mi-jambe ; enfin de gamaches qui remontent jusqu'au dessus

du genou et sont attachées avec des jarrettières de couleur tranchant terminées par un triple gland qui flotte sur le mollet. Aux jours ouvrables, ce sont les mêmes habits ; mais ils ne les portent alors que vieux ou usés, et couverts d'une espèce de saie de toile grise, faite en forme de grande chemise qui descend jusqu'aux genoux, avec des ouvertures latérales pour passer les mains dans les poches de la veste. Tel est leur costume invariable pendant toutes les saisons et tous les âges ; il est aussi celui des agriculteurs du département. »

Monteil, dans un autre chapitre, complète la description du costume, en nous révélant que « les gens de métier, et surtout les habitants des campagnes, mettent sous le chapeau un bonnet de laine ordinairement d'un rouge vif : la figure des Aveyronnais ainsi enluminée, prend un air vraiment particulier au pays ».

Le sabot était, au début du XIX^e siècle, et restera jusque vers 1890, la chaussure la plus répandue. Pendant l'hiver, on le remplit de paille. La paire se vendait, en 1802, de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 ; en noyer, ils coûtaient un peu plus cher. « Certains sabotiers, dit Monteil, gravent sur le côté et le dessus des dessins bizarres ; quand c'est pour une maîtresse, ils y représentent des oiseaux, des papillons, des cœurs, le soleil, la lune : toute la nature, tout le firmament est aux pieds de la beauté. »

Le soulier demeurera, pendant très longtemps, un objet de luxe qu'on ne porte que les jours de fête. La paire de souliers, en 1802, coûte 5 francs

pour les hommes et 3 fr. 50 pour les femmes : « Cela ne serait pas cher, si l'on donnait du bon ; mais la plupart de nos cordonniers manquent d'élégance dans leur coupe ; et quant à la solidité de leur travail... » (Monteil.)

L'habitude de se raser la figure et de porter les cheveux longs s'est conservée dans nos campagnes jusqu'à la fin du Second Empire, et les vieillards demeurent encore fidèles à ces coutumes.

Dans les villes et dans les centres un peu importants, les femmes ont toujours suivi la mode pour leur habillement. Mais dans les hameaux isolés, on pouvait retrouver, jusque vers 1880, chez toutes les femmes, le costume décrit par Monteil : « Jupou et camisole de couleur, souliers plats, tablier avec sa bavette, fichu de soie, croix d'or ou d'argent attachée à un ruban noir, coiffe ronde de toile, et chapeau clabaud de feutre dont la forme n'est que figurée. »

Les couleurs voyantes ont été pendant très longtemps en grand honneur aussi bien pour les hommes que pour les femmes : le rouge était la couleur préférée du sexe fort et le bleu celle de la femme.

Il faut signaler le costume particulier des montagnards du Lévezou sous le Premier Empire : « On voit dans ces montagnes l'ancien habillement français ; les vieillards, vêtus d'un pourpoint à grandes manches et à basques boutonnées, ressemblent à des personnages de tapisseries ; les femmes, avec leurs capes et leurs espèces de sarrots, rappellent l'antique costume de Jeanne d'Arc,

Les linons, les indiennes, les chapeaux à haute forme, les gilets y sont presque inconnus. »

La confection n'a envahi notre pays que plusieurs années après la guerre franco-allemande. Auparavant, le linge et les vêtements de nos paysans provenaient du chanvre qu'ils récoltaient et de la toison de leurs moutons. Pendant les longues soirées d'hiver, les femmes filaient au fuseau et les hommes maniaient la navette. Sous le gouvernement de Juillet, il y avait encore dans notre département plus de mille tisserands.

Les tailleurs d'habits étaient nombreux et travaillaient ferme. Dans les villes, le bourgeois se rendait chez eux ; mais, à la campagne, ils travaillaient au domicile du client. Le prix de la façon d'un habit était de 4 fr. 50 ; d'une culotte, 2 fr. ; d'un gilet, 1 fr. 50 ; on nourrissait le tailleur.

Les épiciers n'ont ouvert boutique dans nos villages que lorsque le café, le sucre, le chocolat ont commencé d'être connus. Sous le Second Empire, leur nombre était encore très restreint.

Le tabac a toujours été l'objet d'une grande consommation, mais il était surtout employé sous la forme de tabac à priser.

Connaissant la façon dont se nourrissait et s'habillait le paysan dans la première moitié du XIX^e siècle, il nous reste à voir comment il se logeait. La description que nous allons donner de sa maison s'applique encore malheureusement à beaucoup d'habitations, car la transformation du logement ne s'effectue que très lentement.

Une coutume générale autorisait, dans les villages, chaque habitant à faire son fumier devant sa maison. Mais le cultivateur ne se contentait pas de tasser le fumier contre le mur de son habitation, il le répandait dans toute la rue pour pouvoir recueillir les eaux de pluie. De sorte que, dans certains villages, on marchait et on marche encore dans un cloaque de purin. L'infection des eaux des fontaines est alors certaine.

Toutes les maisons avaient l'étable au rez-de-chaussée et dans une pièce voisine ou même souvent dans cette étable, on mettait le vin et les pommes de terre. L'altération de ces denrées, au bout de quelque temps, était probable.

La cuisine, située au premier étage, était meublée d'un lit en forme d'alcôve ou caché par des rideaux rouges, d'une table et de bancs de bois épais et mal équarri, d'une huche pour pétrir le pain et d'une vieille armoire où voisinaient les restes du repas avec des outils et de la ferraille. Aux poutres enfumées du plancher du galetas pendaient des pièces de lard, des saucisses, un panier contenant des fromages à sécher, une faulx, une faucille. Aux deux coins de la vaste cheminée, se trouvaient des troncs d'arbre servant de sièges, et le coffre à sel. Enfin, près de la fenêtre, s'avancait en saillie la pierre de l'évier et, tout à côté, le vaisellier dans lequel reposaient, sur une couche de fougères, les plats et les assiettes.

Ces plats et ces assiettes ont été très longtemps en étain. Après la Révolution, la faïence se substi-

tua peu à peu à ce métal. On a fabriqué dans l'Aveyron des écuelles et des assiettes en terre rouge, jusqu'à ces dernières années. Aujourd'hui l'assiette blanche pénètre dans toutes les maisons.

Le vase à boire a d'abord été le gobelet d'étain, puis la tasse en fer blanc ou en argent pour les plus riches. Souvent aussi, il n'existait aucun vase à boire dans la maison ; chacun utilisait à tour de rôle la coupe placée dans le seau d'eau.

On s'éclairait avec une petite lampe appelée *calel* et qui était garnie d'huile de noix ou plus tard de colza. Les chandelles de suif étaient connues, mais on en usait peu dans les villages.

On utilisait à la campagne le bois pour la cuisson des aliments et on attisait le feu en soufflant dans un tube ressemblant à un canon de fusil. Dans les villes, le charbon de bois était en usage ; les artisans pauvres faisaient cuire leur soupe en plaçant le récipient sur un brasier.

Le second étage ou le galetas servait le plus souvent de grenier à fourrages. Aussi, lorsqu'un incendie éclatait dans le village, et que le vent soufflait, y avait-il danger de voir brûler toutes les maisons.

Les enfants, qui ne pouvaient trouver place dans la cuisine, s'arrangeaient un lit dans le foin.

La maison était ordinairement couverte d'ardoises grossières et épaisses, qu'on fixait aux planches avec des clous ou des chevilles de bois. La brique était employée dans l'arrondissement de Saint-Affrique ; du côté de Villefranche, on se ser-

vait de dalles calcaires très lourdes qu'on posait avec de l'argile.

Sur le plateau de l'Aubrac, on pouvait encore voir, il y a quelques années, des maisons couvertes de chaume. L'habitation, dans cette région, était telle que l'avait décrite Monteil : « Les hameaux y sont rares et si mal bâtis, que, par le vent du nord, la neige pénètre à travers les murailles et couvre les meubles et les planchers. Dans les plus pauvres chaumières, hommes et animaux habitent pêle-mêle ; et comme chez certains peuples d'Afrique, les enfants ont pour compagnons les bœliers et les veaux. » L'historien n'avait pas besoin d'aller chercher ses exemples en Afrique ; on voit encore, dans la Haute-Tarentaise, des chalets de paysans où l'unique salle sert d'habitation aux vaches et aux hommes ; on attache aux solives du plafond l'extrémité de la queue des animaux, pour empêcher que les bêtes n'envoient des excréments aux gens.

Continuant la description, Monteil écrit : « Les fenêtres n'ont pas de vitres ; les grêles fréquentes n'en permettent pas l'usage. Lorsqu'il fait mauvais temps, les volets sont hermétiquement fermés, et très souvent on allume la chandelle en plein midi. Les maisons sont presque toutes entourées par les étables qui les abritent du froid. Leur intérieur n'offre que des meubles grossièrement travaillés et de première nécessité ; il est impossible à un homme d'une taille ordinaire d'y marcher sans se tenir incliné, à cause des grands quartiers

de bœuf salé qui sont suspendus aux planchers. »

Pour terminer le tableau de la vie économique des paysans de l'Aveyron dans la première moitié du XIX^e siècle, donnons un aperçu de leurs joies, en citant ces quelques pages si pleines de vie et de charme.

« Sur la montagne, pendant l'hiver, les hommes sont occupés dans l'intérieur des maisons, à soigner les bestiaux, à battre et à vanner le blé, à menuiser les instruments aratoires, ou à travailler les laines. Après le souper, qui est toujours terminé par la longue prière du soir, toute la famille se rassemble autour d'un bon feu ; l'aïeul et l'aïeule occupent les deux coins comme les places les plus honorables ; le reste de la famille se range en cercle, chacun plus près ou plus loin de l'âtre suivant son âge ou le rang qu'il occupe. Les valets de charrue et les filles de service y sont, ainsi qu'aux repas, pêle-mêle avec les maîtres. L'égalité des premiers âges ne se retrouve que dans ces climats de fer. Vous pensez que ces veillées doivent être bien longues et bien insipides, vous, hommes opulents que les théâtres de Paris ne peuvent arracher au dégoût et à l'ennui : vous êtes dans l'erreur. Les heures de leurs soirées volent trop rapidement, au gré de ces bonnes gens dont l'imagination est d'autant plus féconde en jouissances qu'elle est sans culture. Tandis que les flocons de neige battent les fenêtres, que les vents grondent aux portes et dans les cheminées, que les hurlements des loups se font entendre dans le village,

ils s'entretiennent du rapport de leurs troupeaux et des travaux des champs ; ils écoutent pour la centième fois, avec le même plaisir, les contes des grands voleurs, des revenants ; les histoires de Richard-sans-Peur, du Chaperon rouge, et les prédictions de Nostradamus y obtiennent plus de foi et y maîtrisent plus l'attention que, dans nos assemblées académiques, les traités de la philosophie moderne. »

Voici le récit des vendanges au vallon :

« Pour prendre part à ces plaisirs, accourent de tous côtés, ceux des pauvres cultivateurs qui dans ce temps ont terminé leurs semailles. On les voit arriver par troupes de vingt ou de trente, le panier au bras, les souliers à la main. Peu exigeants pour leur nourriture et leur salaire, ils ne viennent aider à cette récolte que pour manger des raisins en abondance. On les retient aux vignes depuis le lever du soleil jusqu'à la nuit close. Vers le milieu du jour seulement, on leur porte un léger repas. Les heures de l'après-midi sont les plus joyeuses. On entend alors une confusion de chansons de tous les idiomes et de tous les pays, auxquelles se mêlent toujours les cantiques des saints ; quelquefois, après les romances les plus tendres, on entonne les vêpres à pleine tête. C'est encore le moment des propos gaillards ; les garçons agacent les jeunes filles, et l'on passe quelque chose en faveur de la liberté des vendanges. Lorsque les co-teaux sont rapprochés, les différentes troupes de vendangeurs se défient, s'injurient gaiement et se

lâchent tout à tour leurs bordées de plaisanteries. Par intervalles, ils poussent simultanément des cris qui ne sont que l'explosion de leur allègresse. Les chansons recommencent ; car le chant est le plaisir auquel on revient le plus souvent. On chante sur les coteaux, en dépouillant les vignes ; les vignerons chantent sur les arbres, en gaulant les fruits ; le beau monde chante dans les jardins : tous les échos sont bruyants de la joie commune.

» Le soir, rentrés à la maison, les vendangeurs oublient les travaux du jour, emploient la veillée à de nouveaux plaisirs. Après souper, viennent les danses où la vivacité manque moins que la grâce et la précision. Les femmes tiennent les poings appuyés sur les côtés ; quant aux hommes, ils sautent continuellement, et marquent la mesure en retombant sur leurs souliers ferrés ; de temps en temps, ils lèvent tantôt une jambe tantôt l'autre, et claquent des mains au-dessous du jarret en poussant des cris aigus. Ces danses se forment au son d'une flûte de berger, et plus souvent à la voix : elles sont éclairées par une seule lampe dont la lueur est affaiblie par un tourbillon de poussière. Si quelquefois le maître de la maison et ses enfants, pour jouir des plaisirs de l'égalité, donnent la main aux vendangeurs, la gaieté redouble, la joie est à son comble. A la danse succèdent les farces grossières. On représente, entre autres, les noces et les querelles de ménage d'une femme appelée la Jeannette, petite Jeanne ; on lui met sur les épaules un coussin sur lequel le mari frappe fortement,

aux grands éclats de rire de tous les spectateurs. La veillée ne se termine qu'assez avant dans la nuit. »

On voit que si le paysan se nourrissait mal et habitait de véritables taudis, il conservait tout de même un peu de joie au cœur, dans cette première moitié du XIX^e siècle.

Avant de clore l'histoire de cette période pour suivre l'évolution qui s'est produite dans les usages et les coutumes après 1848, donnons encore le chiffre de quelques salaires.

Vers 1810, on payait :

Un journalier, non nourri, à la campagne.	1,26
— — — à la ville . . .	1,50
Le louage d'un cheval attelé (le conducteur se nourrissant lui et son cheval) . .	4,60
Le louage d'une paire de bœufs pour le labourage	2,50
Le louage d'une paire de bœufs et d'un char	3,50
(Dans les 2 cas, le conducteur nourrissait ses bœufs, mais il était nourri).	

A la ville, les maçons, les menuisiers, les couvreurs et, en général, tous les ouvriers d'art gagnaient de 2 fr. 25 à 2 fr. 50, nourris.

A la campagne, ces mêmes ouvriers ne recevaient qu'un salaire de 1 fr. 50 à 2 francs.

En 1834, les domestiques employés du 20 mai au 15 octobre, sur les montagnes d'Aubrac, à la garde

des vaches et à la fabrication du fromage, recevaient les salaires suivants :

- 1° Au cantalès, chef des employés 108 fr.
- 2° A chacun des vachers 80 fr.
- 3° Au berger des veaux 52 fr.

Il faut observer que les salaires de ces employés ont toujours été plus élevés que les salaires des domestiques d'une ferme, ces hommes vivant pendant cinq mois à une altitude élevée et loin de tout village.

Ils recevaient, en outre, pour leur nourriture :

1° Du pain de seigle à discrétion (on comptait que les cinq hommes employés à la garde d'une vacherie de 100 bêtes, consommaient environ 12 hectolitres de seigle, soit une dépense de 144 fr.).

2° 12 kilos de lard salé pour les 5 hommes.

3° 2 écuellées de lait et 2 écuellées de caillé par homme et par jour.

4° Le beurre nécessaire à préparer la soupe.

En 1840, les salaires des employés d'une grande ferme (100 hectares), sont ainsi décomptés :

- 1° Maître-valet, droit de mettre 9 brebis dans le troupeau (ce droit étant évalué pour chaque brebis à 6 francs), et 216 francs en argent, soit $54 + 216$ 270 fr.
- 2° Bouvier, 2 brebis et 140 francs, soit .. 152 fr.
- 3° Fournier, 1 brebis et 132 francs, soit .. 138 fr.
- 4° Valet de charrue, 1 brebis et 90 francs, soit 96 fr.
- 5° Berger majoral, 18 brebis et 20 francs, soit 128 fr.

6° 2° berger, 12 brebis et 15 francs, soit..	87 fr.
7° Petit berger, 2 brebis et 12 francs, soit	24 fr.
8° Vacher, 1 brebis et 24 francs, soit....	30 fr.
9° Ménagère	80 fr.
10° Servante	45 fr.
11° Bergère	20 fr.

Si nous comparons ce tableau des salaires des employés d'une ferme à celui donné par Monteil, nous arrivons à la conclusion que de 1800 à 1848, ces salaires ont augmenté à peu près du tiers. Pour les journaliers et les ouvriers d'art, l'augmentation a été bien moins élevée ; en 1840, on ne donnait pas plus de 1 fr. 50, dans nos campagnes, à un terrassier non nourri, et bien peu de maçons gagnaient 3 francs par jour.

On comprend très bien, du reste, que, durant la première moitié du XIX^e siècle, l'augmentation des salaires agricoles ait été très lente. La population rurale croissait très rapidement, et rien ne l'engageait à émigrer. La grande industrie naissait et se développait en France, mais n'était pas encore sortie de la période d'essais et de tâtonnements, et des crises périodiques très aiguës rendaient très aléatoire le sort des ouvriers. Dans les villes, le luxe et le bien-être ne s'étaient pas encore développés, et l'épidémie cholérique de 1831-1832 éloignait de Paris les émigrants. Nos campagnes étaient isolées du reste de la France par le mauvais état de la viabilité ; les diligences ne circulaient qu'entre les grands centres, et les correspondances étaient très rares, les bureaux de

poste étant peu nombreux et le port des lettres très élevé. Nos paysans restaient donc chez eux, et comme les bras étaient nombreux, les salaires ne pouvaient guère s'élever.

II. — PÉRIODE DE 1848 A 1870

Après la révolution de 1848, le taux de ces salaires augmente, au contraire, très rapidement d'année en année jusqu'en 1870. Cependant, un léger arrêt s'était produit dans les dernières années de l'Empire.

Quelles sont les causes de cette progression si rapide ?

La cause la plus importante est certainement la diminution de l'offre : les ouvriers agricoles diminuent dans nos campagnes.

L'émigration vient d'abord enlever, chaque année, un grand nombre de jeunes gens à nos villages. L'industrie est en pleine prospérité, peut offrir des salaires élevés, et les ouvriers abondent. Les villes, en voie de transformation, emploient de nombreux terrassiers et maçons pour exécuter leurs travaux de voirie. Elles sollicitent le campagnard en faisant miroiter à ses yeux de multiples avantages : une nourriture plus soignée et plus abondante pour lui, l'école gratuite pour ses enfants, et, en cas de maladie, le médecin et les médicaments, sans qu'il en coûte rien.

Les nouvelles lignes de chemins de fer aident

aussi à dépeupler nos campagnes. Il faut d'abord les construire, et, lorsqu'elles sont construites, il faut les exploiter et les garder.

Enfin, l'armée s'est considérablement développée sous le second Empire, et le service est long. Les jeunes gens qui ont pris au régiment des habitudes nouvelles, qui, depuis des années, n'ont pas revu le clocher de leur village, ne veulent pas reprendre la bêche et se rengagent ou vont grossir le nombre des oisifs dans les villes.

Les pouvoirs publics ne font rien pour arrêter cet abandon des campagnes. A l'école, pas d'enseignement agricole. Dans la presse, aux expositions, il n'est question que des progrès de l'industrie. En 1861, on fait tomber les dernières barrières douanières qui protégeaient nos produits agricoles.

Mais l'émigration n'est pas la seule cause de la diminution de la population dans nos campagnes. La vieille doctrine malthusienne pénètre dans les villages avec le journal : le cultivateur va sciemment limiter le nombre de ses enfants, pour laisser à chacun d'eux une part d'héritage plus grande. Déjà, dans l'annuaire de l'Aveyron de 1834, l'auteur d'une étude sur l'agriculture s'était préoccupé du danger qu'il y avait à trop multiplier les naissances. Dans l'enquête de 1866, on signale plusieurs fois cette tendance du paysan à limiter sa famille.

L'émigration et la limitation voulue du nombre des enfants agissent surtout pour diminuer la classe des petits propriétaires et celle des ouvriers

agricoles. Mais la première s'augmente des domestiques, qui, avec le fruit de leurs économies, achètent une maison et un petit champ, et finalement presque toute la perte est pour la classe des ouvriers agricoles.

Donc, l'offre, représentée ici par les domestiques, diminue considérablement, et, en même temps, la demande, dans cette même période de 1848-1870, augmente. Les machines agricoles sont encore à peu près totalement inconnues dans l'Aveyron. Et cependant, elles seraient d'une grande utilité, la surface cultivable du département augmentant chaque année par le défrichement des landes. La culture est devenue aussi plus perfectionnée et exige de plus nombreuses journées d'ouvrier.

Diminution de l'offre et augmentation de la demande concourent donc pour amener la hausse des salaires.

Il faut ajouter que si les besoins du paysan, du petit cultivateur, sont restés les mêmes, ceux des domestiques se sont multipliés. Beaucoup de ces salariés ont été en contact avec les ouvriers de l'industrie, ont vu la façon dont ils se nourrissaient, s'habillaient, et veulent, eux aussi, des satisfactions nouvelles. Voici, à ce sujet, ce qu'écrivait déjà, en 1866, le commissaire de police d'Aubin ; on remarquera qu'Aubin est situé au centre d'un pays industriel :

« Le taux élevé des salaires est provoqué par le luxe et l'intempérance. Les meilleurs domesti-

ques mâles d'autrefois gagnaient annuellement de 50 à 60 francs. Ils allaient pieds nus, ou tout au plus en sabots. Pour un franc, ils se couvraient la tête. Il y avait de la laine chez leurs maîtres, dont ils se contentaient pour faire leurs habits ; les fileuses étaient dans la maison et le tisserand tout près. Le teinturier était inconnu, et leurs habillements étaient, passez-moi l'expression, couleur de la bête.

» Pour savoir l'heure, le jour, ils observaient le soleil, et la nuit les étoiles. A table, ils se contentaient de peu ; les jours de fête, ils ne buvaient que du lait. Ils connaissaient les écuelles, mais pas les verres, ni les tasses. C'était miracle d'en voir un en goguette (ils ne s'en portaient pas moins bien pour cela). Ils aimaient leurs maîtres et en étaient aimés, s'attachaient à eux, à toute la maison, s'identifiaient avec les prés et les champs, où ils passaient la majeure partie de leur vie ; surveillaient, travaillaient comme pour leur propre compte, étaient toujours contents. L'égoïsme ne les avait pas pervertis ; ils ne s'affligeaient que des malheurs de ceux qu'ils servaient. Tout en gagnant peu, ils trouvaient, par leur sobriété et leur tempérance, le moyen de faire des économies, qu'ils laissaient toujours à la disposition de ceux qui les leur avait fait gagner.

» Que nous sommes loin de cet heureux temps !

» Aujourd'hui, le domestique mâle gagne de 300 à 400 francs, et cela parce qu'il fume, porte des bottes, au moins un pistolet, et qu'il est passé à

l'état éblouissant de coq de village. L'ancienne tenue provoque son mépris. Il lui faut du drap et du plus luisant, un porte-monnaie toujours neuf et un chapeau de 10 francs. Il a une montre et des breloques, des boucles d'oreilles, des pipes de plusieurs qualités et de plusieurs dimensions, des cartes dans sa poche, et un mouchoir, le tout accompagné souvent d'un volume de l'amour conjugal ou du Petit-Albert.

» Il aime et ne veut que des bons morceaux et du vin. Il boit de la bière et prend souvent le café jusqu'à 10 fois par jour. Il s'occupe spécialement de lui, pense peu aux affaires de celui qui l'a pris à son service, reste peu chez le même. L'égoïsme le domine ; il ne manque pas une fête, et ne rentre qu'en festonnant le long des chemins de la ferme. Durant ce temps, que sont devenus les bestiaux et le reste qu'il devait soigner ? C'est ce que je pourrais dire ; mais je préfère laisser la parole au malheureux maître : il en sait beaucoup plus que moi. Je ne parle pas de la journée du lendemain : ce sera évidemment un travail fait de mauvaise humeur.

» Ajoutez que ce qui est vrai d'un premier domestique est vrai de tous. Depuis le berger, il n'y a que la différence du petit au grand.

» Mais si Pierre est beau et qu'il prenne si bien ses aises, peut-on penser que Marie, la servante, veuille rester en arrière et se contente comme jadis d'une jupe étroite et courte de serge ou d'escot ? Fi donc, c'est bon pour les vachères ! Pierre

est vert comme un lézard, miroitant comme un camélon. Elle aura donc, coûte que coûte, au moins une robe de satin, large et traînante, avec le pourtour qu'exige une crinoline, un bonnet acquis en ville chez une modiste en renom, des cols, fichus, broches et bracelets, des pendants à pendeloques, des jupes brodées et des bottines. En allant à la messe, elle mettra des gants et aura un livre à fermoir tranche dorée, le tout peut-être troqué en cadeau contre une pipe.

» Quel est le maître qui pourrait y tenir ? Aussi poussent-ils interminablement cette plainte : Quand j'ai payé mes domestiques, il ne me reste plus rien. »

Cette peinture de la vie des domestiques n'est vraie, avons-nous dit, que dans les pays industriels et autour des grands centres. Elle ne s'appliquera à l'ensemble de nos campagnes que beaucoup plus tard, vers 1890.

Dans quelle proportion ont augmenté les salaires de 1848 à 1870 ? Comme dans la première période du siècle, ce sont surtout les salaires des employés de la ferme qui subissent une notable augmentation, que nous évaluons à plus d'un tiers. Les salaires des journaliers et des ouvriers d'art sont loin d'avoir progressé aussi rapidement.

Vers la fin du second Empire, on paie :

- 1° Un maître-valet de 350 à 400 francs ;
- 2° Un bouvier de 250 à 300 francs ;
- 3° Un fournier de 200 à 250 francs ;
- 4° Un valet de ferme de 150 à 200 francs ;

- 5° Un berger 150 francs ;
- 6° Un vacher de 120 à 150 francs ;
- 7° Une ménagère 200 francs ;
- 8° Une servante de 100 à 120 francs ;
- 9° Une bergère 40 francs.

Dans l'enquête de 1866, un propriétaire déclare qu'il payait, en 1850, 1.100 francs de gages à ses domestiques et qu'il leur donne aujourd'hui 3.400 francs. Il est vrai que la propriété était située près de Millau, où l'industrie de la ganterie attirait tous les ouvriers.

Dans le vallon, on donnait à un vigneron de 250 à 300 francs ; il était logé, mais non nourri.

L'ouvrier agricole recevait de 2 francs à 2 fr. 50, non nourri ; les femmes avaient un salaire de 1 franc et les enfants de 0 fr. 50.

Les ouvriers d'art (maçons, charpentiers, couvreurs) recevaient 3 francs par jour.

III. — PÉRIODE DE 1870 A 1908

Pendant les premières années qui ont suivi la guerre franco-allemande, les salaires n'ont subi aucune augmentation. La vie économique, si profondément bouleversée pendant quelques mois, reprenait lentement dans nos campagnes. L'argent drainé vers l'Allemagne était rare, et le propriétaire eût été dans l'impossibilité de payer des salaires trop élevés.

Vers 1878-1880, on pouvait espérer qu'une ère

de prospérité allait commencer pour l'agriculture ; dans l'Aveyron, des routes nombreuses étaient en projet, et le chemin de fer du Midi allait s'ouvrir ; les machines commençaient à se répandre ; la région du Ségala se transformait par le chaulage. Mais à ce moment, la concurrence des pays neufs fit éclater une crise aiguë qui se prolongea pendant près de quinze ans, et qui fut aggravée par la destruction de tout notre vignoble. Les terres subirent une dépréciation énorme, et l'émigration commença.

L'application des nouveaux tarifs douaniers, en 1892, ramena un peu de prospérité dans notre pays. Le cours des blés se releva, sans atteindre les chiffres des années qui suivirent la guerre, et le prix du bétail devint rémunérateur. Dans les vallées, les vignes avaient été reconstituées en partie. Les paysans du Ségala, découragés un instant par la violence de la crise, se remettaient à l'œuvre avec courage, et, avec la chaux et les engrais chimiques, décuplaient la valeur de leur sol. Les industriels de Roquefort, faisant usage des laiteries, étendaient considérablement leur rayon d'action et portaient la fortune sur les causses les plus infertiles.

De 1892 à nos jours, l'agriculture a été en progrès continuels dans l'Aveyron. Les produits agricoles, sauf pendant les années de sécheresse, se sont vendus à des prix rémunérateurs, et le propriétaire aurait réalisé des bénéfices s'il ne sup-

portait de trop lourdes charges : impôts, assurances et surtout salaires.

Les salaires ont, en effet, augmenté dans des proportions considérables. La première cause de cette élévation du taux des salaires est précisément l'état de prospérité de l'agriculture dans l'Aveyron. Mais ce n'est pas la plus importante. Comme après 1860; les salaires ont crû très vite parce qu'il manque de bras dans les campagnes, parce que l'émigration a enlevé à l'Aveyron tous les jeunes gens. Les machines, faucheuses et moissonneuses surtout, font bien le travail de nombreux ouvriers. Mais elles ne peuvent remplacer l'homme dans nombre de travaux agricoles ; leur action est encore très limitée, et elles ont le gros inconvénient de coûter très cher.

Beaucoup d'ouvriers agricoles possèdent aussi un petit bien et ne consentent à travailler pour autrui qu' si on leur offre un prix élevé pour leur journée. Le Ségala fournissait autrefois presque tous les domestiques du Causse. Or, aujourd'hui, ce pays a été morcelé ; chacun possède un lopin de terre, le cultive, et n'a plus besoin de rechercher un salaire.

Trouver des ouvriers agricoles devient donc très difficile dans l'Aveyron, et les propriétaires sont obligés d'augmenter continuellement les gages pour conserver ceux qu'ils ont. Ce chiffre élevé de salaire qu'ils sont obligés de payer réduit à rien leurs bénéfices, et le jour n'est pas loin où ils seront obligés d'abandonner leur terre. Nous assis-

terons alors à ce spectacle : des propriétés se vendant à des prix infimes parce qu'on ne peut les cultiver.

Voici quelques chiffres des salaires actuels :

Indiquons d'abord les gages des employés de la grande ferme du Causse, ferme d'environ 100 hectares, que nous avons prise comme type de comparaison dans toute notre étude. On paye :

Un régisseur ou maître-valet et sa femme de 800 à 1.000 francs.

Un premier bouvier de 400 à 500 francs.

Un deuxième bouvier de 350 à 450 francs.

Un premier berger (faisant la traite) de 500 à 600 francs.

Un deuxième berger (faisant la traite) de 300 à 400 francs.

Un troisième berger (faisant la traite) de 200 à 300 francs.

Un premier vacher de 300 à 400 francs.

Un deuxième vacher de 200 à 300 francs.

Une servante de ferme de 200 à 300 francs.

Les salaires agricoles varient suivant les régions du département. Dans le Causse et dans les grands domaines du Larzac et du Camarès, ils sont élevés ; dans le Ségala, la main-d'œuvre est moins chère. Dans l'arrondissement d'Espalion, on paye très cher les employés de la montagne, et dans la vallée, il y a des différences notables de village à village. Enfin, c'est dans l'arrondissement de Villefranche, au moins dans la partie qui avoi-

sine le Tarn-et-Garonne, que les salaires sont le moins élevés.

Dans la commune de Saint-Geniez (arrondissement d'Espalion) :

Un maître-valet gagne de 450 à 500 francs.

Un bouvier de 380 à 400 francs.

Un berger (18 ans) de 180 à 200 francs.

Une servante de 190 à 200 francs.

Un faucheur 4 francs par jour, et un moissonneur de 4 à 5 francs.

L'ouvrier agricole, employé à mois, au moment des grands travaux, se paie de 60 à 70 francs (nourri et logé).

Les salaires des ouvriers d'art sont les suivants :

Maçons, charpentiers, couvreurs, de 4 à 4 fr. 50.

Tailleurs de pierre, de 4 fr. 50 à 5 francs.

Manœuvres, 3 francs.

Dans toute la vallée du Lot, on donne au journalier nourri 3 francs, et 1 fr. 50 à la femme.

Le vigneron reçoit un salaire basé sur l'étendue de vigne qu'il soigne : ordinairement de 6 à 8 francs par journée de vigne (3 ares 20). Il doit piocher la vigne et la débarrasser des herbes, répandre le soufre et le sulfate, fumer et faire le vin. Le propriétaire se charge des vendanges et achète le soufre, le sulfate, le fumier. Le vigneron n'est ni logé ni nourri.

Dans l'arrondissement de Villefranche, voici les salaires dans une ferme de 45 hectares, ayant une valeur de 60 à 70.000 francs :

Maître-valet et sa femme : 600 francs, plus 10 francs d'arrhes.

Bouvier : 405 francs, plus 5 francs d'arrhes.

Domestique : 300 francs, plus 5 francs d'arrhes.

Berger (troupeau de 50 bêtes) : 250 francs, plus 1 brebis dans le troupeau.

Petit berger (10 ans) : 5 francs par mois.

Le maître-valet est chargé de nourrir les domestiques et reçoit les provisions suivantes :

5 hectolitres de blé par personne ;

5 barriques de vin ;

1 porc de 200 kilos ;

6 oies grasses ;

1 hectolitre de haricots ;

1 hectolitre de vinaigre pour faire la piquette ;

Un quart des œufs de la ferme, 12 poulets ;

3 hectolitres et demi de pommes de terre par personne ;

10 kilogs de sel par personne ;

4 kilogs d'huile de noix et 1 kilo de savon ;

Le pétrole et l'huile d'éclairage nécessaires.

La ferme citée est une de celles où le personnel est le mieux nourri. La viande de boucherie ne figure pas dans l'alimentation, et on arrive à peine à 1 litre de vin par jour.

Il est vrai que c'est dans l'arrondissement de Villefranche où les domestiques sont le plus sobres. Dans le Causse et le Ségala, on donne une plus grande quantité de vin aux ouvriers agricoles, et beaucoup plus de légumes et de pâtes d'Italie. Mais la viande de boucherie et la volaille ne pa-

raissent aussi sur la table qu'aux très grandes fêtes.

Dans les vallées, où la propriété est morcelée, on emploie surtout des ouvriers à la journée et on leur donne un ordinaire meilleur ; la viande de boucherie figure à un des repas de la journée.

Du domestique passons au petit propriétaire, au paysan qui cultive son coin de terre sans l'aide d'étrangers, et cherchons quelle est aujourd'hui sa nourriture.

Le pain de seigle pur ou même mélangé d'orge, de sarrazin, de maïs, est resté pendant très longtemps le seul pain dans des régions où on cultivait cependant le froment. Le paysan préférerait vendre cher son froment et manger du pain noir. Il a fallu que le cours du froment s'abaissât à 18, 17, 16 francs, pour que le paysan fit usage du pain blanc. Aujourd'hui, le pain de seigle n'est de consommation générale que dans les contrées où ne pousse pas le froment (plateau de l'Aubrac et hautes régions du Levezou). Partout ailleurs, on mange du pain de froment plus ou moins bluté. Dans les grandes fermes ou les petites propriétés isolées, on trouve un four et on cuit le pain pour une longue période : 16 jours à un mois. Le pain rassis est toujours plus économique que le pain frais. Dans les villages, les fours banaux disparaissent ; des boulangers ouvrent boutique, et tout le monde s'adresse à eux.

Le vin a toujours été de consommation courante dans les vallées du Lot et du Tarn et dans

le vallon de Marcillac. Le paysan vendait bien une partie de sa récolte, mais consommait plusieurs barriques. Le vin vendu s'écoulait vers la montagne et le Causse, dans l'arrondissement d'Espalion, vers Rodez et le bassin houiller pour la région de Marcillac, vers le Ségala, le Levezou, le Larzac pour la vallée du Tarn. Arrivé sur les plateaux de la Montagne, le vin atteignait des prix élevés et était regardé comme une boisson de luxe.

Lorsque les départements viticoles cherchèrent des débouchés pour leur trop grande quantité de vin, ils pensèrent naturellement à l'Aveyron. L'ouverture des lignes de Millau à Bédarieux et de Tournemire au Vigan a favorisé l'exportation de leur produit. Depuis 1890, ils ont complètement inondé notre pays. Des marchands de vin du Midi se sont établis dans chaque village. Le paysan a pris l'habitude de boire du vin à tous les repas et pourrait difficilement s'en passer. Dans les auberges, c'est la principale boisson ; le dimanche, on ne boit ni absinthe, ni liqueurs : on boit de nombreux litres de vin.

Ou plutôt, on boit du vin et du café. Le café est, en effet, aussi très en honneur auprès de nos paysans. A l'auberge, ils l'absorbent à toute heure de la journée : il sert d'apéritif et de digestif. Déjà même, il s'introduit dans l'intérieur des maisons. Jusqu'ici, le repas de 7 heures du matin se composait d'une grande écuelle de soupe aux choux et d'une tranche de lard. Aujourd'hui, cer-

tains se contentent de café : habitude du régiment et aussi économie de temps pour la ménagère. Au repas de midi, il y a seulement dix ans, le café ne paraissait qu'aux très grandes fêtes. Aujourd'hui, dans de très modestes ménages, on en prend une fois par semaine : le dimanche. Les épiceries se sont multipliées et, en revenant de la messe, on ne résiste pas à la tentation d'acheter un quart de café et une livre de sucre.

La viande de boucherie s'introduit plus difficilement dans la consommation journalière du paysan. Elle reste trop chère pour sa bourse. Dans chaque village un peu important, on égorge bien, par semaine, deux ou trois brebis et un veau, mais toute cette viande est achetée par les bourgeois ou les aubergistes. Seulement le jour de la fête patronale, le paysan va à la boucherie. Mais alors c'est une orgie. La veille de la fête, la moitié des habitants du village se transforment en bouchers et on voit pendre aux balcons et aux fenêtres les cadavres pantelants de bœufs, de vaches, de moutons. Toute la journée, la trompette du crieur public ne cesse d'annoncer le sacrifice de quelque nouvelle victime.

C'est presque uniquement de viande de porc que se nourrissent nos paysans. Il faut être bien pauvre, presque réduit à la mendicité, pour ne pas posséder un cochon. Pendant toute l'année, la famille entoure de soins jaloux cet animal si utile. Vers les fêtes de Noël, on le sacrifie. Le jour de l'égorgement est une vraie fête. La veille, on a soumis

le porc à un jeûne nécessaire ; on a répandu devant la maison la paille sur laquelle il sera couché ; on a nettoyé les ustensiles qui recevront le sang et les boyaux ; on a disposé les claies sur lesquelles sècheront les quartiers. Au lever du jour, arrive le saigneur ; on va prendre l'animal, et alors commence, entre la victime et le bourreau, une lutte dont tout le village suit les péripéties, grâce aux cris de la bête. L'animal égorgé, on le découpe en quartiers que l'on couvre de sel, on fond la graisse que l'on place dans des pots de grès, on fait la saucisse et les saucissons que l'on fait sécher aux poutres enfumées de la cuisine. Un vieil usage veut que l'on offre en présent, aux voisins, un morceau de porc frais.

L'année entière, on utilise le porc ; chaque jour on met dans la soupe un morceau de salé. Cette soupe est l'élément principal, on en mange au premier repas du matin et le soir. Elle se compose le plus ordinairement de choux, de pommes de terre, de raves.

Il est peu de maisons où on n'élève des poules et des lapins. Mais poules et lapins sont vendus au marché et figurent rarement sur la table du paysan. Le prix de vente est le bénéfice de la ménagère, et lui sert à acheter les vêtements des enfants.

On fait une grande consommation de pommes de terre ; on en met tous les jours à la soupe, et elles composent le repas de midi, au moins quatre fois par semaine. Les pois, les lentilles, les fèves peu-

vent aussi former le menu de ce repas. Le riz est très répandu depuis 1870. Les pâtes alimentaires se sont introduites avec les épiceries et commencent à entrer dans la composition des repas. Enfin, on fait avec de la farine délayée et des herbes un certain nombre de plats.

Le repas de 4 heures, qui ne se fait qu'à l'époque des travaux, se compose ordinairement d'une salade ou de fromage.

Dans les pays de noix et châtaignes, on fait usage de ces fruits, soit le soir comme complément de la soupe, soit à midi, comme plat principal.

Sur le plateau de l'Aubrac, on mange beaucoup de laitage.

Voilà de quelle façon se nourrit le paysan ; voyons maintenant comment il s'habille.

Depuis la guerre, la culture du chanvre n'a cessé de diminuer dans le département ; les tisserands se font de plus en plus rares, et on ne trouve plus que quelques vieilles qui sachent tenir le fuseau. Nos paysans faisaient autrefois de beaux bénéfices avec les draps et les toiles qu'ils confectionnaient ; aujourd'hui, ils dépensent les quelques sous qu'ils gagnent à acheter des effets et du linge confectionnés dans le Nord. C'est entre 1880 et 1890 que la confection a envahi le pays et fait disparaître les vieux métiers. Les quelques usines de drap, qui subsistent encore dans l'Aveyron, à Saint-Geniez, au Monastère-sous-Rodez, à

Camarès, etc., cherchent surtout à travailler pour le ministère de la guerre.

On trouve encore dans les armoires de nos paysannes du linge grossier, mais solide, tissé dans le pays ; mais il tend à disparaître et on le remplace par de la toile, achetée au déballage du marchand ambulant.

Le costume actuel du paysan de l'Aveyron se compose, en hiver, d'un pantalon de drap sombre, d'un tricot de laine blanche, d'un chapeau de feutre à larges bords et de sabots. Le dimanche, il remplace les sabots par des souliers ou demi-bottes, et le tricot par un gilet de drap et une blouse. En été, on porte un pantalon et un gilet de coutil. Les jours de pluie ou de neige, on se garantissait, jusqu'à ces dernières années, par un grand manteau de laine commune appelé limousine ; mais la limousine disparaît, et les vêtements de caoutchouc viennent à la mode. Les jeunes gens tendent aussi à substituer les houseaux aux bottes et la veste à la blouse.

Chaque village a un tailleur et un cordonnier. On paye un pantalon de drap de 10 à 12 francs, un pantalon de treillis de 1 à 2 francs, une blouse 3 francs, un tricot de laine 5 francs et on fournit la laine, une paire de souliers de 10 à 15 francs.

Si l'on veut acheter des objets tout faits, on va à la ville la plus proche. Même, depuis 5 à 6 ans, se sont établis dans les gros villages des industriels qui vendent les objets les plus divers : bicy-

clettes, montres, pantalons, boîtes de thon, chapeaux, etc.

Le tailleur du village exerce aussi ordinairement la profession de perruquier, et le samedi et le dimanche matin, il a grand travail pour raser tous ses clients. L'habitude se répand de porter les cheveux courts.

Pour décrire le vêtement de la femme, il faut séparer la jeune fille ou la jeune femme de la femme ayant dépassé la quarantaine. Cette dernière est demeurée fidèle au vieux costume, porte encore le châle en pointe, la coiffe, la robe de bure, les sabots.

La jeune femme est vêtue, au moins le dimanche, comme l'ouvrière de la ville. Elle a chapeau à plumes, corset, robe aux couleurs voyantes, pantalons brodés, bas noirs, bottines jaunes et ombrelle. Une modiste gagne aujourd'hui très largement sa vie dans des villages modestes. Beaucoup de jeunes filles ont des sœurs à Paris et se font envoyer, des grands magasins, robes, manteaux, objets de toilette. On voit, dans des maisons d'aspect misérable, des flacons d'odeur ou des boîtes de poudre de riz.

Mais si la nourriture et l'habillement se modifient, les logements ne se transforment que très lentement. On trouve bien noirs et bien sales nos hameaux, quand on arrive de l'Hérault, où les maisons furent reconstruites à l'époque de la prospérité, quand on a parcouru les villages si gais du Tarn-et-Garonne avec leurs fenêtres fleuries.

Et cependant, nous sommes plus favorisés que ces départements, puisque nous avons partout de la belle pierre de taille et, sur plusieurs points, de la chaux, du sable, de l'ardoise.

C'est dans les maisons isolées, dans les fermes au milieu des champs, que les progrès les plus sérieux ont été réalisés. Là, l'augmentation des fourrages et des animaux a obligé à construire une écurie neuve, et on a fait disparaître les vieilles étables qui se trouvaient au rez-de-chaussée. La maison a été ainsi assainie et agrandie, mais les cours restent encore bien sales, pleines de fumier et de purin.

Dans les villages, l'espace est restreint, et le terrain se vend très cher à l'intérieur et aux abords immédiats du lieu. On a donc dû conserver les étables au rez-de-chaussée et les greniers à fourrages au galetas. Et les rues du village ne peuvent être tenues propres. Cet état de choses durera encore longtemps, et ne se modifiera que très lentement. Il faut que chaque maison se réédifie au dehors du village, au milieu du champ ou du pré du petit propriétaire. Le village, futur ne devrait comprendre que les habitations des commerçants n'ayant pas d'intérêts agricoles. Il y aurait intérêt à avoir un plan de la localité et à exiger que toute nouvelle construction soit à l'alignement. La loi devrait étendre ici les pouvoirs du Conseil municipal : c'est une question d'hygiène.

Pourquoi ne distribuerait-on pas aussi, chaque année, des prix en argent à ceux qui auraient

blanchi la façade de leur maison, à ceux qui donneraient à leur logis l'aspect le plus gai ?

Que dire de l'intérieur des maisons ? L'aménagement de l'habitation est l'œuvre de la femme ; si la femme manque ou se désintéresse de son intérieur, nous trouvons le taudis sale et repoussant que nous avons décrit plus haut. Nous devons dire que ces taudis deviennent l'exception, et que l'Arvevronnaise se fait aujourd'hui un point d'honneur de mettre de l'ordre dans sa maison, d'avoir des meubles propres et des ustensiles brillants. Dans la cuisine, la table de bois blanc, recouverte d'une toile cirée, a remplacé la table massive où chacun gravait son nom ; le buffet, avec des assiettes blanches et des verres bien frottés, a pris la place de l'armoire où s'entassaient pêle-mêle les outils du mari et les écuellés de la ménagère ; un feston de papier court le long de la cheminée ; les chaises de paille ont chassé les bancs mal équarris.

Dans la chambre, un lit de noyer ou de fer, acheté à la ville, remplace les planches mal jointes de l'alcôve. Il y a toujours la paillasse garnie de paille d'avoine ou de maïs, mais elle est plus propre, et dans quelques maisons, un matelas de laine ou de crin la complète. La table de toilette avec ses accessoires reste un meuble rare ; on se lave toujours au seau de la cuisine ou à la fontaine, et le plus souvent sans serviette. Dans un village de 300 habitants, un pauvre curé ne put offrir, en

1908, à son évêque, en tournée de confirmation, qu'une bouteille et un plat pour se laver.

Nous avons décrit la chambre des parents, des maîtres, mais où couchent les enfants, les domestiques ? Presque toujours dans les étables. Leur lit, situé dans un des coins, est des plus simples : quatre planches, une pailleasse, un drap, une couverture. Si on ne peut demander au paysan de faire mieux pour son enfant, on peut souhaiter que dans les grandes fermes, le maître sépare, dans l'étable, une petite chambre blanchie à la chaux, où le domestique se trouve chez lui. S'il est nécessaire que les animaux soient surveillés pendant la nuit, on pourra laisser la porte de communication ouverte. Les domestiques apprécieraient certainement cette petite réforme qui leur permettrait d'avoir chez eux, dans la ferme, un chez eux où ils pourraient se retirer aux heures de repos.

Nous connaissons le taux des salaires, la façon de se loger, de s'habiller, de se nourrir de nos cultivateurs ; il nous reste à voir la somme de travail qu'ils fournissent et les distractions qui viennent interrompre la monotonie de leur vie.

Si nous prenons d'abord le petit propriétaire travaillant avec sa famille ses quelques arpents de terre, nous pouvons affirmer qu'il donne une somme de travail aussi considérable que celle de ses pères.

Des lois nouvelles ont réduit successivement la longueur de la journée de travail ; ces lois, le paysan les ignore. En été, levé bien avant le jour

pour donner à manger à ses bœufs, il est prêt à partir pour les champs dès que l'aube paraît. Courbé sur la faux ou la charrue, il accomplit lentement et consciencieusement son œuvre pendant toute la journée, ne s'interrompant que pour prendre un léger repos, au moment où le soleil est le plus chaud. Lors des fanaisons, des dépiquaisons, il prolonge parfois son travail jusqu'à neuf et dix heures du soir. En hiver, malgré la neige et le froid, pas une journée n'est perdue. Il faut couper les bois, rigoler les prés, tailler les haies, préparer les semences. La vie de nos paysans est dure, et on comprend qu'ils défendent âprement le bien qu'ils ont acquis au prix de telles sueurs.

Leurs compagnes partagent, du reste, leurs durs travaux. Non seulement elles accomplissent avec activité le rôle de bonne ménagère, mais encore elles secondent leurs maris dans tous les travaux extérieurs. Beaucoup savent conduire les bœufs, labourer, semer, bêcher, même faucher.

Et quels sont les plaisirs de tous ces braves gens ?

Longtemps, et jusqu'à ces dernières années, les dimanches et jours de fête étaient consacrés, par eux, à prier ce Dieu qui fait mûrir les moissons et multiplier les animaux. Ils assistaient régulièrement aux offices de la journée.

Aujourd'hui, les théories nouvelles ont pénétré même dans nos campagnes, on ne reconnaît plus de maître, et le cabaret, pour de nombreux jeunes

gens, a remplacé l'église. Ce cabaret attire et fascine ; durant la journée, on joue aux cartes, et, le soir, on danse aux sons de l'accordéon. Les jeux de nos pères : les quilles, le bouchon, les boules, sont de plus en plus délaissés. Les sages, qui fuient le jeu et le cabaret, se promènent à travers leurs champs et leurs prés, contemplant d'un regard amoureux les récoltes futures.

Comment apprécier le travail des ouvriers agricoles, des domestiques ? Des plaintes nombreuses se font entendre en ce moment contre les employés des fermes. Ce ne sont plus les vieux et fidèles serviteurs d'autrefois, répète-t-on de tous côtés. Il y a certainement de l'exagération dans les critiques dirigées contre les ouvriers agricoles ; déjà, en 1866, elles étaient aussi vives. Certainement, le respect du maître s'est affaibli ; les idées d'égalité mal comprises ont jeté, dans le cœur des petits, des ferments de révolte qui n'existaient pas ; les privilèges conquis par les ouvriers de l'industrie ont ému les gens de nos fermes, mais, malgré tout, on peut encore beaucoup obtenir de nos gars de l'Aveyron. Seulement, avec les idées nouvelles, il faudra chercher un système nouveau de direction. On devra prendre l'ouvrier agricole aussi jeune que possible et savoir gagner sa confiance. Il faudra le traiter un peu comme un membre de la famille et assurer son avenir matériel. La ferme remplacera pour lui la maison paternelle et il devra être attaché à cette ferme par des liens moraux et matériels. Pourquoi ne pas chercher une combinai-

son de salaire qui le fera participer aux bénéfices ? Un associé travaillera toujours plus qu'un salarié.

Un propriétaire qui traite ses domestiques suivant ces principes, nous a communiqué sa façon d'exploiter : « Voici, nous écrit-il, les points essentiels de l'essai relatif à la participation aux bénéfices. Le système a pour base le produit net de manière à amener le personnel à diminuer les frais généraux le plus possible, et il repose, en même temps, sur la division des services.

» En tête, le chef de culture ;

» Au dessous : 1° Un domestique pour les bœufs ;

» 2° Un domestique pour les vaches ;

» 3° Un domestique pour les juments ;

» 4° Deux bergers pour le troupeau.

» Le chef de culture ayant la responsabilité et la direction générale, touche des participations sur tous les produits.

» Les autres, uniquement sur les produits qu'ils contribuent à donner : ceux qui suivent les bœufs ont leur part sur la vente du blé ; celui qui soigne les chevaux sur la vente des poulains, etc.

» D'autre part, tous concourent à la traite des brebis, et touchent de ce chef cette année 0 fr. 15 par hectolitre jusqu'à 100 hectolitres, 0 fr. 20 de 100 à 150, et 0 fr. 25 de 150 à 200.

» Les participations varient, d'autre part, suivant l'ancienneté dans la maison et subissent de légères réductions pour les pertes d'outils confiés aux divers chefs de services.

» Je dois ajouter que l'intéressé ne touche pas

immédiatement sa participation. Comme il faut être prévoyant pour les gens qui ne le sont pas, celle-ci va, à l'exception d'une modeste étrenne fournie au premier janvier, en partie à la caisse rurale de la commune qui sert à l'intéressé 3 0/0, en partie à un livret de caisse de retraite. L'avoir à la caisse rurale devrait être régulièrement augmenté d'une retenue faite sur le salaire égale aux participations allouées. Cette partie du programme n'est pas absolument appliquée, mais on y viendra lorsque l'éducation des intéressés sera faite. Ce supplément de prévoyance distinct de la caisse de retraites est une réserve utile pour le cas de maladie, de mariage, etc.

» Le système serait déjà bien entré dans l'esprit de mes domestiques, si je n'avais à renouveler ceux-ci plus que je ne l'aurais voulu, à cause du service militaire.

» Mais ils en saisissent tous les avantages (bien qu'ils auraient préféré toucher leur participation avec le gage), et j'ai vu moi-même les heureux effets de la combinaison dans la traite du lait. Le rendement m'a paru très supérieur cette année à la moyenne obtenue sur le Causse. Je l'attribue à la participation allouée au personnel. »

La participation aux bénéfices n'est pas le seul moyen d'améliorer la situation matérielle des domestiques. On peut en trouver d'autres ; par exemple, aider les domestiques par une avance pécuniaire, à acheter un petit noyau de terres voisin

de la ferme et lui donner quelques journées pour le cultiver.

Chaque propriétaire, chaque fermier doit s'ingénier à trouver une combinaison qui attache l'employé à la propriété.

Des obligations nouvelles s'imposent aujourd'hui aux grands propriétaires ruraux. Il faut épargner à l'agriculture les crises qui désolent l'industrie, il faut, à tout prix, empêcher la rupture entre le maître et l'ouvrier agricole. Et il doit être facile d'établir des rapports amicaux entre gens travaillant ensemble, vivant de la même vie. Mais le maître ne doit pas oublier que le salaire en argent n'est qu'une partie de la rémunération due à son domestique. Ce salaire est destiné à améliorer plus tard la condition de celui qui le reçoit, mais il y a aussi à se préoccuper de la condition actuelle. Or, dans tous les domaines de l'Alveyron, le propriétaire, le fermier a-t-il souci de la situation de ses employés ? Et d'abord, exerce-t-il une influence sur eux ? Est-il en rapport d'amitié avec eux ? Connaît-il leurs peines et leurs espérances ? Il est des propriétaires qui peuvent à peine donner le nom de leurs domestiques, qui ne leur adressent la parole que pour leur signifier des ordres. Aussi n'inspirent-ils aucune sympathie à leur personnel et, le travail terminé, chacun les fuit. Le dimanche, les domestiques sautent sur leur bicyclette et s'éloignent d'une maison où tout leur rappelle la chaîne. Ils vont au village, au cabaret, où ils trouveront des visages moins fermés.

Si, au contraire, le domestique se trouve dans une ferme où le maître et la maîtresse le traitent en ami, dans une maison où on s'inquiète de sa santé, où on cause des siens, il se croira encore au foyer de son père et ne prendra pas en aversion le toit qui l'abrite. Le dimanche, on mettra à sa disposition des livrés, des journaux, du papier à lettres ; on l'intéressera avec des jeux.

Il faut bien peu de choses pour gagner la confiance et l'amitié de jeunes gens : un cigare offert de temps en temps, une invitation à la table du maître, un jour de fête.

Propriétaires et fermiers, ayez à cœur de vous faire aimer autour de vous, vous en retirerez d'abord des avantages matériels, car le travail sera mieux fait, vous éprouverez la joie du devoir accompli et vous aurez rendu un grand service à la société.

CHAPITRE III

MENDICITÉ-ET ASSISTANCE PUBLIQUE

MENDICITÉ

Sous l'Ancien Régime, le Rouergue ne produisait pas assez de grains pour suffire à la consommation des habitants. Et encore une partie du grain qui était produit, était exporté sur des marchés étrangers par les propriétaires des fermes. Aussi, quelques mois après la moisson, on manquait de grains dans les campagnes et il était difficile de s'en procurer dans un pays où tous les transports se faisaient à dos de mulet ou de cheval.

Les paysans abandonnaient alors leur maison et couraient à travers les villes et les campagnes, à la recherche de leur nourriture.

Le nombre des mendiants, des vagabonds implorant la charité et changeant chaque soir de gîte, était considérable. Aux paysans manquant de pain, se joignaient tous les jeunes gens de la montagne, allant chercher du travail en Espagne et dans le Midi, ou en revenant. Tous ces voyageurs allaient

frapper aux portes des monastères, des prieurés, des hôpitaux. Ils savaient que tel jour, à telle fête, on devait faire une distribution de vivres et tous accouraient de plusieurs lieues à la ronde.

L'Eglise a toujours fait un devoir à ses ministres de soulager la misère. Les papes, les conciles ont maintes fois rappelé au clergé que si les rois et les fidèles disposaient en sa faveur de biens temporels, c'était uniquement pour lui permettre de venir en aide aux malheureux. Les actes de fondation des monastères et prieurés, les chartes, les édits des rois et des Parlements contiennent tous cette obligation de l'aumône.

Cette aumône consistait en grains ou plus souvent en un pain plus ou moins volumineux, dont la forme type, en pierre ou en bois, était déposée dans un lieu apparent de l'église. A Aubrac, et dans toutes les commanderies qui en dépendaient, on donnait l'aumône à tous les nécessiteux de passage et, en 1600, il en défilait par jour plus de six cents à la porte de la célèbre dômerie. A Bonnecombe, on distribuait, chaque jour, à qui le demandait, un pain d'une demi-livre ; on y ajoutait, les jours des quatre fêtes principales, une certaine quantité de fèves cuites et, pour les enfants de moins de 14 ans, une petite somme d'argent. Au prieuré de Saint-Léons, c'est tous les deux jours qu'on pouvait recevoir un pain de quatre onces.

Mais les gens d'église n'étaient pas les seuls à faire l'aumône ; les laïques regardaient comme un devoir de donner. Et la charité s'exerça très lar-

gement durant ces dix-septième et dix-huitième siècles, où la misère fut si grande. C'est surtout dans les testaments où se manifeste l'amour du prochain. Il est rare qu'un chrétien meure, sans disposer d'une certaine somme pour soulager la misère de ses frères. Le testateur chargera par exemple son héritier de faire porter à la demeure de chaque habitant de la localité, à des dates fixes, une provision de grains, de pain, de vin. D'autres fois, il laissera une rente pour permettre de distribuer des effets aux pauvres. A la Toussaint, dans presque toutes les paroisses, on donnait à chaque indigent : une chemise de toile, une robe de bure avec ceinture, une paire de chausses de drap bleu, un chapeau muni d'un cordon et une paire de sabots.

Nos pères n'exerçaient pas la charité qu'à l'heure de la mort. Durant leur vie, ils s'enrôlaient dans des associations dont le but était non seulement de prier en commun, mais aussi de s'entr'aider entré chrétiens. H. Affre nous fait connaître les obligations des dames de la Miséricorde, à Rodez. « Chacune de ces personnes charitables devait : visiter les maisons des nécessiteux de son quartier, surtout de ceux qu'un motif quelconque empêchait de se faire connaître ; rendre compte de leurs ressources, afin de suppléer à ce qui leur manquait ; leur procurer du linge et des habits ; payer les nourrices des enfants que leurs mères infirmes ou trop misérables ne pouvaient allaiter ; faire soigner les malheureux atteints de maladies

contagieuses, et qui, pour ce motif, n'étaient pas reçus dans les hôpitaux ; provoquer l'admission des vieillards et des infirmes dans ces maisons charitables ; concourir à la salubrité des prisons en fournissant aux détenus des vêtements, du linge et aussi des remèdes en cas de maladie, enfin assister dans leurs besoins les soldats de passage. » La Révolution détruisit cette association, mais il est probable que le souvenir de ses bienfaits était demeuré dans l'esprit de tous, puisqu'en 1812, le préfet de l'Aveyron en demandait le rétablissement.

Les hôpitaux étaient nombreux dans notre pays ; on en trouvait dans tous les villages de quelque importance, à Asprières, Aubin, Compeyre, Marcillac, Villeneuve, Sévérac, etc.

L'administration fit distribuer plusieurs fois des médicaments dans les campagnes : du quinquina, des élixirs, des boîtes fumigatoires.

On voit que la charité était très développée avant la Révolution. Elle avait surtout un caractère privé et vivait d'aumônes. Après la Révolution, et surtout de nos jours, elle prendra un caractère public et obligatoire et tirera ses ressources de l'impôt.

Ces aumônes abondantes allaient souvent à l'encontre du but poursuivi : au lieu d'éteindre la misère, elles la développaient. Dans les paroisses, où les distributions étaient nombreuses, les habitants se dégoûtaient du travail et préféraient tendre la main que remuer la terre. Les réponses des curés,

en 1771, indiquent que la mendicité était devenue un état. Certains prêtres rangent tous leurs paroissiens dans la classe des pauvres. Dans toutes les paroisses, les mendiants forment au moins le 1/10^e de la population. A Bromme, il y a 400 habitants et, sur ce nombre, 100 mendient ; à Salles-Curan, sur 900 habitants, 180 tendent la main une partie de l'année et 40 toute l'année. Le curé de Saint-Amans-d'Escoudournac déclare qu'il passe chaque jour dans le village plus de 80 mendiants.

Les rois essayèrent bien de réprimer la mendicité. Henri II prescrivit de condamner au fouet, au pilori, aux galères, les mendiants et les vagabonds. Mais les édits restèrent lettre morte et le mal ne cessa de progresser.

En 1786, l'administration provinciale de la Haute-Guienne avait étudié la question de l'extinction de la mendicité et décrété la création d'associations de charité. Monseigneur de Colbert avait aussitôt installé à Rodez une de ces sociétés. Chacun des membres versait une cotisation de 12 livres et, avec l'argent recueilli, on distribuait des secours à domicile. Mais la Révolution arriva et emporta l'œuvre.

Le nouveau régime fut tout aussi impuissant que l'ancien à enrayer la mendicité. En 1791, le directeur du district d'Aubin écrit : « Le vagabondage est immense et il doit sa source principale à l'ingratitude du sol, à la stagnation du commerce et de l'industrie. Le moyen de le faire cesser serait un des dons les plus précieux de l'Assemblée na-

tionale ; l'humanité souffre de voir tant de mendiants, quoique leur besoin ne soit pas toujours réel. » En l'an III, dans le district de Sévérac, 122 nécessiteux étaient inscrits sur le livre de la bienfaisance nationale : 44 cultivateurs vieillards, 22 artisans, vieillards ou infirmes, 39 mères et veuves allaitant un enfant et 17 veuves indigentes.

La tourmente révolutionnaire passée, la France se réorganise. En l'an X, l'administration établit des bureaux de charité chargés de donner des secours à domicile, dans les lieux suivants : Aubin, Entraygues, Laguiole, Marcillac, Nant, Rodez, Sauveterre, Saint-Affrique, Saint-Jean-du-Bruel et Villefranche.

Les hôpitaux suivants avaient été conservés :

Rodez avec 226 pauvres ;

Villefranche avec 118 ;

Millau avec 77 ;

Conques, avec 49 ;

Le-Mur-de-Barrez, avec 29 ;

Saint-Antonin, avec 18 ;

Saint-Geniez, avec 16 ;

Saint-Affrique, avec 12 ;

Espalion, avec 2.

Au total, 547 pauvres hospitalisés.

Un atelier de filature fut établi dans chacun de ces établissements et on estimait le travail produit à 15.000 francs. Les immenses biens possédés par les hospices, avant la Révolution, avaient été aliénés et l'Etat devait subventionner tous les établissements charitables.

Les enfants abandonnés étaient placés dans les hospices ; il y avait dans chacune de ces maisons un tour où on les déposait. Chaque année, on trouvait dans le département près de deux cents de ces malheureux petits.

Un décret du 19 janvier 1811 confia la tutelle des enfants trouvés et abandonnés aux commissions administratives des hospices. A l'âge de douze ans, on devait les placer chez des cultivateurs ou des artisans, qui se payaient avec leur travail des frais de nourriture, d'entretien, de logement.

Voici le tableau laissé par Monteil de la mendicité au début du XIX^e siècle.

« Les mendiants sont moins nombreux depuis la Révolution. Ce fait, dont tout le monde convient, a plusieurs causes : la suppression des dîmes et des rentes, le haut prix de la main-d'œuvre qui a donné plus de moyens aux journaliers de nourrir leur famille ; enfin la rareté des bras qui n'a laissé dans l'état de mendicité que ceux qui n'ont pu travailler. Aussi les mendiants sont-ils aujourd'hui plus véritablement nécessaires qu'autrefois.

» Cependant, s'il est vrai que la mendicité soit la lèpre du corps social, ce pays est assurément bien lépreux. Le nombre des mendiants ne peut y être porté à moins de sept mille ; il augmente même dans les années où la grêle, les orages, les gelées subites ont emporté la récolte. Tous ces mendiants ne sont pas de l'Aveyron ; il y en a plus d'un septième de la Lozère ou du Cantal. Quoique le département manque de subsistance, ses bons habitants

ne refusent jamais l'aumône, et plusieurs la font en souffrant eux-mêmes le besoin.

» Dans la belle saison, il y a beaucoup moins de mendiants. La plupart vont se mêler parmi les gens employés aux travaux des champs. Au commencement de l'hiver, ils reparaissent par troupes dans les villes, et inondent les places, les rues et les allées des maisons. Leur manière de demander l'aumône est une espèce de psalmodie, et chacun a, si je puis m'exprimer ainsi, un mode musical sur lequel il applique les paroles de la prière qu'il adresse aux passants.

» Les mendiants des campagnes se gîtent dans les granges, et prennent poste de manière que dans leur petit arrondissement il y ait une douzaine de fermes dont ils visitent une ou deux tous les jours, suivant l'abondance des aumônes qu'ils reçoivent. Pourvu qu'ils ne se présentent au fermier que tous les huit jours, ils sont assurés de ne pas lasser sa bienfaisance. Plusieurs de ces mendiants sont domiciliés, et ont une petite propriété : on prétend même que certains sont à leur aise, et qu'ils demandent l'aumône par habitude, regardant la charité publique comme un supplément au produit de leurs terres, comme le champ où ils font leur récolte d'hiver.

» On a proposé en France plusieurs moyens de diminuer la mendicité : celui des dépôts ; on l'avait mis ici en usage avant la Révolution ; il me paraît violent et injuste ; parce que le hasard a dépouillé un homme de tous les biens de la for-

tune, faut-il le dépouiller du seul qu'il tienne de la nature, de la liberté : celui de forcer, comme en Angleterre, chaque commune à nourrir ses pauvres ; mais les communes riches ont le moins de pauvres et le plus de moyens de les nourrir, et les communes pauvres ont le plus d'indigents et le moins de ressources : celui d'ouvrir des ateliers de travaux publics ; il est, sans doute, bon : celui enfin de ranimer les fabriques, et de diminuer les contributions ; il serait meilleur encore. »

En 1810, les auteurs du Code pénal trouvèrent un moyen beaucoup plus radical, c'était celui de condamner à la prison les mendiants. Il est vrai que la loi prévoyait des dépôts de mendicité et ces dépôts de mendicité sont encore une exception. Aussi, pendant tout l'Empire et la Restauration, la mendicité, loin de diminuer, augmenta. De 1800 à 1815, notre pays fut parcouru par des insoumis qui se cachaient le jour, et sortaient, la nuit, pour chercher leur nourriture. Après 1815, les soldats licenciés vinrent grossir l'armée des vagabonds. Pendant cette période des trente premières années du siècle, il se commit dans l'Aveyron de nombreux crimes contre les personnes et les propriétés, accomplis presque tous par des vagabonds.

Déjà, on se plaignait de l'œuvre démoralisante des cafés et cabarets qui réduisaient à la misère et à la mendicité de trop nombreuses gens. Le 6 janvier 1827, le *Bulletin de l'Aveyron* insère l'article suivant : « C'est surtout avec étonnement que les étrangers voient nos auberges et nos cafés se

multiplier et se remplir uniquement d'ouvriers et d'artisans ; c'est là où ils consomment dans le jeu et dans une boisson dispendieuse le produit de leur travail et quelquefois même par avance un argent qu'ils n'ont pas encore gagné. Ils jouent et leurs enfants pleurent. Ils se donnent le superflu et ils vont manquer de l'absolu nécessaire. Au moindre accident, ils iront tendre la main ou seront réduits à implorer les secours des établissements de charité. Avec une conduite mieux ordonnée, plus d'application et de goût pour le travail, avec plus de prévoyance et d'économie, il est bien positif que le bureau de charité aurait moins d'indigents à secourir, la justice moins de contraventions et de délits à réprimer et dans l'intérieur des ménages plusieurs mères de famille auraient sans doute aussi quelques larmes de moins à répandre. »

En cette année 1827, il faut signaler, à Rodez, la fondation des Dames de la Charité, association qui groupait les personnes de la meilleure société, dans le but de soulager les pauvres et les infirmes.

Une pétition des habitants de l'arrondissement d'Espalion demandant un sous-préfet, nous fait connaître l'état d'insalubrité et d'insécurité des campagnes, en 1832 : « L'épidémie (choléra) nous menace et aucune mesure de salubrité n'a été prise. Nos villages sont d'une malpropreté dégoûtante. Point de commission sanitaire dans nos cantons ; point de bureau de bienfaisance chargé de fournir des secours aux indigents. L'enseignement primaire est négligé ; nos communes rurales sont sans

écoles ; les chemins vicinaux dépérissent et les communications seront bientôt impossibles ; nos montagnes sont infestées par une bande de brigands qui viennent de se signaler par un crime horrible (assassinat du curé de Saint-Symphorien et de sa servante). »

Sous le gouvernement de Juillet, se produit un mouvement philanthropique très marqué. Saint-Simoniens, orateurs catholiques, polémistes s'élèvent contre l'égoïsme humain et font appel à la pitié des riches en faveur des malheureux. Les pouvoirs administratifs secondent ce mouvement et on voit se multiplier les établissements charitables. Dans l'Aveyron, des bureaux de bienfaisance se créent dans de nombreuses communes ; en 1836, il y en avait déjà 67 ; en 1848, il y en aura près de 100. Ces bureaux de bienfaisance, pour la plupart très richement dotés, auraient dû faire disparaître complètement la mendicité dans les communes où ils étaient installés. Malheureusement, les étrangers venaient remplacer, comme solliciteurs, les pauvres de la commune secourus. Pour se protéger contre cette invasion, on avait eu l'idée de placer sur les chemins donnant accès dans la commune, des poteaux indicateurs faisant connaître que la mendicité était interdite sur le territoire de la commune. Mais comment assurer le respect de l'arrêté du maire ?

En 1844, on fit disparaître les tours dans les hôpitaux, sous le prétexte que les facilités offertes par les tours aidaient à l'abandon des enfants. Nos

hospitaux avaient à ce moment à leur charge plus de 1.400 enfants trouvés et abandonnés, et le conseil général consacrait une grosse somme à cette œuvre.

Avec la République de 1848 et l'Empire, s'accroît le mouvement de solidarité qui a pris naissance, quelques années auparavant. Les lois sur les sociétés de secours mutuels, sur les monts-de-piété, les caisses d'épargne, les hospices et hôpitaux, l'assistance judiciaire indiquent l'état d'esprit du législateur.

Les grands travaux entrepris à Paris et dans les villes attirent les ouvriers sans travail et le nombre des vagabonds diminue un peu dans les campagnes.

Une statistique de 1856 attribue à notre département 1.550 mendiants et vagabonds et près de 2.000 individus dont on n'a pu déterminer les moyens d'existence.

Dans l'enquête agricole de 1866, la question suivante était posée : l'assistance publique est-elle organisée dans le département ? Voici la réponse faite par la Société d'agriculture :

« L'assistance publique y est, sinon organisée d'une manière complète, du moins largement appliquée par les particuliers : l'habitant de l'Aveyron, comme dans tous les pays de montagnes, est hospitalier et aumônier. En fait, on compte dans le département, indépendamment des cinq hospices des chefs-lieux d'arrondissement, 150 bureaux de bienfaisance qui, au moyen de leurs revenus pro-

pres, ou des dons qui leur sont faits, soit par les particuliers, soit par les communes ou l'Etat, distribuent, tous les ans, plus de 100.000 francs en secours à domicile. Il existe encore, à Rodez, un établissement spécial où sont admis gratuitement, à quelque partie du département qu'ils appartiennent, les malades indigents qui sont atteints de maladie aux yeux. De plus, un service de médecine gratuite est organisé dans toutes les communes en faveur des malades indigents. On ne saurait donc dire que le manque de secours de ce genre est une des causes qui poussent vers les villes les habitants des campagnes. Il y a sans doute moins de ressources d'assistance et d'instruction dans les campagnes que dans les villes. Mais aussi ce n'est pas là que se trouvent les dernières extrémités de la misère. On ne meurt de faim, on ne tombe au plus bas degré de la dégradation physique et morale que dans les villes. N'en doutons pas, nos imprudents villageois n'y sont attirés que par l'appât des gros salaires, une vie plus facile, plus libre, et le prestige qu'exercent sur leurs crédules imaginations quelques fortunes rapidement acquises et sans peine : ils le croient du moins. »

Sur la question de la mendicité, il y a unanimité dans toutes les réponses des agriculteurs, pour que chaque commune nourrisse ses mendiants. « Sans avoir une organisation régulière, dit le maire de Saint-Rémy, ma commune est assez bien organisée, pour qu'un malheureux ne manque pas de secours ; il est seulement malheureux que l'administration

supérieure ne veuille pas circonscrire la mendicité à la commune. Dans ce cas, à part peut-être quelques très rares exceptions, chaque commune subviendrait largement aux besoins de ses pauvres ; il n'y aurait alors que les vrais pauvres secourus, parce qu'ils seraient connus et ils ne verraient pas une partie de leurs ressources enlevées par la paresse et la débauche réfugiées dans les centres et rayonnant de là dans les campagnes. »

Malgré les plaintes sans cesse renouvelées des agriculteurs, malgré les vœux multipliés du Conseil général et de la Société d'agriculture de l'Aveyron, la question de la mendicité reste entière ; ce lourd impôt continue à peser sur nos campagnes. Le département, comme nous le verrons, consacre des sommes énormes à l'assistance publique et, chaque année, le nombre des mendiants paraît augmenter. Ces gens-là ne sont plus intéressants ; les uns font de la mendicité une véritable profession ; les autres sont des insoumis, des paresseux, des vagabonds plusieurs fois condamnés, de mauvais ouvriers qui ne peuvent se plier à la discipline de l'usine. Tous sont des nomades dangereux, arrogants, exigeant aujourd'hui l'aumône qu'ils se contentaient autrefois de solliciter. Dans les fermes isolées, on est obligé de subir leurs exigences pour éviter de plus grands malheurs : le vol, l'incendie, le viol. Sur certaines grandes routes, quelques métairies, au moment de la belle saison, sont visitées, chaque jour, par dix et douze mendiants. Parta-

ger la soupe avec tous ces étrangers est une très lourde charge.

Dans les vallées, à tous ces vagabonds français, il faut ajouter les nombreux romanichels, les bohémiens comme on les nomme dans le pays, qui, à la belle saison, remontent les cours d'eau : le Lot, le Tarn, pour se procurer les osiers nécessaires à la vannerie. Tous ces étrangers vivent sur le pays, pillant, chaque nuit, dans les jardins, les légumes nécessaires à leur nourriture.

Les cultivateurs aveyronnais, sobres et travailleurs, qui se privent du nécessaire pour économiser quelques sous, sont las d'être ainsi rançonnés ; ils accueilleront avec satisfaction la loi qui obligera tous ces chevaliers d'industrie à fixer quelque part leur domicile. Contribuables, ils versent chaque année des sommes assez considérables au budget de l'assistance publique, pour exiger qu'on nourrisse les vrais pauvres et qu'on mette un terme aux incursions des fainéants.

Le budget départemental de l'assistance publique grossit, en effet, d'année en année. Au début du XIX^e siècle, l'assistance publique ne s'exerce que d'une façon très restreinte. L'Etat accorde quelques subventions aux hospices, il se charge des enfants abandonnés. Les bureaux de bienfaisance et la charité privée exercent leur action sur un champ très étendu. La loi de 1838 sur les aliénés vient, la première, imposer une charge très lourde aux départements. En 1869 et 1885, le budget des dépenses des enfants assistés s'augmente par l'ef-

fet de lois nouvelles. En 1874, le département doit organiser la protection des enfants du premier âge ; en 1893, il crée l'assistance médicale. Enfin, la loi de 1905, sur l'assistance aux vieillards, double presque le budget de l'assistance publique dans le département.

Voici, du reste, les dépenses de ce budget, pendant quelques années ; on pourra suivre la progression ascendante :

Budget des dépenses de l'assistance publique

Année 1881.

Aliénés 98.450 fr.

Enfants assistés 53.000 fr.

Assistance publique 25.320 fr.

Total général 176.770 fr.

Budget des dépenses de l'assistance publique.

Année 1891.

1° Enfants assistés et moralement abandonnés. —

Il y a dans le département 201 élèves hospitalisés et 470 enfants secourus temporairement. Les dépenses s'élèvent à 78.000 fr.

2° Aliénés. — Total 103.000 fr.

Contingent des communes 15.000 fr.

id. des familles 7.500 fr.

id. du département 80.500 fr.

A reporter..... 181.000 fr.

	<i>Report.....</i>	181.000 fr.
3° Assistance et hygiène publiques		49.000 fr.
Soit : Protection des enfants du 1 ^{er} âge		4.300 fr.
Service de la médecine gratuite		2.000 fr.
Assistance des vieillards et incurables à domicile		2.500 fr.
Indemnité aux hospices pour entretien de femmes en couche ..		4.500 fr.
Subvention pour le traitement des malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers		12.000 fr.
Total général		230.000 fr.

Budget des dépenses de l'assistance publique.
Année 1895

1° Enfants assistés et moralement abandonnés	100.000 fr.
Participation de l'Etat	18.360 fr.
Participation des communes....	16.400 fr.
Produit des amendes	2.750 fr.
Part du département	62.490 fr.
Le nombre des enfants s'élevait à 260.	
2° Aliénés. — Total	150.000 fr.
Contingent des communes	19.000 fr.
id. des familles	8.000 fr.
id. du département	123.000 fr.
3° Assistance et hygiène publiques ...	135.993 fr.

Dont : Protection des enfants du 1 ^{er} âge	5.300 fr.
Assistance des vieillards incurables	2.000 fr.
Assistance médicale gratuite	100.000 fr.

C'est la première année où figurait au budget cette dépense nouvelle. La loi du 15 juillet 1893 porte que tout Français malade, privé de ressources, a droit à l'assistance médicale à domicile et à l'hospice, s'il ne peut pas être soigné à domicile.

Dans son rapport, le préfet évaluait à 20.185 le nombre d'indigents à assister dans le département, soit le 5 p. 100 du chiffre de la population. Les frais du service devaient s'élever à 100.000 francs, soit 45.000 pour les communes, 22.000 pour le département et 33.000 pour l'Etat. Les hospices de Rodez, Conques, Marcillac, Salles-la-Source, Espalion, St-Geniez, Mur-de-Barrez, Millau, Saint-Affrique, Aubin, Villefranche, avec leurs 865 lits, devaient suffire à recevoir les malades. Des bureaux d'assistance étaient créés dans toutes les communes où il n'y avait ni bureau de bienfaisance, ni hospice. L'Aveyron était divisé en circonscriptions médicales et hospitalières.

Total général du budget de l'assistance en 1895, 385.993 francs.

Budget des dépenses de l'assistance publique.

Année 1900.

1° Enfants assistés, maltraités ou moralement abandonnés	100.300 fr.
2° Aliénés	149.034 fr.
Le nombre des enfants était de 374.	
3° Assistance et hygiène publiques	106.542 fr.
Total général	355.876 fr.

Budget des dépenses de l'assistance publique.

Année 1906.

1° Enfants assistés	93.000 fr.
---------------------------	------------

La loi du 27 juin 1904 entrainait cette année-là en application. Cette loi codifie toutes les dispositions anciennes sur le service des assistés. En outre, elle crée des bureaux ouverts destinés à recevoir les enfants abandonnés, organise les magasins de layettes et vêtements, et modifie le taux des prix de pension et de secours. Elle n'a reçu son entière exécution dans l'Aveyron qu'en 1907, et nous verrons, dans le budget de 1908, qu'elle a augmenté les dépenses du service de l'assistance.

En 1906, il y a eu dans l'Aveyron 654 enfants secourus temporairement, dont 183 légitimes et 471 illégitimes, et 604 enfants assistés. Des 604 assistés, 235 avaient de 13 à 21 ans, et sur ces 235, 210 étaient employés comme domestiques agricoles.

2° Aliénés 239.361 fr.

3° Assistance et hygiène publiques 270.000 fr.

a) Protection des enfants du premier âge.

L'inspecteur se plaint que la loi est très mal appliquée dans l'Aveyron ; parents et nourrices ne font pas la déclaration, et les maires et les juges de paix se montrent très négligents. Comme, d'autre part, dans nos campagnes, les règles d'hygiène sont très mal observées, il s'ensuit une mortalité infantile considérable.

Sur les 858 enfants soumis en 1906 à l'inspection, il est à remarquer que 334 viennent des départements limitrophes.

Les dépenses de 1906 ont été de .. 5.678 fr. 64

soit : part de l'Etat 2.578 fr. 27

id. de l'Aveyron 2.324 fr. 65

id. d'autres départements 775 fr. 72

b) Assistance aux vieillards.

La loi du 14 juillet 1905 n'a pas encore reçu d'application.

c) Assistance médicale gratuite 147.302 fr.

Total général du budget de l'assistance, en 1906, 602.000 francs.

Budget des dépenses de l'assistance publique.

Année 1908.

La loi du 14 juillet 1905 a reçu dans l'Aveyron son entière exécution. L'inspecteur de l'assistance publique estime que le nombre des vieillards, infir-

mes ou incurables à secourir à domicile va être de 2.800 à 3.000, et celui des hospitalisés de 200.

1° Enfants assistés (lois des 27 et 28 juin 1904).

Art. 1 ^{er} . — Secours temporaires (secours destinés à prévenir ou à faire cesser l'abandon, secours de premiers besoins et primes de légitimation)	43.000 fr.
Art. 2. — Salaire des nourrices	7.600 fr.
Art. 3. — Pensions des pupilles confiés à des familles	40.000 fr.
Art. 4. — Primes de survie aux nourrices et aux nourrissons	1.000 fr.
Art. 5. — Fournitures de layettes aux pupilles	1.500 fr.
Art. 6. — Fournitures de vêtements aux pupilles âgés de moins de 13 ans, frais de magasin, de transport, etc..	13.000 fr.
Art. 7. — Frais d'assistance médicale	1.500 fr.
Art. 8. — Frais de séjour des pupilles difficiles ou vicieux dans les écoles professionnelles	1.500 fr.
Art. 9. — Frais de séjour des pupilles difficiles ou vicieux dans les établissements pénitentiaires	100 fr.
Art. 10. — Salaire des personnes proposées aux admissions dans les établissements dépositaires dépendant des hospices	300 fr.

A reporter..... 109.500 fr.

Report 109.500 fr.

Art. 11. — Frais de séjour des enfants dans les établissements dépositaires dépendant des hospices	4.000 fr.
Art. 12. — Dépenses des nourrices sédentaires dans les établissements dépositaires dépendant des hospices ..	200 fr.
Art. 13. — Pensions des pupilles placés dans les établissements autres que les établissements dépositaires	1.000 fr.
Art. 14. — Allocations concernant les pupilles	600 fr.
Art. 15. — Primes aux nourriciers et aux nourrices, autres que les primes de service	100 fr.
Art. 16. — Fournitures scolaires et primes de certificat d'études	1.500 fr.
Art. 17. — Fournitures de vêtements aux pupilles (plus de 13 ans)	300 fr.
Art. 18. — Frais de déplacement des pupilles et des nourrices.....	800 fr.
Art. 19. — Registres, imprimés et signes de reconnaissance	500 fr.
Art. 20. — Frais d'inhumation des pupilles	250 fr.
Art. 21. — Frais de recouvrement et de gestion des deniers pupillaires	250 fr.
Art. 22. — Remboursement aux dépensements étrangers	100 fr.

A reporter..... 119.100 fr.

<i>Report</i>	119.100 fr.
Art. 23. — Frais en vue de production de pièces (mariages, etc.)	100 fr.
Art. 24. — Frais de transport des en- fants (Cie du Midi)	28 25
Art. 25. — Frais d'assistance médicale des enfants (4 ^e trimestre 1906)	16 20
Art. 26. — Frais d'enquêtes, missions spéciales et contrôle du service des enfants assistés	400 fr.
Art. 27. — Fournitures de bureau, en- tretien du mobilier, achat d'ouvrages et frais de correspondance	100 fr.
Art. 28. — Chauffage et éclairage des bureaux	100 fr.
Total général.....	119.844 45

2° Protection des enfants du premier âge (loi du 28 décembre 1874).

Art. 1. — Frais de surveillance médicale	6.000
Art. 2. — Indemnités aux secrétaires de mairie	800
Art. 3. — Frais de registres, imprimés et fournitures de bureau	600
Art. 4. — Frais de tournée de l'inspec- teur	600
Art. 5. — Récompenses aux nourrices	500
Art. 6. — Remboursements aux départe- ments voisins	100

A reporter..... 8.600 fr.

	<i>Report</i>	8.600 fr.
Art. 7. —	Appointements d'un employé	900
Art. 8. —	Dépenses du service des consultations	500
Art. 9. —	Reliquat de 1906	80 60
	Total	10.080 60

3° Assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893).

Art. 1. —	Dépenses des malades ayant le domicile de secours communal	123.200
Art. 2. —	Dépenses des malades (domicile départemental)	400
Art. 3. —	Dépenses des malades (à la charge de l'Etat)	400
Art. 4. —	Dépenses pour lesquelles un secours doit être exercé	300
Art. 5. —	Frais de bureau et imprimés	400
Art. 6. —	Indemnité au garçon de service	200
Art. 7. —	Indemnité à l'inspecteur pour surcroît de travail	900
Art. 8. —	Indemnité au sous-inspecteur pour surcroît de travail	500
Art. 9. —	Indemnité à un commis d'inspection	300
Art. 10. —	Chauffage et éclairage des bureaux	200
Art. 11. —	Traitement d'un commis	1.600

A reporter..... 128.400 fr.

Report..... 128.400 fr.

Art. 12. — Traitement d'un commis... 1.200

Art. 13. — Travaux extraordinaires et
dépenses imprévues 400

Total 130.000 fr.

4° Assistance des vieillards, des infirmes et des incurables privés de ressources (loi du 14 juillet 1905).

Art. 1. — Frais d'administration du service dans
le département 8.000

Dépenses des assistés ayant le domicile
de secours communal

Art. 2. — Allocations mensuelles 348.400

Art. 3. — Frais d'hospitalisation, soit
dans les hospices publics, soit dans
des établissements privés 67.400

Art. 4. — Frais d'entretien chez des
particuliers 900

Art. 5. — Frais d'entretien dans des
établissements publics ou privés où le
logis seulement est assuré aux bénéfi-
ciaires 100

Art. 6. — Frais de visite occasionnés
par la délivrance de certificats médi-
caux 100

Art. 7. — Frais de transport des assis-
tés 100

A reporter..... 425.000 fr.

Report..... 425.000 fr.

Dépenses des assistés ayant le domicile de secours départemental :

Art. 8. — Allocations mensuelles 1.100

Art. 9. — Frais d'hospitalisation, soit dans des hospices publics, soit dans des établissements privés 7.000

Art. 10. — Frais d'entretien chez des particuliers 200

Art. 11. — Frais de visite occasionnés par la délivrance des certificats médicaux 50

Art. 12. — Frais de transport des assistés 50

Dépenses des assistés n'ayant aucun domicile de secours :

Art. 13. — Allocations mensuelles.... 500

Art. 14. — Frais d'hospitalisation 5.000

Art. 15. — Frais d'entretien chez des particuliers 400

Art. 16. — Frais de visite occasionnés par la délivrance de certificats médicaux.

Art. 17. — Frais de transport des assistés 50

Art. 18. — Frais d'entretien des malades incurables en 1901, 1902 420 60

Total..... 439.820 60

5° Protection de la santé publique (loi du 15 février 1902).

Art. 1. — Dépenses du conseil départemental d'hygiène et des commissions sanitaires de circonscriptions et frais de déplacement	7.270
Art. 2. — Dépenses du service de la vaccine	9.500
Art. 3. — Dépenses du service des épidémies	500
Art. 4. — Dépenses du service départemental de désinfection.....	46.050
Art. 5. — Dépenses d'inspection et de contrôle	3.000
Art. 6. — Frais de déplacement des membres de la commission sanitaire d'Aubin, en 1907	239
Total.....	66.559

6° Aliénés.

Art. 1. — Dépenses d'entretien pour 462 aliénés, à raison de 384 fr. 30 pour la pension annuelle de chaque aliéné	177.546 60
Art. 2. — Frais de transport des aliénés indigents	900
Art. 3. — Frais d'entretien d'aliénés du département dans d'autres établissements	2.000
Art. 4. — Frais de transport d'aliénés en 1906 (Cie du Midi)	94 85
Total.....	180.541 45

7^e Dépenses diverses d'assistance non prévues ailleurs.

Art. 1. — Entretien de jeunes aveugles à Paris, à Toulouse, à Montpellier, à Clermont-Ferrand (pension, trousseau et frais de timbre)	2.026
Art. 2. — Secours de route et frais de transport pour les voyageurs indigents (circulaires du 19 septembre 1890 et 1 ^{er} décembre 1892)	3.000
Art. 3. — Secours d'extrême urgence	800
Art. 4. — Subvention à l'association générale d'Alsace-Lorraine	25
Art. 5. — Subvention à l'œuvre de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative	100
Art. 6. — Secours à l'orphelinat de l'Hôtel-Dieu de Rodez	200
Art. 7. — Secours aux indigents allant se faire traiter à l'Institut Pasteur de Paris, ou à l'Institut de Montpellier	100
Art. 8. — Secours aux pauvres du département	388
Art. 9. — Bureau d'assistance judiciaire (loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901)	100
Art. 10. — Secours à l'orphelinat des Dames de Saint-Vincent-de-Paul	300

A reporter 7.039 fr.

Report 7.039 fr.

Art. 11. — Secours à la maison de refuge de Rodez	200
Art. 12. — Dépenses de l'institution départementale des sourds-muets de Rodez	18.000
Art. 13. — Subvention à l'association de l'Alliance française	100
Art. 17. — Reliquat de 1905 et 1906 ..	897 62
Total.....	26.236 62

Total général du budget de l'assistance en 1908 :
973.782 fr. 12.

C'est donc près de *un million* qui est prévu, au budget de l'Aveyron, pour secourir la misère. En 1881, l'assistance publique ne demandait pas 200.000 francs ; on voit dans quelle proportion ont crû les dépenses. Et nous ne faisons pas état des sommes distribuées par les bureaux de bienfaisance et des dépenses des hôpitaux. Et cependant la misère n'a certainement pas augmenté dans l'Aveyron ; le département subit plutôt, en ce moment, une ère de prospérité.

Seulement, l'Etat veut être le seul dispensateur de l'aumône ; il n'admet plus la charité privée, et l'assistance fournie par l'Etat coûte cher. A chaque œuvre nouvelle, il faut donner un nombreux personnel de fonctionnaires et des bureaux. Les personnes charitables, qui prêtaient leur concours, sans demander de rémunération, tant que l'œuvre

était privée, exigent le paiement des moindres services, dès que l'œuvre est transformée en service public. Les médecins n'avaient jamais refusé leurs soins aux malades indigents ; aujourd'hui, ils veulent être indemnisés. Chaque citoyen cherche à reprendre, sous une forme ou sous une autre, les sommes que lui enlève l'impôt. Le pillage des deniers publics constitue un grand danger, car il affaiblit l'activité économique d'un pays. L'Etat doit sonlager la misère, mais ne pas la faire naître.

CHAPITRE IV

SOCIÉTÉS AGRICOLES — MOUVEMENT SYNDICAL ET MUTUALISTE

Avant la Révolution, tous les artisans étaient groupés, formaient des corporations pour défendre les intérêts communs et venir en aide à ceux que le malheur frappait. Dans chaque village, on trouvait associés les maçons, les tisserands, les tailleurs d'habits.

Les cultivateurs, eux aussi, avaient senti le besoin de s'unir, et la communauté n'a été que l'association des paysans, dans le but de lutter contre les exigences du seigneur, de se protéger contre les déprédations des gens de guerre et d'obtenir du roi des diminutions d'impôts. Toutes les questions intéressant le village étaient traitées, le dimanche, au sortir de la grand'messe, soit sur la place, soit dans le cimetière qui avoisinait l'église. Dans ces réunions, on faisait la répartition des impôts, dès que la mande d'imposition était arrivée ; on nommait les consuls qui devaient administrer pendant un an, le régent qui devait instruire les enfants, et le sergent bannier qui devait

garder les propriétés. La date de l'assemblée était annoncée, comme du reste tous les événements importants, du haut de la chaire, au prône du dimanche.

Il existait donc une grande solidarité entre les gens d'un même village, et la misère était supportée en commun.

La Révolution arrive. Elle proclame la liberté absolue, supprime les corporations, affranchit le paysan des nombreuses servitudes et redevances, mais elle le laisse isolé, sans guide, troublé par les bouleversements financiers et politiques auxquels il assiste. La terre abonde, elle est à vil prix, mais il n'y a pas d'argent dans les campagnes, pas de chemins, et, sans guide, le paysan est incapable de tirer quelque profit du sol. Les hommes qui sont à la tête de l'administration du département, se préoccupent de cette situation et ont l'idée de fonder, à Rodez, un bureau de correspondance agricole, composé des agriculteurs les plus éminents de l'Aveyron, qui donnera des conseils aux petits cultivateurs. La Société centrale d'agriculture de l'Aveyron est née de cette idée. Suivons son développement à travers le XIX^e siècle.

Société centrale d'agriculture de l'Aveyron. — Le 29 germinal an VI, un arrêté de l'Administration centrale nomme les membres du bureau de correspondance agricole, et, le 10 floréal, se réunissent, sous la présidence de l'administrateur Dutriac, les citoyens Rodat de Druelle, Bancarel

d'Hyars, Thédenat, Chalret, Bonnaterre, Cabrières père. Ce dernier, choisi comme président, rédigea les statuts de la nouvelle assemblée, qui prit le nom de : Société libre d'agriculture.

Elle se composait, au début, de 15 membres titulaires et d'un certain nombre de membres correspondants, qui devaient transmettre à la Société leurs travaux et leurs observations sur les divers sujets agricoles. Les séances devaient avoir lieu le quintidi de chaque décade. Le programme des travaux était indiqué dans le chapitre III des statuts. « La Société s'occupera des objets suivants : l'influence de notre climat ; la qualité de nos terres ; la manière de les cultiver et de les amender ; la culture des graines, des céréales, des prés naturels ou artificiels ; les moyens de conserver et d'améliorer les animaux domestiques ; le boisement de nos terrains. Elle étudiera les moyens d'étendre et de vivifier les différentes branches du commerce agricole qui peuvent contribuer à la prospérité de ce département. »

Pendant les premières années, la Société mena de front les études théoriques et les essais pratiques. On trouve dans les comptes-rendus de ces séances des discussions sur la carie des blés, le défoncement des terres, la destruction des chalangons, la culture de la vigne. En même temps, elle affermaît un terrain dans l'enclos des Chartreux, et faisait l'essai de différentes graines et de la culture de l'œillette et du coton ; elle achetait 27 brebis et 3 béliers de race espagnole, et plaçait 12

ruches à miel dans le jardin de la Préfecture. Sur sa demande, le Conseil général établissait une école vétérinaire à Rodez, et l'Administration mettait à l'étude le rétablissement du haras.

Sous l'Empire et la Restauration, la Société d'agriculture se fait surtout remarquer par ses publications. De 1800 à 1806, elle publia un annuaire, où se trouvent résumés ses travaux. En 1806, elle commence la publication d'un journal bi-mensuel : *Les Feuilles villageoises de l'Aveyron*. Mais elle doit l'interrompre en 1808, et ne le reprit qu'en 1821, lorsque la paix eut rendu un peu de calme à nos campagnes. En 1827, le *Propagateur aveyronnais* remplaça les *Feuilles villageoises*, et enfin, après 1832, les articles agricoles furent insérés dans le feuilleton du *Journal de l'Aveyron* jusqu'en 1837. Les études parues de 1806 à 1832 constituent un véritable enseignement agricole et conservent encore aujourd'hui toute leur actualité. Il faut citer : la constitution géologique du sol du Rouergue, les cultures convenant aux divers terrains, les engrais nécessaires, les améliorations réalisées et à réaliser, les outils aratoires, le boisement des montagnes et les défrichements, les races bovines et ovines. Trois membres de la Société d'agriculture se sont surtout distingués dans cette œuvre didactique : Cabrières, Rodat et Girou de Buzareingues. Cabrières, un des fondateurs de la Société d'agriculture, la présida pendant très longtemps. Rodat publia, en 1839, le *Cultivateur aveyronnais*, ouvrage encore bon à consulter, où

l'auteur a indiqué les meilleures méthodes de culture des terres, les soins à donner aux animaux, les principes pour exploiter économiquement et avec profit un domaine. Girou de Buzareingues consacra une longue existence au développement de l'agriculture et à la science. C'est sur son domaine que furent faits des essais de croisement des races ovine, bovine et chevaline, et que parurent les premiers instruments perfectionnés. On lui doit de nombreux ouvrages sur l'Agriculture et l'Economie rurale, sur la Psychologie et la Morale, sur la Politique et l'Economie sociale, sur l'Anatomie et la Physiologie. En 1826, l'Académie des Sciences l'admit au nombre de ses membres correspondants.

Mais l'œuvre de la Société d'agriculture n'était pas uniquement théorique ; elle poursuivait aussi ses essais pratiques. Sous la Restauration, elle fit venir des mérinos pour améliorer la laine de notre race ovine ; et accorda des subventions pour la culture du mûrier et l'éducation des vers à soie. C'est aussi à ses encouragements qu'on doit l'extension de la culture des prairies artificielles.

En 1822, elle inaugura ces concours, où désormais elle allait employer la plus grande partie de ses ressources. Le premier était un concours de labour, où figuraient les charrues perfectionnées à versoir unique et les araires à deux oreilles. Il y eut 40 concurrents. Une grande affluence de peuple s'était porté sur le champ d'expériences, et le préfet, en un langage pompeux, célébra cette

institution nouvelle : « Souvent, dit-il, j'ai assisté aux fêtes de l'opulence, à celles de la grandeur ; jamais, non jamais, rien n'avait ému mon cœur aussi profondément que cette scène champêtre. »

Sous le Gouvernement de Juillet et le Second Empire, la Société d'agriculture joue un rôle moins considérable. Les comices agricoles se multiplient et l'Administration essaye de diriger le mouvement agricole en créant des Chambres d'agriculture par arrondissement. La Société cesse ses publications, se réunit moins souvent, et, en 1862, son président, M. de Guizard, fait observer à ses collègues qu'ils n'ont plus le zèle des Girou, des Tarayre, des Amans Rodat.

A cette époque, la Société recevait du gouvernement une subvention de 1.500 francs, et du Conseil général une somme à peu près égale. Ces fonds étaient employés à l'organisation des concours d'animaux. En 1841, on crée à Laguiole un concours pour l'amélioration de la race d'Aubrac ; en 1855, on distribue des primes, à la Cavalerie, aux ovins de la race du Larzac. Depuis la date de leur fondation, ces deux concours ont eu lieu régulièrement chaque année, et les sommes allouées aux éleveurs n'ont cessé d'augmenter. A-t-on atteint le but poursuivi en créant les concours ? Certains affirment que les animaux de la race d'Aubrac ont acquis plus de finesse, plus de taille, et que les brebis du Larzac sont meilleures laitières qu'au début du siècle. Des critiques très vives ont été cependant formulées contre ce genre d'encourage-

ment à l'agriculture. Lors des premiers concours, les agriculteurs déclaraient que les prix étaient toujours remportés par les mêmes personnes, spéculateurs allant de foire en foire, à la recherche d'une belle bête, qu'ils engraisaient pendant quelques mois et qu'ils livraient au couteau dès qu'elle avait obtenu un prix. Aujourd'hui, où les concours sont organisés par l'administration, on affirme que la politique intervient dans le choix des membres du jury, et que les primes ne vont pas toujours aux plus méritants. Malgré ces critiques, les concours restent très en faveur, et on ne cesse de les multiplier.

La Société d'agriculture résuma, dans un mémoire remarquable, les plaintes et les vœux des cultivateurs aveyronnais, lors de l'enquête de 1866 sur la situation et les besoins de l'agriculture. Elle s'élevait contre la suppression des barrières douanières et demandait le retour à un régime protecteur. Voici comment elle appréciait, pour notre pays, les effets du système libre-échangiste : « L'abondance de la récolte de 1864 est sans doute la cause principale de l'abaissement du prix des blés dans les dernières années. Il semble bien difficile, cependant, en présence des faits, si on compare notamment les cinq années qui ont précédé la suppression de l'échelle mobile et les cinq années qui l'ont suivie, de nier qu'elle y ait été complètement étrangère, ne fût-ce qu'en raison de l'effet moral qu'elle a produit.

» Un effet encore plus incontestable de la sup-

pression de l'échelle mobile a été, contrairement aux assurances de ceux qui la réclamaient et ont fini par l'obtenir, l'anéantissement du petit commerce de grains, auquel les éventualités résultant de l'entrée libre des produits étrangers ont paru, et non sans raison, un élément d'incertitude plus périlleuse que ne l'était le jeu de l'échelle mobile. Cet abandon des marchés par les marchands de blé locaux a certainement été pour quelque chose dans le maintien des bas prix, parce que les propriétaires n'ont plus affaire qu'aux boulangers, qui ont toute facilité pour se concerter ou s'entendre, ou aux petits consommateurs au jour le jour.

» En résumé, on pense, en dehors de tout parti pris de système, que la crise que traverse l'agriculture française est due en partie à la législation qui régit notre commerce des grains depuis la loi du 15 juin 1861, et qu'il eût fallu, dans tous les cas, n'en faire l'essai qu'avec les tempéraments et les compensations qui n'ont généralement pas été refusées aux intérêts industriels.

» Pour les vins, la baisse a coïncidé avec l'exécution de ces mêmes traités, sans qu'on puisse la leur attribuer. Dans tous les cas, il n'y a pas eu cette hausse qui était si bruyamment annoncée.

» Le bétail est resté soumis aux considérations intérieures de l'état des fourrages et des exigences de la consommation.

» Les cours des laines ont été certainement influencés par l'entrée des laines étrangères.

D'autre part, l'effet des traités de commerce ne s'est nullement fait sentir sur les prix d'achat des matières premières servant à l'agriculture, sauf peut-être en ce qui concerne les fers, et encore peut-on dire que, tandis que la décadence de l'industrie métallurgique, qui s'en est suivie, n'est que trop apparente, dans l'Aveyron du moins, personne ne s'est aperçu de la diminution dans les prix des machines, outils, instruments aratoires, etc., etc., qui, en réalité, ne s'est pas produite.

» Quant aux engrais ou autres substances servant à la ferme ou à l'amendement des terres, ils ne sont pas moins chers que par le passé et ne peuvent guère l'être à cause de la cherté des transports, non plus que les étoffes et vêtements à l'usage des agriculteurs fournis, pour les 99/100, par l'industrie nationale.

» Pour toutes ces raisons, la Société pense que des droits fiscaux modérés, établis à l'entrée des principaux produits de provenance étrangère, seraient de nature à satisfaire les agriculteurs et à leur rendre cette émulation, cette confiance dans le résultat utile de leurs efforts, sans lesquelles on n'aboutit à rien dans ce monde.

» Ce serait d'abord un droit fixe de 2 francs par hectolitre perçu à l'entrée des blés étrangers. Les exportations de grains devraient rester libres, parce qu'un état d'abondance, en matière de céréales, paraît devoir être désormais la situation normale de la France. L'augmentation d'un cinquième depuis 20 ans du nombre d'hectares cultivés en

France et l'amélioration des cultures en autorisent l'espérance.

» Un droit *ad valorem* de 15 0/0 sur les laines étrangères ne serait pas moins opportun. Il ne grèverait pas sensiblement les industries qui les emploient et contribuerait à ramener les cultivateurs à l'élève des bêtes à laine, dont la diminution, accusée par les derniers renseignements statistiques, ne constituerait pas seulement la défailance d'un produit agricole important, mais compromettrait dans une certaine mesure l'agriculture tout entière, pour qui le fumier des bergeries est l'engrais le plus précieux dont elle dispose.

» On pourrait établir encore un droit sur le gros bétail, non que les prix actuels n'en soient pas satisfaisants, ni qu'en présence des besoins croissants de la consommation, il y ait lieu de désirer qu'il en entre moins en France; mais une taxe établie, d'après le poids des animaux, suivant le système de la loi du 31 mars 1851, et réduite, par exemple, à la moitié de celle qui en résulterait, serait un appel aux agriculteurs indigènes de s'adonner de plus en plus à la production de la viande, sans être un obstacle aux approvisionnements à l'étranger. Elle tiendrait, en même temps, à faire disparaître une des conséquences les plus fâcheuses de la cherté de nos transports, à savoir : l'avantage qu'a sous ce rapport, et d'autres encore, le bétail étranger sur le bétail indigène. Qui croirait, par exemple, — le calcul a été fait, — qu'un bœuf parti du fond de la Hongrie coûte moins

cher pour être amené à Paris, qu'un bœuf parti de Rodez ? Un droit qui établirait la compensation ne serait donc que justice. »

Ces doléances de l'agriculture aveyronnaise ne furent pas entendues par les pouvoirs publics à ce moment. Aussi, jusqu'en 1892, voyons-nous les vœux de la Société se multiplier en faveur d'un régime protecteur.

Le 18 janvier 1880, la Société décide qu'une conférence de M. Pouyer-Quertier, sur les dangers que fait courir à l'agriculture les importations étrangères, sera publiée dans tous les journaux de l'Aveyron et tirée à 150 exemplaires.

Le 2 juillet de la même année, elle transmet aux sénateurs et députés le vœu suivant :

« La Société centrale d'agriculture de l'Aveyron, considérant que la Chambre des députés n'a donné aucune satisfaction, dans la question des nouveaux tarifs douaniers, aux vœux émis par elle dans la séance du 25 mars 1879 ;

» Considérant que la crise agricole ne cesse cependant de s'aggraver, ainsi que le démontrent, soit la baisse constante du prix des bestiaux sur nos marchés, soit la dépréciation que subit la propriété foncière, et que peuvent attester les notaires et les experts, soit la diminution dans le prix des fermages ;

» Que la principale cause de ces baisse et dépréciation ne saurait être trouvée autre part que dans l'accroissement des importations étrangères, accroissement constaté aux différents bureaux de

douane, et contre lesquels l'agriculture française ne peut lutter par suite des charges qui pèsent sur elle ;

» Considérant que l'agriculture est une industrie au même titre que celles dont les produits sont protégés par des droits d'entrée établis sur leurs similaires, et a droit par conséquent à une égale protection devant la douane ;

» Par ces motifs et ceux décrits dans la délibération prise le 25 mars 1875, précitée :

» Décide que les vœux suivants seront renouvelés auprès de M. le Préfet et des membres du Conseil général de l'Aveyron, afin qu'ils les appuient de leur autorité ; de MM. les Sénateurs du département, afin qu'ils y fassent droit :

» 1° Que les produits agricoles ne soient pas compris dans les traités de commerce ;

» 2° Que dans le tarif général des douanes à intervenir, et dans les traités, s'il en est conclu, les intérêts de l'agriculture et ceux de l'industrie soient traités en vertu des mêmes principes et les droits de douane établis d'après les mêmes bases ;

» 3° Que les produits agricoles étrangers, ayant des similaires dans l'agriculture française, soient soumis à un droit compensateur qui ne saurait être inférieur à 10 p. 100 *ad valorem* ;

» 4° Que le montant des taxes douanières soit appliqué à la réduction des impôts qui pèsent sur l'agriculture. »

En 1881, 1889, 1890, 1891, la Société insiste toujours auprès du pouvoir législatif pour l'établisse-

ment de droits sur les produits agricoles étrangers. Enfin, en 1892, le nouveau tarif douanier donne satisfaction aux vœux des agriculteurs, et la Société adresse des remerciements à M. Méline.

Mais, les droits établis, il a fallu veiller à ce qu'on ne trompe pas la douane. En 1895 et en 1896, vœux s'élevant contre l'admission temporaire et réclamant le vote de la loi du cadenas ; en 1897, vœu demandant à ce que le bétail et les moutons du Maroc et de l'Egypte ne puissent s'embarquer en Algérie.

Nous n'avons cité que quelques-uns des vœux émis par la Société sur cette question du protectionnisme. Ces citations indiquent bien quelle a toujours été la position prise par la Société dans cet important débat.

Aux vœux pour obtenir le relèvement des droits de douane, il faut joindre les vœux émis pour obtenir l'abaissement des tarifs de chemins de fer et qui tendent au même but : une vente plus rémunératrice de nos grains et de nos animaux.

Le 2 juillet 1880, la Société demande que la Compagnie d'Orléans établisse un tarif spécial pour le transport des phosphates de Saint-Antonin à Rodez.

En 1883, la Compagnie du Midi est priée d'autoriser la réunion dans un même wagon des bœufs, des vaches et des veaux, et d'abaisser de 0 fr. 40 à 0 fr. 25 le prix par kilomètre du transport d'un wagon de foin.

En 1891, la Société émet le vœu que les produits

agricoles destinés aux marchés des grandes villes soient transportés en grande vitesse au tarif le plus réduit et n'excédant pas les prix des tarifs spéciaux ou de petite vitesse en vigueur actuellement.

Mais l'émission de vœux pour la défense des intérêts agricoles n'a été qu'une très petite partie de l'œuvre de la Société pendant les dernières années du XIX^e siècle et les premières années du XX^e. Ses membres se sont attachés à l'étude de tous les problèmes nouveaux que la science agricole cherchait à résoudre, et leurs expériences ont puissamment aidé à la transformation de la culture dans l'Aveyron.

Les instruments agricoles perfectionnés étaient à peine connus dans nos campagnes en 1875. La Société, pour en démontrer l'utilité à tous les cultivateurs, en achète un certain nombre et les fait fonctionner sur plusieurs points du département. Elle a ainsi possédé successivement un déchaumeur à 4 socs, un étaupinoir, un tarare, un semoir à la volée, une houe à main et bien d'autres instruments.

Au moment où il est bien démontré que les engrais chimiques produisent des merveilles, la Société aide à la création d'un syndicat agricole qui permettra d'acheter ces engrais à meilleur prix et avec toutes les garanties nécessaires.

Nous avons déjà parlé des concours d'animaux reproducteurs organisés par la Société. Elle a aussi établi des concours d'animaux gras et de bœufs de

travail et aussi un concours de moissonneuses-lieuses.

En 1891, pour récompenser l'ensemble d'une exploitation, elle a décerné, pour la première fois, des prix cultureux à la grande et à la petite culture.

Pour nous résumer, on peut dire que la Société d'agriculture a été l'inspiratrice de tous les progrès accomplis dans l'Aveyron depuis la guerre franco-allemande, et qu'elle a participé à toutes les grandes manifestations agricoles lorsqu'elle ne les a pas organisées elle-même.

Elle compte aujourd'hui près de 200 membres et se réunit régulièrement à Rodez, quatre fois par an, à l'époque des grandes foires.

Nous terminerons ce résumé de l'histoire de la Société d'agriculture par une critique : la Société, au cours de sa brillante carrière, ne s'est pas assez occupée de la question sociale. Pendant de longues années, elle a été le guide des cultivateurs aveyronnais ; elle leur a appris à améliorer leurs terres et leurs animaux ; elle a fait l'instruction agricole de chaque individu. Mais elle a oublié d'enseigner à ces cultivateurs qu'il fallait se grouper, s'unir pour lutter contre la maladie, l'incendie, la grêle, qu'il fallait se former en association pour produire à meilleur marché, pour vendre plus cher, pour obtenir du crédit. Le paysan aveyronnais est par nature très méfiant, très individualiste ; le rôle de la Société d'agriculture eût été de lui montrer les avantages du groupement. On objectera qu'elle a aidé à la fondation du syndicat agricole, mais le

syndicat agricole est resté trop cantonné dans la question commerciale.

Constatons aussi qu'elle a rarement mis à l'ordre du jour de ses séances la question des rapports entre les maîtres et les domestiques. Une discussion sur ce sujet pourrait cependant amener d'heureux résultats, en indiquant dans quel sens on pourrait réaliser des réformes pour resserrer les liens entre tous les habitants de la ferme.

Mais ne soyons pas injuste envers la Société d'agriculture : elle a suivi les errements du XIX^e siècle. Le syndicalisme est né seulement en 1884, et n'est encore qu'à ses débuts. Quelques années étaient nécessaires pour faire l'éducation des cultivateurs aveyronnais ; aujourd'hui, où ils comprennent mieux les bienfaits de l'association, on peut agir et les grouper.

Aussi, en 1908, la Société d'Agriculture, désireuse de rester à la tête du mouvement agricole dans l'Aveyron, a-t-elle fondé *la Fédération des associations agricoles de l'Aveyron*, qui doit servir de trait d'union entre toutes les associations agricoles et réunir : l'union des syndicats, l'union des mutuelles, l'union des caisses rurales.

A côté de la fédération, et comme complément, fonctionnent :

1° *Le Syndicat central des agriculteurs de l'Aveyron* ;

2° *La Caisse centrale du crédit agricole mutuel*, au capital souscrit de 40.000 francs. Cette caisse

a pour objet de recevoir l'épargne et de prêter : c'est la banque populaire.

L'Aveyron possède ainsi, sous la haute direction de la Société centrale d'Agriculture, une série d'organes en relations continuelles avec les groupements des communes et chargés de les guider, de leur procurer, aux meilleures conditions, les matières premières et de leur faire des avances.

Société d'encouragement à l'agriculture et Caisse régionale de crédit agricole. — La politique, toujours néfaste aux intérêts agricoles, a amené, dans ces dernières années, la création d'une société rivale de la société centrale. Une Caisse régionale de crédit agricole au capital de 12.000 francs a également été fondée ; elle a reçu 50.000 francs d'avances de l'Etat. Son but est de réescompter les billets souscrits par les agriculteurs et déjà escomptés une première fois par les caisses locales.

Il est à souhaiter que l'union se fasse entre sociétés et caisses rurales. Les agriculteurs n'ont rien à gagner en se divisant. Qu'ils fuient les conseils des politiciens, qui cherchent à édifier leur fortune politique sur la haine. Dans un pays comme l'Aveyron, où l'élevage est la principale ressource, on ne peut être divisé sur les questions économiques. Restons les gens sensés et froids, au jugement sain, dont parlait Monteil, et ne nous laissons pas entraîner dans des querelles frivoles ou des discussions d'école.

Après avoir parlé des grandes organisations dé-

partementales, nous allons rechercher quelles sont les sociétés ou associations qui existent dans les arrondissements, les cantons et les communes.

Jusqu'au vote de la loi de 1884 sur les syndicats, on ne trouve que des sociétés d'agriculture d'arrondissement ou des comices agricoles cantonaux.

Plusieurs essais ont été faits, au cours du XIX^e siècle, pour faire de l'arrondissement le centre du mouvement agricole. En 1820, le ministre de l'Intérieur prescrivit aux préfets de former une société d'agriculture dans chaque arrondissement. Le Préfet de l'Aveyron, se conformant à ses instructions, avait groupé à Millau et à Saint-Affrique les principaux agriculteurs de chaque arrondissement. Mais les fonds vinrent à manquer et le Ministre ne voulant accorder aucune subvention, les deux sociétés disparurent. A Villefranche, une société fut approuvée en 1829 ; c'est celle qui a eu la plus longue existence. Celle d'Espalion n'a pu être constituée.

Dans la pensée du gouvernement, toutes ces sociétés devaient recevoir l'inspiration d'un conseil d'agriculture du département composé de 10 membres : Monseignat, de Cabrières, Rodat, de Séguret, Carrière, Cassan, de Bonald, de Lauro, Bouloumié et Richard. A Paris, se trouvait un conseil central d'agriculture, dont Girou de Buzareingues était membre pour l'Aveyron. Toute cette organisation ne fonctionna régulièrement que sous la Restauration.

Le gouvernement de Juillet poussa surtout à la

création de comices agricoles par canton. Avec la loi du 10 mai 1851, on revint à l'idée de l'organisation par arrondissement : une chambre consultative d'agriculture était créée dans chacune de ces subdivisions. Ces chambres consultatives existèrent longtemps sur le papier, mais n'ont jamais rendu aucun service, au moins dans l'Aveyron.

La loi de 1884 créa les syndicats et enfin la loi de 1901 permit le développement de toutes les associations : caisse de secours pour maladies, caisses rurales, caisses de retraite, mutuelles-incendie, mutuelles-bétail. L'initiative privée se substitue à l'action du pouvoir ; c'est une ère nouvelle qui commence pour nos campagnes.

Comices agricoles. — Le premier en date dans l'Aveyron fut celui de Sévérac. C'est Girou de Buzareingues qui, en 1820, réunit les principaux agriculteurs des cantons de Sévérac et de Laissac pour constituer cette association. Le but était d'étudier en commun les améliorations susceptibles d'être apportées à l'état agricole. On devait faire l'essai de semences et de machines agricoles, améliorer les différentes races d'animaux du pays, organiser des concours et aussi former une assurance-mutuelle de dommages contre la grêle. Cette idée de mutuelle, due à Girou de Buzareingues, à une époque où les assurances contre l'incendie étaient à peine connues, est remarquable. Ce comice a rendu de grands services à l'agriculture de cette région. Il fonctionne encore d'une façon ré-

gulière et étend son action sur les cantons de Sévérac, de Laissac et de Vezins.

Après 1840, les comices se multiplient dans l'Aveyron. Cette année-là, se forment ceux de Laguiole, de Saint-Affrique, de Belmont, de Mur-de-Barrez, de Montbazens. C'est à l'heureuse initiative du préfet, M. de Guizard, qu'était due la création de toutes ces sociétés.

En 1841, la Cavalerie, Naucelle et Marcillac deviennent le siège de nouveaux comices.

En 1842, création de celui de Cassagnes ; en 1849, de celui de Villefranche ; en 1851 de celui de Saint-Georges ; en 1856, de celui de Peyreleau. Ceux d'Espalion, de Camarès, d'Aubin, d'Entraygues remontent à une date plus récente.

Tous ces comices réunissent, à des dates fixes, les principaux agriculteurs de la région pour s'entretenir des intérêts agricoles ; ils encouragent, par des primes, les meilleurs éleveurs ou producteurs.

A Espalion, Marcillac et Entraygues, les comices s'occupent surtout de la question viticole. Lors de la crise phylloxérique, de 1880 à 1890, ils ont rendu de grands services aux viticulteurs, en indiquant d'abord les divers traitements permettant de lutter contre la maladie et, plus tard, en créant des pépinières modèles où étaient cultivés les meilleurs plants américains.

Le comice de Laguiole a poursuivi depuis sa fondation, d'accord avec la Société centrale d'agriculture, l'amélioration de la race bovine d'Au-

brac. Le concours organisé tous les ans attire de nombreux éleveurs.

Le comice de la Cavalerie s'occupe d'augmenter les qualités laitières de la race ovine du Larzac.

Les comices de Montbazens et de Cassagnes se sont signalés par les encouragements donnés à la transformation du sol ; ils ont répandu dans le Ségala la pratique du chaulage et des engrais chimiques.

L'Etat, le département, la Société centrale d'agriculture ont aidé de leurs subventions les efforts des divers comices.

En 1843, l'Etat leur alloue des sommes variant de 200 à 500 francs et le département double ces sommes. Le comice de Saint-Affrique est récompensé pour avoir introduit les fourrages artificiels ; celui de Cassagnes pour avoir perfectionné le peignage et le filage des chanvres ; celui de Montbazens pour avoir amélioré la moralité et l'instruction des valets de ferme. Le comice de Marcillac reçoit la plus grosse somme pour avoir perfectionné les méthodes de culture de la vigne sur les coteaux maigres et en pente rapide, et encouragé, au contraire, l'extirpation des vignes plantées sur des terres de bonne qualité. Il lui est remboursé l'indemnité de voyage et de séjour d'un habile vigneron de Bordeaux. On voit que les viticulteurs aveyronnais s'attachaient, à cette époque, à la qualité du vin et non à la quantité.

Syndicats agricoles. — En 1887, quelques pro-

priétaires fondent, sous les auspices de la Société centrale d'agriculture, un syndicat agricole. Ils se proposaient, au début, d'obtenir, aux meilleures conditions possibles, les instruments agricoles, les engrais, les tourteaux, etc. Peu à peu, le syndicat a étendu son champ d'action, et aujourd'hui il procure à ses adhérents presque tous les instruments ou outils agricoles, et les denrées nécessaires pour la consommation de la famille. Il a des succursales à Aubin, Capdenac, Espalion, Estaing, Naucelle, Réquista, Saint-Amans, Saint-Christophe et Villefranche.

Des syndicats ayant le même but se sont créés en 1886 à Cassagnes-Bégonhès, en 1894 à Saint-Affrique, en 1904 à Millau. En 1892, les viticulteurs de Saint-Geniez s'associent, conformément à la loi de 1884, pour l'achat en commun des matières et ustensiles nécessaires à la culture de la vigne.

Mais tous ces syndicats sont uniquement des syndicats d'achat. Les agriculteurs s'entendent pour obtenir au prix du gros les meilleures marchandises.

Or, unis pour leurs achats, les cultivateurs devraient l'être aussi pour la vente de leurs produits. Un syndicat de vente est aussi utile qu'un syndicat d'achat. Et d'abord, il est plus facile à un bureau composé d'hommes compétents qu'à l'agriculteur isolé de se tenir au courant des prix du marché, des causes qui doivent amener la hausse ou la baisse et, par conséquent, du moment opportun

pour vendre. Et puis, l'acheteur, le courtier recherche de préférence les gros lots, n'hésite pas à majorer ses offres pour obtenir une importante livraison.

La plus grosse difficulté qui s'oppose à la formation des syndicats de vente, c'est certainement le manque d'homogénéité des produits. Dans le même village, le vin, le lait, les pommes de terre, les animaux de tel propriétaire sont de qualité supérieure à ceux de tel autre. Mais d'où provient cette supériorité ? presque toujours du fait des cultivateurs ; le propriétaire soigneux obtient de meilleurs résultats que le propriétaire négligent. Si un tel fait du vin ou du fromage de qualité médiocre, c'est que sa vaisselle est sale ou ses procédés trop simples. Le syndicat de vente doit être un instrument de progrès ; chacun cherche à faire mieux pour obtenir que ses produits soient reçus au magasin commun. La création des laiteries par les diverses sociétés de Roquefort a obligé les producteurs de lait à apporter plus de soins dans la traite des brebis, plus de propreté dans la manipulation du lait. Il faut donc souhaiter voir s'établir dans notre pays de nombreux syndicats de vente ou des coopératives.

Malheureusement, le nombre de ces associations est encore très restreint. En juin 1897, les propriétaires de la montagne avaient formé, à Laguiole, un syndicat de vente dans le but d'améliorer la qualité du fromage de Laguiole et de chercher de nouveaux débouchés à ce produit. Le fromage fa-

briqué par les syndiqués, pendant les mois d'été, était déposé dans une cave commune et vendu au nom du syndicat. La cotisation annuelle était de 5 francs et il était prélevé un droit de 2 fr. 50 p. 100 sur le prix de vente pour frais d'administration. Les résultats obtenus n'ont pas été très satisfaisants : les qualités de fromage étaient trop différentes. Mais l'idée a été jetée ; elle sera certainement reprise quand les produits auront été améliorés.

En 1902, s'est fondé, à Saint-Affrique, un syndicat pour la vente des vins.

Le syndicat de Gabriac est en même temps un syndicat d'achat et un syndicat de vente. Il achète tous les ans de 60.000 à 80.000 kilos des marchandises suivantes : engrais chimiques, tourteaux, maïs, blés pour semence ; il ne possède ni magasins, ni dépôts. Les commandes ont lieu, à des époques fixes, indiquées à l'avance par le moyen d'affiches ; chacun doit faire connaître à l'un des deux trésoriers les quantités désirées, chacun doit également retirer pour son compte, à la gare voisine, la marchandise arrivée. Ce syndicat, qui n'est pas un magasin de vente, paraît être resté dans l'esprit de la loi de 1884.

Comme syndicat de vente, voici son rôle, tel qu'il est défini dans le compte rendu de l'assemblée générale de 1907 :

« Il lui appartient d'organiser la vente et de rechercher les moyens qui conviennent le mieux pour échanger les produits.

» Il n'est que trop évident, que l'agriculteur est souvent à la merci de celui qui lui achète, et que dans les marchés, au lieu d'imposer les prix, c'est lui qui les subit.

» Cette situation tient, semble-t-il, à deux causes : d'abord, à ce que le moment de la vente est parfois mal choisi, et d'autre part, à ce que le vendeur se trouve, dans bien des cas, en présence de maisons industrielles ou de sociétés puissantes, à l'égard desquelles il est toujours mal placé pour défendre son prix.

» Le syndicat de Gabriac s'efforce de porter remède à cet état de choses, en signalant les faits économiques, quelquefois passagers et tout momentanés, qui agissent sur les cours, et en organisant, le plus souvent possible, les ventes en commun.

» Si, dans une année de sécheresse, comme l'année 1906, une panique se produit et porte sur le marché un nombre considérable de bêtes, le syndicat tient à ses adhérents le simple raisonnement suivant : le moment n'est pas favorable pour les ventes que vous avez en vue ; attendez donc quelque peu, et s'il vous faut quelque argent pour régler vos dépenses, notre caisse mutuelle de crédit vous fera les avances dont vous auriez besoin.

» Cette année même, alors que le déficit de la récolte du blé dans la plus grande partie de l'Europe se chiffre par millions de quintaux, et que la concurrence américaine n'est même pas à craindre, une attitude d'expectative était naturellement indiquée.

» Aux courtiers en grains et aux minotiers, trop

souvent disposés à solliciter le propriétaire au moment même de la récolte, les syndiqués ont naturellement répondu, qu'ayant confiance en la hausse, ils préféreraient attendre ; et les améliorations dans les cours, qui n'ont pas manqué d'arriver, leur ont donné raison.

» Ainsi, à l'aide de circulaires qui touchent l'agriculteur au moment opportun et le renseignent sur le marché, le syndicat amène ses abonnés à profiter des circonstances qui font hausser les prix, et l'engagent à se mieux défendre lorsque la baisse se produit.

» Dans les ventes de laine, qui ont été faites en commun, on a procédé de même. Les cours des marchés de Roubaix, de Dijon et de Reims, une fois connus, ont été portés, tout d'abord, à la connaissance des propriétaires ; puis le syndicat a fait des offres directes aux manufactures de Lodève, de Castres et de Mazamet.

» Les courtiers régionaux ont été mis en présence, et les laines ont été livrées à l'acheteur le plus offrant.

» Une dizaine de mille kilos de ces marchandises ont été vendues ainsi, en 1906 et 1907, et les plus hauts prix qui aient été pratiqués ont été obtenus.

» Il est de toute évidence en effet qu'en groupant sur un même point un stock d'une certaine importance, et en avisant plus de cent propriétaires disséminés dans plusieurs agglomérations, le syndicat rend à l'acheteur un très réel service et que la diminution de frais, qui en résulte pour lui, doit

nécessairement se traduire par une amélioration des prix.

» La vente des laits en commun ne pourra amener, cette année, qu'un résultat également favorable.

» Un propriétaire de 10, 15, 20 ou 30 brebis est, sans aucun doute, quantité négligeable, pour des maisons ou des sociétés comme celles de Roquefort qui font chacune plusieurs millions d'affaires, tandis qu'un groupement pouvant offrir le lait de 700 à 800 brebis mérite plus d'attention.

» Une société, quelle qu'elle soit, doit compter dès lors avec une association de cette importance, et pour gagner sa clientèle et mériter sa confiance, des conditions avantageuses doivent être nécessairement consenties.

» Il est à remarquer d'ailleurs, que l'opération ne va pas sans contre-partie, pour ceux qui se présentent comme acheteurs du lait. Le syndicat est tout désigné pour amener plus d'uniformité dans la traite et obtenir qu'elle soit effectuée aux époques que les maisons de Roquefort, elles-mêmes, veulent bien indiquer. »

Le Syndicat de Gabriac a servi de modèle à plusieurs autres. De 1906 à 1908, il s'en est fondé à Saint-Côme, au Mur-de-Barrez, à Cruéjouls, à Pierrefiche, à Bozouls, à Lassouts, à Ségur, à Vezins, à Compolibat, etc. M. Maurice Anglade a été l'inspirateur de la plupart de ces associations qui ont pour but initial la vente et l'achat, mais qui

doivent arriver progressivement à réaliser le programme complet, prévu par la loi de 1884.

L'article 6 de cette loi contient, en effet, un paragraphe ainsi conçu : « Les syndicats pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. »

En appliquant cette disposition de la loi, ce n'est plus une simple association économique, limitée à des opérations commerciales, que l'on forme, c'est une association étroite, où tous les membres sont solidaires, s'entr'aident, affrontent ensemble les luttes pour la vie.

Une telle association retiendrait dans leur village beaucoup de jeunes gens. Nos cultivateurs émigrent parce que les risques de la terre sont trop nombreux, parce qu'ils espèrent trouver à la ville un avenir plus assuré. Ils resteraient aux champs, s'ils avaient la certitude d'être garantis contre la maladie, le malheur, la vieillesse. Faire de chaque chef-lieu de commune le centre d'un syndicat agricole qui organiserait une caisse de crédit, une caisse de secours pour le cas de maladie, une caisse de retraites et l'assurance mutuelle contre l'incendie et la mortalité du bétail : voilà, semble-t-il, le but à atteindre.

Le jour où chaque commune aura tous ces organes remplissant avec succès leur fonction, le jour où une fédération départementale unique réunira toutes ces associations, les problèmes les plus ar-

dues qui préoccupent en ce moment l'opinion publique seront résolus pour notre département.

Et d'abord, les divisions politiques s'atténueront. Il n'existe dans notre village que des malentendus. L'Aveyronnais, esprit sérieux et réfléchi, travailleur et économe, s'incline devant le représentant de l'autorité, à condition toutefois qu'on respecte ses libertés. Tous les cultivateurs du département sont gens à opinions modérées, à idées de conciliation, et il a fallu les excitations de politiciens avides de s'élever ou de journaux désireux de se vendre, pour amener dans certains villages des scissions aussi profondes entre les deux camps. Une association où tout le monde entrerait : riches et pauvres, maîtres et domestiques, une association que chacun aurait à cœur de rendre prospère, ferait disparaître les haines, ramènerait l'union.

D'autre part, la dépopulation de nos campagnes diminuerait certainement. L'émigration, comme nous l'avons vu, serait arrêtée et les ménages ne craindraient pas d'avoir un plus grand nombre d'enfants si, avec l'économie et la prévoyance, ils étaient certains de ne pas en faire des malheureux.

Le propriétaire et le fermier trouveraient plus facilement des domestiques, s'ils les affiliaient à la caisse des retraites de la commune et amélioreraient leur situation par quelques bonifications portées au livret du salarié.

Enfin, la question des retraites pour tout le personnel agricole serait résolue par la mutualité, sans que l'Etat eût à chercher de nouveaux impôts,

qui, finalement, retomberont sur la classe des agriculteurs.

Un des fondateurs du syndicat de Compolibat a bien défini le rôle futur de l'association communale :

« Notre syndicat agricole de Compolibat n'a pas pour but premier et essentiel d'avoir un magasin de vente, loin de là. D'après nous, notre syndicat doit être une famille où tous les membres se connaissent, s'aiment et se sentent unis entre eux par les liens d'une étroite et cordiale solidarité. Ils ont pour but de rendre service les uns aux autres autant qu'ils le pourront dans toutes les circonstances possibles. En outre, notre syndicat doit être la cellule-mère d'œuvres de mutualité.

» Nous voudrions que notre syndicat rendît service à ses adhérents au triple point de vue professionnel, moral et économique.

» 1° Au point de vue professionnel. Dans nos réunions (et le syndicat étant à circonscription restreinte, communal, nous pouvons nous réunir facilement) nous étudions théoriquement et surtout pratiquement toutes les questions qui intéressent l'agriculture. Chacun dit son mot sur telle espèce d'engrais ou telle méthode de culture. Peut-être pourra-t-on sortir ainsi un peu de la routine agricole dans laquelle vivent trop nos agriculteurs. Nous avons essayé cette année de semences sélectionnées. A la récolte prochaine, on pourra connaître le résultat de ces essais que nous discuterons dans nos réunions. Nous n'avons pas de champ

d'expérience, mais les meilleurs champs d'expérience, ce sont les terres des sociétaires. L'un expérimente un engrais, un autre, une variété de semences, et dans nos réunions nous discutons ces résultats :

» 2° Au point de vue social et moral. Nous avons nommé trois membres du syndicat qui forment le Conseil d'arbitrage syndical. Et un article de nos statuts est conçu à peu près en ces termes : au cas où deux membres du syndicat auraient un procès ou litige, ils doivent le soumettre au conseil d'arbitrage avant d'aller devant le juge de paix ou les tribunaux. Nous avons pour but de faire régner la concorde parmi les membres du syndicat, tout en leur faisant épargner de l'argent. Et nous avons déjà pu arrêter un procès. Au cas où le litige serait compliqué et le cas difficile, nous l'exposons de notre mieux à un avocat de l'Union centrale des syndicats qui gratuitement nous donne la solution.

» 3° Au point de vue économique. Nous sommes affiliés à l'Union centrale des syndicats et au syndicat central qui nous font des remises considérables sur les achats que nous avons à faire. Nos terrains du Ségala ont besoin de beaucoup d'acide phosphorique. Notre syndicat s'est tout d'abord préoccupé d'acheter des phosphates ou plutôt des superphosphates. L'Union centrale des syndicats, comme le syndicat central de Paris, nous font de meilleures conditions que le syndicat de Villefranche pour les engrais chimiques rendus en gare

de Villefranche. Mais nous avons trouvé mieux que cela. Il y a à Viviez l'usine de superphosphates de la compagnie de Saint-Gobain, qui livre d'excellents engrais. Notre petit syndicat a obtenu que cette usine nous livre les superphosphates au même prix que le syndicat central de Paris, et en outre chacun de nos syndiqués, avec un bon délivré par le secrétaire du syndicat, peut aller prendre à Viviez quand il veut et la quantité qu'il veut de superphosphates. Ce qui est très avantageux pour nos adhérents, car ils n'ont pas besoin de faire un voyage exprès à Viviez ; ils profitent des affaires qu'ils ont à traiter dans le bassin houiller pour rapporter en outre leur superphosphate.

» Nous avons aussi essayé des semences sélectionnées. Nous avons fait venir par l'intermédiaire du syndicat central de Paris, 12 hectolitres de blé sélectionné du Maine-et-Loire. Chacun des adhérents a pris une petite quantité.

» Notre syndicat s'est aussi procuré un trieur-décuseuteur à la maison Marot de Niort, par l'intermédiaire du syndicat central qui nous a fait 12 0/0 d'escompte. En versant peu de chose chacun, nos syndiqués ont toute facilité de décuser leur graine de trèfle. En outre, nous prêtons notre décuseuteur aux non-syndiqués moyennant 0 fr. 10 par kilo, ce qui fait que nous rentrerons peu à peu dans nos déboursés.

» Notre syndicat est le fondement et la cellule-mère d'œuvres de mutualité. Nous avons déjà fondé une mutuelle-incendie. Nous espérons créer une

mutuelle-bétail et une caisse de secours mutuel et de retraite. »

Nous nous sommes longuement étendu sur cette question des syndicats, faisant connaître les espérances de ceux qui ont fondé ces associations dans l'Aveyron. L'œuvre de mutualité a écloé à la fois sur plusieurs points du département, mais se trouve encore dans la première enfance. La commune de Gabriac, qui est à la tête du mouvement, possède un syndicat, une caisse de crédit, une caisse de secours pour maladie, une mutuelle-incendie, une mutuelle-bétail, mais la caisse de retraites paraît n'exister que sur le papier.

Du reste, en continuant l'énumération des divers groupements, nous verrons ce qui a été fait dans quelques communes.

Caisses de secours pour le cas de maladie. — Nos petits cultivateurs aveyronnais n'ont recours au médecin que lorsque la maladie est très grave, lorsque le cas est presque désespéré. Pour eux, il n'y a pas d'argent plus mal dépensé que celui que l'on donne au médecin ou au pharmacien. Aussi ont-ils recours aux remèdes conseillés par toutes les voisines, avant d'appeler l'homme de l'art. Beaucoup de décès se produisent qui n'auraient pas eu lieu si le malade avait été visité et soigné plus tôt. C'est donc un grand service à rendre aux paysans que de leur procurer à tarifs réduits le médecin et les remèdes.

L'ouvrier de l'industrie possède presque par-

tout des caisses de secours en cas de maladie. Dans nos campagnes, ces caisses sont une exception, et nous ne connaissons que deux syndicats qui se soient occupés de la question : ceux de Gabriac et de Saint-Côme.

A Gabriac, la caisse sert, une fois par an, au médecin et au pharmacien, un abonnement variable suivant le nombre des agriculteurs syndiqués et moyennant lequel les malades sont visités et soignés à des conditions exceptionnellement réduites, et les remèdes fournis au plus bas prix. La caisse est alimentée par un versement de 0 fr. 50 par adhérent, et une subvention d'égale importance faite directement par la caisse du syndicat.

« Les résultats de cette organisation ne se sont pas fait attendre. Beaucoup d'agriculteurs, qui hésitaient, autrefois, à avoir recours au médecin dans des cas qui ne leur paraissaient pas graves, font appel, actuellement, à ses services, aussi souvent qu'il en est besoin. Et c'est ainsi, qu'après quelques mois seulement d'existence de la caisse de secours du syndicat, 22 malades ont été soignés et 45 visites ont été faites. » (Compte-rendu de 1907.)

Le syndicat de Saint-Côme a aussi obtenu des réductions pour les soins à donner à ses adhérents.

Sociétés de crédit agricole. — Pendant tout le XIX^e siècle, la question de l'organisation du crédit agricole a préoccupé les pouvoirs publics. Il est important, en effet, d'arracher le petit cultivateur à l'usurier qui le pressure et l'accule à la

ruine. Mais, si on doit procurer au cultivateur de petites sommes à un taux peu élevé pour lui permettre d'attendre la vente de la récolte, il ne faut pas faciliter les trop gros emprunts. Le propriétaire a une tendance fâcheuse à accroître son domaine. Les emprunts contractés serviront très rarement à améliorer des terres ou à développer la culture ; ils sont presque toujours destinés à remplacer d'anciennes dettes par de nouvelles, à établir des enfants, à étendre le domaine. « Dès qu'un paysan a 100 francs, disait en 1866 M. de Saint-Rémy, il achète pour 1000 francs. »

Aussi, lors de la grande enquête agricole faite sous le Second Empire, la société d'agriculture demandait-elle qu'on n'étendît pas trop le crédit : « La Société d'agriculture de l'Aveyron n'a qu'une foi médiocre dans le succès des tentatives faites ou proposées pour organiser un crédit agricole qui réponde, d'une manière efficace, au but proposé et satisfasse tous les besoins. Plusieurs de ses membres se demandent même s'il serait bien désirable, dans l'état actuel de la propriété foncière, que ceux qui la possèdent ou l'exploitent trouvassent trop facilement à contracter de gros emprunts ; mais ce qui ne saurait être douteux pour personne, c'est l'avantage qu'il y aurait à faciliter aux propriétaires ou fermiers, qui trop souvent manquent de fonds de roulement, les moyens de se procurer les avances nécessaires pour les besoins courants de leur exploitation, en donnant pour gage aux prê-

teurs les produits mêmes qu'elles les auraient mis à même de réaliser. »

Et la Société proposait d'autoriser le propriétaire à donner à son prêteur un privilège de premier ordre sur la récolte pour les semences et engrais employés, sur le cheptel acheté au moyen de l'argent produit par l'emprunt.

D'autres déposants demandaient la simplification du régime hypothécaire et des formalités relatives à la vente du fonds dotal, la création de banques agricoles départementales autorisées à émettre des lettres de gages ou l'établissement de banques analogues à celles fonctionnant en Allemagne, associations de propriétaires émettant des bons hypothécaires sur leurs biens.

Mais aucune suite ne fut donnée à ces demandes sous le Second Empire. De nos jours, la loi du 5 novembre 1894 autorisa les syndicats à créer des sociétés de crédit agricole ; celle du 31 mars 1899 institua des caisses régionales de crédit agricole mutuel. En 1898, l'agriculteur avait été autorisé à emprunter sur les produits de sa récolte.

Quel usage a-t-il été fait dans l'Aveyron de ces diverses lois ? Le cultivateur aveyronnais a souvent recours, comme nous l'avons vu, à l'emprunt ; mais il tient beaucoup à cacher ces opérations, préférant payer un intérêt très élevé et ne pas faire connaître à tout le monde sa gêne momentanée. Aussi, hésite-t-il à s'adresser au Crédit foncier et emploie-t-il très rarement le warrant, ces deux

formes d'emprunt exigeant une certaine publicité.

Les caisses de crédit peuvent mieux garder le secret des avances qu'elles font. Toutes les opérations se passent entre membres du syndicat, puisque c'est une des conditions exigées par la loi de 1894 et puis, on peut décider que les noms des sociétaires ayant demandé des avances ne seront connus que du président et du secrétaire. Avec cette dernière clause, peut-être les cultivateurs consentiront-ils à s'adresser aux caisses rurales. C'est une nécessité pour eux de faire appel, à certains moments, au crédit. En effet, dans l'Aveyron, on paie les salaires au mois de juin, quelquefois même au mois de mai. Or, en mai, en juin, c'est l'époque où les animaux se remettent des privations de l'hiver, on ne peut songer à les conduire au marché; en juin, c'est l'époque où l'on recueille le grain et non celle où on le vend. Jamais le moment où l'on reçoit de l'argent ne correspond avec celui où on en donne. Il y aurait intérêt, pour chaque cultivateur, à avoir à la caisse rurale un compte courant qui recevrait les sommes provenant des ventes et acquitterait les dépenses. On ne doit pas garder d'argent à la maison ; la tentation est trop grande de l'employer. C'est un service à rendre aux cultivateurs que de leur faire connaître toutes ces questions d'économie rurale et de comptabilité.

Les premiers essais d'organisation de caisses de crédit agricole ne paraissent pas avoir été très heureux. En 1900, des caisses rurales avaient été

fondées à St-Rome-de-Tarn, à Asprières, aux Pesquiés ; nous ne croyons pas qu'aucune ait pris un développement considérable.

En août 1906, une nouvelle expérience a été tentée à Gabriac. Le syndicat de cette commune voulait acheter une bascule. Une caisse de crédit fut fondée par l'émission d'un certain nombre d'actions et cette caisse prêta au syndicat à 4 ½ l'argent nécessaire à l'achat de la bascule. Comme le capital action était rémunéré à 4 0/0, il y eut aussitôt bénéfice pour la caisse de 1/2 0/0.

« Depuis, la caisse a reçu en dépôt et sans intérêts les fonds disponibles du Syndicat, de la Mutuelle-bétail, de la Caisse de secours, et elle a mis ceux-ci à la disposition des adhérents eux-mêmes.

» Tout d'abord, un certain nombre d'entre eux ont fait appel à cette réserve, sans même s'en douter, à l'occasion de leurs commandes d'engrais. Tout paiement au comptant donnant droit d'habitude à un escompte de 2 p. 100, le Syndicat a recours d'ordinaire à la caisse de crédit pour bénéficier de cet avantage et payer les fournisseurs au moment de ses achats. Elle achète toujours aux meilleures conditions possibles et l'avance qu'elle fait se trouve rémunérée à l'aide d'une majoration de prix.

» Les acheteurs d'engrais et de marchandises diverses, qui payent en prenant livraison, bénéficient des conditions réduites, mais ceux qui veulent obtenir des délais de paiement, trois mois ou davan-

tage, paient un intérêt de 4,50 p. 100, en subissant un prix légèrement majoré.

» A l'aide de ce procédé détourné, l'idée du crédit agricole a fait doucement mais sûrement son chemin, et voilà que les propriétaires se familiarisent avec elle, viennent peu à peu demander des avances : un prêt de 1.500 francs, pour une durée de trois mois, a été récemment consenti.

» En pareil cas, et à défaut d'un solde suffisant en caisse, un effet doit être souscrit, à l'ordre de la caisse et avalisé par une caution solvable ; il est escompté par la caisse, qui peut le réescompter aussitôt, soit à la Banque de France, soit à un établissement de crédit.

» Jusqu'à présent, le peu d'importance des sommes avancées a permis de s'en tenir à la première organisation.

» Mais d'ici peu, les garanties offertes par la caisse de crédit à capital limité ne pourront plus suffire.

» Le jour où le crédit entrera bien dans les mœurs des agriculteurs syndiqués, ceux-ci seront les premiers à proposer l'élargissement des cadres et la modification des statuts. Il faudra alors faire appel davantage à l'épargne et rechercher les dépôts et, de la responsabilité limitée, arriver peu à peu, ainsi que la chose existe dans un grand nombre de communes en France, à la responsabilité solidaire de tous les associés, ce qui est, sans aucun doute, l'application la plus large et l'expres-

sion la plus haute de l'idée de mutualité. »
(Compte-rendu de 1907.)

En 1908, la caisse de Gabriac avait prêté 5 à 6.000 francs et avait en dépôt 2.800 francs.

Une caisse établie à Cruéjouls a reçu environ 400 francs de dépôts et prêté pareille somme pendant la première année de sa fondation.

Mutuelles-incendie. — Les premières assurances contre l'incendie remontent, dans l'Aveyron, à la Restauration. En 1820, on trouve dans le *Bulletin de l'Aveyron* les annonces suivantes :

« *Quæque miserrima vidi
Et quorum pars magna fui.*

On recommande aux villageois d'assurer leurs immeubles. Les assurances venues d'Angleterre paraissent peu répandues. Garanties : les noms des plus fameux capitalistes du royaume et surveillance exercée par le gouvernement. »

« La Compagnie française du Phénix assure contre l'incendie les marchandises, les denrées, les bestiaux à des prix modérés : maison de 2.000 fr. : 2 à 3 francs par an. »

La plaque de tôle appendue sur la maison indiquait les immeubles assurés.

Quelques esprits clairvoyants entrevoyaient déjà à cette époque l'assurance mutuelle. Nous avons vu que Girou de Buzareingues, en fondant le comice agricole de Sévérac, en 1820, s'était proposé de

créer aussi une assurance mutuelle pour parer aux dommages occasionnés par la grêle.

En 1829, un abonné du *Propagateur aveyronnais* écrit dans ce journal, un article à reproduire :

« J'appelle, messieurs les rédacteurs, vos profondes méditations sur un objet qui intéresse essentiellement la fortune et la tranquillité des cultivateurs.

» La grêle et le feu sont des fléaux qui menacent sans cesse les récoltes et les habitations. Les malheureux qui en sont les victimes, sont pour la plupart réduits à la plus affreuse misère, au dénûment le plus absolu.

» Chercher le moyen de venir à leur secours, de les indemniser de leurs pertes, me paraît un sujet digne des méditations de tous les hommes éclairés, de tous les amis de l'humanité. C'est cette recherche que j'ai en vue de provoquer, car je n'ai pas la prétention d'avoir résolu le problème. Cependant, ce moyen ne paraît pas introuvable. Ces fléaux n'exercent leurs ravages que dans certaines localités plus ou moins étendues ; pour rendre la perte qu'ils occasionnent presque insensible, il suffirait de la diviser sur tout le département ; pour cela, il faudrait une loi qui érigeât chaque département en compagnie d'assurance mutuelle contre la grêle et contre les incendies, et que toutes les propriétés bâties, sans aucune exception, fussent soumises à l'assurance. Les législateurs auraient à décider s'il conviendrait d'y assujettir aussi les récoltes ou de laisser cette faculté libre. Cette distinction

est puisée dans la nature différente des risques. D'abord, la grêle est indépendante de toute conspiration humaine ; il n'en est pas de même du feu : celui qui ne ferait pas assurer ses récoltes ne porterait aucun préjudice à la société, qui n'a aucun intérêt à ce qu'elles soient assurées ou non. Il n'en est pas de même des maisons : car si la maison communique le feu à celle de mon voisin, il exerce son recours contre moi, pour être indemnisé de la perte que je lui aurai occasionnée ; j'ai donc intérêt à ce qu'elle soit assurée, comme il a intérêt à ce que la mienne le soit.

» La mesure que je propose délivrerait l'administration d'une foule de demandes en indemnités ou secours, auxquelles il lui est impossible de faire droit, faute de fonds suffisants affectés à ce service.

» Les assurances contre l'incendie, qui coûtent près d'un franc par mille francs, ne coûteraient pas 0 fr. 25.

» Les crimes d'incendie deviendraient plus rares. La haine, la malveillance qui les inspirent, ne trouveraient plus d'aliment à incendier une propriété dont la perte devrait en définitive être supportée par tout le département et par l'incendiaire lui-même, comme co-assureur.

» C'est surtout dans les agglomérations que cette institution serait utile. Toutes les maisons étant assurées, on ne serait plus exposé à être ruiné, pour avoir communiqué le feu aux maisons voisines. »

Ces idées d'assurance mutuelle ne devaient trouver leur réalisation que beaucoup plus tard. Et nous n'avons encore que de timides essais dans certaines communes, au lieu de la grande fédération départementale demandée par le correspondant du *Propagateur* en 1829.

Et cependant, quels avantages considérables procurés aux abonnés d'une mutuelle-incendie. La loi du 4 juillet 1900 ayant fait bénéficier de l'exemption de tous droits de timbre et d'enregistrement les sociétés d'assurance mutuelle, les fonctions de leurs administrateurs étant gratuites, les actionnaires n'existant pas, c'est un bénéfice de plus de 30 p. 100 que l'on peut réaliser sur les primes. M. Maurice Anglade faisait observer, dans un article paru dans le *Journal de l'Aveyron*, qu'avec ces 30 p. 100, on pourrait organiser dans nos campagnes les retraites ouvrières, sans aucun nouveau frais pour l'État ou les intéressés.

Les mutuelles-incendie qui se sont formées dans l'Aveyron ont généralement adopté le système des primes. Les sociétaires versent à une caisse une prime annuelle comme ils le faisaient auparavant avec les compagnies. La caisse garde 1/10 ou 2/10 des primes et verse le reste à l'Union centrale des caisses d'assurances agricoles mutuelles qui prend à sa charge les 8/10 des risques.

Quelques communes, parmi lesquelles celle de Vabre-de-Rieuepeyroux, ont adopté un système différent. Les sociétaires ne versent aucune prime. Lorsqu'un incendie a causé des dommages à l'un

d'eux, le bureau fait procéder à l'estimation de ces dommages, fixe l'indemnité et la répartit proportionnellement à l'assurance de chaque membre. Ce système de mutuelle nous paraît offrir des inconvénients. Et tout d'abord, la somme à verser par chacun peut être considérable ; si l'association comprend vingt membres, par exemple, et que les pertes s'élèvent à 20 ou 25.000 francs, c'est 1.000 ou 1.500 francs que quelques-uns auront à donner. C'est une grosse somme pour un agriculteur, et il faut la trouver dans les huit jours, car un article des statuts porte : « Le sociétaire doit, dans les huit jours de la fixation définitive, se libérer entre les mains du président, sur sa quittance. Faute de paiement dans le délai précité, le conseil d'administration peut, à son choix, résilier l'assurance, ou la maintenir et en poursuivre l'exécution par toutes les voies de droit. »

Un autre désavantage de cette mutuelle, c'est la difficulté pour fixer le dommage. L'argent versé dans une caisse appartient à la communauté, chacun en a fait le sacrifice. Ici, le dommage doit être réparé avec des sommes qu'il faudra demander à chacun et tous seront unanimes à diminuer l'importance des dégâts : d'où chicanes et discussions.

Pour ces raisons, nous croyons que la mutuelle avec primes est la meilleure des formes d'assurances-mutuelle.

Citons les mutuelles-incendie, que nous connaissons, dans l'Aveyron :

La mutuelle de Gabriac, fondée en 1907. Elle assure aujourd'hui plus de 150.000 francs d'immeubles.

La mutuelle de Cruéjouls avec 60.000 francs d'immeubles assurés.

Les mutuelles d'Arcanhac, de Saint-Côme, de Luc, de Saint-Agnan-Vezins, de Lavergne-Vezins, de Bozouls, de Cássagnes, de Compolibat, de Vabre-de-Rieupeyroux.

Voici le compte-rendu des opérations de la mutuelle de Lassouts :

« La mutuelle-incendie de Lassouts a déjà passé 15 polices qui assurent un capital de 210.050 fr. Elle est affiliée à l'Union centrale des agriculteurs de France. C'est par l'intermédiaire de l'Union qu'elle s'est réassurée à la Mutualité française, 8, rue Drouot, Paris.

» Elle ne garde qu'un dixième des risques pour sa caisse locale et réassure les 9/10 à la Mutualité. Déjà, elle a versé les 9/10 du montant des primes perçues pour les six premiers mois et la Mutualité lui a alloué le 10 p. 100 sur le total de ces primes.

» Le ministre de l'Agriculture a accordé à la Mutuelle une subvention de 600 francs pour permettre à la caisse de faire face à des frais d'organisation et de premier établissement, et de se constituer un fonds de réserve. Le conseil municipal lui a alloué une somme de 20 francs. »

Mutuelles-bétail. — Il existe dans certaines com-

munes de l'arrondissement de Villefranche une forme particulière de mutuelle-bétail. Lorsqu'une bête meurt par accident, les habitants de la paroisse se font un devoir d'acheter un morceau de la bête plus ou moins gros, suivant l'importance de leur propriété.

La mutuelle-bétail proprement dite s'introduira plus difficilement dans nos campagnes que la mutuelle-incendie.

En effet, c'est d'abord une charge nouvelle. Le cultivateur est habitué à payer la prime d'assurance et peu lui importe de la verser à une Compagnie ou à la mutuelle, mais il hésitera lorsqu'il lui faudra acquitter un impôt nouveau.

D'autre part, le propriétaire moyen ou le fermier ayant un certain nombre de bêtes dans ses écuries, ne peut faire partie d'une mutuelle ; chaque année, il a des pertes, mais ces pertes sont prévues, entrent dans la balance des comptes.

La mutuelle-bétail ne peut être utile que pour le petit propriétaire que la perte d'une vache ou d'une brebis ruine.

Elle rendra nos cultivateurs plus prévoyants, les habituera à compter beaucoup sur eux-mêmes et moins sur l'Etat. Aujourd'hui, dès qu'ils perdent une bête, ils font appel à l'administration, mettent en jeu toutes les influences pour obtenir un secours. Et il arrive alors que les plus aisés, les moins nécessiteux obtiennent une indemnité, tandis que les malheureux, qui ne connaissent aucun

personnage influent, doivent supporter toute la perte.

L'intervention de l'Etat ne devrait s'exercer que dans les cas d'épizootie, lorsqu'un fléau décime les bêtes de tout un canton, de toute une région. Dans ce cas, la caisse de la mutuelle ne peut secourir toutes les infortunes ; il faut en arrêter le fonctionnement.

Des mutuelles-bétail existent à Saint-Parthem, à Salmiech, à Saint-Saturnin, à Gabriac. Cette dernière a assuré, en 1907, 320 bêtes bovines représentant un capital de 64.000 francs.

La cotisation annuelle est en général de 0,25 0/0 et on paye un droit d'entrée dans la société de 1 franc.

En 1908, il s'en est créé à Cruéjols, Lassouts, Compolibat, La Salvétat.

Caisses mutuelles agricoles de retraites. — De toutes les œuvres mutuelles à fonder dans le centre communal, la caisse de retraites est certainement la plus utile, mais aussi la plus difficile à organiser.

Et d'abord, la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels, est difficile à interpréter et difficile à mettre en pratique. Il faut trouver dans la commune un agriculteur de bonne volonté qui puisse et veuille rédiger les statuts et assumer de mettre la société sur pied. Si l'on s'adresse à un étranger, le paysan est mis en méfiance et refuse d'entrer dans la société.

Et puis, une société de retraites doit surtout comprendre des jeunes gens. Or, la plupart des jeunes Aveyronnais émigrent, et ceux qui restent songent à se créer un petit pécule et ne veulent pas faire de versements. Les jeunes ménages emploient toutes leurs économies à racheter à leurs frères et sœurs le bien de famille.

Malgré toutes ces difficultés, il faut espérer que nos cultivateurs comprendront enfin l'intérêt qu'il y a pour eux à s'assurer une retraite et que des caisses se fonderont dans toutes les communes. Chaque caisse attache un peu ses adhérents au sol natal et les détourne de la ville.

En 1908, nous ne connaissions qu'une seule caisse agricole de retraites fonctionnant régulièrement dans l'Aveyron : c'est celle d'Auriac, fondée en 1905 par le comice agricole de Cassagnes-Bégonhès. Elle comprend 42 membres recrutés parmi les agriculteurs (propriétaires, fermiers, ouvriers agricoles), domiciliés ou non dans la commune.

Elle a pour but :

- 1° De leur constituer des pensions de retraite ;
- 2° De leur donner des allocations annuelles renouvelables ;
- 3° D'allouer des secours aux ascendants, aux veufs, aux veuves ou aux orphelins des membres participants décédés.

Il y a des membres participants et des membres honoraires. Les femmes et les enfants peu-

vent faire partie de la société. Il ne faut pas être âgé de plus de 45 ans.

La cotisation annuelle est fixée d'après l'âge de l'entrée pour toute la durée. Elle est de 12 francs pour les membres entrés avant 20 ans, de 18 francs pour les membres entrés de 20 à 30 ans, et de 24 francs pour les membres entrés après 30 ans.

Chacun des participants reste libre de verser des cotisations supplémentaires. Un livret individuel reçoit l'inscription de toutes les sommes versées et ces sommes sont déposées à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Des subventions du Ministre peuvent grossir l'avoir de chacun. La Société possède, en outre, un fonds commun pour faire face aux frais de gestion ou distribuer des allocations annuelles renouvelables ou des secours. Ce fonds commun est constitué par les cotisations des membres honoraires, le produit des amendes, les dons et legs, etc.

Le sociétaire a droit à une pension qui ne peut dépasser 360 francs à l'âge de 60 ans. On vient au secours des infirmes, des veufs, des orphelins.

Telles sont les principales dispositions de la caisse de retraites d'Auriac.

Nous avons dit que c'était la seule société de retraites entre cultivateurs du département. Mais les ouvriers d'art, les membres de l'enseignement, les employés de certaines administrations sont depuis longtemps réunis en sociétés de secours mu-

tuels ou de retraite. Les cultivateurs seuls restent donc étrangers aux idées d'association et de prévoyance. Aussi, en terminant, nous formons de nouveau le vœu de voir s'établir une plus étroite solidarité entre tous les colons de la terre aveyronnaise.

Montpellier, le 28 Avril 1909

Vu, le Doyen de la Faculté de Droit,
VIGIÉ.

Montpellier, le 27 Avril 1909

Vu, le président de la thèse,
Ch. RIST.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 29 Avril 1909.

Le Recteur,
Ant. BENOIST

BIBLIOGRAPHIE

AFFRE (H.). — Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du Rouergue. Rodez, 1903.

MONTEIL. — Description du département de l'Aveyron. Rodez, an X de la République.

LEMPEREUR. — Etat du diocèse de Rodez en 1771. Rodez, 1906.

— Introduction de la pomme de terre en Rouergue. Rodez, 1881.

MARRE. — Le Roquefort. R. G. Carrère, 1906.

— La race d'Aubrac et le fromage de Laguiole. Rodez, 1904.

La Feuille villageoise, journal de 1820-1821.

Annuaire de l'Aveyron.

Bulletins de la Société centrale d'agriculture.

Enquêtes agricoles.

Correspondance, statistiques. Archives de la Préfecture de Rodez.
